

Coopération maghrébine

Un pas important dans la coopération maghrébine a été effectué mercredi 8 février à l'issue de la première visite d'un président algérien au Maroc depuis dix-sept ans. M. Chadli Bendjedid et le roi Hassan II ont fait signer par leurs ministres un accord créant une société mixte chargée de la mise en œuvre d'un gazoduc reliant Hassi-Rmel, en Algérie, à l'Espagne via le Maroc.

Dès 1995, en principe, l'Algérie écoulera chez son voisin une partie du gaz naturel qu'elle a ou du mal à vendre au prix fort à la France et que sa presse présente comme un atout majeur du Maghreb. Des capitaux américains et arabes pourraient financer une partie des travaux nécessaires. D'autre part, une commission dirigée par les ministres des affaires étrangères devra réactiver tous les traités et conventions conclus entre les deux pays, allusion apparente aux dispositions d'un pacte de « fraternité, bon voisinage et coopération » conclu pour vingt ans, en 1969, à l'issue, et vite oublié à cause notamment du conflit du Sahara occidental survenu en 1975.

Rien n'a filtré sur les conversations relatives à l'avenir de l'ancienne colonie espagnole, que les dirigeants de la « République arabe sahraïenne démocratique », réfugiés en Algérie, disputent au Maroc. Mais le numéro deux du Front Polisario, M. Bachir Mustapha Sayed, a mis résolument les pieds dans le plat par des déclarations qui, sous couvert d'approuver la réconciliation algéro-marocaine, visent à empêcher toute tractation bilatérale dont son mouvement ferait les frais.

Écartant un compromis sur un statut d'autonomie interne, il assure honnêtement le Maroc de son désir de coopération dans le cadre de relations entre États indépendants. Dans l'immédiat, il évoque une participation sahraïenne au sommet qui doit réunir autour du roi Hassan les présidents algérien, tunisien, libyen et mauritanien le 15 février à Marrakech. Même en faisant la part de la tactique consistant à durcir les positions avant les négociations, il est difficile de ne pas s'interroger sur la docilité du Polisario à l'égard d'une Algérie manifestement pressée d'en finir avec une querelle suscitée par Boumedienne.

Le second obstacle à la coopération algéro-marocaine, après l'affaire du Sahara, était la différence de régime entre les deux pays. L'économie socialiste imposée par Ben Bella et son successeur n'était guère propice à des échanges avec les entreprises marocaines, capitalistes et beaucoup plus libérées de la tutelle étatique. Malgré ses limites, le multipartisme instauré dans le royaume pouvait inquiéter les dirigeants du FLN. Aujourd'hui, ces incompatibilités s'estompent.

Les convergences sont tellement évidentes entre le roi Hassan II et le président Chadli que la Tunisie et la Mauritanie, tout en se réjouissant de projets économiques profitables à la région, paraissent s'inquiéter d'un « axe Alger-Rabat ». Pour sa part, le colonel Kadhafi continue à faire bande à part en agitant l'idée d'une union entre les peuples par-dessus les États. Ce ton discordant n'a qu'une importance relative puisque la coopération maghrébine peut surtout profiter aux pays francophones d'Afrique du Nord, qui ont tant de choses en commun. La France est concernée, mais aussi l'Espagne et l'Italie, de plus en plus présentes dans la région sur le plan économique.

(Lire nos informations page 5.)



Les attaques contre le secrétaire à la défense

L'« affaire Tower » empoisonne les débuts de l'ère Bush

Les attaques menées contre M. John Tower et la polémique déclenchée au Congrès par sa nomination comme secrétaire à la défense — qui n'a toujours pas été « confirmée » par le Sénat — assombrissent l'horizon jusqu'à l'arrivée de l'ère Bush. Pour le président, le « coût » politique de cette affaire, qui ne cesse de s'amplifier, est déjà élevé.

Un « coût » politique élevé

WASHINGTON
de notre correspondant

L'argent, l'alcool et les femmes. Les penchants supposés de M. John Tower, que M. Bush a choisi pour diriger le Pentagone, titillent la presse et enchantent les adversaires de la nouvelle administration. Mais, pour le président, l'affaire est en train de prendre une tournure fort désagréable.

Cela fait huit semaines que M. Bush a désigné M. Tower comme secrétaire à la défense, et

l'ancien président de la commission des forces armées du Sénat n'a toujours pas obtenu la « confirmation », c'est à dire l'agrément de ses anciens collègues sénateurs. Et de nouvelles rumeurs, de nouvelles accusations, surgissent presque chaque jour. Il est désormais exclu que le Sénat mette un terme à l'épreuve avant au moins une dizaine de jours, le temps que le FBI mène à son terme une nouvelle enquête.

JAN KRAUZE.

(Lire la suite page 6.)

Echec des négociations et nouveaux incidents

Le conflit des prisons s'étend et se durcit

Les discussions ont été une nouvelle fois rompues, mercredi 8 février, entre la direction de l'administration pénitentiaire et les syndicats, qui mettent comme préalable à toute négociation la levée des sanctions contre treize surveillants. Le mouvement s'étend et se durcit en province. Les forces de l'ordre sont intervenues à plusieurs reprises, notamment à Fleury-Mérogis.

« Mai » à l'ombre

A Fleury-Mérogis, aux Baumettes, certains ont enfoncé leur casquette jusqu'aux yeux et noué leur cache-col autour du visage. Dans leur uniforme, encagoulés comme des braqueurs de banque, devant les photographes ils ont pris la pose. Les détenus ont vu cette image puisqu'en cellule ils ont la télévision. De la centrale de Muret, ils nous ont écrit : « A l'heure où certains syndicats de surveillants nous prouvent qu'ils n'ont rien à faire de l'amélioration des conditions de détention, mais démontrent notamment qu'ils ne sont préoccupés que

d'augmentation de salaire et de réduction de travail, il faudrait peut-être se poser la question : de quel côté sont les voyous, de quel côté sont les responsables ? Par qui sommes-nous réellement surveillés et encadrés ? »

La question n'est pas vaine. A Quimper, les surveillants, pour être tout à fait sûrs qu'ils bloqueraient bien certains accès de la prison, en ont tout bonnement soudé la porte.

AGATHE LOGEART.

(Lire la suite page 12.)

Des « changements » en Afrique du Sud ?

Une déclaration du successeur probable du président Botha.

PAGE 5

Série noire pour Boeing

Cent quarante-quatre morts dans l'accident des Açores.

PAGE 32

Journée meurtrière dans les territoires occupés

Quatre Palestiniens et un Israélien tués.

PAGE 3

Caisse des dépôts

Un bilan financier et les explications de M. Robert Lion sur la Société générale.

PAGE 26

Le sommaire complet se trouve en page 32

Les relations PC-PS avant les municipales



Acharnement thérapeutique

La course de lenteur continue entre le PS et le PC pour la formation des listes communes aux élections municipales.

par Daniel Vernet

L'union était un combat ; elle est en passe de devenir une lutte fratricide. A peine signé, l'accord de 12 janvier entre le PC et le PS pour les municipales a été violé ; à peine confirmé, il a été piétiné. Les négociateurs socialistes eux-mêmes, MM. Mauroy et Debarge, ne sont pas en mesure de le faire respecter dans

leurs fédérations respectives qui ne se montrent pas plus disciplinées que les autres.

Il y a quelque chose de paradoxal pour le Parti socialiste à vouloir s'allier avec un parti dont M. Mitterrand a ouvertement souhaité, dès 1972, et accéléré depuis, la disparition. Le creux de la vague a été atteint pour les communistes avec l'élection présidentielle de juin dernier et ce n'est pas l'embellie passagère des scrutins partiels qui bouleverse fondamentalement la tendance.

Pourquoi le PS tient-il tant à aider M. Marchais à conserver

quelques grandes mairies ? Certes, le gouvernement Rocard a besoin à l'Assemblée nationale de l'appui ou de la neutralité bienveillante du groupe communiste pour exister sans majorité absolue ; certes, de larges couches du PS ont encore la nostalgie de l'union de la gauche, quand toutes les « forces populaires » conjuguent leurs efforts pour porter à la présidence le socialiste François Mitterrand, contre « ceux des châteaux » (Pierre Mauroy).

(Lire la suite page 10.)

Une étape dans le développement du « Monde »

Le n° 2 du « Monde de la Révolution française » a été tiré dans notre nouvelle imprimerie d'Ivry

Le deuxième numéro du Monde de la Révolution française, mensuel publié par le Monde en association avec Clef 89, est mis en vente à partir de jeudi. Le premier numéro a connu un grand succès : près de 30 000 abonnements ont été souscrits, et la demande a été telle, dans les kiosques, qu'il a fallu imprimer 35 000 exemplaires en plus du tirage initial de 110 000.

A ce motif de satisfaction s'en ajoute un autre : ce deuxième numéro a été tiré non pas en Allemagne, comme le numéro un, mais sur les presses ultra modernes en cours d'installation dans notre nouvelle imprimerie, à Ivry-sur-Seine. L'outil le moins averti constatera que nous n'avons pas menti à nos lecteurs en leur disant que nous allions disposer, grâce à cet investissement décidé à l'été 1986,

d'une qualité d'impression sans égale dans la presse quotidienne française. De nombreux clichés en couleurs, dont l'information du repérage assure l'excellente venue, égaient ces pages d'une élégance classique et d'une parfaite lisibilité.

Toute notre maison est fière de ce coup d'essai. Il est de bon augure pour le succès du Monde en plusieurs cahiers que nous sortirons à l'automne, avec une mise en page renouvelée, sur les presses de l'imprimerie d'Ivry, qui permettront également le tirage, comme nous l'avions annoncé (1), de 400 000 exemplaires, en moyenne quotidienne, du Parisien.

A. F.

(1) Le Monde daté 20-21 novembre 1988.

Tensions au RPR

M. Chirac est pressé par certains de ses amis, dont MM. Pasqua et Séguin, d'abandonner la présidence du RPR. Dans son entourage, on dénonce une « manœuvre » qui viserait à lui retirer la maîtrise directe du mouvement.

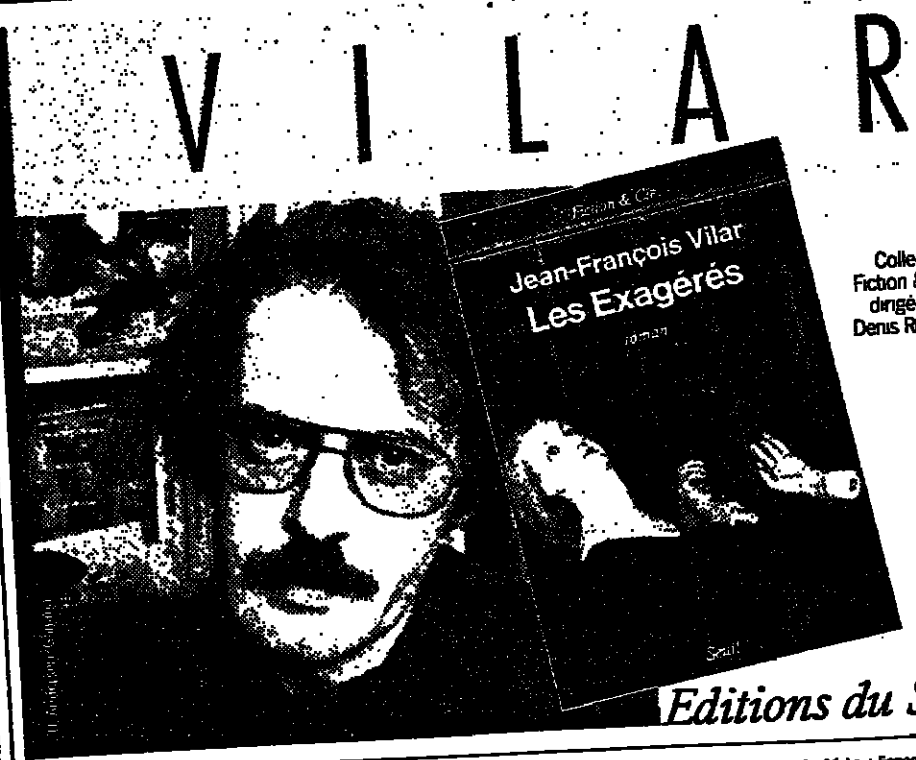
Lire page 11 l'article d'ANDRÉ PASSERON.

Le Monde

LIVRES

- Marcel Aymé dans la « Piétade ».
- Montaigne sur le Nil : la vie quotidienne d'une cité égyptienne sous la domination romaine.
- Romans : Bernard Thomas, Chantal Chavaf.
- La chronique de Nicole Zand : les « Belles Étrangères » de Finlande.
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Vestiaire de Penfance », de Patrick Modiano ; « le Téléstège », de Michel Mohrt ; « le Beau Rôle », de Louis Gardel.

Pages 15 à 21



Collection Fiction & Cie dirigée par Denis Roche. 95 F

Editions du Seuil

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,85 \$; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 6 400 DA ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Roumanie, 325 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

Débats

NIVEAU

L'enseignement du mépris

par ALAIN FINKIELKRAUT (*)
et ELISABETH de FONTENAY (**)

L faut le dire d'entrée de jeu : le niveau baisse et le niveau monte sont, appliqués à l'école, deux énoncés strictement équivalents, également dérisoires et dénués de pertinence. Affirmer, comme le font Christian Baudelot et Roger Establiet dans leur dernier livre (1), que le niveau monte, ce n'est pas rompre avec un cliché, c'est le répéter, en se contentant de l'affecter d'un autre signe.

Preuves à l'appui, les auteurs montrent, il est vrai, que la lamentation des professeurs est centenaire. Et alors ? Et si elle était constitutive, cette plainte, de la manière d'être du professeur, si elle s'identifiait à une inquiétude générique qui le taraude au sujet de la transmission et se confondait avec son exigence professionnelle ? Pourquoi aujourd'hui n'a-t-on pas le droit de se plaindre de l'aujourd'hui ? Il appartient à l'éducateur, rappelle Hannah Arendt, de faire le lien entre l'ancien et le nouveau, et ses soupçons, ses doléances sempiternelles n'expriment que la peur très légitime de voir ce lien se rompre, et le monde, le vieux monde dont il a la charge, tomber dans un irréversible oubli.

Esprit du temps

Ce que les auteurs du *Niveau monte* légitimement, sous couvert de scientificité, c'est l'esprit du temps, c'est-à-dire le système de représentations dominant dans les milieux économiques, technologiques et aussi politiques. Ces différents pouvoirs réclament, pour se perpétuer, que tous adorent le cumul et la communication. Plus on en sait et plus ça circule, plus le niveau monte. Qu'est-ce qu'on accumule ? Du quantitatif, du mesurable, du comptable. Qu'est-ce qui circule ? De l'information, bien sûr, étant entendu que moins ça exprime plus ça communique.

Les élèves de terminale C n'ont jamais été aussi forts en mathématiques, dit-on. Voilà une constatation vérifiable, reconfortante peut-être, mais qui gagnerait à être interrogée à partir de cette autre constatation : on ne parvient plus à enseigner les mathématiques à des élèves que l'ignorance du conditionnel empêche de comprendre les énoncés des problèmes.

Un tel ravissement devant l'augmentation du savoir en général et devant la hausse du niveau, le culte du toujours plus technologique ont pour fonction d'occulter l'altération des structures profondes de la langue et d'annuler la différence incommensurable qui sépare la performance de la formation. Car s'instruire, par Virgile, à l'amour de la campa-

gne, en latin ou en français, ce n'est pas du tout la même chose que d'observer le jeu de Wilander afin d'améliorer son service. Et ceux que ce livre a sidérés ne se lamentent pas sur un âge d'or perdu : ils refusent que l'enseignement de type professionnel (indispensable évidemment pour qu'aucun élève ne sorte du système éducatif sans une qualification) ne devienne le tout de l'instruction, et que l'école n'ait d'autre fonction que de fabriquer des experts.

La tyrannie de l'ici et du maintenant

L'école doit continuer de s'occuper, à loisir, de ces disciplines qui ne sont pas seulement des savoirs ou des savoir-faire, et dont la finalité n'est pas immédiate. Les établissements d'enseignement ne peuvent se contenter de transmettre les moyens d'un rapport purement opératoire aux choses et aux êtres, ils doivent rendre possible, par cette sorte d'éducation sentimentale dont nous avons regu les bi-millénaires secrets, l'accès de tous les enfants et de tous les adolescents à l'universel, ils doivent susciter cette ouverture à soi-même et à son temps, qui passe nécessairement par la rencontre avec des disciplines qui ignorent la tyrannie de l'ici et du maintenant.

N'y a-t-il pas un hégélianisme du pauvre, disons plutôt un positivisme rampant chez ces gentils zélotes du progrès et de toutes les techniques, quand ils disent que l'heure littéraire est passée, que l'enseignement classique a fait son temps et quand ils crient haro sur ces professeurs qui tiennent à la reconnaissance et à la reconnaissance de leur discipline et rêvent pour elle d'une expansion sans hégémonie ? Du reste, au cas même où des littéraires n'entendraient que veiller sur le passé, la langue et les œuvres, est-ce nécessairement pleurnicher que de résister au « sens de l'histoire », est-ce nécessairement afficher sa vieillesse que de veiller, n'y a-t-il vraiment que les vieilles qui veillent ?

Nos sociologues oublient-ils que des comités de vigilance ont existé qui luttèrent contre ce qui était aussi, en son temps, le modernisme et le futurisme ? Le fait que Baudelot et Establiet affirment que l'enseignement est « pleurnicheur », on attend vaine-ment pas leurs thèses, renseignons plus sur les rapports qu'ils entretiennent par leurs métaphores aux

personnes âgées et aux femmes, que sur la nature de leurs adversaires.

Et puis ce mot « jeune » qui revient sans cesse dans le livre et dans les commentaires. Faut-il dire, une fois encore, que, commercial ou fasciste, il est franchement obscène, en ce qu'il produit de l'indifférenciation biologique et fétichisante ? Nous autres professeurs, nous n'avons nullement affaire à des jeunes, mais exclusivement à des élèves et à des étudiants. Comment, dès lors, soutenir que nous les méprisons quand, hors de toute évaluation entre les générations, loin de tout bavardage sur le haut et le bas, nous nous alarmons avec eux, et pour eux, de leur perte de repères dans la structure et l'histoire que constitue notre langue ? Tandis que Baudelot et Establiet militent, eux, pour un enseignement du mépris, c'est répondre à l'attente, explicite ou implicite, des nouvelles générations que de leur rendre ce que nous avons reçu, que de nous acquiescer envers ceux qui nous suivent de la dette envers ceux qui nous précèdent.

Car il ne viendrait à l'esprit d'aucun des professeurs inquiets – et cela vaut pour les plus conservateurs d'entre eux, – d'incriminer les enseignés, comme ceux-ci avaient choisi délibérément leur handicap. Alerte l'opinion sur la détérioration de cette capacité de lire et d'écrire qui nous a fait les fils du livre en même temps que du calcul, sur le gâchis humain que représente le fait de ne pas pouvoir évoluer avec bonheur dans les eaux profondes de sa langue, c'est d'abord alerter les pouvoirs publics et les engager à revenir, par-delà les pédagogies plus démagogiques que démocratiques, aux exigences politiques, donc financières, de l'instruction publique, d'une instruction publique nouvelle qui prenne en compte l'enseignement de masse et s'adresse à ceux qui ne sont pas des « héritiers ».

Hérauts d'une élite heureuse

On ne saurait ignorer un nécessaire remodelage des différentes disciplines, mais cette configuration nouvelle ne peut reposer sur un consentement à l'extinction pure et simple de ce que, par exemple, les collègues de jésuites ont légué aux établissements de la République.

(*) Professeur à l'Ecole polytechnique.
(**) Maître de conférences à l'université Paris-1.

Au lieu de réclamer les moyens d'ouvrir à tous l'accès à l'héritage, Baudelot et Establiet annoncent, à grand fracas, qu'il est temps d'en décharger les héritiers eux-mêmes. Qui sont-ils, en effet, si non les héritiers d'une élite heureuse d'être enfin désencombrée du patrimoine, libre de toute inhibition, libre de sa contemporanéité avec le présent ? Et ce message euphorisant – le niveau monte, à bas les vieux ! – réclame en fin de volume la mention de l'écart sans cesse grandissant entre les élèves des cycles courts et ceux des cycles longs. Le scandale majeur ne résiderait-il pas, cependant, dans cette distance qui fissure le principe démocratique ? Et n'appartient-il pas à des théoriciens de la critique sociale d'opportunistement sonner l'alarme à ce sujet ? Mais la critique sociale ne paie plus, alors que la dénonciation des vieilles idées des vieilles pleureuses passées reçoit un écho retentissant : on aime bien, en France, prendre les professeurs, leurs vacances, leurs exigences comme têtes de Turc.

Ce livre qui se veut dérangeant arrange tout les pouvoirs et flatter les pires idées reçues. De là notre dégoût à voir la gauche le porter aux nues et faire de cette histoire de « niveau » la ligne de partage entre elle-même et la réaction. On dirait que la gauche ne s'est démarquée que pour se mettre au service du marché, de ses valeurs de compétitivité et de performance. Ah ! c'était bien la peine assurément de changer de gouvernement. C'est bien la peine d'avoir mené une impitoyable critique de l'école capitaliste pour en venir à ce terrorisme mou, liquidateur de l'arbitraire orthographe de la langue française, et pour sombrer dans ce consentement gâté à l'état de choses existant.

Qui se soucie encore, parmi les modernistes progressistes excités par la transgression de ce qu'ils prennent pour les « humanités » ou pour de l'humanisme, qui se soucie encore de la République, du socialisme et des tâches qu'en priorité leurs principes réclament ? Nous n'acceptons pas de laisser traiter de vieilles lunes et de savoirs morts les splendeurs de la littérature, de la philosophie, de l'histoire et de toutes les langues, car ceux qui dans un premier temps exhibent la caducité de cet enseignement, ne le font que pour, dans un second temps, en dépeupler le plus grand nombre qui y a droit.

Ce serait vraiment un comble si l'idolâtrie de la modernité défilait la gauche au pouvoir de ce qu'Ossip Mandelstam appelait « la splendide promesse faite au tiers état ».

(1) Le niveau monte. Réflexion d'une vieille idée concernant la prétendue décadence de nos écoles, éditions du Seuil. Voir le Monde du 7 janvier.

Au courrier du Monde

SACCAGE

Révolution aux Tuileries

Je voudrais exprimer et même clamer mon approbation à la protestation émise dans vos colonnes (le Monde du 1^{er} février) par MM. Georges Alexandroff et Mario Zoratto au sujet des nouvelles dévastations commises dans le jardin des Tuileries sous prétexte de Bicentenaire. Les plus enragés sans-culottes n'en firent jamais autant. Il est vrai qu'ils n'avaient pas de bulldozers à leur disposition...

Quand cessera ce vandalisme d'Etat ? Ce n'était pas assez que d'avoir cédé au coup de force des forains ? D'avoir livré, trois mois chaque année, ce site à leurs monstrueuses installations et à leur vacarme ? Les promeneurs et riverains assistent, consternés et impuissants, à ces agressions dont les ondes de choc atteignent le quartier tout entier, désormais infesté de marchands à la sauvette, de voleurs à la tire et contaminé par la publicité sauvage qui s'étale impunément sous les arcades de la rue de Rivoli – autre site classé – transformée en souk.

Aucun, je dis bien aucun autre jardin de Paris n'est victime d'un tel saccage. Alors pourquoi les Tuileries ? Sans doute parce qu'elles appartiennent à l'Etat et que l'Etat peut violer ses propres lois et règlements sans être sanctionné par une autorité supérieure. Que M. Lang, que le chef de l'Etat lui-même cessent donc de nous parler de patrimoine, des efforts qu'ils font et des milliards qu'ils dépensent – c'est-à-dire qu'ils nous prennent – pour le défendre. Nous ne leur demandons qu'un peu d'autorité. C'est gratuit.

CLAUDE SAINTENY
(Paris).

BICENTENAIRE

Généalogie du terrorisme

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt l'article de M. Jean-Marie Benoist (« Au nom des Lumières », le Monde du 6 janvier). On ne peut que souscrire à tout ce qu'il dit de la Déclaration des droits de l'homme. En revanche, son essai de généalogie du terrorisme d'Etat ne saurait convaincre.

Je laisse à de plus habiles que moi le soin de montrer ce qu'ont d'incompréhensible avec la rigueur de l'histoire les amalgames polémiques auxquels se livre notre philosophe. On dirait que, selon lui, les hommes ont attendu 1792 pour se massacrer en grand et au nom de la raison d'Etat, fût-elle éclairée. En s'en tenant à l'histoire de France, et sans remonter à la Saint-Barthélemy, M. Jean-Marie Benoist aurait pu se souvenir de la destruction du Palais national par Louis XIV : « Il signa, écrit Voltaire (1), du fond de son palais de Versailles, et au milieu des plat-

sirs, la destruction de tout un pays... »

C'était il y a tout juste trois cents ans, mais, selon la mémoire sélective de M. Jean-Marie Benoist, le terrorisme d'Etat ne remonte pas si haut, et personne apparemment ne songe à célébrer ce tricentenaire-là...

ANDRÉ BOUVET
(Rumilly, Haute-Savoie.)

(1) Le siècle de Louis XIV, chapitre XVI.

OPÉRA

Bastille à prendre

Voilà donc M. Barenboim congédié et M. Chéreau très mécontent, et voilà à nouveau une grande affaire nationale, alors qu'il est évident qu'il s'agit d'une des nombreuses festivités du Bicentenaire ! Comment imaginer que, deux siècles après, il ne se passe rien du côté de la Bastille ?

Je vois une suite et une fin possibles à cette histoire, et les propose en toute simplicité à M. Jeanneney : le 14 juillet prochain, les provinciaux amateurs de musique – et qui n'ont pas toujours à 100 kilomètres autour de chez eux un orchestre, une salle de concert ou un opéra convenable – se réunissent à Paris, s'emparent de la nouvelle Bastille et la détruisent de fond en comble. Chacun ramène chez soi l'une de ces pierres dispendieuses et la dépose solennellement dans un endroit approprié pour en faire la première du temple de la musique locale. La décentralisation fera le reste. C'est les girondins qui seraient contents !

RAYMOND TÉTART
(Mansque, Alpes-de-Haute-Provence.)

PROCÈS

De Kravchenko à David Rousset

Serge Bernstein, dans son article consacré au procès Kravchenko (le Monde daté 22-23 janvier), omet de citer – au moins – un autre procès qui fit également grand bruit, celui de David Rousset contre les Lettres françaises.

En 1949, David Rousset, ancien déporté, lançait un « appel aux anciens déportés des camps nazis » qui aboutit à la création d'une commission internationale chargée d'enquêter sur l'existence d'un univers concentrationnaire. Cette commission publia des livres blancs sur la situation dans divers pays dont l'URSS, ce qui lui vaudra de violentes attaques de la presse communiste. Les Lettres françaises accusèrent David Rousset d'avoir falsifié les textes soviétiques et les témoignages des rescapés. D'où un long procès qui se terminera en juillet 1953 par la condamnation de l'hebdomadaire communiste.

Kravchenko n'a donc pas été le seul, il s'en faut de beaucoup, à avoir dénoncé l'existence de camps en Union soviétique.

EMILE COPFERMANN.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-91

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Favret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouis.

Rédacteur en chef :
Daniel Verne.

Correspondant en chef :
Claude Sales.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Imprimé
à « Le Monde »
7, rue des Italiens
PARIS

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437

ISSN : 0195-2037
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-61

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapex LEMONDE
ou 36-15 - Tapex LM

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS vols normaux
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	728 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 038 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 808 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE, code d'accès ABO
PORTAGE : pour tous renseignements
Tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à for-
muler leurs demandes deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

(Publicité)
COMMUNIQUÉ

VELO TOUT TERRAIN JUNIOR

LA SOCIÉTÉ PEUGEOT CYCLES

a constaté qu'un certain nombre de ses bicyclettes
vélos tout terrain Junior :

– VTT 20D W MALIBU

– VTT 20E W CARAIBES

présentent un risque de rupture d'un organe de sécurité.

Les clients concernés sont invités à présenter
leur bicyclette chez le concessionnaire le plus proche,
le plus rapidement possible, pour vérification
(ou remplacement de la pièce défectueuse).

PEUGEOT
CYCLES

Etranger

Alors que le soulèvement est entré dans son quinzième mois

Journée meurtrière dans les territoires occupés : quatre Palestiniens et un Israélien tués

Les pays arabes ont demandé, mercredi 8 février, une réunion urgente du Conseil de sécurité de l'ONU pour examiner la situation dans les territoires occupés. Celle-ci pourrait commencer vendredi. Sur le terrain, la Cisjordanie et Gaza ont connu l'une de leurs pires journées depuis le début du soulèvement.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Rarement journée aura été aussi meurtrière et marquée d'événements qui provoquent encore un peu plus de rancœur et de haine entre Palestiniens et Israéliens. Tout s'est passé en quelques heures, mercredi après-midi 8 février, alors que le soulèvement dans les territoires occupés entrait dans son quinzième mois (1). Le bilan est un des plus lourds enregistrés en une seule journée : un colon israélien retrouvé mort dans l'incendie de sa voiture, au moins quatre Palestiniens tués par balle au cours d'affrontements avec l'armée et lors d'une révolte dans une prison.

Jeudi 9 février, l'atmosphère était celle de ces journées d'extrême tension et de mobilisation, comme il y en eut au plus fort du soulèvement. Une grève générale était observée par les Palestiniens dans tous les territoires, une partie du nord de la Cisjordanie était devenue zone militaire, hérissee de barrières et sillonnée de localités palestiniennes et les implantations juives afin d'empêcher que la colère des colons ne dégénère en représailles après la mort de l'un d'entre eux.

Les circonstances de cette mort sont encore mystérieuses. Albert Jerrasi, trente-huit ans, père de trois enfants, a été tué dans l'incendie de sa voiture en fin de journée alors qu'il rentrait chez lui dans la localité d'Alfe-Menashe, une implantation située au nord-est de Tel-Aviv. Le véhicule, selon les premières indications, aurait été touché par un cocktail Molotov. Mais la police n'a retrouvé aucun débris de verre dans la voiture ou alentour. L'incendie a-t-il été provoqué par un autre projectile — une bouteille incendiaire en plastique ?

Aucune hypothèse n'a été exclue, notamment pas celle d'un simple incident technique. Mais dans les implantations des environs on était convaincu de la thèse de l'attentat et des colons se mobilisaient. La tension était au plus fort à Alfe-Menashe. Dans la mémoire des colons, cette localité est un lieu martyr. Le 1^{er} avril 1987, une jeune femme de 17 ans, Ofra Moses, et son fils avaient été tués à quelques kilomètres de là, brûlés vifs dans l'incendie de leur voiture provoqué par un cocktail Molotov lancé par un Palestinien. Un autre enfant d'Ofra Moses était défiguré à vie dans l'attentat.

Déjà exacerbée par une série d'incidents dans la région, — des jets de pierres quasi quotidiens, — la colère des colons se montra d'un cran. Mesure sans précédent : l'armée a dû boucler Alfe-Menashe pour empêcher leurs résidents d'aller se livrer à des représailles contre les villages arabes des environs — comme ce fut le cas à plusieurs reprises au cours des dernières semaines. Des colons de la petite ville d'Ariel ont cependant

réussi à bombarder de pierres plusieurs voitures de Palestiniens sur la grande route traversant le nord de la Cisjordanie.

Emeutes
dans une prison

Quelques heures plus tôt, l'après-midi avait été marqué par des affrontements en Cisjordanie et à Gaza. Les militants nationalistes s'étaient mobilisés à l'occasion de la fin du quatorzième mois du soulèvement. Un Palestinien de dix-huit ans avait été tué par balle dans le nord de la Cisjordanie. Son cortège funéraire, immédiatement organisé, fut, selon la presse, suivi par des milliers de personnes chantant des slogans nationalistes et brandissant des drapeaux palestiniens, avant que le couvre-feu ne soit déclaré sur la localité.

Non loin de là, dans un village proche de la ville de Jenin, un nouvel accrochage opposa soldats et jeunes lanceurs de pierres : un Palestinien de dix-sept ans fut mortellement touché à la poitrine. A Gaza — où des dizaines de milliers de personnes sont soumises au couvre-feu — un manifestant est décédé des suites d'une blessure par balle en plastique reçue au début de la semaine.

La journée avait commencé avec une émeute dans une prison du nord d'Israël, Meggido, où sont détenus des Palestiniens des territoires — pour la plupart arrêtés dans le cadre du soulèvement. Selon la presse, plus de mille détenus se sont révoltés alors que le directeur de l'établissement venait de mettre un terme aux visites. Motif : des drapeaux palestiniens avaient été brandis dans la foule des visiteurs.

Un prisonnier a été tué et dix-neuf autres blessés — dont l'un se trouve dans état désespéré — lorsque les gardes, attaqués à coups de barres de fer, ont ouvert le feu. A l'extérieur de la prison, parents et amis des détenus — quelque trois cents personnes — se sont alors révoltés, bloquant la circulation et brisant les vitres des voitures stationnées alentour. Une cinquantaine de personnes

ont été arrêtées après une bataille rangée avec la police.

Diffusé le même jour, le communiqué numéro 34 de la Direction unifiée du soulèvement (qui représente l'OLP) rejette la proposition israélienne d'organiser des élections dans les territoires et met en garde tous les Palestiniens qui seraient tentés d'engager un dialogue avec le gouvernement israélien. Pour toute négociation, dit le communiqué, « il n'y a qu'une seule adresse : l'OLP ».

ALAIN FRACHON.

(1) Et non pas quatorzième mois, comme indiqué par erreur dans le Monde du 7 février.

Après une tentative d'infiltration palestinienne en Israël

Washington fait part de sa « préoccupation »

Les Etats-Unis ont fait part, mercredi 8 février, à l'OLP de leur grave préoccupation à propos de l'interception, dimanche dans le sud du Liban, d'un commando palestinien qui se préparait, selon Israël, à s'infiltrer en territoire israélien, à indiqué le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman. « L'ambassadeur américain Robert Pelletreau a rencontré le représentant de l'OLP à Tunis Hakam Balouti et a mentionné notre sérieuse préoccupation concernant l'incident de dimanche », a déclaré M. Redman. Il a cependant refusé de dire si cet événement remettait en cause le dialogue ouvert en décembre par Washington avec l'Organisation de libération de la Palestine.

Les Etats-Unis ont accepté d'établir des contacts officiels avec l'OLP après que M. Yasser Arafat eut déclaré renoncer au terrorisme et reconnaître le droit d'Israël à l'existence. Après l'incident de dimanche, qui a coûté la vie à cinq Palestiniens dont quatre du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), un des principaux groupes de l'OLP, Israël a demandé à Washington de rompre ce dialogue en affirmant que la centrale palestinienne avait trahi sa promesse. — (Reuters.)

L'affaire Naccache

La polémique franco-française se poursuit

La récente déclaration du ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, selon laquelle la France n'aurait pas tenu l'engagement pris de libérer Anis Naccache en échange de la libération des otages français du Liban, continue à alimenter la polémique en France, entre actuels et anciens membres du gouvernement. Après que M. Charles Pasqua, ancien ministre de l'Intérieur, qui avait pris en main l'affaire des otages, eut affirmé à plusieurs reprises depuis dimanche que le gouvernement Chirac n'avait jamais pris l'engagement de relâcher le terroriste liba-

naï, auteur d'une tentative d'attentat contre l'ex-premier ministre iranien Chapur Bakhtiar et condamné à la prison à vie, M. Michel Rocard, mercredi 8 février, dans l'ignorance de ce qu'avait été la négociation entre Paris et Téhéran (nos dernières éditions du 9 février).

« J'ai (...) quelque incertitude sur la nature réelle des engagements signés par la République française et vous permettez que je ne réponde qu'après avoir levé ces incertitudes », a déclaré M. Rocard alors qu'il était interrogé sur la situation de Naccache. Pour sa part, M. Joxe a affirmé sur RTL que l'actuel gouvernement ne disposait pas de « rapport, de trace officielle, de rapport écrit », pour ajouter : « Nous avons des orateurs, des conversations ». L'« incertitude » sur les négociations de M. Chirac et les Iraniens en vue de la libération des otages, a encore dit M. Joxe, est « une des choses qui compliquent nos relations avec l'Iran ».

Ce même mercredi, M. Pasqua a contredit M. Joxe, l'accusant de faire preuve « d'une perte de mémoire étonnante » et assurant que l'actuel ministre de l'Intérieur était « parfaitement au courant, au-dessus de lui aussi » des conditions dans lesquelles Paris avait obtenu la libération, le 4 mai 1988, des trois derniers otages français. Il a réaffirmé qu'aucune promesse n'avait été faite concernant une éventuelle libération d'Anis Naccache, suivi en cela par l'ancien ministre délégué à la sécurité, M. Robert Pandraud. Celui-ci a également déclaré qu'il n'y avait rien eu de secret, à ce propos, entre le gouvernement Chirac et son successeur. Sur l'absence de tout « rapport écrit », M. Pandraud a déclaré, à la « 5 », qu'il « n'était pas d'usage dans des problèmes où sont impliqués les services secrets de faire des rapports écrits ».

IRAN Large amnistie pour des prisonniers politiques

L'annonce, mercredi 8 février, d'une amnistie générale des prisonniers politiques en Iran, à l'exception de neuf cents d'entre eux (nos dernières éditions du 9 février), intervient au lendemain de graves accusations, de la part de l'ONU, d'Amnesty International et de mouvements d'opposition iranien, contre le régime islamique qui aurait procédé à une vague d'exécution au cours des derniers mois. Plusieurs milliers de détenus politiques auraient ainsi été fusillés ou pendus.

Dans une lettre proposant cette amnistie, acceptée par l'imam Khomeiny, le ministre du renseignement, M. Mohammed Reychahri, a motivé cette décision par la « consolidation » de la République islamique qui, selon lui, n'est plus menacée par des « groupuscules » — ceux-ci étant « au bord de l'extinction totale ». Le ministre, qui n'a pas précisé le nombre de détenus concernés, a indiqué que neuf cents d'entre eux, « impliqués directement dans des actes criminels », ne seraient pas touchés par l'amnistie. Il n'a pas dit de quels actes il s'agissait, pas plus qu'il n'a indiqué leur appartenance politique. — (AFP.)

ÉGYPTE : répression policière, faillites financières, recul à l'Université

La vague islamiste semble refluer

LE CAIRE
de notre correspondant

Pour la première fois depuis sa renaissance en Égypte, il y a une quinzaine d'années, la vague islamiste semble refluer. La gauche, les libéraux et des responsables gouvernementaux en sont, en tout cas, convaincus. Les islamistes modérés concèdent eux-mêmes que 1988 n'a pas été une des meilleures années pour leur mouvement. Les différentes composantes du courant ont, en effet, subi une série de revers, que ce soit dans ses affrontements avec la police, sur la scène politique ou dans le domaine économique.

Cette année, que les laïcs marquent déjà d'une pierre blanche, a vu une condamnation quasi unanime de l'une des tendances du mouvement islamiste : celle qui veut appliquer la charia — la loi islamique — par la force. La requête la plus violente est part de la mosquée El-Azhar, sorte de Sorbonne de l'islam sunnite, où s'étaient rassemblés les plus grands ulémas de la vallée du Nil. A leur tête, se trouvait le plus populaire des télécommentateurs d'Égypte et du monde arabe, le cheikh Mohamed Metoualli El Charsouli.

Celui dont le programme est suivi chaque semaine par des millions de téléspectateurs s'est emporté contre « les jeunes qui veulent combattre le péché et imposer la vertu par la violence ». Lisant un communiqué des ulémas, le cheikh Charsouli a insisté sur le fait que « l'islam est la religion du dialogue et non de la violence ».

Contre-offensive policière

Le cheikh a pris soin d'assurer qu'il n'était pas « un homme à la solde du pouvoir ou de la police », estimant que les responsables égyptiens étaient croyants et l'Égypte un pays musulman. Une réponse aux jeunes maximalistes musulmans qui, à l'occasion de violents accrochages avec les forces de l'ordre, ont qualifié le président Mubarak d'« ennemi d'Allah » et l'Égypte de « terre de péché et de paganisme ». Cela se passait dans le quartier populaire d'Ein-Chams, dans la banlieue nord-est du Caire, que les forces de police ont récemment « purgé des éléments qui y semaient la terreur au nom de l'islam ».

Ein-Chams, comme d'ailleurs Boulak-et-Dakrou et d'autres banlieues populaires de la capitale, où la population a triplé au cours des dernières années, a vu la montée en puissance des maximalistes musulmans. Dans ce quartier pauvre jouxtant la riche Héliopolis, la plurielle maison d'un poussé comme des champignons sur d'anciens champs. Au-delà d'Ahmed-Esmat, de Taret-et-Gabal ou de El-Chams, ces rues principales aux immeubles tortueux d'accès difficile, boursif à la moindre pluie.

Pas d'hôpital, mais des dispensaires islamiques, pas de cinéma, mais des conférences à

la mosquée. C'est un terrain favorable à la contestation que les maximalistes ont su utiliser au point de s'y édifier des places fortes, dont les mosquées Adam et El-Salam constituent le centre. S'y sentant assez puissants, les maximalistes ont entrepris de dicter leur loi dans les lieux qu'ils s'étaient taillés. Ils ont commencé par interdire les cours de gymnastique, jugés immoraux, dans les écoles de filles. La musique détonnant les croyants du Coran et poussant à la luxure, plusieurs bandes de mariage furent saccagées. Si l'on en croit la presse officielle, citant des témoins, ils avaient instauré « une véritable inquisition », condamnant des habitants à des châtiments corporels comme la flagellation publique. Selon ces mêmes sources, ils recrutaient des fondus auprès des commerçants grâce à un racket en bon et due forme.

Après avoir, un temps, fermé les yeux, le pouvoir s'est décidé à agir à la mi-août. La première « offensive » fit trois morts, dont un officier de police, et une cinquantaine de blessés. Malgré la violence de l'intervention, le quartier a continué à échapper partiellement au contrôle des forces de l'ordre : des cars de police ont continué à y être lapidés par des écoliers.

En décembre, une deuxième opération de grande envergure — un ratissage systématique de deux jours — a permis l'arrestation de soixante et onze membres présumés de l'organisation extrémiste El Djihad ainsi que la saisie d'importantes quantités d'armes et d'explosifs. Alors que les autoritaires silencieusement encore le quartier, un officier de police fut poignardé. Trois islamistes ont été tués lors de la chasse à l'homme qui s'ensuivit. Aujourd'hui, un calme relatif y règne, et le dispositif policier reste très important. Mais les services de sécurité estiment avoir gagné la bataille.

A l'université, les activistes musulmans qui, depuis une dizaine d'années, remportaient systématiquement les élections étudiantes se sont vu infliger des défaites par la gauche et les indépendants. Au Caire, les islamistes ont totalement perdu les élections dans deux facultés et ont reculé dans six autres. A Hérouan, quatre facultés leur ont échappé. Tandis qu'à l'université d'El Azhar, ils ont enregistré des revers dans deux facultés.

En haute Égypte, les islamistes ont cependant gardé le contrôle total des unions d'étudiants, mais ils se sont gravement divisés. De violents affrontements ont opposé les Frères musulmans aux Jamaat Islameya (groupes islamiques proches d'El Djihad) à l'université de Sohag. Les derniers reprochaient notamment aux Frères musulmans de chercher à noyauter le mouvement islamiste et de « jouer du jeu du gouvernement » en acceptant de faire partie du Parlement.

Malgré leurs trente-cinq députés, les Frères musulmans ne sont pas parvenus, depuis plus d'un an, à faire progresser la question de l'application de la charia. Après plusieurs « explications » à coups de gourdin, les

Jamaat, plus radicaux et mieux aguerris, ont eu le dessus et ont remporté les élections universitaires.

Dans ce recul, selon le penseur libéral Farag Foda, la faillite de la plupart des sociétés islamiques de placement a joué un rôle certain. Des centaines de milliers d'Égyptiens, appartenant surtout à la petite bourgeoisie d'ouï tenant surtout à la majorité des islamistes, avaient souscrit des actions de placement. Ceux-ci leur promettaient des dividendes tout en investissant leur argent conformément à l'islam, c'est-à-dire loin des taux d'intérêt bancaires, identifiés à l'usage interdite par le Coran. « C'est grâce à la bénédiction d'Allah et au respect de ses préceptes que ces saints hommes font de tels bénéfices », nous déclarait-il y a un an un fervent islamiste.

Mais ce que les déposants croyaient être leur part du bénéfice s'est révélé être « des avances perçues sur les éventuels bénéfices », avancent perçues sur les éventuels bénéfices. En d'autres termes, on les payait avec leur propre argent. Pour des dizaines de milliers de personnes, ce fut la ruine. Et les actifs de la plupart des SICAV islamiques couvrent à peine les tiers des fonds qui leur ont été confiés.

Les délices de la presse à sensation

Mais la désillusion envers les sociétés islamiques de placement de fonds ne tient pas seulement à leur faillite financière. Les scandales conjugaux des patrons de la société El Rayan (du nom de l'une des portes du paradis) font les délices de la presse à sensation, dignes de ce « Dallas » que les islamistes avaient fait interdire en Égypte pour « immoralité ». Les accusations de corruption active des « saints hommes » ont procuré au procureur général. Ces révélations sont gênantes pour les islamistes, qui ont défendu les sociétés de placement de fonds au Parlement et reprochent justement à la société laïque ses mœurs dissolues et sa corruption.

Ce coup porté à la réputation d'intégrité du courant islamiste a non seulement facilité le déroulement des opérations policières, mais a, de plus, favorisé la progression du courant laïc qui n'osait pas, jusque-là, s'affirmer au grand jour. Il y a deux ans à peine, Farag Foda, le plus virulent des anti-islamistes, semblait prêcher dans le désert. A côté de ses pamphlets l'Amour et le Terrorisme, on trouve actuellement dans les kiosques à journaux d'autres livres attaquant le courant islamiste, tels que le Placement de la corruption de l'écrivain de gauche Badr Aql, l'islam politique, du juriste Saïd el Echmaoui, ou l'Organisation d'El Djihad : l'alternative islamique en Égypte, de la sociologue Nematalla Gueneyna.

Toutefois, les revers subis par les islamistes ne signifient pas qu'ils ont perdu la guerre. Leur mouvement est déjà parvenu, dans le passé, à surmonter des défaites autrement plus graves.

ALEXANDRE BUCCIANI.

JACQUES BERQUE

Jacques Berque Mémoires des deux rives



Apostrophes le 10 février

Éditions du Seuil

هكذا من الأصل

Europe

POLOGNE : la réunion de la table ronde à Varsovie

Solidarité dresse un réquisitoire contre la politique économique du gouvernement

Les négociations entre le régime communiste polonais et l'opposition sont entrées dans le vif du sujet à Varsovie, où la commission chargée du pluralisme syndical devait se réunir pour la première fois jeudi 9 février en présence de Lech Wałęsa. La veille, la commission pour les affaires économiques avait commencé ses travaux, avec pour toile de fond la grève des mineurs de Belchatow, qui ont repris le travail jeudi matin après être parvenus à un accord salarial avec leur direction.

Cette grève, de même que la poursuite de l'enquête sur les circonstances de la mort du Père Stanislaw Suchowolec, le 30 janvier, à Bialystok, ont contribué à entretenir une atmosphère qui n'a rien de serein. Le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, avait, mercredi, solennellement mis en garde Solidarité contre toute tentative d'utiliser la menace de grèves pour peser sur les résultats de la table ronde. « Une entente n'est pas possible sous la pression des grèves », a-t-il dit, en accusant l'émis-saire dépeché à Belchatow par Solidarité, M. Alojzy Pietrzyk (un dirigeant des mineurs de Haute-Silésie),

d'avoir jeté de l'huile sur le feu en invitant les grévistes à la fermeté.

L'intéressé avait aussitôt démenti, non sans reprocher à la direction de la mine de s'être montrée trop intransigente face aux demandes des mineurs grévistes. Dans un communiqué, le comité de grève a affirmé que le conflit n'avait « aucun caractère politique » et n'avait rien à voir avec le déroulement de la table ronde qu'il ne souhaitait pas perturber.

Au cours de la première séance de travail de la commission chargée des questions économiques et sociales, le chef de la délégation de l'opposition, M. Witold Trzeciakowski, a dressé un constat très critique de la situation en Pologne, caractérisée, selon lui, par « l'effondrement de l'économie, l'appauvrissement de la société et une inflation galopante ». Au cours d'une conférence de presse, il a indiqué avoir insisté sur la nécessité de réformes « radicales » qui garantiraient au plus vite la liberté du marché, la liberté d'entreprise et d'association, l'élargissement des droits des cellules d'autogestion dans les centres de production et de dépollution du système de

gestion. Il a revendiqué la réduction des dépenses des services de police et de l'armée, ainsi que la « démonopolisation » des secteurs industriels, qui, selon lui — et en dépit des promesses officielles, — n'ont toujours pas été engagés.

M. Trzeciakowski a enfin réclamar « la suppression de la nomenclature » et l'indexation des revenus. Pour sortir de la crise, a-t-il ajouté, le pouvoir a impérieusement besoin du soutien de la population active.

Le but de la table ronde est précisément, a-t-il conclu devant la presse, de définir une politique de « coresponsabilité » : pouvoir/opposition, qui passe nécessairement par la légalisation de Solidarité et la restauration du pluralisme politique.

Des découvertes troublantes

Parallèlement aux négociations, la mort du Père Suchowolec continue de susciter de nombreux remous dans le pays. Officiellement, le jeune prêtre est décédé à la suite d'une forte absorption d'oxyde de carbone qui s'était dégagé de son domicile à la suite du mauvais fonctionnement d'un réchaud. Son entourage conteste de plus en plus cette thèse. Selon la curie de Bialystok, « on a découvert à proximité du presbytère une bouteille contenant un liquide inflammable, ainsi qu'une montre n'appartenant ni au prêtre ni à des familiers de la paroisse ».

D'autre part, selon le témoignage d'un prêtre de Varsovie, le Père Stanislaw Malkowski, célèbre dans la capitale pour son opposition au pouvoir, un capitaine des pompiers, dépeché sur les lieux, a renoncé à poursuivre son expertise. Selon lui, certains policiers sur place voulaient l'obliger à faire état de « constatations non conformes à la réalité ». Le Père Malkowski, dans un long rapport diffusé à la presse, a affirmé que le Père Suchowolec avait été la cible de « spéculations et que des « substances toxiques » avaient été administrées à son chieva. — (AFP, Reuter.)

ITALIE

Vote de confiance au gouvernement sur la politique énergétique

Le gouvernement de coalition du démocrate-chrétien Ciriaco De Mita a obtenu, mercredi 8 février, la confiance de la Chambre des députés sur sa politique énergétique, par 344 voix contre 197 et 8 abstentions.

Le gouvernement avait demandé ce vote pour permettre l'entrée en vigueur d'un décret autorisant la conversion d'une centrale nucléaire, en construction près de Rome, en centrale thermique conventionnelle. Ce débat intervient au moment même où les hauts responsables de l'énergie dénoncent les carences énergétiques nationales; l'Italie a vu ses importations d'énergie augmenter de 35% en 1988, alors que les équipements nécessaires à l'importation sont désormais saturés et que la solution du nucléaire a été exclue par un référendum en novembre 1987.

Ce vote de confiance, destiné à rassurer les rangs de la majorité, s'inscrit dans une période de turbulences pour le gouvernement. Le dirigeant socialiste Bettino Craxi n'a pas hésité à parler de « poids morts » dans l'équipe ministérielle, et son adjoint, Claudio Martelli, de « vieilles cariatides ». En outre, les luttes intestines qui déchirent la Démocratie chrétienne, décidée à ôter le secrétariat du parti à M. De Mita, font peser des incertitudes sur l'avenir de son gouvernement. — (AFP, Reuter.)

Découverte d'un trafic d'armes

Un navire battant pavillon danois, le *Jane Star*, a été bloqué, mercredi soir 8 février, dans le port de Savone, près de Gênes, par les carabinieri qui ont trouvé 200 tonnes d'armes légères, destinées selon les enquêteurs à un pays d'Afrique du Sud. Les pistolets, fusils, mitrailleurs et munitions, de fabrication tchécoslovaque, étaient placés dans 3 200 caisses. La cargaison représenterait une valeur de 11 milliards de francs (52 millions de dollars).

Selon les premières informations fournies par le procureur Tiziana Parenti, les armes seraient parties de Hambourg (RFA). Elles devaient être débarquées dans le port de Savone puis chargées sur un autre navire à destination d'un pays, non précisé, d'Afrique du Sud. Onze personnes ont été arrêtées en liaison avec ce trafic. Neuf d'entre elles sont des membres de l'équipage du *Jane Star*. Deux autres ont été arrêtées à l'aéroport de Gênes, au moment où elles s'approprièrent à monter dans un avion-taxi. — (AFP.)

URSS : la sombre analyse d'un économiste proche du pouvoir

Le succès de la perestroïka pourra demander « les efforts d'une ou deux générations »

MOSCOU de notre correspondant

L'un des grands mots d'ordre des débuts de la perestroïka était l'« accélération ». Il fallait accélérer les efforts, le travail, les réformes : accélérer, après vingt ans de « stagnation » brejnévienne, le mouvement vers une société de bien-être qu'on croyait pouvoir ainsi atteindre en quelques années.

Quatre ans plus tard, les magasins sont toujours aussi désespérément vides, les débats entre économistes tournent à la foire d'empoigne, le pouvoir en est tout perplexe, et le directeur de l'Institut d'économie de l'Académie des sciences, M. Léonid Abalkine, vient tranquillement d'annoncer l'évidence. « Il nous faut trouver le courage de dire qu'on ne peut en fait pas, avec les forces productives que nous avons, parvenir au niveau mondial en deux trois ans », a-t-il en effet déclaré, mercredi 8 février, dans un long entretien avec la *Komsomolskaja Pravda*.

En combien de temps alors ? « Nous aurons vraisemblablement besoin, répond-il, des efforts d'une ou deux générations et — qui sait ? — de dix-sept ou vingt-cinq ans », car si l'on peut acheter à l'étranger des machines modernes, on ne peut en revanche pas « acheter le peuple ». Or ce peuple, explique-t-il, compte « extrêmement peu » de professionnels car « nous avons trop longtemps lutté contre l'intellectualité (dans toutes les sphères sociales, des cultivateurs aux professeurs), contre l'intelligence et le savoir-faire des qu'ils dépassaient la moyenne, contre ces « instincts malsains », auxquels, de longue date, tenait la vie. »

« Nous avons trop longtemps marché en arrière, dit-il, pour pouvoir, d'un bond, arriver à cette qualité de vie que nos voisins hautement développés ont atteinte en quelques décennies et même des siècles. »

On ne saurait plus clairement dire que tout ce qui avait fait, jusqu'à présent, l'idéologie du régime a induit une durable ruine

du pays mais ce constat est déjà devenu, ces derniers mois, banal, presque une idée reçue. La *Komsomolskaja* titre d'ailleurs cet entretien : « Paysage lunaire » et écrit sans sourcilier que l'URSS se retrouve aujourd'hui à devoir « semer non pas la terre mais des pierres » et que « nous réaliserons dans vingt ans que nos victoires en béton armé ne sont rien de plus qu'un excrément de la civilisation ». Tout se dit et tout, jusque dans les plus grands journaux, commence à s'imprimer, mais l'important est en l'occurrence ailleurs.

Car au fil de son propos, c'est en réalité une vision toute nouvelle du processus de perestroïka que développe M. Abalkine, l'un des hommes écoutés de M. Gorbatchev et personnage officiel s'il en est. Il faut cesser, dit-il en substance, de raisonner à court terme, de voir l'avenir en noir ou blanc, en échec ou succès des réformes, puisque le sens de chacun de ces deux mots est subjectif et qu'il ne peut y avoir qu'une seule mesure de l'échec ou du succès d'une politique : la réalité sociale à laquelle elle s'applique.

Voyons les choses en face, dit-il donc : « Les solutions (que nous avions avancées aux débuts de la perestroïka) tablèrent sur des forces sociales qui n'existent plus : nous, ou seulement à l'état embryonnaire, et cela détermine la complexité, la durée des processus par lesquels nous avons à passer (car il faut avant tout) reconstituer l'humus (sur lequel la société pourra) se renouveler radicalement ».

« Créer une culture »

« La Russie, poursuit-il, a été célèbre pour ses professionnels et ses entrepreneurs. Actuellement aussi elle en a, mais elle n'a pas de couche (sociale) de professionnels et d'entrepreneurs. Il n'y a pas de qualité de masse — et je parle là des gestionnaires, des économistes et des financiers. Nos éditeurs proposent hardiment de faire des banques le centre nerveux de la vie économique, mais y a-t-il parmi les millions d'hommes de notre pays une dizaine de personnes s'y connaissant réellement bien en technique bancaire ? Et nos dirigeants ? Beaucoup d'entre eux sont évidemment sincères lorsqu'ils métonomposent le travail séculairement pacifique des agriculteurs en une désolante bataille pour le blé... »

« Il faut dès à présent, poursuit M. Abalkine, préparer une nouvelle génération de gestionnaires, de managers soviétiques (...) et cela va prendre, répétons-le, plus d'une décennie (puisque) le système ne se réduit pas à l'appareil (et que) l'idéologie est devenue la psychologie de plusieurs dizaines de millions d'ouvriers, kolchoziens, agronomes, ingénieurs, enseignants, médecins, dirigeants... »

Mais, cette réalité, enchaîne M. Abalkine, n'implique nullement que le processus de réformes n'aboutisse pas. Elle implique qu'il

RFA

Les héritiers de Franz Joseph Strauss face à l'extrême droite

Bonn de notre correspondant

La traditionnelle réunion que les chrétiens-sociaux bavarois tiennent chaque année, le mercredi des Cendres, dans l'immense salle du Nibelungen à Passau était cette année doublement inédite : il s'agissait du premier grand rassemblement public de la CSU après le décès de Franz Josef Strauss, survenu à l'automne dernier, et de la première véritable occasion pour le parti conservateur bavarois de faire le point sur la période des républicains à Berlin le 29 janvier dernier.

Présent tour à tour la parole devant 8 000 personnes environ, le nouveau ministre-président de Bavière, M. Max Streibl, et le nouveau président du parti, M. Theo Waigel, ont accusé le gouvernement d'avoir, par son manque de ligne politique claire, entraîné les électeurs traditionnellement conservateurs à voter à droite de la CDU/CSU.

Evoquant les républicains, M. Waigel a ajouté que tout citoyen devait être conscient qu'en votant pour ce parti, « il faisait le lit des partis d'extrême gauche ». Mais il a également affirmé que la CSU ne voulait pas elle non plus d'une société multiculturelle. « L'Allemagne n'est pas un pays d'immigration », a-t-il ajouté.

Le leader des républicains, M. Franz von Scharnhorst, avait lui-même réuni ses partisans à Cham, au nord de la Bavière. Devant plus de 5 000 personnes, il a promis de se « battre bec et ongles » contre le vote au niveau communal pour les étrangers. Le président des républicains est également revenu à maintes reprises sur le passé de l'Allemagne : « Je ne suis pas antisémite, a-t-il dit, mais je ne laisserai pas réduire l'histoire de l'Allemagne à Auschwitz ». Demandant la réunification de l'Allemagne, il a déclaré : « Nous voulons voir un jour Berlin redevenir la capitale d'une Allemagne réunifiée à la place du petit village politique qu'est Bonn aujourd'hui. » — (Jub-rim.)

ne sert à rien de « jouer aux devinettes » sur ses délais d'aboutissement : qu'il s'agit « d'aller concrètement de l'avant ». Mais en sachant qu'il « y aura, bien sûr, des flux et des reflux (et que) le réalisme est de nous préoccuper de ne pas totalement perdre pendant les reflux ce que nous accumulons aujourd'hui avec tant de peine (...), de créer une culture sans laquelle, nous ne survivrions pas en tant que grande puissance (nous ne sortirions pas de) ce trou dans lequel nous sommes tombés lorsque nous avons « libéré » des millions d'hommes tant de leurs droits économiques que de leur responsabilité civile ».

« Il nous faut, conclut M. Abalkine, rassembler l'expérience du peuple. Que ceux qui ont quelque chose à dire, à faire partager au pays tout entier, écrivent, racontent, communiquent. Nous n'avons pas d'autre solution. » En d'autres termes, pour permettre à l'économie de redémarrer, il faut poursuivre et amplifier la libéralisation, renforcer les réformes politiques et ce n'est qu'à cette condition que se dégaieront, chemin faisant, les solutions sur lesquelles s'entre-déchirent aujourd'hui les économistes.

Ce n'est pas exactement ce qui était prévu. C'est en revanche exactement ce qui se passe : l'économie stagne et le pluralisme devient, à vitesse accélérée, une réalité de fait.

BERNARD GUETTA.

Manifestation nationaliste en Géorgie

Quelque cinq mille personnes ont manifesté, mercredi 8 février, à Tbilissi, la capitale de la Géorgie, à l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance, en 1918, de David le Constructeur, un des plus grands rois géorgiens, a rapporté au téléphone M. Zviad Gamsakhourdia, un des porte-parole des dissidents géorgiens.

Les manifestants ont demandé que les Géorgiens puissent effectuer leur service militaire dans leur république, l'institution d'une citoyenneté géorgienne, la proclamation du géorgien comme langue officielle, la libération des prisonniers politiques géorgiens — au nombre de trois, selon M. Gamsakhourdia — et la publication, en Géorgie, des accords d'Helsinki, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des statuts de l'ONU. L'université de Tbilissi, où les manifestants s'étaient rassemblés, a été immédiatement encerclée par la police. — (AFP.)

Démission du mufti de Tachkent

Moscou. — L'agence Tass a annoncé, mardi 7 février, que le mufti de Tachkent, Chamsoudine Balkhanov, dirigeant des musulmans d'Asie centrale soviétique, avait demandé à démissionner et que sa requête avait été approuvée. D'une réunion du présidium du Conseil islamique dans la capitale ouzbèke, Tass n'a pas précisé les motifs de cette démission.

[Selon des informations en provenance de Moscou, il apparaît que la démission du mufti Chamsoudine Balkhanov a été provoquée par une manifestation de plusieurs centaines de musulmans la semaine dernière dans les rues de Tachkent (le Monde du 7 février). Les manifestants critiquaient, semble-t-il, les mœurs du mufti, ainsi, selon eux, à la honte et à des relations floues. Le mufti Balkhanov avait hérité ses fonctions de son père, qui avait été nommé à Tachkent du temps de Staline, en 1943.]

● Rostropovitch réintégré dans l'Union des compositeurs. Le violoncelliste Mstislav Rostropovitch, soviétique et un an, déchu de sa citoyenneté soviétique, a été réintégré dans l'Union des compositeurs de l'URSS, a annoncé, mercredi 8 février, le secrétaire de cette organisation, M. Alexandre Tchakovski. Le violoncelliste et son épouse, la cantatrice Galina Vishnevskaja, avaient été privés de leur citoyenneté en 1978 alors qu'ils étaient en tournée aux États-Unis. Rostropovitch avait ensuite été exclu de l'Union des compositeurs. Le couple avait été accusé de « trahison à la réputation de l'Union soviétique » et « d'occident » après avoir hébergé l'émigré dissident Alexandre Soljenitsyne. — (AFP.)

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vie s./ais. pal. just. Paris - Jeudi 23 février 1989 à 14 h 30
LOGEMENT à PARIS XI^e
37 bis, rue des Trots-Bornes - 5^e étage bât. A : 2 pces cuis.
S'adr. M. Guy Duret avocat
Tél. : 46-22-26-15
42, rue Ampère - Paris 17^e - A tous avocats près T.G. Paris
M. à P. : 140 000 F

Vente au palais de just. Paris jeudi 23 février 1989, à 14 h 30
STUDIO - 43, RUE RAMEY - PARIS (18^e)
au 5^e ét. avec coin cuis., s.-d'eau, w.-c. broyeur
S'adr. M. M. BRAZIER, avocat à Paris
(9^e) - 178, bd Hausmann - T. : 45-62-39-03
M. à P. : 100 000 F
Vis. s./places, le 20 février 1989, de 13 à 14 heures.

Vie s./ais. pal. just. Evry (91) mardi 21 février 1989 à 14 h en un seul lot
IMMEUBLE et APPARTEMENTS
Avez-vous un commerce ?
12, av. Frontenot - 25, rue de la Paix - 21, av. Paul-Simone
Cot. 3 à 74 cm - M. à P. : 90 000 F - S'adr. SCP Ethal - Ethal, avocats à Evry (91000) - 3, r. du Village - Tél. : 60-77-96-10.

Vie s./ais. pal. just. Créteil (94) jeudi 23 fév. 1989 à 9 h 30
PROPRIÉTÉ à ORMESSON S/MARNE
(94490) 1, rue du Centre : s/terr. plein : 2 p. entrée, s. san. w.-c.
Superf. 216 m² M. à P. : 150 000 F
S'adr. M. Th. Maglo, avocat à Créteil (94) - 43-07-18-90, M. R. Balaun, avocat 9, bd. Saint-Germain à Paris. Tél. : 45-20-46-25.

Vie s./ais. pal. just. Evry (91) mardi 21 février 1989 à 14 h
IMMEUBLE COMMERCIAL Avec APP.
à CROSNE (911560)
13, av. de la République
Cot. 3 à 64 cm M. à P. : 200 000 F
S'adr. S.C.P. R. Ethal - J.-M. Gélard - F. Ethal, avocats à Evry (91000), 3, r. du Village - Tél. : 60-77-96-10

Vente sur saisie immobilière, au palais de justice à Créteil
le JEUDI 23 FÉVRIER 1989 à 14 heures
UNE PROPRIÉTÉ à ORMESSON S/MARNE (94)
4, route de Provins
Compr. MAISON D'HABIT. 4 p. cuis. cour. jardin. cot. 317 m²
S'adr. M. Th. Maglo, avocat à Champigny s/Marne (94) - 20, r. Jean-Jaurès
Tél. : 47-06-94-22 - M. R. Leopold-Couturier, avocat à Paris (17^e), 12, r. Théodore-Ribot - Tél. : 47-66-59-89 - S/lieux pour visiter.

Vente sur liquidation au palais de justice de Paris, le LUNDI 27 FÉVRIER 1989 à 14 heures
PROPRIÉTÉ LIBRE
à proximité immédiate de la plage
comportant un pavillon appelé « VILLA L'ESCALE »
rez-de-chaussée de trois pièces, garage, sur terrain de 1 a 94 ca
HERMANVILLE-SUR-MER (Calvados)
94, rue de Rouen
MISE A PRIX : 120 000 F
S'adresser à maître J. Barouet, avocat, 64, rue d'Amsterdam, Paris (9^e). Tél. : 46-74-17-24 - Maître René Bastien, avocat 29, boulevard Raspail, Paris (7^e). Tél. : 45-44-57-44 - Maître Marcelle, avocat, Paris (16^e), 18, rue Bonaparte, Tél. : 45-53-31-25.

Vente sur saisie immobilière au palais de justice de Nanterre, le JEUDI 23 FÉVRIER 1989 à 14 heures
ENSEMBLE IMMOBILIER
sur un terrain de 1 840 m²
comportant divers bâtiments à usage de COMMERCE et d'HABITATION
BAGNEUX (92)
160, av. Aristide-Briand et avenue Albert-Petit sans n°
à l'angle de ces deux voies
MISE A PRIX : 3 575 000 F
S'adresser pour tous renseignements à :
M^{rs} BOYER, avocat, 25/27, rue Pauline-Borghese, 92200 Neuilly/s/Seine. Tél. : 46-40-16-61.
M^{rs} BENS-BULLARD, avocat, 169, av. Aristide-Briand, 94230 Cachan. Tél. : 46-63-16-91.
M^{rs} BLARINCHAM, avocat, 104, rue Houdan, 92130 Sceaux. Tél. : 46-61-53-60.
M^{rs} NICOLAS, avocat 11 ter, av. Joffre, 92250 La Garenne-Colombes. Tél. : 47-30-63-14.

Afrique

Avant le sommet maghrébin

Le Polisario refuse toute « troisième voie » au Sahara occidental

Alger. — Une participation sahraouie n'est pas à exclure lors du prochain sommet maghrébin, « sous un statut qui reste à déterminer », selon le numéro deux du Front Polisario, M. Bachir Sayed. « Libyens et Marocains sont d'accord pour cette participation et la Tunisie ne s'y oppose pas. Le reste dépend de la volonté du roi et de l'Algérie », a déclaré à l'AFP, mercredi 8 février à Alger, M. Sayed, qui a dirigé début janvier la délégation du Front Polisario ayant rencontré le souverain marocain.

La construction du Grand Maghreb arabe « ne peut se faire avec des discours », a estimé le responsable sahraoui, selon lequel il n'est pas possible de commencer cette opération « sans que soit éliminée une dynamique irréversible de paix » au Sahara occidental, qui en constitue la « pierre angulaire ».

M. Sayed a aussi évoqué la prochaine rencontre entre Hassan II et le Front Polisario, confirmant qu'elle doit se tenir avant le sommet maghrébin du 15 février. Le Polisario espère qu'elle « constituera un pas vers l'entente et un accord ». Mais il ne faut pas « laisser le fer se refroidir », a déclaré le numéro deux sahraoui, car « si le prochain rendez-vous n'apporte rien de nouveau dans le sens d'un accord, cela équivaudrait à un recul, et détruirait pratiquement les précieux résultats enragés jusqu'à maintenant ». « On reviendrait alors à la guerre », et il serait « difficile de restaurer la confiance perdue ».

Le gain psychologique « acquis lors de cette première rencontre, qui a

toujours manqué de rigueur en l'absence d'un ordre du jour précis », selon l'analyse de M. Bachir Sayed, doit être « investi » dans la recherche d'une entente. De la seconde rencontre, a-t-il précisé, dépendra « la prolongation de la trêve de février (décidée unilatéralement par le Polisario) et sa transformation en cesse-le-feu, voire en paix définitive ».

Les Sahraouis se déclarent prêts à établir des relations « privilégiées » avec le royaume marocain. « Un Sahara indépendant ne tournera jamais le dos au Maroc (...). Il cherchera toujours à consolider et à instaurer avec lui des relations privilégiées basées sur la confiance ».

Dans l'esprit de M. Sayed, les retrouvailles algéro-marocaines doivent donc « sceller une entente définitive ». « Cela passe par le retrait (marocain) du Sahara occidental », car « les relations algéro-marocaines pleines plus lourdes dans la balance que la guerre au Sahara » et ne peuvent être remises en cause par cette question. Aussi M. Sayed pense-t-il qu'un Sahara indépendant et neutre serait « la solution idéale et un facteur de paix et de stabilité dans la région ».

Enfin, pour le responsable sahraoui, il n'est pas question d'une « troisième voie » (autonomie dans un cadre fédéral) : « Celle-ci n'est évoquée que pour semer la confusion, affirmer-t-il. Le plan ONU-OUA (accepté par les deux parties) et la formulation de la question (indépendance ou intégration) au référendum écartent toute alternative. » — (AFP.)

MOZAMBIQUE

La RENAMO déclenche une « offensive » pour obtenir l'ouverture de « conversations » avec le pouvoir

Imitant l'UNITA en Angola (le Monde du 9 février), la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO) a annoncé, mercredi 8 février, à Lisbonne, le déclenchement d'une « offensive » militaire généralisée visant à « obliger le FRELIMO (parti au pouvoir à Maputo) à s'asseoir à la table des conversations ».

Dans un communiqué parvenu à l'AFP, la guérilla mozambicaine indique que l'offensive sera dirigée contre « toutes les cibles militaires stratégiques et les voies de communication qui leur servent de support ».

Le même jour, les Etats-Unis se sont dits prêts à jouer un rôle dans la recherche d'une paix durable entre le gouvernement mozambicain et la

RENAMO si Maputo leur en faisait la demande. Réagissant prudemment à une déclaration du ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Roelof « Pk » Botha, invitant les Etats-Unis à jouer ce rôle, le département d'Etat a indiqué que le gouvernement de Maputo devait d'abord exprimer son intérêt pour l'intervention des Etats-Unis. « Nous nous félicitons de ce que l'Afrique du Sud a exprimé son intérêt à mettre fin au conflit tragique du Mozambique », a dit le porte-parole du département d'Etat. Il est clair que les relations de longue date de l'Afrique du Sud avec la RENAMO la mettent en mesure de jouer un rôle constructif pour mettre fin au conflit si elle y est décidée. »

● ANGOLA : Luanda privée d'électricité par l'UNITA. — Un sabotage de deux pylônes sur les lignes électriques (200 km au sud de Luanda) à la capitale est à l'origine d'une coupure qui prive partiellement Luanda d'électricité depuis mardi, a-t-on appris mercredi auprès de la SONEFE, société portugaise de fourniture d'énergie. La radio nationale, dans ses informations de la journée, a fait état d'une « panne technique », mais il est clair qu'il s'agit de l'offensive générale » annoncée sur l'UNITA, qui avait déjà effectué des sabotages sur le réseau électrique de la capitale dans le passé.

● SIERRA LEONE : protestations françaises, britanniques et soviétiques. — La France, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique ont officiellement protesté mercredi 8 février auprès des autorités sierra-léonaises, qui retiennent cinq Britanniques et un Français à bord de l'Académicien Mstislav-Keldish, un navire soviétique arraisonné lundi dans le port de Freetown. Trois autres ressortissants étrangers, un Allemand de l'Ouest, un Polonais et un Finlandais, sont également concernés par cette mesure. Les neuf hommes devaient participer à une mission d'exploration au moyen de deux engins sous-marins embarqués à bord du bâtiment soviétique. Les autorités sierra-léonaises soutiennent que le navire soviétique est entré sans autorisation dans leurs eaux territoriales. — (AFP.)

Jean-Marie Chauvior

URSS : Une société en mouvement

Un guide très vivant avec lequel on aimerait discuter.

Bernard PERON, Le Monde

Un livre remarquable Georges MONTARON, T.C.

420 p. - 139 F.

éditions de l'aube

AFRIQUE DU SUD

Le successeur probable de M. Botha à la présidence annonce des « changements radicaux »

Le Cap. — Le nouveau dirigeant du Parti national (NP, au pouvoir) et successeur probable du président Pieter Botha comme chef de l'Etat, M. Frederik De Klerk, s'est engagé mercredi 8 février à « changer radicalement » l'Afrique du Sud.

Devant le Parlement, au Cap, puis devant la presse étrangère lors d'une conférence de presse, M. De Klerk s'est donné pour objectif « une Afrique du Sud nouvelle, radicalement changée, débarrassée des antagonismes du passé, libérée de toute forme de domination ou d'oppression ».

« Dans la mesure où elle existe encore, a-t-il dit, la domination blanche doit disparaître. (...) Mon parti tend vers une société non raciste ».

Sur le fond, notent les observateurs, le successeur, à la tête du parti, du président souffrant (M. Botha a été atteint d'une congestion cérébrale en janvier) n'a rien dit de fondamentalement nouveau. Mais, l'emphase et l'autorité avec lesquelles il a parlé ont donné à son discours l'allure d'un signal : celui d'un possible changement de cap ou, du moins, d'une accélération des réformes. « Le temps presse », a en effet ajouté M. De Klerk, la majorité silencieuse du pays attend impatiemment un message d'espoir. Notre devoir est d'y répondre avec réalisme et courage. »

Soucieux d'assurer la continuité et de ne pas bouleverser le jeu, le nouveau chef du parti gouvernemental a rendu hommage à M. Botha, avant d'affirmer que « la situation est parfaitement en main ». En réponse à une question sur d'éventuels pourparlers avec le Congrès national africain (ANC, clandestin), il s'en est tenu à la position traditionnelle, à savoir : « Nous ne négocions pas avec ceux qui ont recours à la violence ». Il a cependant assuré que son parti ne faisait aucune « fixation idéologique » sur le concept de séparation des ethnies, laissant présager un possible nouvel assouplissement des lois sur la ségrégation raciale de l'habitat.

L'autodétermination des Blancs continuera d'être garantie et il n'est pas question d'appliquer à l'Afrique du Sud, pays multiracial et pluriculturel, le principe « un homme, une voix, dans un seul Etat », car la domination des minorités par une majorité peut se révéler tyrannique, a-t-il dit. Les pires crimes de l'His-

toire ont été commis au nom d'une majorité, a affirmé M. De Klerk.

Grève de la faim dans les prisons

Par ailleurs, une centaine de personnes détenues sans jugement dans la prison Saint-Albans de Port-Elizabeth dans le cadre de l'état d'urgence ont commencé mercredi une grève de la faim pour protester contre leur incarcération. Cela porte à plus de trois cents le nombre de détenus non jugés et en grève de la faim en Afrique du Sud, selon l'organisation de défense des droits des Noirs Black Sash. Le mouvement avait commencé dans la prison de Johannesburg, où deux cents personnes refusent toute nourriture depuis seize jours, exigeant d'être relâchées ou bien jugées. Fait sans précédent, les avocats des détenus ont invité le ministre de l'Intérieur, M. Adriaan Vlok, à venir à la prison jeudi pour rencontrer les prisonniers et discuter du problème de la détention sans jugement. Beaucoup de détenus sont incarcérés sans qu'aucune charge précise ait été retenue contre eux depuis le début de l'état d'urgence imposé en juin 1986 pour mater l'agitation politique. — (AFP.)

SOUDAN : guerre civile et famine

Washington appelle à un cessez-le-feu

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a appelé, mercredi 8 février, le gouvernement soudanais et les rebelles sudistes à conclure d'urgence un cessez-le-feu afin de faciliter l'acheminement de secours aux centaines de milliers de personnes touchées par la famine dans le sud du Soudan. Le nouveau chef de la diplomatie américaine a demandé aux deux parties de lever les obstacles à l'acheminement de secours et de « faire tout leur possible » pour que les secours parviennent aux victimes de la famine qui se trouvent dans les zones de combat, qu'elles soient tenues par l'armée régulière ou par l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) du colonel John Garang.

Plusieurs centaines de milliers de personnes sont mortes de faim en 1988, et « des milliers d'autres mourront pendant la saison des pluies » si les secours n'arrivent pas, a estimé M. Baker. Le 27 janvier dernier, les Etats-Unis avaient proposé leur médiation entre Khartoum et les rebelles, soulignant que ment jouer un rôle important dans le règlement de la guerre civile au Soudan, grâce à son influence auprès de l'Ethiopie, qui soutient l'APLS.

Par ailleurs, les autorités de Khartoum ont décidé de proroger de six mois l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire. Cette décision intervient peu après que le Parlement ait amendé la loi sur l'état d'urgence, de façon à permettre expressément aux forces de l'ordre d'opérer des arrestations préventives, sans être obligées d'obtenir au préalable un mandat d'arrêt. — (AFP, Reuter.)

Diplomatie

La rencontre de M^{me} Thatcher et de M. Rocard

L'Europe unie, dans cinquante ans ou dans mille ans ?

LONDRES de notre correspondant

La chimie des relations personnelles entre M^{me} Thatcher et quelques-uns de ses interlocuteurs continentaux reste un phénomène mystérieux. Le courant passe plutôt mal avec le chancelier Kohl, et les échanges avec M. Chirac étaient souvent orageux. MM. Mitterrand et Rocard bénéficient paradoxalement, bien qu'ils soient socialistes et français, ce qui ne présageait rien de bon au départ, d'une cote d'amour relativement stable.

Le premier ministre français, qui a été reçu pendant une heure, mercredi 8 février, par la « Dame de fer », a pu en faire l'expérience. Il est sorti d'excellente humeur du 10 Downing Street et le baromètre était également au beau fixe du côté britannique, malgré les divergences connues, entre les deux gouvernements, sur le rythme et les modalités de la construction européenne.

M. Rocard, très en vogue, a confié son impression : il s'est beaucoup intéressé, au cours de sa vie, aux mécanismes de prise puis d'exercice du pouvoir. Il a notamment une grande admiration pour l'Eglise catholique romaine, « qui dure depuis deux mille ans », « où l'on ne voit pas beaucoup », et qui ne « fonctionne pas si mal que cela ». La distance que lui donne « le fait d'être lui-même protestant » se révèle donc parfois utile. Cela ne vaudrait-il pas aussi à des êtres très différents, politiquement et psychologiquement, des Français, même s'ils en sont géographiquement proches ? M. Rocard avait en tête les Britanniques en général et M^{me} Thatcher en particulier.

L'humour aide un peu. Le premier ministre français a su en user pour commenter son entretien au 10 Downing Street. Il essayait de convaincre son hôte que le processus était enclenché, et qu'il y aurait, de toute façon, « une Fédération européenne, d'ici cinquante ans ». M^{me} Thatcher lui a répliqué : « Mais non, cela se fera dans mille ans seulement ». Commentaire malicieux de M. Rocard : « Elle n'a pas dit non ».

Contre une approche doctrinale

M. Rocard a prononcé, mercredi après-midi, une conférence à l'Institut royal des affaires internationales, dans laquelle il a appelé à une meilleure coopération entre Britanniques et Français dans la construction européenne. Il a choisi d'employer des termes qui sont porteurs d'un regard vraiment sensible aux droits de l'homme et dans la bonne direction, il aurait pu constater l'existence de centaines de millions d'êtres humains mourant de faim, de soif, de maladies, ce qui n'est pas sans rapport avec certains pays développés, y compris le sien.

Le cas de la Roumanie n'est pas inscrit à l'ordre du jour des travaux de la commission. La délégation suédoise souhaite cependant que la commission condamne publiquement les violations commises par le régime de Bucarest. Elle prend actuellement contact avec d'autres délégations pour leur soumettre le texte d'une résolution dans ce sens. — (AFP, Reuter.)

liste. On ne peut pas transposer à l'échelle de l'Europe le modèle d'un seul pays, même s'il lui a très bien réussi. Le message est donc le suivant : messieurs (et mesdames) les Anglais, n'oubliez pas votre principale vertu, le pragmatisme, et ne tombez pas dans des querelles doctrinales continentales, voire françaises.

L'introduction de M. Rocard à l'Institut royal a rappelé que le père du premier ministre avait été décoré à Londres par les Britanniques pour son action pendant la seconde guerre mondiale. Peu de Français peuvent arborer cette distinction. Ce sont là des détails, mais ils ne passent pas inaperçus.

M^{me} Thatcher, de son côté, a insisté pour que les Français laissent entrer librement les voitures Nissan construites en Grande-Bretagne, et ne les décomptent plus dans le quota de véhicules japonais autorisé à l'importation chaque année. Elle a aussi manifesté son intérêt, tout nouveau, pour la défense de l'environnement.

M^{me} Thatcher a signalé à M. Rocard l'importance qu'elle attachait à la conférence qui réunira du 5 au 7 mars, à Londres, les représentants de plus d'une centaine de pays, pour combattre l'« effet de serre ». Celui-ci, qui aboutit à un réchauffement inquiétant, est provoqué par diverses causes d'origine humaine. Le problème le plus grave, aux yeux du premier ministre britannique, est la détérioration de la couche d'ozone qui entoure l'atmosphère terrestre. M^{me} Thatcher a reçu une formation de chimiste et de biologiste à Oxford.

DOMINIQUE DHOMBRES.

A la commission des droits de l'homme de l'ONU

Le délégué roumain répond à M. Rocard

Le chef de la délégation roumaine à la commission des droits de l'homme des Nations unies, M. Doglu, a répondu à M. Michel Rocard qui, deux jours plus tôt, avait appelé la commission à se pencher sur le sort du « malheureux peuple roumain ». Rejetant les « insinuations » du premier ministre français, M. Doglu a notamment déclaré : « dans le pays du Bicentenaire, les sans-travail se comptent par des milliers de sept chiffres et les laissés-pour-compte et les sans-abri par centaines de milliers (...). Si M. le premier ministre avait su porter un regard vraiment sensible aux droits de l'homme et dans la bonne direction, il aurait pu constater l'existence de centaines de millions d'êtres humains mourant de faim, de soif, de maladies, ce qui n'est pas sans rapport avec certains pays développés, y compris le sien ».

Le cas de la Roumanie n'est pas inscrit à l'ordre du jour des travaux de la commission. La délégation suédoise souhaite cependant que la commission condamne publiquement les violations commises par le régime de Bucarest. Elle prend actuellement contact avec d'autres délégations pour leur soumettre le texte d'une résolution dans ce sens. — (AFP, Reuter.)

LA RELEVÉ DES DIEUX MOURANTS DU SOLEIL COUCHANT DE L'EMPIRE A L'AUBE D'UNE UNION FRATERNELLE LIBÉRÉE DU CARCAN MONÉTAIRE

LA VOIE AFRICAINE DESTIN DE LA FRANCE ET DE LA PAIX (50 F)

M. PEIGNON signera son livre le vendredi 10 février des 9 heures AUX DEUX MAGOTS pl. St-Germain-des-Près, 75006

POUR LES ACCROS DU SON "LIVE"

NOUVEAU

AIWA
le miracle japonais

F150
Boîtier lecteur-enregistreur à tout enregistrer en direct. Enregistrement en stéréo, double bande, 120 min. extérieur fourni avec l'appareil. Auto-Reverse et Dolby "B" NR en lecture. Dispositif "Super Bass" de renforcement des basses. Sélection de bandes : Normal/Mid et Chroma.

*Marque déposée de Dolby Laboratories.

AIWA FRANCE S.A. : 117, rue d'Aguesseau - 92100 BOULOGNE - Tél. : (1) 46.04.81.90

TOULOUSE-ANTALYA 1550 F*
PARIS-ATHÈNES 950 F*

Jumbo
CHARTER

Vol direct.
Avec Air Charter,
filiale d'Air France
et d'Air Inter.

MINITEL 3615 + JUMBO. PARIS 6 : 46 34 19 79
PARIS 14 : 45 42 03 87 / TOULOUSE : 61 62 15 01 ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES.

مكتبة من الأصول

Amériques

JAMAÏQUE : les élections générales du 9 février

Une alternance avec un minimum de violences ?

Les élections générales du 9 février semblent conduire à une nouvelle alternance en faveur de l'opposition social-démocrate de Michael Manley, après une campagne pratiquement dénuée de violences.

KINGSTON
de notre envoyé spécial

« Camarades ne vous laissez pas intimider. Personne ne peut vous empêcher de voter. Jeudi la Jamaïque aura un nouveau gouvernement. Notre victoire va se transformer en ras de marée. » Souriant, Michael Manley, le leader du Parti national populaire (PNP, opposition social-démocrate) balaisait d'un long regard la foule qui exultait. Ils sont plus de dix mille, vêtus de rouge, la couleur du PNP, massés à Half-Way-Tree, au centre de Kingston, pour l'ultime meeting de la campagne. L'ambiance est surchauffée : depuis plus de deux heures, la foule attend l'arrivée de Michael Manley qui, selon les sondages, devrait retrouver jeudi le fauteuil de premier ministre que son rival conservateur Edward Seaga lui a ravi en 1980.

Les canettes de Red Stripe, la bière locale, et les « joints » de ganja, la marijuana jamaïcaine, circulent, tandis que la sono diffuse à plein volume les tubes de la campagne. « Seaga est un bateau qui

coule », reprend la foule qui ondule, les bras tendus vers le ciel, au rythme du reggae. « Aujourd'hui, deux jeunes ont été tués au cours d'incidents, ces morts sont inacceptables. Je veux que vous m'aidiez à ramener la paix en Jamaïque », poursuit Manley. Armés de fusils d'assaut et de mitrailleuses, nerveux, plusieurs dizaines de policiers surveillent les abords du carrefour où se déroule le meeting. A mesure qu'approche l'heure d'ouverture des bureaux de vote, la violence, ou plutôt le spectre de la violence, devient le thème central de la campagne.

Les affrontements armés entre bandes adverses sont jusqu'à présent restés limités : depuis le début de la campagne à la mi-janvier, une quinzaine de personnes ont été tuées et une centaine blessées. Un bilan qui, comme le soulignait Michael Manley dans l'un de ses discours, serait inacceptable en Grande-Bretagne, au Venezuela ou au Canada, mais qui semble léger en Jamaïque où plus de six cents personnes avaient trouvé la mort lors des élections de 1980.

En août dernier, les deux candidats ont signé un accord de paix, théoriquement supervisé par un médiateur indépendant. Depuis plusieurs jours, l'Organisation du secteur privé de Jamaïque, qui regroupe les chefs d'entreprise, multiplie les messages en faveur d'élections pacifiques sur les ondes et dans

la presse écrite. Le « secteur privé » a appelé la population à s'habiller de bleu pour manifester son désir de paix. Pour les chefs d'entreprise, l'enjeu est important : une flambée de violence ferait sans nul doute fuir les touristes et les investisseurs étrangers, qui font vivre les deux secteurs les plus dynamiques de l'économie jamaïcaine.

La police et l'armée paraissent déterminées à faire respecter l'ordre et à maintenir une attitude impartiale. Dans un communiqué conjoint, leurs chefs respectifs, Herman Ricketts et le général Robert Neish, affirment que « les forces de sécurité ne toléreront pas l'intimidation des électeurs ». Toute la journée de mercredi, qui était chônée, des hélicoptères ont survolé Kingston où patrouillaient de nombreux véhicules des forces de l'ordre. Les circonscriptions indécises, une quinzaine sur soixante, selon les analystes politiques, sont les plus dangereuses. Les partisans du JLP (Jamaican Labour Party, parti travailliste jamaïcain) d'Edward Seaga, n'ont pas s'aventurer en territoire PNP et inversement.

Message simple

Pour l'après-9 février, le message du PNP est simple et dépourvu de la terminologie socialiste. « Un 70. Relancer la production en aidant les petits entrepreneurs à la ville et à la campagne, reconstruire les services de santé et d'éducation », détruits par huit ans d'administration du JLP. « Mais », prévient Michael Manley, « la tâche sera rude. L'autre homme », c'est ainsi qu'il désigne son adversaire, « nous laisse une dette de milliards de dollars, la plus lourde du monde par habitant. J'aurai besoin de votre aide à tous. » Un rasta, la casquette de état noir haut perchée sur une masse de cheveux tressés, opine au milieu d'un nuage de fumée acre. « Hey man, nous voulons un socialisme différent, nous aimons les gens, peace and love ».

Sur la défensive, le premier ministre sortant Edward Seaga tente, pour sa part, de politiser la campagne. A longueur de discours, il s'efforce de présenter la compétition comme un choix entre le capitalisme, dont il se dit l'administrateur compétent, et le socialisme, qu'il accuse d'avoir mené le pays à la ruine lorsque Michael Manley était au pouvoir entre 1972 et 1980. « Avec le PNP, l'investissement se tarirait, le tourisme s'effondrerait, le chômage augmenterait, la pénurie réapparaîtrait », martèle le premier ministre. Une page de publicité payée par le JLP et publiée dans la presse de Kingston, présente une photo de Manley « en compagnie de son ami Fidel Castro de Cuba ». En regard, trois photos d'Edward Seaga, avec Ronald Reagan, George Bush et Margaret Thatcher. La légende : « Jugez ces hommes à leurs relations ». Ce discours ne semble guère impressionner la masse des Jamaïcains, à l'heure où la détente prévaut entre les super-puissances. Restent les promesses du premier ministre : il a annoncé le lancement d'un « grand programme de bien-être social » et la création de deux cent mille emplois en cinq ans. S'il est élu.

JEAN-MICHEL CAROIT.

ÉTATS-UNIS

L'« affaire Tower » empoisonne les débuts de l'ère Bush

(Suite de la première page.)

Cette enquête du FBI concernerait les liens financiers établis dans un passé assez récent entre M. Tower et des fabricants de matériels militaires — et que les sénateurs prennent des vacances. Chaque jour qui passe est un motif d'embarras supplémentaire pour la Maison Blanche, tandis qu'au Pentagone l'absence de « patron » commence à se faire sentir.

M. Bush avait longuement hésité avant d'annoncer, à la mi-décembre, la nomination de M. Tower — auquel on reprochait déjà d'avoir entretenu des relations trop étroites avec les fournisseurs (privés) du Pentagone (ses activités de consultant, entreprises aussitôt après son départ du Sénat, en 1985, lui ont rapporté au moins 750 000 dollars).

Mais la machine est en marche, qui ne cesse de produire de nouvelles « révélations », et l'on commence à envisager sérieusement ce qui paraissait à peine imaginable : que les sénateurs se prononcent contre la nomination de leur ancien collègue (en deux cents ans, le Sénat n'a rejeté que huit fois un membre du cabinet choisi par le président).

Coût politique

Le président de la commission des forces armées, M. Sam Nunn, sénateur de Géorgie, a fait part de ses hésitations. Avec les autres membres de la commission, il a trouvé dans l'affaire une très belle occasion de mettre en évidence leur puissance, qui est considérable, et ils entendent à présent prendre leur

sur l'avortement, suscitant la colère des partisans du droit à la vie. Après quoi il a dû faire amende honorable et adopter la position anti-avortement qui fut celle de M. Bush pendant la campagne électorale.

M. Bush n'a pas plus de chance avec son conseiller chargé des questions d'« éthique » gouvernementale, M. Boyden Gray : ce dernier est supposé s'assurer que tous les serveurs de l'Etat sont au-dessus de tout soupçon de « conflit d'intérêts », mais il n'avait apparemment pas songé à se pencher sur son propre cas (il continuait à recevoir un traitement d'une société de communication appartenant à sa famille). L'affaire tombe mal à propos parce que M. Bush entend faire de l'éthique gouvernementale l'un de ses chevaux de bataille.

Bonne impression

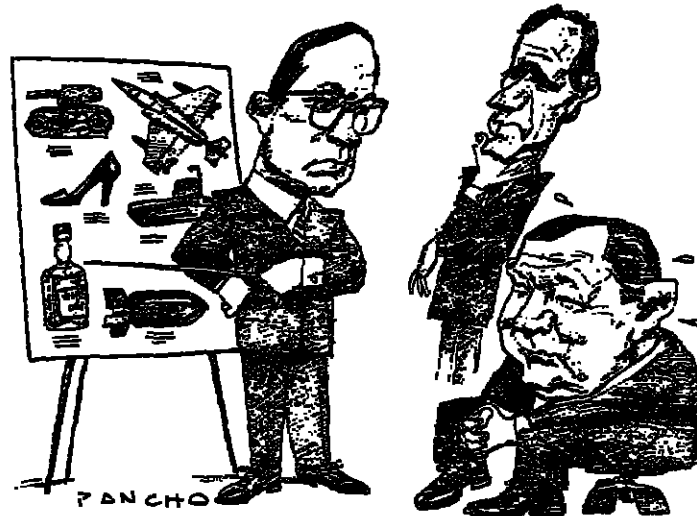
Rien de tout cela ne touche directement M. Bush lui-même. Personnellement, il a plutôt fait bonne impression depuis le début de son mandat en réussissant à imposer un style nouveau : les journées à la Maison Blanche commencent beaucoup plus tôt que du temps de M. Reagan ; on a remarqué avec intérêt qu'il n'avait demandé l'aide de personne pour régler la hauteur de son fauteuil, et que plutôt que de convoquer ses collaborateurs, il aime se rendre lui-même dans leur bureau.

Le nouveau président, qui aime improviser et se réserve la liberté de sortir à tout moment de la Maison Blanche, ne serait-ce que pour un jogging, donne des sursauts au Secret Service, mais, pour le moment, les médias paraissent apprécier. M. Bush a aussi pris grand soin de se montrer accessible, et on a pu remarquer sa propension à ouvrir toutes grandes les portes de ses appartements privés : invités à dîner avec leurs épouses, une série d'élus ont ainsi été conviés à s'asseoir successivement, couple par couple, sur le lit de Lincoln, tandis que le quarante et unième président des Etats-Unis immortalisait l'événement à l'aide d'un Polaroid. (Une de ces photos, signée « George Bush », est ensuite apparue à la une du New York Times.)

Enfin, M. Bush n'a ménagé aucun effort pour faire ami-ami avec les principaux responsables du Congrès, en multipliant les visites. Au total, le bilan de ces premières semaines n'est ni vraiment sombre (malgré l'affaire Tower et d'autres nuages), ni vraiment éclatant (le style « familial » n'est pas forcément facile à maintenir longtemps).

Ce prélude en demi-teinte est à présent terminé. Le président entre dans le vif du sujet en prononçant, jeudi 9 février, son premier grand discours devant le Congrès. Il est fort probable que M. Bush annoncera qu'il va rogner les dépenses militaires envisagées par M. Reagan pour dégager quelques ressources supplémentaires en matière sociale, histoire de donner un commencement de réalisation à ses promesses d'« Amérique plus douce ». Pourtant, sa marge d'action est très limitée, et le Congrès, contrôlé par les démocrates, l'attend de pied ferme : l'affrontement n'est pas certain mais il suffirait que M. Bush, déjà assailli par l'affaire Tower, commette un ou deux faux pas supplémentaires pour que les démocrates ne résistent pas à la tentation de déterrer la hache de guerre.

JAN KRAUZE.



tempa, sans se laisser bousculer.

La situation est devenue si préoccupante pour l'exécutif que, mercredi 8 février, M. Bush lui-même est monté au créneau pour défendre M. Tower, et expliquer que les accusations ne reposaient sur rien de solide. « Je n'ai pas vu un seul fait qui m'incite à changer d'avis quant aux capacités de John Tower à remplir ces fonctions », a déclaré le président. Mais, tout en se demandant si l'épreuve subie par M. Tower était bien « juste », M. Bush s'est toutefois bien gardé de faire des reproches aux sénateurs, n'ayant guère d'autre choix que de se résigner à attendre le résultat des nouvelles investigations du FBI, en espérant que, d'ici là, d'autres dénonciations n'entraîneront pas de nouveaux délais.

Ce risque est très réel, et dans tous les cas, même si M. Tower finit par être « confirmé », il arrivera au Pentagone en piteux état. La tâche redoutable qui l'attend (réduire les dépenses, remettre de l'ordre dans les procédures d'attribution des contrats, résister aux pressions du Congrès et des lobbies) n'en sera que plus difficile.

Pour M. Bush, qui avait déjà fait frémir en choisissant Dan Quayle comme colistier, le « coût » politique de cette autre nomination controversée est déjà élevé. D'autant que ce gros ennui s'accompagne d'autres, plus petits, mais malgré tout gênants. Le médecin qu'il a choisi comme secrétaire à la santé, le docteur Sullivan, qui serait le seul membre noir du cabinet, s'est empressé de faire un portrait de M. Tower...

Le FBI a pourtant été chargé de vérifier successivement toutes ces rumeurs, et les accusateurs, quand ils n'étaient pas anonymes, ont été priés de préciser leurs dires devant les membres de la commission des forces armées du Sénat. Selon les amis de M. Tower, en particulier des sénateurs républicains membres de cette commission, aucune de ces accusations n'a résisté à l'examen ou n'a été sérieusement étayée.

La tournée européenne du secrétaire d'Etat

M. Baker visitera quinze pays en sept jours

WASHINGTON
de notre correspondant

Aussitôt après avoir présenté son projet de budget au Congrès, M. George Bush quittera Washington, vendredi 10 février, pour son premier voyage présidentiel : une visite de quelques heures au voisin canadien, qui ne pourra qu'être sensible à une telle attention, mais doit s'attendre à rester sur sa faim. Il ne s'agit que d'un contact « informel », et M. Bush ne sera pas en mesure d'apporter des assurances précises aux Canadiens sur le sujet qui les préoccupe le plus : les pluies acides, qui déversent sur eux la pollution née aux Etats-Unis.

Le nouveau secrétaire d'Etat, M. James Baker, sera lui aussi au voyage, mais il enchaînera directement sur une tournée des pays membres de l'alliance atlantique. Il commencera par Reykjavik, le 11 février, pour finir par Paris le 17, et personne ne sera oublié, de la Turquie au Portugal, du Luxembourg à la Norvège.

La tournée, l'intention affichée est très claire : il s'agit de montrer que pour la nouvelle administration les relations au sein de l'alliance consti-

tuent la première des priorités, et que le nouveau responsable du département d'Etat tient beaucoup à consulter les alliés, tous les alliés, qu'ils soient membres ou non du commandement militaire intégré. L'intention, louable, serait peut-être encore plus appréciée par les intéressés si M. Baker avait un peu plus de temps à leur consacrer : quinze pays en sept jours, c'est plus que du pas de charge, mais il est vrai que le nouveau secrétaire d'Etat ne peut rester trop longtemps absent de Washington, où il a beaucoup à faire, ne serait-ce que pour compléter son équipe au département d'Etat. M. Baker a été désigné dès le lendemain de l'élection présidentielle, c'est-à-dire il y a trois mois, mais certains postes de première importance n'ont toujours pas été pourvus — à commencer par celui d'assistant au secrétaire d'Etat pour les affaires européennes et canadiennes. M. Rozanne Ridgway, qui occupait ce poste auprès de M. Shultz, accompagnera donc M. Baker au Canada et en Europe, mais avec la quasi-certitude d'être remplacée peu après.

JAN KRAUZE.

Dans une lettre au secrétaire général de l'ONU

Les représentants de cinq pays d'Amérique centrale relancent le plan Arias

NEW-YORK
de notre correspondant

Réunis aux Nations unies, quatre ministres des affaires étrangères d'Amérique centrale — MM. Rodrigo Madrigal (Costa-Rica), Ricardo Acevedo (Salvador), Carlos Lopez (Honduras) et Miguel d'Escoto (Nicaragua) — et un secrétaire d'Etat, M. Ariel Rivera (Guatemala), ont remis, le mercredi 8 février, une lettre au secrétaire général de l'ONU afin d'accroître la mise en place des structures de vérification du plan de paix du président Arias. Après une journée de discussions à bâtons rompus, les cinq ministres tentent ainsi de préparer le terrain pour le sommet qui se tiendra la semaine prochaine au Salvador, et de relancer le plan de paix au moment où l'opposition armée nicaraguayenne, la Contra, semble devenue inexistante.

Dans leur lettre, les ministres demandent à M. Perez de Cuellar, une commission technique chargée de « préparer un mécanisme impartial de surveillance et de vérification des engagements pris en faveur de l'arrêt de l'aide fournie aux groupes insurrectionnels et aux forces irrégulières présents dans la région ». « Outre le rôle de vérification, la présence d'observateurs étrangers aura un caractère novateur à l'égard des groupes irréguliers », ajoute le document, qui confirme que les cinq pays sont d'accord pour solliciter l'aide de l'Allemagne fédérale, du Canada, et de l'Espagne. Toutefois, « une participation latino-américaine au mécanisme de vérification est souhaitable », de même que la « collaboration entre l'ONU et l'Organisation des Etats américains ».

La lettre ne reprend aucun des thèmes introduits dans la discussion par le ministre nicaraguayen. M. Miguel d'Escoto avait, en effet, demandé que les observateurs soient des civils et que des organisations

« populaires et non gouvernementales, comme Amnesty International, la Croix-Rouge ou autres » soient autorisées à y participer indépendamment de l'ONU. Se heurtant à un refus catégorique de la part de M. Perez de Cuellar, qui a affirmé devant les ministres que « seuls des personnels militaires venant d'Etats membres de l'ONU et dûment encadrés par celle-ci pourront agir sur le terrain ».

Les diplomates de l'ONU soulignent l'importance du moment choisi par les cinq pays pour relancer un plan de paix bloqué depuis un an par le refus de Managua de discuter avec l'opposition. La dissolution virtuelle d'une Contra privée non seulement du financement américain (refusé par le Congrès), mais aussi de son plus ardent défenseur politique, l'ancien président Ronald Reagan, laisse entrevoir la possibilité d'une évolution de l'attitude de la Maison Blanche, au moment même où le Honduras donne l'impression de ne pas souhaiter prolonger son alliance avec l'opposition nicaraguayenne.

CHARLES LESCAUT.

● NICARAGUA : deux officiers de Somozas autorisés à quitter le pays. — Deux officiers de la garde nationale de l'ex-dictateur Anastasio Somoza sont sortis libres, mercredi 8 février, de l'ambassade du Venezuela à Managua, où ils étaient réfugiés depuis dix ans. Le ministère des affaires étrangères a indiqué que le colonel Carlos Gutierrez, soixante-deux ans, et Mario Guerra Palacios, quarante-deux ans, avaient obtenu des passeports leur permettant de quitter le pays, mais que le gouvernement les considérait toujours comme des criminels de guerre. Les deux hommes devaient néanmoins partir dans la journée pour les Etats-Unis. Quelque mille huit cents membres de la garde nationale sont toujours détenus dans les prisons nicaraguayennes. — (Reuters.)

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 20^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 27 octobre 1988, M. SCHMUTZ Christian, né le 21 décembre 1960 à Strasbourg (67), et demeurant à Blois (41), 239, rue de Poilly, a été condamné à 10 000 F d'amende.

Pour : infractions aux mesures de sécurité, blessures involontaires avec ITT de plus de trois mois, faits commis à Paris le 9 décembre 1985.

La Cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné :

- 1) La publication de cet arrêt, par extrait, dans le Monde ;
- 2) L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant sept jours, sur la porte extérieure de l'immeuble sis n° 1, avenue Eugène-Fréderynet à Saint-Quentin (78), où M. Christian SCHMUTZ exerce son activité. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.

P/LE GREFFIER EN CHEF

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 28 avril 1988, M. LE GOAZIOU François, né le 21 septembre 1930 à Paris (13^e), et demeurant à Paris (16^e), 84, avenue Mozart ;

— a été condamné à huit mois d'emprisonnement et 60 000 F d'amende, pour fraude fiscale et omission de passion d'écritures.

La Cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné :

- 1) La publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux : le Journal officiel, le Monde et le Figaro ;
- 2) L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois dans les conditions fixées par l'article 1741 du Code général des impôts.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.

P/LE GREFFIER EN CHEF.

Le Monde

14 F

FÉVRIER 1989

NUMÉRO SPÉCIAL

16 PAGES

LES TIERS-MONDES

- Caractéristiques communes et diversité des situations
- L'impasse des stratégies de développement
- Difficultés agricoles et efforts d'industrialisation
- Désordre économique et instabilité politique

LES PHILIPPINES

- Cory Aquino : Trois ans après
- Des urnes et des fusils
- La relance économique

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

1989.

DECLARATION DES DROITS DU LIVRE.

ARTICLE 1

LES LIVRES, TOUS LES LIVRES ONT LE DROIT D'EXISTER.

ARTICLE 2

LES LIVRES SONT ÉGAUX ENTRE EUX, SANS DISTINCTION D'ORIGINE, DE FORTUNE, DE NAISSANCE, D'OPINION, D'ÉDITEUR.

ARTICLE 3

TOUT LIVRE A DROIT A LA VIE, A SA COMMERCIALISATION, A LA CHANCE D'ÊTRE EXPOSÉ AU LECTEUR, ET DE DONNER A SON AUTEUR CELLE D'ÊTRE ENTENDU ET RÉMUNÉRÉ A JUSTE TITRE.

ARTICLE 4

TOUS SONT ÉGAUX DEVANT LA LOI QUI LES MET A ÉGALITÉ DE PRIX POUR TOUS EN QUELQUES LIEUX QU'ILS SOIENT PROPOSÉS.

ARTICLE 5

CHACUN A DROIT A LA RECONNAISSANCE EN TOUT LIEU DE SA PERSONNALITÉ, DE LA PERSONNALITÉ DE SON AUTEUR, DE CELLE DE SON ÉDITEUR.

ARTICLE 6

LE LIVRE, ŒUVRE D'IMAGINATION AUTANT QUE DE RECHERCHE, S'ADRESSE A L'IMAGINATION AUTANT QU'AU BESOIN DE L'HOMME. IL NE PEUT EN AUCUNE FAÇON ÊTRE DÉVOYÉ DANS SA COMMERCIALISATION COMME UN PRODUIT D'APPEL DE CONSOMMATION COURANTE.

ARTICLE 7

LE LIVRE EST, ET DEMEURE GARANT DE NOS LIBERTÉS. IL NE PEUT EN AUCUN CAS ÊTRE SOUMIS A QUELQUE ALIÉNATION QUE CE SOIT TANT SUR LE PLAN DE LA PENSÉE QUE SUR CELUI DE SA VOCATION FONDAMENTALE QUI EST DE PROMOUVOIR LE LIBRE ÉCHANGE DES CULTURES, DES MENTALITÉS ET DES SAVOIRS.

ARTICLE 8

LE LIVRE, OUVERTURE DE L'ESPRIT, DE RECHERCHES, DE PLAISIRS, CONSIGNATION DU SAVOIR AUTANT QU'ŒUVRE DE CRÉATION DOIT ÊTRE TRAITÉ COMME UN BIEN INDISPENSABLE A LA CULTURE, A LA PROMOTION SOCIALE ET SPIRITUELLE, A L'INFORMATION, ET NE PEUT ÊTRE TRAITÉ COMME UN VULGAIRE OBJET DE PROFIT.

Libraires CLÉ.

ILS OUVRONT L'APPÉTIT

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل



Les élus et personnalités socialistes qui soutiennent la candidature du maire de Marseille, M. Robert Vigoroux, ont officiellement, mercredi 8 février, la création de Carrefour socialiste, qui se veut « une structure d'accueil pour tous ceux que le non-fonctionnement normal de l'appareil local du PS prive d'une vie fédérale » (lire le Monde du 8 février). Cette association, qui se défend d'être un « PS bis », regrouperait, d'ores et déjà, deux mille deux cent trois adhérents, « des membres du PS », dont les noms seront rendus publics « dès que la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône aura elle-même publié la liste des militants qui ont voté en faveur de Michel Pezet » lors du référendum organisé en juin dernier pour la désignation du candidat du parti aux élections municipales de Marseille.

Placée sous la présidence d'honneur de M. Robert Vigoroux et de Mme Edmonde Charles-Roux-Defferre, cette association est présidée par

Politique

Marseille : zizanie à gauche, suite...

M. Charles-Emile Loo, député européen, MM. René Olmetta et Jean-Jacques Léonetti, anciens députés, sont respectivement vice-président et secrétaire général. « Depuis le congrès fédéral de Fos et la découverte de 4 030 fausses cartes d'adhérents, a expliqué M. Loo, tout est bialisé. Il n'y a plus de règlement au sein de la fédération. »

« Tout débat est pré-programmé, tout est voté à l'unanimité. On découpe des sections, on en crée d'autres (...) pour conserver la mainmise sur l'appareil. Marseille compte ainsi soixante sections. C'est la seule ville de France à en avoir autant », ont également déclaré MM. Loo et Léonetti dans un entretien au Provençal. De son côté, M. Léonetti a estimé qu'en

cas de victoire de M. Vigoroux « il faudra une dissolution puis une reconstitution de la fédération ».

D'autre part, M. Benito Pellegrin, président du groupe des élus socialistes du conseil municipal de Gardanne (dirigé par un communiste, M. Roger Mei), a annoncé la création d'une autre association, intitulée Parti socialiste renoué, qui se propose de patronner des listes de la majorité présidentielle à Gardanne et à Berre-l'Étang.

M. Yves Vidal, premier secrétaire de la fédération du PS des Bouches-du-Rhône, a vivement réagi à ces initiatives, dans lesquelles il voit une « opération concertée ». « La création de Carrefour socialiste, a-t-il déclaré, est complètement contraire aux statuts du parti. C'est une démarche scissionniste. Je mets au

défi cette association de prouver que ses 2203 membres sont des adhérents du parti en 1988-1989. Ils sont tout au plus 500 à 600, appartenant pour l'essentiel aux sections contrôlées par MM. Loo, Olmetta et Léonetti. M. Loo est vraiment mal placé pour donner des leçons de démocratie. On pourrait lui rappeler des faits édifiants sur la façon dont les cartes d'adhérents étaient achetées quand il était premier secrétaire de la fédération. Y avait-il plus de démocratie quand sa propre section comptait, à elle seule, 2 700 adhérents ? Lui et ses amis se disent encore socialistes, mais ils ne peuvent être à la fois dedans et en dehors du parti. La démocratie, c'est aussi savoir être minoritaire. » M. Vidal a par ailleurs, à propos de la création du PSR, estimé que les partisans de M. Vigoroux essayaient de créer un second front dans le département en exploitant les difficultés de l'application de l'accord conclu avec le PC dans les deux sections de Gardanne et de Berre.

G. P.

Jean-Claude Gaudin ou le rêve d'une vie

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

Oh malheur ! Quelle année vraiment que cette année pour le Jean-Claude ! Cinquante ans en octobre : de quoi marquer un homme, mais surtout, surtout, surtout, le rendez-vous de sa vie pour le salut de Marseille. Il le sait, tout le monde le sait : ce sera cette fois ou jamais. Banco sur le Vieux-Port ! « S'il n'est pas maire de Marseille, ça coupe, le Jean-Claude, c'est qu'il ne le sera jamais ! » Car il est bien rare, dans cette ville ingrate, que la bouillabaisse de l'histoire repasse plus de dix fois.

Ah ! cette mairie de Marseille ! Des années qu'il rêve d'être, Jean-Claude, à la place de Gaston. A-t-il d'ailleurs, de sa vie, voulu autre chose ? Lui l'Obélix de Mazargues semble être tombé tout petit dans un chaudron de colle pour affiches. Pour cette mairie de Marseille, pour faire de la politique à Marseille, pour devenir le premier, lui le petit Gaudin fils d'artisan maçon, prof d'histoire-géo, il a tout sacrifié : sa vie et même aujourd'hui sa santé.

Tout sacrifié, sauf son accent... « Jean-Claude, c'est un amoureux de Marseille », disent ses proches. Personne ne peut dire le contraire. Gamin déjà, il ne pensait qu'à ça. Ses potes de la rue Raymond-Cayol se souviennent encore de l'avoir entendu dire et répéter : « Ou je me marierai ou je me marierai à la politique, mais pas les deux. » C'est avec Marseille qu'il a choisi de convoler. Ses parents n'ont jamais rien fait pour s'opposer à ces épousailles. Bien au contraire ! Jean-Claude était fils unique. Ils voulaient que leur petit devienne un grand. Et puis dans cette famille chrétienne, la politique était noble, avait valeur de sacerdoce. Papa Gaudin militait au cercle des ouvriers catholiques. Maman Gaudin s'impliquait dans toutes les associations du quartier. L'engagement au service des autres était naturel. Cette leçon-là, leur fiston ne l'oublia jamais. Etre socialiste à l'époque, c'était être avec les communistes. Des lors, sa route au centre était toute tracée. Son premier parti sera le CNL, qui ne sentait pas encore la naphthalène. Il deviendra le président national des jeunes de ce mouvement. « En fait, convenaient ses amis, c'est un démocrate-chrétien qui s'ignore. »

Jean-Claude est précoce. La politique l'apprend dans les journaux, sa nourriture quotidienne. Avec ses pieds, en courant dans toutes les réunions d'arrière-salle, sur tous les marchés, ce qu'il n'a jamais cessé de faire. C'est sa drogue. Avec les mains en se transformant chaque week-end en colleur d'affiches. Et aussi dans l'ombre des grands. A seize ans il est déjà admis à leur table. Avec Henri Bergasse, grande figure de l'opposition marseillaise de l'après-guerre qui, encore aujourd'hui, lui sert de référence. Avec Théodore Lombard, Paul Huchon, le député MRP, M^{me} Poisson-Chapuis, dont chaque apparition lui fait « plus d'effets que celle de la Begum en personne ». Quand il ne crapahute par sur le terrain de la politique, il enseigne l'histoire et la géographie à l'école Saint-Joseph, l'institution de son enfance. Il faut bien vivre ! Mais le prof a souvent l'esprit ailleurs. « Il ne manquait

jamais une occasion de dévier sur la politique, se souvient un de ses élèves. C'était le gag ! »

L'homme de la situation

Dame politique commence à lui faire ses premières avances. A vingt-six ans, il entre dans la foulée de Théodore Lombard au conseil municipal de Marseille. C'est le temps des alliances socialo-gaullo-centriste contre le diable communiste. Jean-Claude vit la période flamboyante du défervissement qu'il n'évoque jamais sans un brin de nostalgie, et une bonne dose de respect. Le temps des fiançailles avec Marseille commence. Premiers accords de mandoline aux législatives de 1973, l'année suivante le « petit Gaudin », comme l'appelaient Gaston Defferre, adhère au parti des Républicains indépendants du nouveau président de la République, Valéry Giscard d'Estaing. Lentement mais sûrement, l'araignée Gaudin tisse sa toile. La droite marseillaise est vieillissante. Les gaullistes, aux yeux des électeurs, font trop la loi. Les bourgeois de la ville, fâchés de voir Gaston Defferre accepter l'union de la gauche aux municipales de 1977 cherchent un placement sûr. Peut-être lui compter sur ce « petit Gaudin » qui n'est pas de la haute, cet enfant de Mazargues qui n'a pas l'accent pointu ? Il leur forcera la main. En 1978, en battant contre toute attente l'un des pontes du socialisme marseillais Charles-Emile Loo, Jean-Claude devient enfin



dessous. On lui cherche un président. Les anciens ministres se bousculent au portillon. Michel d'Ornano ? Ce serait replonger à pieds joints dans le giscardisme exécuté. Christian Bonnet ? Sa tête de ministre de l'intérieur ne revient pas. Miraculé de la vague rose qui a déferlé partout, Jean-Claude Gaudin devient l'homme de la situation. Il est brave. Il est jeune. Il n'a pas l'étiquette giscardienne collée à la peau. Il ne gêne personne. Le voilà donc bombardé à la présidence du

groupe UDF. Dans la débâcle générale, sa bonhomie devient pour ses amis un havre. Sa truculence le meilleur antidote contre le socialisme débridé de l'époque. Sa façon d'arrondir les angles un atout. Faute de combattants Jean-Claude se retrouve aux premières loges, parle dans le poste, s'affiche sur les écrans. Tout bénéficie pour celui qui ne rêve plus que d'en découdre aux prochaines municipales de 1983 avec un Gaston Defferre, régnant au ministère de l'intérieur.

On sait ce qu'il est advenu. Vainqueur sur le papier par trois mille quatre cents voix d'écart, mais vaincu sur la ligne par un Gaston champion toutes catégories du découpage maison. Que les journalistes ne l'ayant pas entendu au moins une fois narrer cet épisode lèvent le doigt. On crut un moment qu'il ne s'en remettrait jamais. « En fait, admet-il maintenant, nous n'étions pas prêts. On y a cru trop tard ! » Quelques mois après cet incroyable feuilleton, dans les couloirs de l'Assemblée, Jean-Claude accepta quand même de resserrer la main de Gaston. « Je sentais, dit-il que si je ne lui avais pas parlé à ce moment-là, je ne lui aurai plus parlé de ma vie. » Se sont-ils vraiment détestés ? « La seule faiblesse de Jean-Claude », disent ses amis, c'est d'être trop gentil. La politique pour lui, ce n'est pas l'art de tuer, c'est l'art de rassembler. « Observation peut-être pas tout à fait rassurante pour des Marseillais qui rêvent d'être dirigés par des hommes à poigne. En réalité, Jean-Claude a toujours nourri à l'endroit de « Mon-

sieur Defferre » des rapports passionnés. « Depuis Henri Bergasse, lui a dit un jour Gaston, peu avant de mourir, vous êtes le seul homme politique que la droite marseillaise ait adopté. » De ce compliment il s'en souvient comme si c'était hier. Bergasse-Defferre, la boucle était bouclée.

Si le vieux était encore là...

Gaston est mort. Cela fera en mai trois ans. Depuis ce jour, Jean-Claude Gaudin semble poursuivi par l'obsession du vide laissé par le vieux lion socialiste. Quelques temps après sa disparition, on le vit manifester en ville arborant le célèbre chapeau rond de Gaston. Même ses amis pensèrent que décidément, il en faisait un peu trop. Le chapeau est toujours dans le placard. Il y rangerait bien aussi celui qui, pendant ces trois dernières années « a joué au maître », Robert Vigoroux, dont le bilan selon lui s'apparente « à un beau gâchis. » Depuis trois ans prétend-il, « il n'y a plus de maire à Marseille ». L'opposition, explique-t-il encore, s'est efforcée de le menager pour ne pas faire la part belle « au parricide ». Michel Pezet qu'il verrait bien également dans son placard. Erreur d'analyses dont certains, dans son entourage, ne voudraient pas avoir à se mordre les doigts.

Qu'importe. Jean-Claude se sent prêt. Il a des moyens. Sa présidence du conseil régional lui a permis, en mars 1986 à un quelconque poste ministériel dans le gouvernement

Chirac. Une rampe de lancement idéale. Un budget d'un bon milliard de centimes pour s'afficher sur les murs « sérieux, courageux, audacieux, généreux ». Une équipe renforcée, notamment par la présence à ses côtés d'un nouvel élément du « gang des blouses blanches » de Marseille, le professeur Jean-François Mattel, dont il est prêt, en cas de victoire, à faire son premier adjoint. Un projet pour Marseille « meilleur assure-t-il, que celui de 1983 ». Des socialistes en face de lui divisés, et enfin Gaston Defferre qui n'est plus là. « Car le vieux, observe-t-il, c'était le vieux. S'il était encore là, je ne serais pas sûr d'y arriver. »

Les socialistes vont l'attaquer sur ses qualités de gestionnaire. Il s'y prépare. Il connaît ses limites. L'accusera-t-on d'avoir transformé le conseil régional en « machines à réflexions ». Il avance les bons chiffres de ses trois budgets.

Reste évidemment l'épine du Front national qu'il a fait entrer dans son conseil régional. Certains dans son entourage conviennent qu'il n'a pas toujours bien su s'en expliquer. « Je ne suis quand même pas Von Papen », s'insurge-t-il. « Les mouches des dessins de Planu », le double langage de ses amis à Paris lui ont fait mal. Le suspecte-t-on de préparer à nouveau, comme pour les dernières élections législatives, des stratégies de retrait en bonne et due forme, de vouloir sceller des accords pour le troisième tour de ces municipales, l'élection du maire, bref de vouloir « à nouveau vendre son âme » ? Il réfute le tout. « Celui qui gagne ces municipales n'aura besoin de personne, prétend-il. Je ne suis pas favorable à une fusion de listes avec qui que ce soit. » Pour couper court à cette querelle, raser l'herbe du centre sous les pieds de Robert Vigoroux et, se fondant sur le score du FN aux dernières législatives partielles, d'autres de ses proches imaginent en ce moment un spectaculaire scénario de rupture au conseil régional avec les amis de Jean-Marie Le Pen. Un tel changement de pied à quelques semaines de l'échéance fatale est-il possible ? C'est évidemment tout le problème. Surtout lorsqu'on veut jouer, face à l'agitation socialiste, « la force tranquille ». Au fur et à mesure qu'il se rapproche du Capitole, Jean-Claude Gaudin semble maintenant être pris par « la troulle » de gagner. Et si les socialistes se remettaient en ménage ? Et ce « milliardaire parisien » de Tapie, que va-t-il faire ? Maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin l'est dans la tête depuis trois ans.

DANIEL CARTON.

« M. Gaudin, M. Vigoroux et la politique du coucou ». — Dans un entretien publié par le *Quotidien* de Paris du jeudi 9 février, M. Jean-Claude Gaudin affirme que M. Vigoroux, actuel maire de Marseille, « profite de sa fonction pour bâtir un trousseau de promesses électorales dont il pense qu'elles pourront séduire les Marseillais ». M. Gaudin ajoute, à propos du maire : « Il a choisi la politique du coucou, il vient pondre dans le nid des autres : il a déjà pondu dans celui de Gaston Defferre, il vient pondre dans celui de Gaudin quand il récupère bénévolement mes propositions et adopte une attitude modérée au conseil municipal. »

« Mise au point. — M. Jacques Chirac, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions, a contesté formellement » avoir « fait diligenter une expertise juridique pour trouver le moyen de passer outre » la loi qui lui interdit de se présenter aux élections municipales à Pompey (Meurthe-et-Moselle), ainsi que nous l'avions écrit dans nos éditions datées du 9 février. Compte-tenu du caractère particulier de la mission préfectorale qui lui avait été confiée, l'ancien commissaire de la République délégué au redéploiement industriel de la Lorraine nous a indiqué qu'il s'était simplement inquiété de savoir « si ce nouveau dispositif législatif s'appliquait également à sa qualité de préfet en mission extraordinaire ».

L'espoir perdu du Front national

MARSEILLE
de notre correspondant régional

« Marseille m'a adressé un message d'amour », s'épanchait M. Jean-Marie Le Pen au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle de 1988. Le vote des Marseillais pouvait être interprété, il est vrai, comme le signe d'une idylle politiquement fructueuse. Plus de cent deux mille voix, soit 28,34 % des suffrages exprimés. Mieux que M. François Mitterrand et davantage que MM. Chirac et Barre réunis. Un score consacrant le Front national comme la première force électorale de la ville et lui offrant les plus heureuses perspectives. Tout aussi euphorique, M. Pascal Arrihgi, alors président de la fédération du FN de Marseille, évoquait déjà, pour les municipales, un « ticket » gagnant Le Pen-Arrihgi.

Huit mois plus tard, les comptes sont amers. M. Ronald Pardo, le candidat léniniste à l'élection législative partielle dans les quartiers sud de Marseille, a convaincu moins de 10 % des électeurs qu'il s'en avaient droit à un député du Front national. Entre-temps, M. Jean-Marie Le Pen a vainement tenté de se faire élire par les Marseillais aux législatives qui ont immédiatement suivi l'élection présidentielle. Le parachutage de ses lieutenants, M. Jean-Pierre Stirbois, à Marignane et M. Bruno Megret à Gardanne, a également échoué comme ont été battus, malgré un accord de retrait réciproque FN-URC, les quatre députés marseillais sortants du Front, élus à la proportionnelle en 1986. Aux cantonales de septembre, enfin, le reflux de l'audience de l'extrême droite a été brutal : plus de dix points perdus par rapport au précédent scrutin.

Le « message d'amour » de Marseille n'a-t-il été qu'un élan sans lendemain ? Les dirigeants du Front national sont convaincus du contraire. « Notre potentiel électoral est intact », affirme M. Ronald Pardo pour qui le déclin « conjoncturel » du FN résulte de « la mise en échec de la démocratie représentative par le mode de scrutin majoritaire ». « Quand un électeur n'a plus la moindre chance d'avoir des élus, assure-t-il, il fait la grève du vote. C'est ce qui s'est

passé depuis les législatives de 1988. » M. Gabriel Domenech, président de la fédération du FN des Bouches-du-Rhône, évoque, lui aussi, « l'échecement des électeurs ». « Mais, fait-il remarquer, les problèmes qui ont justifié leur vote en faveur de Le Pen sont toujours là et personne ne les a résolus. »

Cette argumentation n'est sans doute pas fautive. A ceci près que l'électorat du Front ne s'est pas entièrement réfugié dans l'abstention mais a préféré, pour une part, le vote « utile ». Les élections cantonales de septembre ont même montré, semble-t-il, l'ampleur d'un processus de reclassement politique. Privé de représentation parlementaire et affaibli par ses divisions internes, le FN ne bénéficie plus, non plus, de l'attrait de la nouveauté de sa présence dans la vie politique française. Les outrances verbales de son chef lui ont probablement aliéné, aussi, une partie de sa clientèle la plus volatile.

Crise interne

Chiffres à l'appui, les responsables marseillais du parti léniniste contestent, au demeurant, une crise d'adhésion. Au 30 janvier les effectifs du FN des Bouches-du-Rhône se seraient élevés à quatre mille cent trente-sept adhérents contre cent cinquante à la fin de 1987. M. Jean-François Amoros, toutes les couches de la population et toutes les tranches d'âge seraient représentées « avec une proportion notable de policiers et de militaires ». Ces adhérents montreraient, par ailleurs, une grande fidélité au parti puisque le taux de renouvellement annuel des cartes serait de l'ordre de 80 %. Le temps des ralliements de cadres ou de militants venant d'autres partis de l'opposition (en particulier, dans les Bouches-du-Rhône, du RPR) est, en tout cas, bien révolu.

Les dissensions internes du FN marseillais ont, en revanche, engendré une crise de militantisme qui n'a pas été sans conséquences électorales. Après plusieurs mois de conflit, opposant les députés Pascal Arrihgi — alors candidat désigné aux élections municipales de Marseille — et Ronald Pardo, la fédération des Bouches-du-Rhône avait été, en juillet 1987, scindée en deux fédérations distinctes. L'une concernant exclusivement la ville de Marseille, dirigée par M. Arrihgi, l'autre ayant autorité sur le reste du département, placée sous la responsabilité de M. Pardo.

Cette opération de scission avait cependant fait long feu puisqu'un an plus tard, les deux fédérations fusionnèrent et, peu après, M. Arrihgi quitta le parti avec perte et fracas entraînant avec lui une partie des anciens cadres marseillais. M. Domenech reconnaît, aujourd'hui, que la reprise en main du parti a été difficile. Pendant trois semaines, la fédération n'a plus eu de siège. Le plus important des trois cercles gravitant autour du FN, celui de la mer et des ports, a, par ailleurs, suivi M. Arrihgi — qui présentait, en mars, ses propres listes dans quatre secteurs de la ville — dans la dissidence. D'où un flottement certain et une démobilisation dans les rangs des militants. « Les bonnes volontés existent toujours mais elles sont inorganisées », constate M. Pardo qui évoque le passé récent où les fantasmes du FN « étaient capables de distribuer deux cent cinquante mille tracts en un week-end et de tenir un affichage ».

La nomination, au poste de secrétaire général, de M. Philippe Millau, parachuté de la région parisienne et habitant Aix-en-Provence, semble également avoir été mal acceptée par les Marseillais. A ces problèmes d'efficacité militante et de direction s'ajoute également un manque criant de moyens financiers (la position du Front au conseil régional lui vaut cependant certains avantages matériels). « Faute d'argent, nous ferons un minimum de campagne commune et chacun, dans son coin, fera la sienne », explique M. Domenech. Des machines ? Nous n'en avons pas car nous ne pouvons rendre aucun service. Autre handicap : le ténérisme dont le

quotidien de droite marseillais le *Méridional* fait désormais preuve à l'égard du FN après l'avoir activement soutenu. Gabriel Domenech, qui fut, jusqu'à fin 1985, le rédacteur en chef de ce journal, lui reproche avec dépit « ses coups de ciseaux et ses coups de poignards ».

Bref, le Front national a perdu, aujourd'hui, toutes les raisons d'espérer une entrée en force à la mairie de Marseille. Désigné « malgré lui » comme tête de liste, après la défection tardive de M. Jean-Marie Le Pen, M. Gabriel Domenech se dit, de plus, « sans ambition ». Avec une audience que ses responsables situent entre 15 % et 20 %, le FN pense toutefois détenir l'une des clefs du sortin et continue de se poser en interlocuteur obligé de la droite. « Si Jean-Claude Gaudin veut être élu, déclare M. Pardo, il ne peut pas faire l'impasse sur une alliance en bonne et due forme avec nous. Le retrait réciproque entre les deux tours, qu'il nous laisse espérer, est un marché de dupes car nous aurions moins d'élus qu'en maintenant nos listes au deuxième tour. Nous rejetons, de la même façon, un arrangement au troisième tour, lors de l'élection du maire. Ce que nous voulons, c'est un accord de fusion au deuxième tour, à la proportionnelle des résultats du premier tour, le seul crédible dans l'opinion et le seul susceptible de créer une dynamique. Si les élus du FN sont suffisamment sérieux, présents et compétents pour cogérer avec la droite le conseil régional, on ne comprend pas pourquoi ils ne seraient pas dignes de participer à la gestion de la ville. Si l'on veut nous tenir à l'écart aux municipales, nous n'hésiterons pas à sortir de la majorité au conseil régional. »

Dans deux, voire trois secteurs municipaux, sauf si la désaffection de ses électeurs est du même niveau qu'à l'élection législative partielle du mois dernier, le FN pourrait effectivement devancer la droite et lui poser un véritable rebrous. « Rendez-vous au soir du premier tour, promet M. Domenech. A ce moment nous n'aurons pas devant nous le Gaudin de Paris qui veut se débarrasser de nous mais celui de Marseille qui aura besoin de nos voix. »

GUY PORTE.

L'ANGLAIS POUR TOUS
Pour moins de 250 F
vous pourrez apprendre l'anglais
avec une perfection avec
LES COURS DE LA BBC
Deux cassettes et un livre
avec explications en français
Documentation gratuite :
ÉDITIONS BBC OMNIVOX (M)
8, rue de Bari, 75008 Paris
Tél. (1) 43-59-80-05

هكذا من الأصل

Politique

La préparation des élections municipales

Le PS se donne jusqu'à la fin de la semaine pour passer outre au blocage des discussions avec le PCF

Les dirigeants socialistes se sont employés, mercredi 8 février, à rappeler à l'ordre certains élus du PS qui avaient annoncé, de leur propre chef, la formation de listes séparées contre des maires socialistes communis-tes pour les élections municipales, et à montrer que la responsabilité des difficultés dans l'application de l'accord PS-PCF incombait aux communistes.

M. Pierre Mourou a expliqué devant le groupe socialiste de l'Assemblée nationale que le PS, « parti le plus nombreux, doit honorer les accords conclus avec le PCF ». Selon le premier secrétaire, l'« attitude extrêmement dure » du PCF doit être « une raison de plus, pour le Parti socialiste, d'être en règle avec l'accord du 12 janvier », a rapporté le porte-parole du groupe socialiste, M. Jean Le Garrec.

En vertu de ce principe, la commission électorale du PS a entendu les responsables socialistes de Thionville, Romilly-sur-Seine, Champ-sur-Marne, Fontaine et Saint-Martin-d'Hères, qui avaient, au cours des jours précédents, annoncé

des « primaires » dans ces villes dirigées par le PCF. M. Robert Malgras, ancien député de la Moselle, pour Thionville, et Michel Carlelet, député de l'Aube, pour Romilly-sur-Seine, sont menacés d'être décrets « hors du parti » s'ils persistent dans leurs intentions. Une mesure similaire pourrait être prise dans le cas de l'Isère (Fontaine et Saint-Martin-d'Hères) et dans celui de Champagne-Marne (Seine-et-Marne).

S'agissant de Thionville et de Romilly-sur-Seine, les dirigeants du PS reprochent aux responsables locaux, non seulement de se lancer dans une « primaire » non justifiée contre le PCF au terme de l'accord du 12 janvier, mais d'envisager des alliances avec des personnalités de droite. Le même reproche est formulé à l'encontre des socialistes d'Alès (Gard), dont le cas doit être prochainement examiné. M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national, chargé des élections, a précisé, en outre, que la situation à Sète (Hérault), ville prise par la droite au PCF en 1983, et où M. Jean

Lacombe, député socialiste, a décidé de former sa propre liste, sera étudiée au début de la semaine prochaine en concertation avec les responsables fédéraux.

M. Gérard Le Gall, membre adjoint du secrétariat national, a présenté au bureau exécutif une liste de cas devant illustrer la mauvaise volonté du PCF dans l'application de l'accord et montrer qu'une rupture éventuelle ne serait pas imputable au PS. Ainsi à Meyzieu (Rhône), dont le maire est M. Jean Popere, ministre des relations avec le Parlement, les communistes, qui ont reculé électoralement, refusent de voir leur représentation ramenée de sept à six conseillers municipaux.

Dans plusieurs villes où les communistes ont perdu, en six ans, de 40 % à 50 % de leur électorat, ils refusent qu'il en soit tenu compte dans leur représentation municipale. Tel est le cas à Arras (Pas-de-Calais), où les socialistes leur proposent de passer de huit à six conseillers ; à Boulogne-sur-Mer (même département), où ils leur proposent de passer de quatorze à douze conseillers ; à Bourg-en-Bresse (Ain), où ils leur proposent de passer de neuf à sept sièges. A Lille, où les dix conseillers communistes de 1983 sont devenus huit, par suite d'une démission et d'un décès, et se divisent en quatre « orthodoxes » et quatre « rénovateurs », M. Mauroy propose au PCF sept sièges, ce que celui-ci refuse.

Du « culot »

Dans certaines villes dirigées par les communistes, les socialistes se voient proposer une réduction de leur représentation, tendant à assurer au PCF la majorité absolue au sein du futur conseil municipal. Tel est le cas, principalement, en Seine-Saint-Denis.

A Pantin, le PCF entend ramener la part du PS de quatorze à onze sièges, la sienne propre passant de dix-sept à vingt-deux (les socialistes répliquent en revendiquant dix-huit sièges et en en proposant quinze aux communistes). A Bobigny, le PCF propose au PS sept sièges, au lieu de onze dans le conseil sortant, et en revendique pour lui-même vingt-neuf au lieu de vingt-six (les socialistes proposent douze sièges pour eux et vingt-quatre pour le PCF).

Selon M. Gilbert Roger, premier secrétaire de la fédération socialiste de la Seine-Saint-Denis, les commu-

nistes « refusent d'aboutir à un accord ». Selon M. Lucien Attencia, l'un des dirigeants de la fédération communiste, ce sont les socialistes qui refusent d'admettre l'« érosion de la représentativité du PS, largement démontrée et récemment confirmée dans le département ».

Les dirigeants socialistes se donnent jusqu'à la fin de la semaine pour permettre que continuent les négociations locales. Si celles-ci ne progressent pas d'ici-là, des « primaires » seront autorisées par le secrétariat national du parti. M. Debarge a indiqué qu'il avait appelé au téléphone M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central du PCF, pour lui indiquer qu'une nouvelle rencontre au niveau des élus-majors ne lui paraissait pas d'une « nécessité absolue ». Selon M. Debarge, M. Georges Marchais « a vraiment du culot » lorsqu'il accuse les socialistes de ne pas respecter l'accord du 12 janvier.

Le secrétaire général du PCF avait dénoncé, mercredi matin, sur Radio-Monte-Carlo, les « discussions stériles » entre les deux partis, alors que « la période des affaires » n'est pas très favorable aux forces politiques ». M. Marchais avait mis en cause, notamment, l'attitude des socialistes au Petit-Quevilly (Seine-Maritime) et à Sète.

Il se confirme, d'autre part, que des « primaires » opposeront le PCF au PS dans deux villes à direction socialiste, Besançon (Doubs) et Limoges (Haute-Vienne), où les communistes sont divisés entre partisans de la direction et « rénovateurs ». A Limoges, le maire socialiste, M. Louis Longuepierre, entend conserver ses adjoints reconstruc-teurs, mais, à Besançon, M. Robert Schwint ne veut aucun communiste, de quelque bord qu'il soit, sur sa liste.

A Dunkerque, dans le Nord, les communistes menacent de former leur propre liste face à celle de M. Michel Delebarre, ministre des transports, qui tente d'élèver la mairie à la droite. A Echirrolles, dans l'Isère, le conseiller général communiste, M. Alain Arvin-Berrod, rénovateur, a décidé de former une liste contre celle du maire communiste, M. Gilbert Blessey, dont il est l'adjoint et qui bénéficie, lui, du soutien du PS.

PATRICK JARREAU.

M. Mitterrand prend à Nantes une leçon d'urbanisme

NANTES de notre envoyé spécial

Pendant sa très brève visite à Saint-Herblain, dans la banlieue de Nantes, mercredi après-midi, 8 février, le président de la République avait pu être à l'esprit ce dicton hindou : « Dis-moi où tu habites et je dirai ce que ton fils deviendra ».

M. François Mitterrand était, en effet, venu visiter le monumental immeuble dénommé le Sillon de Bretagne, étincelant de bleu et de blanc sous un ciel limpide. Un peu comparable à ceux de la marina de la baie des Anges, près de Nice, mais moins luxueux, bien sûr, car il abrite des logements HLM. Un immeuble où vivent près de deux mille personnes et qui, il y a dix ans, trois années à peine après son achèvement, présentait tant de défauts techniques, d'anomalies, de déprédations, de délinquance, qu'on avait presque honte de dire qu'on habitait au Sillon de Bretagne. Et il est vrai qu'on peut croire à une métamorphose. C'est le résultat de ce que les urbanistes et les architectes appellent la réhabilitation des quartiers dégradés et des grands ensembles.

Accueilli par M. Olivier Guichard, président RPR du conseil régional des Pays de la Loire, et M. Charles de Cosse-Brissac, président UDF du conseil général de la Loire-Atlantique, M. Mitterrand, guidé tout au long de sa visite par le maire de Saint-Herblain, M. Jean-Marc Ayraut (PS), a visité un appartement où habite un couple de personnes âgées, s'est attardé dans les étages supérieurs qui abritent les bureaux de plusieurs sociétés, notamment la société HLM, le Home Atlantique, qui gère l'ensemble immobilier, et le système de contrôle et de surveillance de l'immeuble. Le Sillon de Bretagne se veut un immeuble intelligent, les responsables de la réhabilitation (qui a coûté au total quelque 120 millions de francs) ayant eu recours aux techniques modernes, comme la télé-alarme, le câblage, la régulation automatique de consommation d'énergie.

« C'était un navire en perdition »

Accompagné de trois ministres, MM. Maurice Faure (équipement et logement), Pierre Joxe (intérieur) et Claude Evin (solidarité, santé, protection sociale), élu de la Loire-Atlantique, M. Mitterrand, qui n'était jamais venu dans la région nantaise depuis qu'il a été élu président de la République, en mai 1981, s'est ensuite promené dans le centre commercial dont les allées étaient décorées d'immenses cocardes tricolores en papier. S'adonnant au bain de foule, il a non seulement serré des mains, entendu des braves, embrassé des enfants, mais il a aussi longuement caressé, en connaisseur, un magnifique labrador noir que lui présentait son maître.

Féru d'urbanisme et décidé, comme son collègue « d'en face » le maire de Rezé, M. Jacques Floch, à redonner aux villes de banlieue le goût de vivre et l'envie d'être de vraies villes, M. Ayraut (que le président de la République a, à maintes reprises, surnommé « cher Jean-Marie Ayraut »), a résumé la philosophie qui l'a animé, à propos de la

rénovation du Sillon de Bretagne, par trois mots-clés : « concertation » (avec les habitants et les associations de locataires) ; « dédensification » (on a réduit le nombre de logements de neuf cents à six cent cinquante) ; « accompagnement social » des opérations purement mobilières.

M. Ayraut sait de quoi il parle puisque, lorsqu'il fut élu maire, en 1977, à vingt-sept ans, il habitait avec sa famille au Sillon de Bretagne, et s'était impliqué dans la vie associative, culturelle et sociale. « C'était déjà un navire en perdition », explique-t-il, « où les différences s'exacerbaient et où les appartenements se vidaient. Mais plutôt que de saborder ce grand vaisseau de pierre et de raser le Sillon, nous avons préféré soigner ce « mal de vivre » et lancer une opération optimiste et ambitieuse de développement social des quartiers avant la lettre ».

Dans la salle Pablo-Neruda, M. Mitterrand a développé ses conceptions sur la reconquête urbaine qu'il avait déjà abondamment exprimées en Côte-d'Or le mois dernier à l'occasion du colloque organisé par l'association Villes et banlieues. « Voilà que Saint-Herblain respire », retrouve ses repères, a déclaré le chef de l'Etat. Votre ville a commencé à réparer les excès d'une expansion trop massive et elle comprend qu'on peut joindre à l'utilité la beauté ».

L'urbanisme d'aujourd'hui, selon le message martelé par le chef de l'Etat, doit conduire « à avoir envie d'aimer sa ville, à créer ou recréer de vrais ensembles sans oublier personne, en tenant attentif aux détails et à la convivialité ». Un message que « concitoyens » la ville même M. Michel Rocard s'était employé à répandre pendant sa visite en Ile-de-France, à Chanteloup-les-Vignes, Mantes-la-Jolie et Châteaufort-Malabry et à l'occasion de l'installation officielle du conseil national des villes et du développement urbain.

Au-delà de cette leçon présidentielle de « vivre ensemble », de cet appel « à la disponibilité de chacun pour servir les autres », personne n'était dupe. M. Mitterrand était venu aussi, et surtout, ici pour apporter son soutien électoral à M. Ayraut, candidat à la mairie de Nantes, et opposé au candidat du RPR, M. Daniel Augereau (le Monde du 17 janvier). Et il ne pouvait trouver meilleur thème que la réhabilitation des quartiers dégradés, des grands ensembles moribonds et le renouveau que des équipes municipales inventives (et elles n'existent pas uniquement à gauche, bien sûr) peuvent y insuffler.

Si M. Ayraut est élu maire de Nantes en mars prochain à la place du RPR sortant, M. Michel Chauny, il aura du pain sur la planche. Car, dans cette ville, un logement sur trois (trente mille sur cent mille résidences principales) est une HLM, et, parmi elles, treize mille à Malakoff, aux Dervallières et à la Botière ont un impérieux besoin de réhabilitation ou d'une cure de remise en forme. En cas de victoire, il prendra d'ailleurs comme adjoint à l'urbanisme et au logement M. Daniel Assezy, directeur du Home Atlantique, à qui l'on doit que le Sillon de Bretagne n'est plus maintenant un repoussoir.

FRANÇOIS GROSCHARD.

En Haute-Vienne

Plusieurs « primaires » en perspective à gauche

LIMOGES de notre correspondant

Plusieurs « primaires » se profilent à gauche, en Haute-Vienne, dont une particulièrement importante à Isle, dans la banlieue de Limoges. Pas seulement parce que cette commune est la quatrième ville du département, mais aussi parce que c'est la municipalité dont le maire est le sénateur socialiste Robert Laucourret, ancien premier secrétaire fédéral, qui a pour adjoint M. Maurice Maron, premier secrétaire de la fédération communiste, sujette à une « normalisation ».

Le PS exige une diminution de la représentation communis-te au conseil municipal (quatre candidats éligibles) alors que le PCF réclame la reconduction de ses six sortants. Devant ce blocage, la section socialiste d'Isle a pris la décision « unanime et irrévocable » de présenter une liste homogène « majorité présidentielle » sans communistes.

G. G.

● MONTMORELLON (Vienne) : la « bicyclette bleue » route à gauche. — La liste de gauche conduite à Montmorellon (Vienne), par un conseiller municipal socialiste sortant, M. Philippe Charpentier, compte dans ses rangs l'écrivain Régine Deforges.

Acharnement thérapeutique

(Suite de la première page.)

Le Parti socialiste craint-il d'être entraîné irrésistiblement avec les centristes dans une politique de troisième force, type IV^e République, s'il rompt les dernières amarrées avec ce « parti de la classe ouvrière », qui l'est d'ailleurs de moins en moins ?

Pour le PC, le paradoxe n'est pas moindre à vouloir s'entendre avec un parti dont il condamne sans nuance et la politique et les dirigeants, mais des raisons de survie pure et simple expliquent l'acharnement mis par la direction du PCF à éviter des primaires risquées. Dans ces duels à gauche, les communistes ont plus à perdre que les socialistes car leurs électeurs ont davantage le réflexe « discipline républicaine » que les sympathisants du PS, fût-ce en bravant les consignes d'abstention de la direction du parti, comme le montre l'élection de Bernard Tapie à Marseille.

L'enjeu est d'importance ; si, à cause d'un mauvais report des voix socialistes, le PCF laisse échapper ce qui lui reste de « communisme municipal », il perd avec ses bastions ses moyens de contrôle sur « les populations » (selon le vocabulaire

maintenant en vigueur dans le Parti communiste) et de substantielles sources de financement.

Mais cette alliance forcée à un côté artificiel qui n'échappe pas aux deux protagonistes fait peine à voir. Peut-elle tromper les électeurs, même s'il est vrai que la politique municipale s'accorde parfaitement de désaccords parisiens ?

Il est d'autant plus compréhensible que les socialistes aient du mal à faire leur deuil de l'union de la gauche que malgré de nombreuses déconvenues, cette stratégie leur a permis d'accéder enfin au pouvoir et que la solution de remplacement n'est pas évidente. En rompant de leur propre chef avec le PC, ils auraient l'air de donner des gages à leurs alliés potentiels du centre ; en prenant le risque d'affronter les communistes dans des primaires, ils peuvent renforcer leur donne.

La situation serait plus simple si les intentions prêtées au président de la République sur le remodelage du paysage politique étaient plus claires. Peut-être l'épreuve des municipales dégradera-t-elle l'horizon...

DANIEL VERNET.

Le Guide de référence

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET
Direction générale des impôts

GUIDE FISCAL ET SOCIAL DES ASSOCIATIONS



TROISIÈME ÉDITION

189 P., 50 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
37, quai Voltaire PARIS 7

La marine française prévoit de construire six sous-marins stratégiques de nouvelle génération

La marine nationale a prévu de faire construire par l'arsenal de Cherbourg six sous-marins stratégiques (lance-missiles) à propulsion nucléaire, du modèle le Triomphant qui sera le premier de la série. Cette précision est donnée pour la première fois de source officielle par l'hebdomadaire Cols bleus de la marine nationale.

Dans une longue étude consacrée aux sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) français et étrangers, Cols bleus relate notamment les projets de la marine nationale, qui envisage donc de remplacer nombre pour nombre, d'ici à l'an 2010, ces sous-marins stratégiques actuellement en service, qui sont de deux types différents.

« La marine nationale, écrit la revue de l'état-major, prévoit de faire construire six SNLE d'une nouvelle génération », dont les deux premiers exemplaires ont commencé d'être financés dans le cadre de la

programmation militaire 1987-1991. Il s'agit de sous-marins de 14 200 tonnes (au lieu des 9 000 tonnes du Redoutable actuel ou de sa version améliorée, l'Inflexible, sixième de la série).

Pour la première fois également, la marine nationale précise, par le biais de Cols bleus, que les deux premiers SNLE de nouvelle génération emporteront des missiles M-45 et que le nouveau modèle de missile, baptisé M-5, sera embarqué à partir de la troisième unité de la nouvelle génération (avec rattrapage ultérieur pour les deux premiers). La revue de l'état-major indique encore que le M-45 comporte six charges nucléaires à trajectoire indépendante et que le M-5 devrait emporter douze têtes explosives. Cols bleus ne précise pas la puissance de cet armement ni ne donne avec exactitude la portée du missile qui sera, à l'en croire, supérieure à 5 000 kilomètres.

M. Chevènement ordonne une mission d'évaluation de la recherche militaire

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a confié une mission de six mois à M. Jean-François Delpech pour dresser un bilan de la recherche militaire et des interactions qui existent entre « retombées » civiles et militaires de la recherche en France. M. Delpech est directeur de recherche au CNRS et il dirige les travaux du Centre d'études des relations entre technologies et stratégies (CREST) au sein de l'Ecole polytechnique.

En 1984, déjà, M. Delpech avait été chargé par M. Paul Quilès, alors ministre de la défense, de présider une commission d'évaluation du projet IDS de bouclier spatial des

Etats-Unis. Cette commission avait estimé qu'il semblait peu réaliste d'envisager avant l'an 2010 un déploiement, par l'une des grandes puissances, d'une défense spatiale antimissiles balistiques suffisamment importante et économiquement pour être raisonnablement fiable. M. Chevènement demande aujourd'hui à M. Delpech d'examiner « la nature, les objectifs et les modes de gestion des recherches dans les différents organismes, directions et services » de la défense. Avec 30 milliards de francs en 1988, la recherche en matière de défense représente le tiers environ des ressources budgétaires nationales allouées à la recherche.

Politique

Tensions au sein du RPR

Les amis de M. Chirac dénoncent une « manœuvre » dirigée contre lui

Brusque crispation au RPR : M. Jacques Chirac est pressé par certains de ses amis, au premier rang desquels MM. Charles Pasqua et Jean-François Legaut, de donner la présidence du mouvement.

M. Philippe Seguin, député RPR des Vosges, expose dans une interview à Paris-Match : « Déranger un homme qui a la stature d'un candidat à la présidence de la République de l'organisation d'un parti ne peut que servir ». Et le maire d'Épinal rappelle que « de Gaulle a été plus à l'aise quand il était soutenu par un grand parti que quand il était le chef d'un parti ».

Cette invitation, adressée par le maire d'Épinal au maire de Paris, n'est pas une initiative tout à fait originale. M. Charles Pasqua l'a récemment évoquée en disant lors du « Grand Jury RTL-Le Monde » du 5 février dernier : « J'ai eu l'occasion de dire à Jacques Chirac qu'il n'était pas souhaitable pour lui de rester président du RPR », et d'expliquer que « l'élection présidentielle est un contact entre un homme et notre peuple et que ce n'est pas une affaire de parti politique ». Doit-on voir dans ces deux prises de position voisines et rapprochées un simple effet du hasard, le résultat d'une amitié, M. Seguin ne voulant pas être en reste, on l'esquisse d'une aimable pression ?

M. Chirac n'ignore évidemment ni cette conception ni cette éventualité puisqu'il les avait lui-même envisagées après son échec à l'élection présidentielle du 8 mai dernier. S'en ouvrant alors à M. Balladur, il avait même proposé à son ancien ministre d'État de lui succéder à la présidence du RPR. Celui-ci avait refusé l'offre et il avait même convenu avec M. Chirac — peut-être alors passagèrement déçoué — de demeurer en place. M. Balladur partage toujours la même conviction. C'est à ce moment là que M. Chirac a nommé M. Alain Juppé, secrétaire général du mouvement et qu'il a pu lui déléguer largement la maîtrise de la « rénovation » du RPR tout en la contrôlant

attentivement. Assisté-t-on aujourd'hui à une offensive concertée pour convaincre M. Chirac que son destin présidentiel passe par un éloignement du RPR et ses amis empressés ne songent-ils qu'à faire son bonheur malgré lui ?

M. Chirac ne semble pas, pour le moment, retenu l'éventualité de son départ de la présidence du mouvement qu'il a fondé le 5 décembre 1976. Son mandat doit être soumis à renouvellement aux prochaines sessions nationales, prévues pour novembre 1989, et rien n'indique de façon tangible que sa succession soit ouverte, ni qu'au sein du parti une tendance soit en cours de constitution en ce sens.

Une « primaire » semble donc encore improbable à ces assises. Même ceux qui se dissident « rénovateurs » lors du comité central du 2 juillet et qui voyaient en M. Philippe Seguin leur chef de file n'ont pas réussi en sept mois à s'organiser concrètement puisque certaines des réformes qu'ils préconisaient ont été menées à bien par M. Juppé avec l'accord de M. Chirac. Par rapport aux sentiments dominants des militants, M. Seguin semble donc s'être placé sur une orbite marginale dans le souci de faire entendre sa différence.

Les partisans du maintien dans ses fonctions de l'actuel président du RPR assurent que ce n'est pas la direction d'un parti qui peut constituer un handicap sérieux pour accéder à l'Élysée. Ils citent le cas de M. Valéry Giscard d'Estaing fondateur et chef des Républicains indépendants, élu, malgré cela, président de la République en 1974 et celui de M. Mitterrand dont la qualité de premier secrétaire du PS en 1981 n'a pas gêné l'entrée à l'Élysée. Ils font valoir, en revanche, qu'au sein même du RPR, il y avait eu un candidat à la présidence du RPR, M. Raymond Barre en 1988, qui ne dirigeait pas le mouvement et qui s'est présenté, ont été éliminés dès le premier tour de l'élection présidentielle. On peut d'ailleurs se demander s'il suffirait à M. Chirac de dénouer les habits du président du RPR, qu'il porte depuis pendant douze ans, pour apparaître comme totalement détaché de son parti. M. Mitterrand, qui fut pendant dix ans premier secrétaire du PS, n'est-il pas

toujours pour l'opinion, malgré huit ans passés à l'Élysée, le « leader socialiste » national ?

Les partisans d'un retrait de M. Chirac de la présidence du RPR auraient-ils des arrière-pensées, estimant qu'après deux échecs à l'Élysée, le mandat qu'il a fondé le 5 décembre 1976, mais certains conviennent que la généralisation des « quadragénaires » risque de sembler frustrée si, face aux représentants des autres partis, elle n'est pas présente dans la prochaine élection présidentielle. Le point de vue des impatients réside pas à l'évidence lorsqu'on se rappelle que M. Mitterrand a été élu à soixante-cinq ans à sa troisième tentative face à des concurrents largement plus jeunes que lui.

Une génération frustrée

M. Pasqua qui sait bien que le RPR n'a pas encore, pour le moment, de présidentiable prêt à prendre la relève de M. Chirac, proteste de ses bonnes intentions. Il envisage d'ailleurs que M. Chirac, une fois réélu en novembre prochain président du RPR, se mette en congé de parti et confie la direction du mouvement à un triumvirat composé du secrétaire général, M. Alain Juppé, et de deux présidents des groupes parlementaires, M. Bernard Pons et lui-même. Mais il serait d'autant plus étonné, M. Chirac n'aurait sans doute pour effet de réduire l'audience du RPR et de souligner que M. Chirac n'y possède pas en son sein de successeur incontesté.

On considère, en définitive, dans l'entourage de M. Chirac que derrière ces nobles sentiments et ces intentions généreuses, se cache une « manœuvre » qui tendrait à retirer à M. Chirac la maîtrise directe du RPR, à déstabiliser M. Juppé qui y est son représentant direct pour établir une relève en faveur d'autres hommes, c'est-à-dire — pour parler clairement — de promouvoir MM. Pasqua et Seguin.

Présentant un mauvais résultat aux municipales pour le RPR, et un passage

difficile avec les Européennes, ils versent dans l'émotion la condamnation de l'action inspirée par l'équipe Chirac-Balladur-Juppé et le moment venu pour réaliser une transformation en profondeur et même un virage stratégique.

Un nouveau mandat ?

Le président du groupe sénatorial et ancien ministre de l'intérieur se défend naturellement de tels desseins et, sachant que son audience est très forte auprès des militants du mouvement, il ne s'aventure pas à critiquer M. Chirac. Mais il ne cache pas que les conditions de la prochaine élection présidentielle le préoccupent déjà.

Cette brusque crispation n'entame pas la détermination de M. Chirac de briguer un nouveau mandat à la présidence du RPR à la fin de l'année. Il ne peut être que conforté dans cette intention par le sondage réalisé par le SOFRES et publié par le Figaro du 9 février. Dans cette enquête, non seulement personne ne lui fait grief de continuer à exercer ses responsabilités, mais surtout il est perçu par 35 % des sympathisants de droite comme le chef de l'opposition, contre 22 % en septembre dernier, et même par 15 % de l'ensemble des Français contre 10 % il y a quatre mois. De plus aujourd'hui, 51 % des sympathisants de l'opposition se sentent plus proches du RPR contre 31 % qui se reconnaissent dans l'UDF.

M. Chirac ne cache pas, en privé, sa volonté de tout faire pour qu'à la prochaine élection l'opposition actuelle retrouve le pouvoir. Au lendemain des élections municipales, le maire de Paris est résolu à obtenir des manifestations tangibles de l'union de l'opposition d'abord pour les élections européennes — afin de démontrer que celle-ci constitue dans le pays une force plus importante que les socialistes. Et comment imaginer qu'il se lancerait dans ce nouveau combat pour un autre que lui-même et sans la maîtrise directe de tous ses atouts ?

ANDRÉ PASSERON.

Les aides financières aux partis

Le Journal officiel du mercredi 8 février publie un décret fixant le montant des aides attribuées aux partis et groupements politiques conformément à la loi du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique. Le montant total de ces aides s'élève pour 1989 à 105 602 679 francs.

Reçoivent notamment, en fonction du nombre de parlementaires ayant déclaré être inscrits ou se rattachant à divers partis ou groupements politiques : le Parti socialiste, 41 604 911 francs ; le Rassemblement pour la République, 26 718 750 francs ; le Parti républicain, 11 578 125 francs ; le Centre des démocrates sociaux, 8 651 786 francs ; l'Union centriste, 5 832 679 francs.

L'Association de gestion des adhérents directs de l'UDF se voit attribuer 2 417 411 francs ; le Mouvement des radicaux de gauche, 2 035 714 francs ; le Parti radical, 1 908 482 francs et l'UDF, 1 781 250 francs.

Des sommes moins importantes sont encore attribuées aux Clubs Perspectives et Réalités, au Parti social-démocrate, au Centre national des indépendants, à l'Union des sénateurs non inscrits, au Parti communiste réunionnais, au Parti progressiste martiniquais et à l'Association des démocrates.

Le Parti communiste français a, de son côté, refusé de recevoir sa part des aides attribuées aux partis et groupements politiques.

L'argent propre !

MERVEILLEUX kaléidoscope de l'actualité ! Il y a quelques jours, pleins feux sur le spectre de l'argent douteux de la politique, en marge des « affaires » Pechiney et de la Société Générale. En pleine de la Société Générale, en pleine de la vie publique, avec un épisode supplémentaire de la saga sans fin des fausses factures.

Et puis miracle, coulant sobrement et en abondance des pages dignes d'un Journal on ne peut plus officiel, voici l'argent propre des partis, celui qui fleurit bon l'odeur des billets neufs de la Banque de France et dont nul centime ne craint l'épreuve de la transparence.

Ainsi l'a décidé la loi votée par Mitterrand 1 finissant, quand le chef de l'Etat traçait lui-même bravement les frontières du bien et du pire en cette matière complexe et quelquefois explosive.

De cet argent, même clair et net, le Parti communiste ne veut pas. Pure vertu ? Légère inquiétude à l'idée de déposer son tard sur le bureau de l'Assemblée ou du Sénat des comptes certifiés par des commissaires aux comptes et de les voir ensuite divulgués par le même Journal officiel ? La réponse du PC ne fait pas de doute. A chacun de juger de sa vraisemblance.

Pour le reste, la lecture du tableau récapitulatif des sommes allouées offre plus d'un trait pittoresque, avant même toute indication sur la manière dont cet argent sera dépensé. On voit ainsi les centristes se scinder en deux groupes

qui reçoivent du coup deux fragments (substantiels) de la manne. Quarante-six sénateurs, qui se sentent plus (ou moins) centristes que leurs collègues du palais du Luxembourg ou de l'Assemblée, ont fait bande à part.

Cour des petits

Au sein de l'UDF, ou de la gauche non communiste, les petites composantes, qui sont quelquefois de minuscules composantes, glissent séparément leurs miettes de gâteau de plus de 105 millions de francs. Désir d'identité ou crainte de manquer d'une poire pour la soif en cas de pépin ?

Même ceux qui jouent dans la cour des tout petits ne sont pas oubliés. Les deux députés du Parti communiste réunionnais, Alexis Pota et Elie Hoarau, pourront faire le meilleur usage des 254 464 francs qui leur sont attribués. Claude Lise gèrera tout seule les 127 232 francs octroyés au Parti progressiste martiniquais. Tout comme l'unique sénateur de l'Association des démocrates (inconnu jeudi matin au siège de cette association).

Trois sénateurs non inscrits se sont même regroupés en une « union » qui fait leur force à concurrence de 381 696 francs. Pour une fois qu'un peu de fraîcheur se glisse dans les relations de la politique et de l'argent, personne ne songera à s'en plaindre.

MICHEL KAJMAN.

Une mise au point de l'Élysée sur la Légion d'honneur de M. Traboulsi

La présidence de la République a publié, mercredi 8 février, une mise au point sur les circonstances dans lesquelles la Légion d'honneur a été accordée à M. Samir Traboulsi, lors de la promotion du 1^{er} janvier 1988. Dans la liste publiée au Journal officiel de cette date, M. Traboulsi, « homme d'affaires », était décoré parmi les « étrangers en France » et au titre du ministère des affaires étrangères.

Selon diverses sources, M. Charles Pasqua, alors ministre de l'intérieur, se trouvait à l'origine de cette distinction accordée à l'homme d'affaires libanais installé à Paris, pour son rôle d'intermédiaire dans la négociation pour la libération des otages français au Liban.

Dimanche 5 février, au « Grand Jury RTL-Le Monde », M. Pasqua avait démenti cette version, en déclarant : « Moi, je n'ai pas eu à proposer M. Traboulsi dans l'ordre de la Légion d'honneur. Il a été décoré. Cette proposition émane de la Légion d'honneur de la République, et la décision a été prise par le ministre des affaires étrangères. J'ai été consulté pour savoir s'il y avait des motifs de s'opposer à cette décoration. J'ai répondu qu'il n'y en avait pas ».

Interrogé sur les propos de l'ancien ministre de l'intérieur, M. Hubert Védrine, porte-parole de l'Élysée, a précisé que l'ambassadeur du Liban à Paris, l'Élysée et le ministère des affaires étrangères sont, en fait, à l'origine de cette décoration : « En décembre 1986, M. Farouk Abillama, ambassadeur du Liban à Paris, a saisi le directeur du cabinet du président de la République, M. Jean-Claude Colliard, d'une proposition de nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur en faveur de M. Samir Traboulsi. M. Jean-Claude Colliard a transmis cette requête en janvier 1987 à M. le ministre des affaires étrangères (M. Jean-Bernard Raymond), lui faisant le soin d'apprecier la suite à donner. Après plusieurs enquêtes diligentes par son administration, le ministre des affaires étrangères a retenu la candidature de M. Samir Traboulsi sur son contingent pour la promotion du 1^{er} janvier 1988 ».

DECLARATION FCPE/UNEF-ID/FIDL POUR L'ECOLE DE LA REUSSITE

- Accueillir mieux et plus de jeunes à l'école, au collège, au lycée, à l'université ;
 - Donner sa chance à chacun ;
 - Elever le niveau de formation pour assurer l'avenir de notre pays.
- TELLE EST NOTRE VOLONTÉ

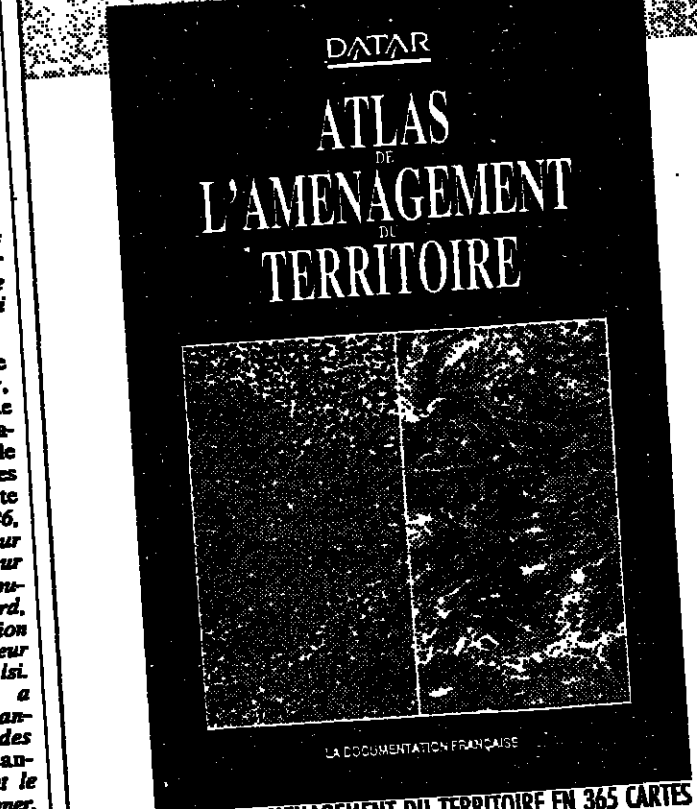
Le ministre d'État, ministre de l'Éducation nationale, Lionel JOSPIN vient de déclarer ses intentions pour la loi d'orientation sur l'éducation. Du point de vue des lycéens, des étudiants et des parents, cette démarche est positive. La réflexion ainsi engagée est indispensable pour construire le système éducatif de la réussite. Certaines idées et propositions avancées rencontrent l'adhésion de la FCPE, de l'UNEF-ID et de la FIDL. Elles répondent à l'aspiration des jeunes à l'égalité. Elles les placent au centre de l'acte éducatif et doivent les aider à mieux définir leurs parcours de formation et leur insertion. Nous avons des propositions pour les améliorer. Les jeunes doivent être plus autonomes et responsables à l'école, dans

LEUR école. L'aide sociale doit être développée afin qu'aucun jeune n'abandonne ses études pour des raisons économiques. Les parents sont des partenaires indispensables pour assurer la réussite de leurs enfants. Mais surtout, nous ne voulons pas que la volonté d'élever le niveau des qualifications, de conduire quatre jeunes sur cinq au niveau baccalauréat, d'accueillir deux millions d'étudiants ne reste qu'un slogan. Le gouvernement doit s'engager dans un processus de programmation budgétaire pluriannuelle. Il en va de la crédibilité de sa loi. Dès la rentrée prochaine, des moyens plus amples doivent concrétiser ses intentions dans les établissements scolaires et universitaires.

Etudiants, lycéens et parents d'élèves veulent une concertation et des engagements. Le gouvernement nous propose cette démarche. Saisissons cette chance. La jeunesse de notre pays ne peut pas attendre. Construisons ensemble l'école de la réussite.

FCPE	UNEF - ID	FIDL
Fédération des conseils de parents d'élèves	Union nationale des étudiants de France - indépendants et démocratiques	Fédération indépendante et démocratique des lycéens
108, avenue Leclerc-Rollin 75544 Paris Cedex 11 Tél. : 16 (1) 43 57 16 16	46, rue A. Thomas 75010 Paris Tél. : 16 (1) 42 06 95 59	22 passage de la Bonne Graine 75011 Paris Tél. : 16 (1) 43 57 55 73

« La France passée au peigne fin »



25 ANS D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE EN 365 CARTES
DATAR, 368 P., 240 F.
LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, QUAI VOLTAIRE PARIS 7^e

هكذا من الأصل

Société

La crise pénitentiaire

Rupture des négociations à Paris et tension dans la plupart des prisons

Après une heure trente de réunion dans la soirée du mercredi 8 février, les syndicats pénitentiaires et le directeur de l'administration pénitentiaire, M. Jean-Pierre Dintilhac, se sont une nouvelle fois séparés sans avoir pu trouver un terrain d'entente. Les représentants syndicaux, qui avaient obtenu que leurs collègues non grévistes reçoivent un peu plus tôt par M. Pierre Arpaillange, quittent la salle, ont répété qu'il n'était pas question pour eux de négocier tant que les mesures de suspension de treize surveillants ne seraient pas rapportées.

M. Dintilhac face à ce préalable réclamait, lui, la levée du blocus des prisons. « C'est un chantage monstrueux, alors que treize de nos camarades sont pris en otage », a déclaré l'un des responsables syndicaux. M. Jacques Vialettes, secrétaire général de FO pénitentiaire, estime qu'« on n'a pas vu une telle autorité depuis 1974. On ne conteste pas son autorité à M. Dintilhac, et s'il accepte de lever les suspensions, il ne perd rien de son prestige ». M. Vialettes a ajouté qu'« un accord téléphonique » devra être trouvé

pour qu'il vienne « renégocier ». Alors que le mouvement avait gagné la province tout au long de la journée du 8 février, de nouveaux incidents ont eu lieu dans la nuit de mercredi à jeudi entre surveillants et forces de l'ordre.

A Fleury-Mérogis, plusieurs centaines de surveillants venus de la région parisienne et d'autres départements se sont massés devant la prison après avoir érigé des barrières. Les gendarmes mobiles ont chargé à plusieurs reprises. Il n'y a eu aucun blessé, mais le maire (PC) de Fleury,

M. Roger Clavier, ceint de son écharpe tricolore, a reçu des coups de matraque.

A Montpellier, Rouen, Grenoble, Marseille, Loos-la-Lille, Bois-d'Arcy, les piquets de grève ont été dispersés pour laisser passer les fourgons cellulaires. Alors qu'il n'était pas prévu de nouvelles négociations jeudi 9 février, en fin de matinée la situation restait très tendue. Le mouvement des personnels pénitentiaires commence à perturber le cours de la justice, des procès étant renvoyés et des inculpés ne pouvant être entendus par les juges d'instruction, chargés de leurs dossiers.

Les gardiens de Fleury-Mérogis : « Comme si nous étions des voyous... »

Cette fois, les gardiens de Fleury-Mérogis ont pris leurs précautions. Les affrontements de la nuit de mardi à mercredi leur ont servi de leçon. Ils vont et viennent devant le grand quartier « en montrant fièrement leur nouvelle panoplie anti-garde mobile » : quelques pulls superposés pour « amortir les coups », de bons foulards solides fourrés au fond des poches, des protège-bras dissimulés sous les uniformes. L'un d'eux sort en riant un protège-dents « qui lui vient du rugby ». Il est 18 heures. Dans les rangs des gardiens, le face-à-face à venir avec les gendarmes mobiles fait encore sourire.

Là-bas, à Paris, leurs représentants syndicaux discutent avec l'administration pénitentiaire, mais ils ne veulent pas en entendre parler, comme si tout était perdu d'avance. Comme si cette discussion n'était qu'un leurre. Ce mercredi soir, ils en sont sûrs, « ils » voudront faire rentrer les « écroués ». Les gardiens seront là pour les en empêcher. A tout prix. En quelques heures, la bonification du « cinquième », et les augmentations salariales sont brutalement passées au second plan. On ne parle plus que de matraque et de gaz lacrymogènes. « Ils nous ont traités comme des chiens », lance l'un des surveillants. « Ils nous ont tapé dessus comme si nous étions des voyous. Et des gardes mobiles en plus ! Quand je pense que l'on fait quasiment partie de la même famille, ça me rend malade. Eux, ce sont des forces de l'ordre. Nous, nous sommes des forces de sécurité. Nous sommes cousins. Et on ne frappe pas ses cousins. »

Pour que ces liens de « famille » soient plus voyants encore, les gardiens, ce soir, ont décidé de garder leurs uniformes pendant les affrontements. Plus de « civils », comme la veille. Les gardes mobiles auront face à eux des uniformes marine surmontés de képis. Les plus optimistes

révent à voix basse de « fraternisation ».

Un à un, les gardiens qui dînent au mess, de l'autre côté de l'avenue des Peupliers, viennent rejoindre les troupes massées devant l'entrée du grand quartier. Ils sont deux cents, peut-être plus. L'assemblée générale peut commencer. Trois responsables syndicaux grimpent sur les bancs de bois alignés en haut des marches. « L'intervention violente, hier, des forces de l'ordre est honteuse, lance le représentant de Force ouvrière. Pour y répondre, nous avons durci le mouvement en bloquant les parloirs des visiteurs de prison et des avocats. Nous ferons peut-être plus demain. »

Les gardiens acquiescent, prennent le micro : « Quand les détenus font des milliards de dégâts au D4, on n'ose même pas les matraquer. Puis, une iniquité : on est-ce qu'on va prendre des coups tous les soirs jusqu'à la fin de la semaine ? » Les responsables syndicaux restent silencieux. Prudents. Il faut établir un « rapport de force favorable », obtenir l'annulation des suspensions des « collègues pris en otage » (les gardiens suspendus). Rares sont ceux qui se décident à s'emparer du mégaphone. L'assemblée générale se dialogue au chant d'un « Marseille » lancé à tue-tête par des centaines de surveillants.

Détenus aux fenêtres

La nuit est tombée. Guy Solana, le directeur de l'établissement, s'efforce de calmer les esprits. Il va de groupe en groupe en répétant qu'il souhaite éviter toute violence lors de l'arrivée des fourgons. Ce soir, une centaine de détenus doivent être incarcérés à Fleury-Mérogis. Les surveillants écoutent leur directeur en silence. Ils sont décidés à bloquer les camions.

Au bout de l'allée qui mène au « grand quartier », les plus résolus commencent à s'organiser. Ils entassent palettes et parpaings en travers de la chaussée à la lueur des réverbères. Au bord du trottoir, un responsable syndical hausse le ton, bien décidé à friger quatre « barrages fixes formés sur trois rangs » soutenus par un « groupe de réserve à l'arrière ». Certains gardiens ont déjà passé les masques de protection qui viennent de l'infirmerie. Ils ont été renforcés avec des bandes de gaze afin de mieux résister aux « lacrymos ».

Une clameur s'élève au loin. Des cris, des sifflets, des bruits de fourchettes que l'on coupe contre des vitres. Les détenus de Fleury sont aux fenêtres. Des silhouettes s'agitent derrière les ouvertures en forme de croix percées dans chacune des cellules. Ils sont loin, au-delà du mur d'enceinte qui entoure Fleury, mais de leur bâtiment, certains voient leurs surveillants manier les parpaings sur la chaussée. Leurs cris sont assourdissants. Les gardiens y prêtent à peine attention.

Il est 22 heures. Les bâtiments de la prison sont désormais dissimulés sous la brume. La barricade improvisée a disparu. Les gardiens sont repartis en trois « barrages » distants d'une centaine de mètres. Tous les surveillants en uniforme ont été affectés au premier. Pour le « symbole ». Guy Solana tente une nouvelle fois d'éviter de violents affrontements. Le directeur de l'établissement s'arrête devant chaque des cordons, rappelant qu'il souhaite avant tout arranger les choses « à l'amiable ». Les gardiens ne bronchent pas.

A Paris, la réunion entre l'administration pénitentiaire et les responsables syndicaux est un échec. A peine sortis du ministère, Jacques Vialettes (FO), Gilles Sicard (UFAF) et Désiré Derensy (CGT) se rendent sur les barrières de Fleury

dénoncer « l'intransigeance » de l'administration. « Ils refusent de réintégrer les délégués suspendus, lance Jacques Vialettes. C'est le meilleur moyen d'exaspérer le personnel. Personne ne songe plus à éviter l'affrontement. Les rumeurs les plus inquiétantes courent de barrage en barrage : « on aurait fait appel à de nouveaux escadrons, « ils » seraient mieux équipés que jamais, un canon à eau se prépare à intervenir. Il fait un froid glacial. Les gardiens serrés au coude à coude tapent du pied pour se réchauffer.

Guy Solana tente sa dernière chance. Il essaie de persuader les surveillants de reculer lors des « poussées » des gendarmes mobiles. Il s'adresse aux gardiens des barrages, aux délégués locaux, aux responsables nationaux. En vain. Il faudra donc passer en force. Les cordons se resserrent, les gendarmes mobiles abrités derrière leurs boucliers avancent à 30 mètres des barrières et font les sommations d'usage. Les premières grenades lacrymogènes éclatent. Les gardiens résistent un instant en chantant la « Marseillaise » mais les tirs sont trop nombreux. Ils courent vers l'entrée du grand quartier en scandant rageusement « Arpaillange démission » dans un nuage de fumée. Les gendarmes mobiles marchent au pas, suivis par un convoi encadré de gendarmes casqués : une dizaine de camions grillagés bleu marine remplis de gendarmes et de détenus. Les fourgons avancent lentement sur la chaussée où, dans la bousculade, les gardiens ont abandonné leurs casquettes. Ils arrivent devant les portes de la prison au milieu des tirs, enveloppés dans un brouillard grisâtre et persistant. Il est 2 heures du matin.

ANNE CHEMIN.

« Mai » à l'ombre

(Suite de la première page.)

A la centrale de Lannemezan, on a procédé à la « collecte » des cartes d'électeur des gardiens et de leurs femmes dans l'intention de les envoyer au président de la République puisque « on ne nous considère pas comme des citoyens à part entière ». Ailleurs, les CRS dégagent avec plus ou moins de douceur les accès d'un établissement, les surveillants entonnent la « Marseillaise », et tentent de faire devant les fusils lance-grenades « un rempart de leur corps ».

Le mouvement des surveillants de prison, gros coup de cafard collectif à l'origine, a basculé dans la révolte. Uniformes contre uniformes, le conflit des « pénitentiaires » pourrait, si la situation n'était aujourd'hui si préoccupante, avoir des allures d'opérette. Un spectacle — et ce n'est pas le moindre de ses risques — dont les détenus de Fleury-Mérogis, accrochés à leurs barreaux, ne perdirent pas une miette. Alors qu'une nouvelle fois les discussions ont échoué entre syndicats et administration pénitentiaire, on voit mal désormais, hors d'une solution miracle, comment sortir de cette impasse. Il suffisait, selon certains participants à la réunion syndicats-administration pénitentiaire dans la soirée du mercredi 8 février, « de voir la tête de M. Jean-Pierre Dintilhac », le directeur de l'administration pénitentiaire, le visage blanc à l'issue de cette réunion, pour sentir que jamais la tension n'était montée à ce point. Quelle issue reste-t-il encore, hormis une véritable et imprévisible confrontation ?

La « découverte » d'octobre

On a pourtant beaucoup tenté pour dénouer la crise lorsqu'elle a éclaté à l'automne. On n'était pas encore à ces barricades dressées dans la nuit de Fleury-Mérogis. C'était l'heure des calicots, des tracts, des bandes dessinées. On découvrait alors, à côté des détenus, des hommes et des femmes prisonniers eux aussi des murs, des règlements, et leur désenchantement. On a tant bien que mal, tenté de faire la part des idées reçues, de se dire qu'ils étaient autre chose que des gars-chicourmes insensibles. Les surveillants de prison ont, comme tout le monde, un cœur, une famille, des angoisses, des problèmes de logement, de fin de mois et, en plus, une mauvaise image qui leur colle à la peau. Leur mise à l'écart de la société, leur souci de reconnaissance, ils les ont renvoyés à la figure de ceux pour qui, après tout, la prison n'est qu'un moyen commode de se débarrasser des délinquants et des criminels, mais se soucient peu de ceux qui sont chargés d'en contrôler les portes.

Jusqu'ici, on avait plus parlé des affaires des détenus que des états d'âme des surveillants. Les choses allaient changer. Déjà, puisqu'ils y tenaient tant, on éviterait de les appeler des « matons ». Et puis, alors qu'ils parvenaient à bloquer la machine judiciaire, on prenait la mesure de leur rôle. N'être plus tenu pour quantité négligeable, c'était peut-être bien leur message aussi. Avec une minutie d'entomologiste, on s'était penché sur leurs espoirs. C'est tout le sens de la mission approfondie menée quatre mois durant par M. Gilbert Bonnemaison.

Le calme, pendant ce temps, était revenu. On s'est dit un peu vite que les gens de la prison, guéris d'une brusque fièvre, gagnaient à être écoutés. Ils ont même été entendus puisque, si on se donne le temps de le lire, le rapport remis par le médiateur reprend la plupart de leurs revendications. Les spécialistes de la question pénitentiaire au ministère ne s'y sont pas trompés. M. Dintilhac, le directeur de cette administration, nous disait même (le Monde

du 8 février) qu'il s'agissait là d'un document fondamental qui servirait de référence dans les dix ans à venir. D'autres — plus politiques — ont fait la fine bouche. Au ministère d'abord, où le bruit a couru un peu vite que ce rapport était un brin « démagogique », et faisait la part trop belle aux « pénitentiaires ».

Le garde des sceaux, qui n'avait guère apprécié l'irruption de ce médiateur imposé, à la compétence reconnue de tous, qui lui avait pourtant la mise au plus fort de la crise de l'automne, parut susceptible et tenta de reprendre la maîtrise du dossier en imposant un délai d'une dizaine de jours pour transmettre le document au premier ministre. Le temps vraisemblablement d'y apporter quelques retouches. Cette attitude, toute en réticences, a alors conforté les syndicats dans leur volonté d'en découdre. Le rapport à peine remis, on priait la mission Bonnemaison de libérer au plus vite le bureau mis à sa disposition place Vendôme...

Fixation sur la police

Qu'a-t-on vu, depuis les prisons, dans ce rapport ? Une chose, et une seule : le médiateur ne proposait pas qu'on accordât aux surveillants ces fameux « un cinquième », c'est-à-dire la parité avec la police pour le régime de la retraite. Tout le reste a été tenu pour quantité négligeable ou rapporté de façon suffisamment spéculative pour provoquer un rejet immédiat. Cela a suffi pour détruire quatre mois d'un calme relatif et gonfler d'un coup tout un effort de dialogue.

On avait connu des gardiens de prison étonnants dans leur soif d'exister. On retrouvait des gens plus déterminés que jamais, étonnés par des syndicats poussés par la crainte de ne pas en faire assez. Du pas-doble entre le pouvoir et les surveillants, nous voilà arrivés au tango, plus rigide et plus violent. Aussitôt, le pouvoir a annoncé la couleur : cette fois, pas question de céder. On a décidé d'être sévère.

Des forces de l'ordre ont donc pris position autour des prisons. Les préfets, les procureurs, les directeurs d'établissement ont été mobilisés. Les portes des prisons s'ouvriraient et se fermentaient au rythme normal imposé par les besoins de la justice pénale et non au gré des gardiens. Exceptionnelle sévérité, treize surveillants qui, peut-être, en avaient fait plus que d'autres ont été suspendus. La riposte n'a pas tardé. La solidarité chez les pénitentiaires, où tout le monde se tutoie, où les syndicats ont des allures de confrérie, n'est pas un vain mot. On sait se tenir les coudes.

Le rapport Bonnemaison est bien loin. Le nouveau secrétaire général de Force ouvrière, un peu surpris par la combativité de sa branche pénitentiaire, a rencontré M. Pierre Joxe après le conseil des ministres du mercredi 8 février. Les pénitentiaires en ont aussitôt déduit que « si l'agitation continue, Joxe cogne dans les trente-six heures ». La « castagne » ne fait pas peur aux surveillants de prison.

Ils sont montés trop vite en puissance pour se laisser intimider. Le mouvement, qui concernait avant tout la région parisienne, s'est donc brusquement étendu : « La province a pris... et ça va gagner », nous disait un responsable pénitentiaire. On ne tiens plus rien. — Déjà, les effets sur le fonctionnement de la justice sont perceptibles. Chaque camp a monté la barre, très vite, très haut. Dans cet univers d'hommes où la virilité est une vertu cardinale, si les « pénitentiaires » baissent le ton, ils n'oseront plus se regarder dans une glace. Si la chancellerie lève les sanctions, elle perdra son autorité. Reste le choc, avec tous ses risques.

AGATHE LOGEART.

Au tribunal de Versailles

La drogue sur ordonnance

Le docteur Philippe Halgand est un médecin sérieux, dont personne ne conteste les compétences professionnelles. Il fait cependant partie de la quinzaine de médecins de la banlieue ouest de Paris qui ont été victimes d'un toxicomane « ayant trouvé un système plus ingénieux que d'aller à Barbès, en utilisant le corps médical comme dealer ». La formule est extraite de la plaidoirie de M. Roland Genin, avocat du conseil départemental de l'ordre des médecins des Yvelines, partie civile dans les poursuites engagées contre M. Georges Taffin, trente ans, et contre le docteur Halgand, pour infraction à la législation sur les stupéfiants.

« J'ai peur d'être amené à venir plaider indéfiniment », s'exclame M. Genin à l'audience du mercredi 8 février de la huitième chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Versailles, en rappelant que deux médecins avaient déjà été condamnés en 1984 et un troisième en 1985 à cause des agissements de M. Taffin.

Toxicomane notoire, condamné à plusieurs reprises à des peines avec sursis, M. Taffin se rendait de préférence chez de jeunes médecins fraîchement installés et parvenait à se faire prescrire du Dolosol, un analgésique puissant dérivé de la morphine, classé stupéfiant au tableau B. C'est avec sa mère qu'il est venu consulter le docteur Halgand pour la première fois, en mai 1985.

Installé depuis un an et demi, le praticien soignait toute la famille, et il avait, notamment, réussi à

convaincre l'un de ses membres, également toxicomane, de suivre une cure de désintoxication qui put être menée à son terme, sans récurrence. Taffin demanda au médecin de l'aider à s'en sortir, en indiquant qu'il venait de faire un séjour dans une clinique pour une intervention au genou et que les médecins de l'établissement lui prescrivaient trois à quatre ampoules par jour de Dolosol.

Après avoir pris contact avec l'anesthésiste de la clinique pour obtenir confirmation, et devant l'état de manque du patient, le docteur Halgand céda. « J'ai pensé bien faire... », déclara-t-il à l'audience, en indiquant que la prescription était moitié moins forte que celle de la clinique. En outre, le praticien avait pris contact avec un psychiatre en envisageant une prise en charge et, dans son esprit, le « traitement » était une solution provisoire dans l'attente que Taffin exprime la volonté de subir une désintoxication.

La règle des sept jours

Taffin est revenu à plusieurs reprises, prétendant avoir cassé des ampoules, ou affirmant qu'on les lui avait volées, et les prescriptions se sont succédées lors de six visites en 1985 et de trois visites en 1986, soit un total d'un peu plus de quatre-vingt-dix ampoules. « J'ai agi un peu par naïveté, un peu par manque d'expérience, a avoué le docteur Halgand. Je sais

que la désintoxication, ce n'est pas la prescription. Ce n'était pas de gaieté de cœur, j'attendais la prise en charge. »

Juridiquement, le délit reproché au praticien n'est pas d'avoir prescrit du Dolosol, mais d'avoir prescrit « la règle des sept jours », qui interdit de prescrire « une substance classée au tableau B au cours d'une période couverte par une prescription antérieure ». Mais l'article R.5202 du code de la santé publique ajoute : « sans mention formelle portée sur l'ordonnance par le praticien prescripteur et faisant état de la prescription antérieure », ce que le docteur Halgand affirme avoir fait.

Quoi qu'il en soit, le conseil départemental de l'Ordre des médecins, par la voix de M. Genin, a considéré que leur confrère avait « trahi son serment » car, selon lui, « il a brocolé une solution pour le praticien prescripteur et faisant état de la prescription antérieure », ce que le docteur Halgand affirme avoir fait.

C'était aussi l'avis de M. Madeleine Pelletier, substitut du procureur de la République, qui a rappelé les propos de Taffin, affirmant : « J'avais pas de sous pour acheter de l'héroïne, alors j'allais chez le médecin... », en se demandant « s'il s'était fait rembourser par la Sécurité sociale... ». Aussi, le magistrat a demandé une sanction de six mois de prison ferme contre Taffin et de huit à dix mois de prison avec sursis contre le médecin.

Malgré le caractère étroitement juridique du délit, les débats avaient permis d'examiner en détail le cas des médecins confrontés à une situation difficile, et M. Longchamp n'a pas cherché à réduire l'affaire à une discussion sur le droit. « Le conseil de l'ordre a failli à sa mission », estime l'avocat, en rappelant que le conseil départemental connaissait depuis longtemps Taffin, et qu'en conséquence il aurait dû prévenir les praticiens du comportement de ce toxicomane.

Evocant l'attitude de son client, M. Longchamp a souligné : « Un toxicomane est un malade qu'il faut convaincre de se faire désintoxiquer. C'est une démarche difficile. » Et le défenseur a constaté qu'il existait plusieurs écoles, en citant les méthodes de distribution préconisées dans certaines conditions par le professeur Schwartzberg.

Ce procès ne va pas clore le débat. D'autres médecins viendront devant des tribunaux correctionnels invoquer leur solitude face à ce genre très particulier de patients. Mais la huitième chambre correctionnelle de Versailles a tenté de trouver la bonne mesure en infligeant quinze mois de prison à Taffin et 35 000 francs d'amende au docteur Halgand, dont la condamnation ne sera pas inscrite au casier judiciaire. Les deux condamnés devront en outre verser chacun 5 000 francs de dommages et intérêts au conseil de l'ordre des médecins.

MAURICE PEYROT.

Société

ÉDUCATION

Jugés « inabondables » et « vaseux »

Les nouveaux programmes d'Histoire et de géographie pour la terminale inquiètent les enseignants

Elèves et professeurs de terminale inan-
gueront, à la rentrée prochaine, de nou-
veaux programmes d'Histoire et de géogra-
phie. La seconde guerre mondiale, étudiée
en classe de première à partir de cette
année, n'y figure plus, mais laisse la place à
une étude détaillée de la France et du monde
depuis 1945, marquée par l'insistance sur
les « phénomènes transnationaux », comme

la géostratégie, la communication, la
science et la religion. (Le Monde du 13 juil-
let 1988). Rejetés par nombre de profes-
seurs, qui leur reprochent d'être trop ambi-
tieux pour le lycée moyen et inapplicables
au baccalauréat, ces programmes viennent
d'être « recadrés » par des commentateurs
publiés, jeudi 9 février, au Bulletin officiel
de l'éducation nationale.

Le débat suscité par ces textes confirme
la lassitude des enseignants devant les inces-
sants changements de programmes, au
moment où de hautes personnalités réunies
par M. Jospin réfléchissent à... de nouveaux
contenus d'enseignement dans la perspective
d'une plus grande interdisciplinarité et d'un
allègement des cours magistraux au lycée.

Pour la douzième fois en un siècle,
les programmes scolaires d'Histoire ont
été refaits de fond en forme. Après
celui des classes de seconde en 1987-88, et de première cette
année, le menu de l'enseignement
des classes terminales (sections
A, B, C, D) a été revist par l'ins-
pection générale. Résultat : une
Histoire résolument mondialiste,
qui envisage successivement « la
construction du monde contemporain,
le monde actuel, et la
France depuis 1945 ». Les His-
toires nationales — à l'exception de
la France — ont été bannies et
remplacées par un apprentissage
méthodique des grands enjeux
planétaires, où figurent en bonne
place l'étude des rapports Est-
Ouest et Nord-Sud depuis la
guerre et une typologie des
sociétés actuelles : « libérales
d'Occident », « socialistes » et
« tiers-mondes ». Bref, un ensei-
nement vivant de clés de compré-
hension du monde pour le citoyen de
cette fin de siècle, que l'inspection
générale, auteur des programmes,
juge à la fois indispensables et
accessibles.

Mais, très vite, l'Association
des professeurs d'Histoire-
géographie (APHG) est partie en
guerre contre ces textes « inabon-
dables pour l'élève moyen » et
« rédigés par des gens qui ont
oublié que tous les lycéens ne pré-
parent pas Sciences-Po ». Peine
perdue. Les programmes publiés
en juin dernier n'ont pas été
retirés par le ministre, obligé de
poursuivre la réforme déjà enga-
gée en seconde et soucieux de ne
pas multiplier les conflits avec
l'inspection générale. M. Jospin a
cependant ajouté, au début du
programme, un chapitre sur « le
bilan de la seconde guerre mon-
diale », pour répondre à l'émotion
provoquée par l'éviction de cette
période des classes terminales, et,
donc, du baccalauréat.

Mais, à l'automne dernier, le
ministre confiait à dix commis-
sions de spécialistes le soin de
réviser à la fois les contenus
d'enseignement dans une perspec-
tive « d'allègement » des pro-

grammes. L'une d'elles, présidée
par M. Philippe Joutard, profes-
seur à l'université de Provence,
planche sur l'Histoire, la géogra-
phie et les sciences sociales. Elle a
délégué plusieurs de ses membres
— inspecteurs généraux, universi-
taires et professeurs du secondaire
de l'APHG — pour la rédaction
des commentaires sur les nou-
veaux programmes de terminale,
destinés à rassurer les enseignants
et à limiter les sujets possibles au
baccalauréat.

Ce texte demande aux profes-
seurs de « bannir l'encyclopé-
disme » et de privilégier les capa-
cités de réflexion et de synthèse
sur « l'accumulation de connais-
sances qui a trop souvent identifié
l'épreuve d'Histoire-
géographie ». Le programme n'est
pas un « carcan imposé », insis-
tent les auteurs du document qui
invitent les enseignants à s'affran-
chir de l'ordre des chapitres pro-
posés, à étudier certaines questions
sous un double éclairage histori-
que et géographique, et même en
concertation avec des collègues
d'autres disciplines : langues
vivantes pour l'étude des pays
étrangers, sciences pour le cha-
pitre sur « l'évolution de la pensée
scientifique ».

Des sujets exclus du bac

Les commentateurs cadrent le
programme en dressant une liste
limitative des sujets d'étude, et en
excluant certains autres des
épreuves du baccalauréat. Ainsi,
le bilan de la deuxième guerre
mondiale portera notamment sur
« le bouleversement des
consciences face à l'existence des
camps de déportés et à la révéla-
tion en 1945 du terrible secret
de la solution finale », « les
pertes humaines et matérielles »
et « l'entrée dans l'ère atomi-
que ».

On ne demandera pas aux
élèves de faire le récit des guerres
du Vietnam ou du Proche-Orient,
mais ils devront savoir localiser

les différentes zones de conflit,
expliquer leurs origines et leur
place dans la stratégie des
grandes puissances. « Les États-
Unis sous Nixon » ou « L'URSS
sous Krouchtchev » ne pourront
donner lieu à des dissertations au
bac. Mais les élèves devront pou-
voir décrire les grands systèmes
politiques à travers leur évolution
historique, y compris celle tou-
chant la culture, la religion, la
science, la communication. On
pourra aussi exiger d'eux une
« cartographie du fait reli-
gieux », une dissertation sur le
concile Vatican-II ou sur le réveil
de l'islam, mais pas sur l'évolution
des sciences ou sur « Le
sport, phénomène mondial »,
pourtant inscrits au programme.

Gare au bla-bla- blabla

La vision de la France depuis
1945 s'efforcera aussi d'être
transversale, avec l'analyse des
évolutions politiques et sociales et
des modes de vie. La chapitre sur
« L'identité nationale », fort
controversé à cause du risque de
notation « idéologique » au bac,
ne pourra faire l'objet d'une dis-
sertation, mais tous les élèves de
terminale seront invités à s'inter-
roger sur « qu'est-ce qu'appar-
tient à la communauté nationale
française ? ». Le mot « décolonisa-
tion » reste absent des pro-
grammes, remplacé par « nationa-
lisme » et « indépendances en Asie
et en Afrique », et pour la France,
par une formule alambiquée :
« Les grandes étapes de l'évolution
des desseins qui ont guidé la
politique de la France relative-
ment à la place qu'elle occupe
dans le monde », sous la rubri-
que : « De l'empire à l'Europe ».

Ces commentateurs « limitent
les dégâts et évitent les désastres
du bac. Mais les programmes
sont mauvais et ils le restent »,
attaque M. Jean Peyrot, président
de l'APHG. Un professeur de
base ne nie pas l'intérêt du nouvel
enseignement, mais le juge inadap-
té à ses élèves : « On va leur

asseoir de grandes idées sur le
social, le culturel et la communi-
cation pour retrouver dans les
copies de la bouillotte pour les
chairs. Nous connaissons déjà le
bla-bla-bla misérabiliste dans les
dissertations sur le tiers-
monde ». La culture et la for-
mation de nos professeurs ne les
préparent pas tout à fait à traiter
les nouveaux sujets, reconnaît le
doyen de l'inspection générale
d'Histoire, M. Pierre Garrigue.
Mais nous leur faisons confiance
pour s'adapter. Une collection de
documents de travail va leur être
proposée.

Un « collectif de professeurs
d'Histoire » demande l'abrogation
pure et simple des programmes,
qui « manquent la fin de toute
démarche analytique au profit de
vastes synthèses » et fournissent
de « jugements de valeur con-
testables ». L'APHG, elle, demande
simplement un sursis : à la session
du bac de 1990, les élèves ne
pourraient être interrogés que sur
les parties communes à l'ancien et
au nouveau texte, ce qui exclurait
les chapitres consacrés à la géo-
stratégie jugée « vaseuse ». Pas
question, rétorque M. Garrigue,
principal auteur du programme,
qui voit dans cette suggestion une
tentative de torpillage de la
réforme et un retour à l'« encyclo-
pédisme ».

Pour sa part, M. Philippe Joutard, président de la commission
de réflexion, soucieux de tran-
quilliser professeurs et lycéens en
leur donnant le temps de s'adapter,
se déclare favorable à la mesure
transitoire proposée par l'APHG.
Il souhaiterait aussi, pour 1990,
des sujets nationaux, et non pas
académiques, afin d'éviter les
thèmes trop pointus ou incongrus.
L'actuelle réflexion sur les
contenus d'enseignement vise à
définir des « passages obligés »
dans chaque discipline, dans un
souti d'allègement, mais
« n'oblige pas à refaire des pro-
grammes », assure M. Joutard.

PHILIPPE BERNARD.

SPORTS

SKI ALPIN : les championnats du monde

« Capot » français

Journée des doubles mercredi
8 février à Vail où étaient disputés
les titres mondiaux de super-géant.
Deux Autrichiennes, Ulrike Maier
et Sigrid Wolf, sont arrivées en
tête de l'épreuve dames. Deux
Suisses Martin Hangl et Pirmin
Zurbriggen ont précédé le You-
goslave Tomaz Cizmancich, les
hommes. Double échec aussi pour
les Français avec l'élimination de
Carole Merle et la dixième place
de Franck Piccard.

à se domer au maximum. Ce que
réussit parfaitement l'Autrichienne
Ulrike Maier, première concurrente à
comprunter la piste du Super-G dames.
Avec un temps de 1 minute 19.46, elle
hisse la barre très haut. Carole Merle,
sixième à s'élancer, décide de prendre
tous les risques. Mais elle va tellement
vite sur un parcours qu'elle avouera
avoir mal reconnu, qu'une bosse lui est
faute. « Une erreur de ligne », selon la
slovaque, l'éjecte de la piste. La dame
ne fait pas un pli.

C'est bolus et rebolus. Parti avec
le dossard numéro un, le Suisse Martin
Hangl, le garçon qui était sorti du
Super-G olympique après avoir réussi
le meilleur temps intermédiaire, veut
prendre sa revanche. Il la tient. Le
vainqueur de Calgary Piccard, troi-
sième candidat, finit avec 1 seconde 28
de retard, c'est-à-dire plus de
30 mètres d'écart si les deux coureurs
étaient partis ensemble. Cela met le
français à la dixième place du clas-
sement général. Le ski français est
« capot ».

« J'ai pris une trace beaucoup trop
large, car je pensais que c'était un
Super-G extrêmement rapide », expli-
que Franck Piccard pour justifier sa
piètre performance. Il évoque son
genou, le hasard des résultats, mais
remarque aussi : « J'ai l'impression de
revenir loin en arrière, aux champion-
nats du monde de Crans-Montana
précédent, c'est un peu les mêmes
conditions, les mêmes problèmes de
matériel, les mêmes histoires de
glisse ». Pour une fois qu'il consent à
s'exprimer, le champion français
n'hésite pas à souligner que l'absence
de résultats, lors de ces championnats,
rappelle une situation antérieure.

« On peut parler d'un très mauvais
bilan, reconnaît Bernard Chevalier,
le président de la Fédération française de
ski, mais la préparation des athlètes
n'est pas en cause. » Il préfère évoquer
le « manque de chance » et surtout
préciser que son pays « ne possède pas
une équipe, mais des individualités ».
Deux skieurs avec qui le public a
pensé avoir rendez-vous ce mercredi du
Super-G et qui, finalement, ont fait
faux bond.

SERGE BOLLOCH.

Résultats

Super-géant Dames à Vail

1. U. Maier (Aut.) 1 m 19 s 46 ; 2.
S. Wolf (Aut.) 1 m 19 s 49 ; 3.
M. Gerd (RFA) 1 m 19 s 50 (-) ; 15.
C. Quinot (Fra.) 1 m 20 s 85 (-) ; 19.
Cl. Emmanet (Fra.) 1 m 21 s 15.

Super-géant Messieurs à Vail

1. M. Hangl (Sui.) 1 m 38 s 81 ; 2.
P. Zurbriggen (Sui.) 1 m 39 s 09 ; 3.
T. Cizmancich (You.) 1 m 39 s 18 (-) ;
10. F. Piccard (Fra.) 1 m 40 s 09
(-) ; 18. D. Rey (Fra.) 1 m 40 s 57 ;
19. L. Alphonse (Fra.) 1 m 40 s 63.

Erreur de ligne

Conscient de ce handicap les res-
ponsables du ski français sortent une
troisième carte de leur chapeau. En
réalité il s'agit davantage d'un cadeau
de dame Chance, mais après tout au
jeu cela compte aussi. Le traceur,
désigné par la Fédération interna-
tionale pour dessiner le parcours du
Super-G homme, s'appelle Serge Guil-
laume. C'est lui le chef du groupe des
polyvalents, ces quatre copains qui
autour de Franck Piccard forment la
bande des marginaux, tolérés, de
l'équipe nationale.

Voilà donc les trois cartes que le
camp français tient dans sa main. Pour
les contrer, les autres joueurs, de cette
partie mondiale, engagent leurs figures

ENVIRONNEMENT

Pour respecter davantage la nature

M. Lalonde rectifie le plan d'aménagement de la Loire

Il y a longtemps que tous ceux qui
s'intéressent au sort du plus long
fleuve d'Europe attendaient cette
mise au point. Tantôt fouguesse,
tantôt semblable à un oued africain,
la Loire est un cours d'eau fantas-
tique que ses riverains admirent et crai-
gnent (Le Monde du 27 décembre
1988). Il y a des siècles que l'on
tente, sinon de la dompter, tout au
moins d'en borner les crues. D'abord
par des digues et des déversoirs de
trop-plein, puis par des barrages. En
1979, le ministre de l'Environne-
ment demanda à l'ingénieur général
Jean Chapon d'étudier enfin un plan
d'aménagement cohérent. Son rap-
port, fort complet, proposait trois
principes simples : protéger les
populations contre les crues, leur
assurer en toute saison de l'eau en
quantité suffisante, conserver le
patrimoine naturel. Les ingénieurs
et les élus ont parfaitement retenu
les deux premiers, mais ils ont oublié
le troisième. Conséquence : en 1986,
l'EPALA l'Agence de bassin Loire-
Bretagne de l'Etat ont signé un pro-
tocol prévoyant la construction de
quatre grands barrages (pour un
coût de 2,3 milliards de francs).
Mais ils ont remis à un futur et
vague « avenant » le soin de fixer les
modalités de la protection de la
nature.

Redresser la barre

Le premier ouvrage, celui de
Serre-de-la-Fare, qui retiendra
130 millions de mètres cubes en
Haute-Loire, fut mis à l'étude et
même à l'enquête publique. On
s'acheminait vers un bétonnage du
fleuve sans aucun égard pour son
écologie. Les défenseurs de l'envi-
ronnement, au premier rang des-

Transformer la Loire en un fleuve utile et sûr sans lui faire per-
dre son caractère sauvage, autrement dit, respecter la nature tout en
maîtrisant ses excès, tel est l'objectif ambitieux que M. Brice
Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement, vient d'assi-
gner aux services publics. Le préfet du Loiret, M. Paul Bernard, qui
est le coordonnateur des travaux d'aménagement du bassin, a reçu, à
cet effet, une directive ministérielle datée du 8 février, qu'il a aussitôt
portée à la connaissance des membres du conseil d'administration
de l'établissement public pour l'aménagement de la Loire et de
ses affluents (EPALA), réunis à Orléans.

quel il faut citer le Fonds mondial
pour la nature et son président, le
duc d'Edimbourg, se sont émus de
cette « dérive ». Il devenait urgent
de redresser la barre et de revenir
aux principes de 1979. C'est ce que
vient de faire M. Brice Lalonde.

Un observatoire en projet

Premier acte : reprendre en main
le dossier de Serre-de-la-Fare. Les
services de l'environnement ont
obtenu la modification du projet sur
six points : ouvrage de vidange, sto-
ckage de boue, prévention de l'eutro-
phisation des eaux, aménagement
des berges, surveillance des éboule-
ments, plan d'intervention en cas de
rupture du barrage. En outre, pour
qu'un tourisme incontrôlé ne vienne
pas tout saccager, les gorges situées
en amont de la retenue seront
classées. Quant à l'usine hydroélec-
trique prévue, elle ne sera pas
construite. Ces conditions ayant été
acceptées, l'environnement a levé
son opposition, et il est probable que
le préfet de Haute-Loire déclarera
très prochainement l'ouvrage d'utili-
té publique, autorisant ainsi le
démarrage des travaux. « L'Etat
s'était engagé à réaliser ce barrage,
dit-on dans l'entourage de M.
Lalonde. Il n'était pas question

de revenir sur la parole donnée,
mais au moins avons-nous limité les
dégâts ».

Deuxième acte : la mise en place
d'un certain nombre de garde-fous
pour l'avenir. Dans ses directives au
préfet du Loiret, le ministre de
l'environnement demande que les
associations soient systématiquement
consultées, notamment à tra-
vers des groupes de travail, sur la
connaissance des crues, l'eutrophica-
tion et la gestion des barrages. Ceux-
ci seront calculés de manière à assu-
rer au fleuve un débit minimum de
60 mètres cubes par seconde et à
limiter les crues à 6000 mètres
cubes par seconde. Mais, entre
3 000 et 6 000 mètres cubes. Les
eaux devront pouvoir franchir les
déversoirs et s'étendre dans les zones
traditionnellement inondables.
Conséquence : celles-ci doivent res-
ter inconstructibles.

Pour faire respecter cette règle,
on aura recours à des schémas
d'aménagement intercommunaux.
S'ils s'avéraient insuffisants, le
ministre envisage de faire voter une
loi de protection des rives de la
Loire, semblable à celle qui assure
la sauvegarde du littoral. En outre,
le fameux avenant, oublié en 1986,

sera établi sous deux mois. Il consi-
tuerait un véritable programme de
protection des milieux naturels,
assorti de 100 millions de crédits.
Achat de terrains, constitution de
réserves naturelles, classement de
certains affluents de la Loire, amé-
nagement des barrages pour per-
mettre le retour des saumons, telles
seront ses principales dispositions.

Enfin, M. Brice Lalonde demande
au préfet de faire étudier les consé-
quences de tous les aménagements
sur l'équilibre général du fleuve et
de ses rives. Il s'agira en somme
d'une grande étude d'impact per-
mettant enfin de savoir où l'on va.
Le suivi en sera assuré par « un
observatoire de milieu de la Loire »
qui devrait être créé prochainement.

En conclusion de sa directive, le
ministre de l'environnement
annonce que ses services suivront
« avec une particulière vigilance »
les projets des autres barrages
prévus. Pour celui de Chambon-
nard, sur le Cher, M. Lalonde sug-
gère déjà que l'on étudie d'autres
solutions que la réalisation de ce
grand ouvrage. Pour le Veindre, sur
l'Allier, il est prévu que ce barrage
restera ouvert en période normale. Il
ne sera utilisé, et donc ne noiera des
terres en amont, que lors des crues,
c'est-à-dire tous les quinze ans envi-
ron.

En conciliant les intérêts des rive-
rains et les exigences de l'environne-
ment, l'aménagement de la Loire
devrait être une action exemplaire.
Mais cette nouvelle politique ne va-
t-elle pas méconter à la fois les
défenseurs de la nature et les amé-
nageurs du fleuve ?

MARC AMBROISE-RENDU.

Mirentchu Galahina

L'ADOPTION

Voyage au bout d'un désir

L'auteur travaille à la DDASS, où elle reçoit les
candidats à l'adoption. C'est cette expérience qui l'a
incitée à écrire ce livre, où elle répond aux mille
questions et angoisses des adoptants, avant et après
l'arrivée au foyer de l'enfant tant attendu.

Elle montre que les difficultés auxquelles se heurtent
les candidats viennent surtout du décalage impres-
sionnant entre le nombre d'enfants français adoptables et
celui des candidats agréés. C'est ce qui explique le
recours croissant à l'adoption d'enfants étrangers.

D'autres questions se posent lorsque l'enfant est là :
comment accueillir le jeune adopté, qu'il soit un bébé
ou un enfant grand ? Que doit-on dire à l'enfant
adopté sur ses origines ? Une fois adultes, les adoptés
risquent-ils de connaître des difficultés psychologiques
particulières ? L'auteur répond à ces questions en s'appuyant
sur des cas concrets et sur les études menées
par des sociologues. Surtout, elle propose en termes
simples une approche psychanalytique originale qui
permettra à tous les lecteurs de mieux comprendre les
mécanismes inconscients mis en jeu par l'adoption
chez les parents comme chez les enfants.

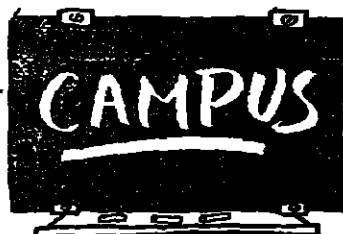
89 F

LA DÉCOUVERTE

هكذا من الأصل

سكنا من الأصل

Société



Les IEP s'émancipent

La remise en ordre statutaire des établissements universitaires se poursuit. Après l'adoption, à l'automne dernier, par l'ensemble des universités françaises, de statuts conformes à la loi Savary de 1984, le ministère de l'éducation entend régler rapidement les derniers problèmes en suspens. Ainsi doit-il adopter prochainement deux décrets établissant les nouveaux statuts des instituts d'études politiques (à l'exception de celui de Paris qui bénéficie du statut de « grand établissement »).

Le principe d'un statut dérogatoire pour les IEP avait été accepté en 1986 par le ministère, à l'image de celui des écoles d'ingénieurs rattachées à une université. Mais si le texte sur les écoles d'ingénieurs avait été publié en extrême urgence le 14 mars 1986, celui qui devait régir les IEP n'a jamais vu le jour.

Les décrets proposés aujourd'hui par le ministère de l'éducation — après consultation des conseils des six IEP de province — reprennent pour l'essentiel le dispositif prévu il y a trois ans. Cinq instituts (et les conseils des universités correspondantes) ont opté pour le statut d'établissements publics administratifs rattachés par convention à une université, ce qui leur donne, dans le cadre universitaire, une large autonomie : il s'agit des IEP d'Aix-en-Provence, de Bordeaux, de Grenoble, de Lyon et de Toulouse.

En revanche, l'université de Strasbourg-III n'était pas favorable à cette première formule. Le ministère a donc décidé de laisser à l'IEP de cette ville la possibilité d'opter pour un statut d'institut interne, à l'image des instituts universitaires de technologie.

G. C.

Mardis de l'ESSEC

Prochains débats des Mardis de l'ESSEC, organisés avec le Monde : Lionel Jospin, « Quel avenir pour l'éducation », animé par Jean-Michel Croissandeau, mardi 14 février à 20 h 30. Laurent Fabius : « Socialisme et modernité », animé par Patrick Jarreau, mardi 28 février.

ESSEC, avenue de la Grande-Ecole, 95000 Cergy. Tél. : 30-38-38-00.

Université et innovation

La Fédération des associations scientifiques étudiantes du centre d'Orsay organise, les 8 et

9 mars, un « Carrefour Orsay-entreprises » autour du thème : « L'université, vecteur de l'innovation ».

(Carrefour Orsay-entreprises, centre scientifique, 91406 Orsay cedex. Tél. : 69-41-60-65.)

L'Europe au vingt et unième siècle

« L'Europe au vingt et unième siècle. Mythe ou première puissance mondiale ? » Les anciens élèves de l'Ecole Polytechnique organisent un colloque sur ce thème les 7 et 8 mars à Paris.

(Secrétariat : Londres Conseil, 11, rue Paul-Bert, 75008 Paris. Tél. : 40-74-07-61.)

SCIENCES

M. Pierre Douzou est nommé PDG de l'INRA

Le conseil des ministres du mercredi 8 février a nommé M. Pierre Douzou président-directeur général de l'Institut national de recherche agronomique (INRA). A ce poste, il succède à M. Jacques Poly.

[Né le 25 août 1926 à Millan (Aveyron), M. Pierre Douzou a fait des études de pharmacie puis obtenu un doctorat de sciences physiques. Mais il s'est finalement orienté vers la biologie moléculaire, spécialement la biochimie aux basses températures, technique qui permet, en ralentissant les réactions chimiques, d'observer des états transitoires fugaces. Professeur au Muséum d'histoire naturelle depuis 1977, après avoir enseigné au Val de Grâce et dans des universités américaines, directeur d'une unité de cryobiologie appliquée à l'INRA, il a aussi eu un rôle majeur dans la définition des programmes nationaux de recherches dans le domaine des biotechnologies. Depuis 1985, il préside le Conseil scientifique de l'INRA, après avoir occupé la même fonction à l'INRA. M. Pierre Douzou a été élu en 1979 membre de l'Académie des sciences.]

EN BREF

● Architecture de la Cité. — La Cité des sciences et de l'industrie de La Villette propose tous les mercredis, à 14 heures, 15 heures et 16 heures, des visites sur le thème « Architecture de la Cité ». Le rendez-vous est fixé à Explora, point d'accueil n° 2.

● 30. avenue Corentin-Carlier, 75019 Paris. Tél. : 40-05-70-00 ; télécopieur : 40-05-72-72 ; ou par minitel : 3615, code Villette.

● RECTIFICATIF : Camille Claudel, le GAN et les AGF. — Dans l'article paru le 7 février consacré à l'embrouille immobilière du Centre américain du boulevard Raspail, à Paris, des propos étaient rapportés évoquant l'achat d'une œuvre de Camille Claudel par le groupe d'assurances GAN. Les propos avaient bien été tenus, mais ils contenaient une erreur de taille : ce sont les AGF et non le GAN qui viennent d'acquiescer l'achat de la Gorgone, superbe marbre de Camille Claudel (1901). Cette œuvre avait pris le chemin des Etats-Unis et allait devenir la propriété d'un musée japonais. L'œuvre sera placée au siège des AGF, rue de Richelieu à Paris (2^e), et sa vue offerte au public.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4937

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT
I. Des trous causent sa perte. — II. Poussent à repousser. — III. Était visible sous de nombreuses formes. Nous a donné beaucoup de représentations. — IV. Est bien attaché. Note. — V. Qui payent donc pour avoir trop dépensé. — VI. Apporte l'humidité à des « limaces ». Obstacle au progrès. — VII. A longtemps fait sentir sa présence. Remue dans le lard. — VIII. Résulte d'un bon-héur partagé. — IX. Qui peut donc obliger à prendre du recul. Avec lui, toucher du bois était source de malheur. — X. Article. Se fait remarquer de loin. — XI. On y fait du bon travail. Faisais des perles.

VERTICALEMENT
1. Bosse sur le ventre et sur le dos. Introduite avant de s'introduire. — 2. Où il n'est pas rare que l'éponge soit passée. Va devant et derrière la caméra. — 3. Doona de la bande. Adopta un nouveau mode de vie. — 4. Conjonction. Apport de liquide. — 5. Fruit d'une incestueuse union. Donnent l'occasion de frapper fort. — 6. Est pleine d'eau. Sont exposés aux coups. Conjonction. — 7. Homme de robe. Peut faire voir tout en noir. — 8. Un qui se fit du mauvais sang! Fut éliminé. — 9. Pro-duit piémontais. Se font mettre à dos.

Solution du problème n° 4936

Horizontalement
I. Papillon. — II. Ruineuses. — III. Étreinte. — IV. Arès. — V. Mf. Totale. — VI. Bibi. Tui. — VII. Amie. Na. — VIII. Léas. Ida. — IX. Es. Blama. — X. Orle. Air. — XI. Une. Anse.

Verticalement
1. Préambule. — 2. Autrui. Eson. — 3. Pire. Bas. Ri. — 4. Inest-mable. — 5. Lei. Isle. — 6. Lunette. — 7. Ost. Au. Iman. — 8. Néerlandais. — 9. Aa. Ra.

GUY BROUTY.

Le Carnet du Monde

Naissances

— M. et M^{me} Jean HATZIRAPIS ont le plaisir de faire part de la naissance de leur fils

Quantin, Nicolas, Michel,
le lundi 6 février 1989, à 10 h 05.
1, clos de Bures,
91440 Bures-sur-Yvette.

Décès

— M^{me} Jean Chibret, son épouse,
M^{me} Henri Chibret,
M. et M^{me} Jacques Chibret,
M^{me} Françoise Chibret,
ses enfants,
Jean-Frédéric Chibret,
Carole et Florence Plasseau,
ses petits-enfants,
M^{me} René Chibret,
M. et M^{me} Roger Delcher,
ses beaux-frères et belles-sœurs,
ses neveux, ses nièces,
M^{me} Marie Barbeau,
M^{me} Annie Langlé,
Son fidèle personnel,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean CHIBRET,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de la Santé publique,
survécu au Cameroun, le 5 février 1989,
à l'âge de soixante-trois ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le samedi 11 février à 10 heures, en
l'église de Join.

L'inhumation aura lieu au cimetière
de Clermont-Ferrand, dans l'intimité
familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Guillérie,
Joze, 63350 Marignac.

— La direction
Et le personnel de la société Thon
ont le regret de faire part du décès de

Jean CHIBRET,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de la Santé publique,
président-directeur général.
36 bis, rue des Courtieux,
63016 Clermont-Ferrand Cedex.

— La direction
Et le personnel de la société
Transphyon
ont le regret de faire part du décès de

Jean CHIBRET,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de la Santé publique,
directeur général.
12, rue Louis-Bleriot,
ZI du Brézet,
63016 Clermont-Ferrand Cedex.

— La direction
Et le personnel de la société Biophy-
sic médical
ont le regret de faire part du décès de

Jean CHIBRET,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de la Santé publique.
Rue Newton,
ZI du Brézet,
63015 Clermont-Ferrand Cedex.

— La direction
Et le personnel des laboratoires
MSD-Chibret,
ont le regret de faire part du décès de

Jean CHIBRET,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de la Santé publique.
3, avenue Hoche,
75008 Paris.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du
jeudi 9 février 1989 :

UN ARRÊTÉ :
● Du 19 janvier 1989 relatif à la
conservation, au classement,
à l'inventaire et à la consultation des
archives audiovisuelles de la justice.

507-10-1070

507-10-1070

507-10-1070

507-10-1070

507-10-1070

507-10-1070

507-10-1070

507-10-1070

507-10-1070

507-10-1070

507-10-1070

507-10-1070

507-10-1070

507-10-1070

507-10-1070

507-10-1070

507-10-1070

507-10-1070

507-10-1070

507-10-1070

507-10-1070

507-10-1070

507-10-1070

507-10-1070

507-10-1070

— M. Raymond Courrière,
ancien secrétaire d'Etat aux rapatriés,
président du conseil général de l'Aude,
fait part du décès de

M. Georges DAPOT,
ancien secrétaire général
de l'ONASEC.
Les obsèques ont eu lieu à Carcas-
sonne, le 9 février 1989.

— Les familles Delorme, Darou
font part du décès de

M. André DELERUE,
professeur de lettres à Cambrai,
ancien élève du lycée Louis-le-Grand,
à Menton, le 6 février 1989, dans sa
soixante-dixième année.
53, quai Bonaparte,
06500 Menton.

— Le directeur,
Le comité de direction élargi,
Le personnel de l'arrondissement cen-
tre,
Et tout le personnel de la direction
départementale de l'équipement de
l'Essonne,
ont la profonde tristesse de faire part du
décès, dans sa cinquante-sixième année,
de

Albert DEMOY,
ingénieur divisionnaire des TPE,
chef d'arrondissement,
capitaine de réserve.

La cérémonie religieuse aura lieu le
mardi 14 février 1989, à 14 h 15, en
l'église Saint-Martin de Palaiseau.

DDE de l'Essonne,
Boulevard de France,
91012 Evry Cedex.

— Nous apprenons la mort de

M. André FAVEREAU,
ambassadeur de France,
compagnon de la Libération,
commandeur de la Légion d'honneur.

Les obsèques auront lieu le samedi
11 février, à 14 h 30, à Saint-Louis des
Invalides.

[Né en 1907, compagnon de la Libération —
il avait été le service national « maquis » en
septembre 1944 à Alger contre les forces
qui au cabinet du gouverneur général (1955-
1956), conseil général à Jérusalem (1957-
1958), puis envoyé extraordinaire et ministre
plénipotentiaire à Rangoun (1959-1961),
adjoint civil du commandant du Collège de
défense de l'OTAN (1961-1964) et chargé de
mission à la direction du personnel et de l'ad-
ministration générale. Il a été ambassadeur
de France en Australie de 1967 à 1971.]

— François et Viviane Franck,
Marceline et Denis Ranton,
Sophie-Dorothée, Nicolas et Helén,
Valentine, Nathalie, Samuel,
ont la tristesse de faire part du décès de

Marie-Thérèse FRANCK,
née Malher,
leur mère, grand-mère et arrière-grand-
mère, survenue le 2 février 1989.

— M^{me} Henri Genet,
Elizabeth et Jean-Baptiste Ambro-
selli,
Anne-Claire, Céline, Thomas et
Colombe,
Jacques et Edith Genet,
Cyril et Justine,
Claude Genet et Elise Aboucaya,
Ulysse, Samuel et Rebecca,
Françoise Genet,
Patrick Genet,
Bénédicte Genet,
ont la douleur de faire part du décès de

Marie-Thérèse FRANCK,
née Malher,
leur mère, grand-mère et arrière-grand-
mère, survenue le 2 février 1989.

— M^{me} Henri Genet,
Elizabeth et Jean-Baptiste Ambro-
selli,
Anne-Claire, Céline, Thomas et
Colombe,
Jacques et Edith Genet,
Cyril et Justine,
Claude Genet et Elise Aboucaya,
Ulysse, Samuel et Rebecca,
Françoise Genet,
Patrick Genet,
Bénédicte Genet,
ont la douleur de faire part du décès de

Marie-Thérèse FRANCK,
née Malher,
leur mère, grand-mère et arrière-grand-
mère, survenue le 2 février 1989.

— M^{me} Henri Genet,
Elizabeth et Jean-Baptiste Ambro-
selli,
Anne-Claire, Céline, Thomas et
Colombe,
Jacques et Edith Genet,
Cyril et Justine,
Claude Genet et Elise Aboucaya,
Ulysse, Samuel et Rebecca,
Françoise Genet,
Patrick Genet,
Bénédicte Genet,
ont la douleur de faire part du décès de

Marie-Thérèse FRANCK,
née Malher,
leur mère, grand-mère et arrière-grand-
mère, survenue le 2 février 1989.

— M^{me} Henri Genet,
Elizabeth et Jean-Baptiste Ambro-
selli,
Anne-Claire, Céline, Thomas et
Colombe,
Jacques et Edith Genet,
Cyril et Justine,
Claude Genet et Elise Aboucaya,
Ulysse, Samuel et Rebecca,
Françoise Genet,
Patrick Genet,
Bénédicte Genet,
ont la douleur de faire part du décès de

Marie-Thérèse FRANCK,
née Malher,
leur mère, grand-mère et arrière-grand-
mère, survenue le 2 février 1989.

— M^{me} Henri Genet,
Elizabeth et Jean-Baptiste Ambro-
selli,
Anne-Claire, Céline, Thomas et
Colombe,
Jacques et Edith Genet,
Cyril et Justine,
Claude Genet et Elise Aboucaya,
Ulysse, Samuel et Rebecca,
Françoise Genet,
Patrick Genet,
Bénédicte Genet,
ont la douleur de faire part du décès de

Marie-Thérèse FRANCK,
née Malher,
leur mère, grand-mère et arrière-grand-
mère, survenue le 2 février 1989.

— M^{me} Henri Genet,
Elizabeth et Jean-Baptiste Ambro-
selli,
Anne-Claire, Céline, Thomas et
Colombe,
Jacques et Edith Genet,
Cyril et Justine,
Claude Genet et Elise Aboucaya,
Ulysse, Samuel et Rebecca,
Françoise Genet,
Patrick Genet,
Bénédicte Genet,
ont la douleur de faire part du décès de

Marie-Thérèse FRANCK,
née Malher,
leur mère, grand-mère et arrière-grand-
mère, survenue le 2 février 1989.

— M^{me} Henri Genet,
Elizabeth et Jean-Baptiste Ambro-
selli,
Anne-Claire, Céline, Thomas et
Colombe,
Jacques et Edith Genet,
Cyril et Justine,
Claude Genet et Elise Aboucaya,
Ulysse, Samuel et Rebecca,
Françoise Genet,
Patrick Genet,
Bénédicte Genet,
ont la douleur de faire part du décès de

Marie-Thérèse FRANCK,
née Malher,
leur mère, grand-mère et arrière-grand-
mère, survenue le 2 février 1989.

— M^{me} Henri Genet,
Elizabeth et Jean-Baptiste Ambro-
selli,
Anne-Claire, Céline, Thomas et
Colombe,
Jacques et Edith Genet,
Cyril et Justine,
Claude Genet et Elise Aboucaya,
Ulysse, Samuel et Rebecca,
Françoise Genet,
Patrick Genet,
Bénédicte Genet,
ont la douleur de faire part du décès de

Marie-Thérèse FRANCK,
née Malher,
leur mère, grand-mère et arrière-grand-
mère, survenue le 2 février 1989.

— M^{me} Henri Genet,
Elizabeth et Jean-Baptiste Ambro-
selli,
Anne-Claire, Céline, Thomas et
Colombe,
Jacques et Edith Genet,
Cyril et Justine,
Claude Genet et Elise Aboucaya,
Ulysse, Samuel et Rebecca,
Françoise Genet,
Patrick Genet,
Bénédicte Genet,
ont la douleur de faire part du décès de

Marie-Thérèse FRANCK,
née Malher,
leur mère, grand-mère et arrière-grand-
mère, survenue le 2 février 1989.

— M^{me} Henri Genet,
Elizabeth et Jean-Baptiste Ambro-
selli,
Anne-Claire, Céline, Thomas et
Colombe,
Jacques et Edith Genet,
Cyril et Justine,
Claude Genet et Elise Aboucaya,
Ulysse, Samuel et Rebecca,
Françoise Genet,
Patrick Genet,
Bénédicte Genet,
ont la douleur de faire part du décès de

— Cam Van et Harald Helmholtz,
Et leur fils, Henri-Maximilien,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Karla HELMHOLTZ,
née Oehlers,
survenue le 16 janvier 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus
stricte intimité à Hambourg (RFA).
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Eva Hoffenberg,
Esther et Alain Rudy,
Hugo et Darlo,
Jacques Hoffenberg et Michelle
Geering,
Mathias, Stefan et Jonas,
Théo Hoffenberg,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Sam Henry HOFFENBERG,
survécu le lundi 6 février 1989.

Conformément à sa volonté, son décès
est annoncé après ses obsèques, qui ont
eu lieu dans la plus stricte intimité au
cimetière de la Pie, le 8 février.

44, rue Ledru-Rollin,
94100 Saint-Maur.

[Né en Pologne en 1912, Sam Hoffenberg
était un survivant de l'insurrection du ghetto de
Varsovie et du camp de Poniatowa. En tant que
secrétaire général du Centre de documentation
juive contemporaine, il avait constamment
travaillé pour que reste dans la mémoire le souve-
nir de la Shoah. Ces dernières années, il avait
consacré ses efforts à la préservation de la spé-
cificité du site d'Auschwitz.
Délégué permanent du 5^{me} 8^{me} 1^{er} 2nd 3rd 4th 5th 6th 7th 8th 9th 10th 11th 12th 13th 14th 15th 16th 17th 18th 19th 20th 21st 22nd 23rd 24th 25th 26th 27th 28th 29th 30th 31st 32nd 33rd 34th 35th 36th 37th 38th 39th 40th 41st 42nd 43rd 44th 45th 46th 47th 48th 49th 50th 51st 52nd 53rd 54th 55th 56th 57th 58th 59th 60th 61st 62nd 63rd 64th 65th 66th 67th 68th 69th 70th 71st 72nd 73rd 74th 75th 76th 77th 78th 79th 80th 81st 82nd 83rd 84th 85th 86th 87th 88th 89th 90th 91st 92nd 93rd 94th 95th 96th 97th 98th 99th 100th 101st 102nd 103rd 104th 105th 106th 107th 108th 109th 110th 111st 112nd 113rd 114th 115th 116th 117th 118th 119th 120th 121st 122nd 123rd 124th 125th 126th 127th 128th 129th 130th 131st 132nd 133rd 134th 135th 136th 137th 138th 139th 140th 141st 142nd 143rd 144th 145th 146th 147th 148th 149th 150th 151st 152nd 153rd 154th 155th 156th 157th 158th 159th 160th 161st 162nd 163rd 164th 165th 166th 167th 168th 169th 170th 171st 172nd 173rd 174th 175th 176th 177th 178th 179th 180th 181st 182nd 183rd 184th 185th 186th 187th 188th 189th 190th 191st

Le Monde DES LIVRES

Marcel Aymé ou le bonheur du style

L'auteur de la Jument verte a trouvé sa place (légitime) dans « La Pléiade ». Seul l'humour peut dire la chiennerie de la réalité.

MARCEL AYMÉ est né à la littérature entière-ment vété. En 1926, quand ce Franco-Comtois de vingt-quatre ans publie son premier roman, *Brûlebois*, il est déjà en pleine possession de son univers et des outils qui vont lui permettre de l'exprimer. Lisez la première phrase de ce premier livre : « Le 11 novembre 1918, qui fut le jour de l'armistice, il y eut, dans la seule rue des Nèfles, deux hommes qui guérirent, l'un d'une mauvaise phlébite, l'autre d'une affection cardiaque qu'ils traitaient depuis le 3 août 1914. La joie fait de ces miracles. » Tout est en place de ce qui fera la couleur et le charme des écrits les plus célèbres d'Aymé : la distance ironique, l'humour, la manière de rabattre son caquet à l'histoire, l'intérêt pour les gens sans importance, l'enjouement et la limpidité de l'écriture.

Pour tous ceux qui ont pris la carrière littéraire de Marcel Aymé en cours de route ou qui ne l'ont découverte qu'après la mort de l'écrivain en 1967, la publication du premier volume de ses œuvres romanesques dans « La Pléiade » est donc beaucoup plus que la consécration éditoriale d'une gloire qui n'avait nul besoin de papier bible : elle est la découverte d'une unité profonde, d'une cohérence de style et d'inspiration qui ne permettait pas de percevoir

la lecture désordonnée de ses livres.

Elle est aussi l'occasion de découvrir des romans qui n'étaient plus guère connus, hors du cercle des initiés : *Aller retour* (1927), *la Rue sans nom* (1930), et même un curieux roman allégorique, *les Jumeaux du diable*, que Aymé ne souhaita jamais voir rééditer — ce qui prouve que son sens critique s'exerçait également avec justesse aux dépens de ses œuvres.

Une désinvolture studieuse

Ce qui frappe également, c'est la hâte qui anime l'écrivain à ses débuts. Entre la publication de *Brûlebois* et celle de *la Jument verte* (1933), qui clôt ce volume, Aymé, qui est pourtant obligé de s'adonner à mille petits métiers pour gagner son pain, publie régulièrement un volume par an.

Sa mauvaise santé, ses aller et retour de perpétuel déraciné entre Paris et Dole, son mariage même, n'empêchent pas Marcel Aymé de mettre en chantier un livre dès que le précédent est paru et de le faire progresser à la manière d'un paysan fauche un champ : de son écriture minuscule, le romancier abat son feuillet quotidien. Deux, trois feuillets au maximum forment un chapitre et trois mois d'écriture doivent suffire à bouclier l'ensemble. Inutile de s'attar-



Marcel Aymé vu par Nicholas Treait.

der davantage : il y a déjà, dans cette désinvolture studieuse vis-à-vis de la création littéraire, la marque d'une esthétique et d'une morale.

Au vrai, l'esthétique et la morale ne sont jamais chez Marcel Aymé que les deux faces de la même pièce : le style. Le style, c'est la seule grâce durable dont nous puissions bénéficier, la seule légèreté qui soit accordée à l'être humain que sa condition entraîne inexorablement vers le bas. L'œuvre romanesque entière de Marcel Aymé narre les péripéties de cette lutte inégale entre la réalité de la pesanteur et le rêve de la grâce, et professe — sur le ton le moins doctoral qui soit — qu'on n'échappe pas à la malédiction du réel, sauf par instants, par le bonheur du style ou par son expression sur le plan éthique : la pitié.

Insister comme on le fait si souvent sur le « réalisme » de Marcel Aymé, écrire comme son préfacier dans « La Pléiade » qu'« à

l'ami étranger qui souhaiterait mieux connaître la France telle qu'elle se présente et les Français tels qu'ils vivent, sans hésiter je recommanderais la lecture de Marcel Aymé », c'est prendre à contresens et réduire une vision des hommes et du monde qui voulait la justesse et non l'exactitude ou la fidélité. Aymé n'est ni Zola ni les frères Goncourt, il est moins encore le chroniqueur de la société française sous la III^e et la IV^e République. La réalité qui l'intéresse n'est ni sociale, ni psychologique, ni historique : c'est une réalité de métaphysicien et de moraliste, c'est le monde opaque, absurde, souffrant sur lequel rampent des créatures tout aussi opaques, absurdes et souffrantes, mais qui sont d'autant plus ridicules et douloureuses qu'elles se croient douées pour la raison et pour le bonheur.

Qu'il prenne pour cadre le monde paysan régi par ses règles traditionnelles et façonné dans sa dureté par son affrontement avec la nature (*la Table-àux-Crevés*, *la Jument verte*), l'univers des petites villes de province racornies et pusillanimes (*Brûlebois*), ou celui du Paris des ouvriers (*la Rue sans nom*) et des petits employés (*Aller-retour*, *le Vaurien*) étouffés dans un anonymat sordide ou médiocre, jusqu'à l'écoulement, le romancier décrit les mille manières qu'inventent ses pauvres héros pour essayer d'échapper à la fatalité de leur existence et le coup, implacable, inévitable, qui les remet brutalement à leur place : dans la foule des humbles, des pleutres, des vaincus, des saulauds ou des pitoyables. Dans la nuit dont ils ne sortiront que pour mourir.

PIERRE LEPAPE.

(Lire la suite page 18.)

Montaillou sur le Nil

La Mémoire des sables, de Naphtali Lewis ou la vie quotidienne à Oxyrinchos, petite cité égyptienne sous la domination romaine.

AU moins autant que l'Egypte fertile, le papyrus est un don du Nil. Il a depuis l'aube de l'histoire servi à bien des choses, à la construction, à l'alimentation et à la conservation des textes écrits. Moins rare que le parchemin, plus maniable que les tessons de terre cuite, il a assurément contribué aux progrès de la culture antique, de la communication sociale et — c'est un truisme — à l'inflation de la paperasserie administrative. Que l'Egypte fût le modèle de la bureaucratie qui, à travers Rome, a envahi la civilisation occidentale est plus qu'une hypothèse. On en a aujourd'hui mille et mille preuves écrites : c'est toujours le même héritage que le scribe accroupi gère depuis plus de quatre mille ans.

Ces preuves, elles, sont un don du désert égyptien. Partout ailleurs le papier se décompose vite dans le sol humide. Aucun manuscrit d'œuvre antique ne nous est parvenu sur son support original, et c'est par miracle que, de copiste en copiste, les dialogues de Platon ou les *Annales* de Tacite ont survécu, mais combien mutilés, à la ruine du monde gréco-romain. Or en Egypte, à quelques centaines de mètres du Nil, veille un immortel conservateur des archives, le sable sec.

Depuis un siècle, les fouilleurs ont appris à en extraire des masses insoupçonnées de documents millénaires presque intacts. La plupart étaient tout simplement entassés dans des décharges publiques qu'on avait toujours prises pour des monstres naturels.

Bientôt ces papyrus se retrouveront à nouveau entassés dans ces décharges européennes que sont les réserves de nos musées. Leur abondance n'avait d'égale, apparemment, que leur insignifiance : cadastres, inventaires, testaments, lettres d'affaires ou de doléances répétitives, à peine quelques débris d'œuvres littéraires. Le tout datant généralement de l'époque ptolémaïque ou gréco-romaine dédaignées par l'égyptologue classique. Ce sont pourtant ces poubelles de l'His-

toire que les nouvelles générations de chercheurs exploitent aujourd'hui avec autant de passion et de respect que les trésors des tombes de la Vallée des Rois. Car, une fois entrés dans l'ordinaire, ces débris d'une société réputée bloquée et dévitalisée s'animent et deviennent étonnamment bavards.

Voici, par exemple, que la petite cité d'Oxyrinchos, à 200 kilomètres au sud du Caire, s'éveille sous le regard du papyrologue américain Naphtali Lewis, comme Montaillou sous celui de Le Roy Ladurie. En lisant *la Mémoire des sables*, nous entrons de plain-pied dans une banale humanité de petites gens dont la mentalité ne nous est nullement étrangère, au point de déconcertier les connaisseurs que nous croyons être d'une certaine Egypte ancienne. Là, on chercherait en vain un peuple d'esclaves embriagés par les intendans à tête de chacal d'un pharaon hiératique et conditionnés par un clergé omniprésent. La barque d'Osiris semble depuis longtemps partie avec ses passagers momifiés.

Un peuple vivant, agité, procédurier

Les maîtres sont romains après avoir été macédoniens — ils sont toujours alexandrins. Ils se comportent en exploitants exigeants : l'Egypte est la propriété personnelle de l'empereur, et son blé nourrit Rome. Pour le reste, leur présence est légère, elle arbitre les querelles héréditaires des Grecs et des Juifs qui se partagent les villes ; ailleurs, elle mate les soulèvements désespérés des paysans égyptiens après les mauvaises récoltes. Tout ce peuple nous apparaît vivant, agité, procédurier. Si les archives de la Gaule romaine n'avaient pas pourri dans notre sol, aurions-nous un tableau très différent de la vie de nos ancêtres ?

FRANÇOIS FONTAINE.

(Lire la suite page 21, ainsi que les « Variations nitotiques » de Jean-Pierre Péroncel-Hugot.)

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Vestiaire de l'enfance, de Patrick Modiano
le Télésiège, de Michel Mohrt
le Beau Rôle, de Louis Gardel

Charmes de l'imprécision

VOICI trois courts textes qui plident pour un des rôles et des charmes les plus discrets, les plus insidieux, de la littérature : non pas nommer choses et sentiments, mais les restituer dans leur flou originel ; démontrer, en somme, que les mots ont moins le pouvoir de cerner la réalité que de la détourner, de la suggérer par approches de chat, et de faire rêver autour de ce qu'ils ne peuvent dire.

Modiano est maintenant expert dans le genre. On reconnaît en quelques lignes sa curiosité toute spéciale pour les pertes de mémoire, les changements d'identité, les détails inexplicables de la vie courante, perçus comme à travers une vitre qui abolirait les sons et gommerait les visages. Sa prédilection pour les trafics de l'Occupation s'explique par les records de trouble, de disparitions, de pièges, de double jeu, qu'a suscités l'époque, et qui lui ont survécu. L'auteur de *la Place de l'Étoile* et de *Livret de famille* est devenu le champion d'un romanisme à double entrée, comme on dit des immeubles bien connus des escrocs au petit pied...

A dernière guerre est encore présente dans *Vestiaires de l'enfance*, à travers un personnage de visé écrivain allemand, ou pro-allemand, que le narrateur aperçoit de sa fenêtre. Mais ce n'est pas le seul prosaïsme du livre. Tout le monde semble y fuir un passé encombrant et des fautes vagues, à commencer par le récitant lui-même. Leur refuge ressemble à Gibraltar, ou à Tanger. On y parle espagnol, anglais, français, et on y

entend le muezzin. Une chaleur lourde enrobe les places défraîchies et les tramways fatigués. Traqué par un détective à la solde d'une riche Américaine, le narrateur Moreno — admirez l'à-peu-près — a décidé de mettre fin à sa carrière de romancier, et de la renier si on perçoit son incognito. Rebaptisé Sarano, il écrit un feuilleton sur Louis XVII pour la radio locale, qui le diffuse en espagnol tout en lançant, en français, des appels insolites pour retrouver des personnes disparues ou combler des trous de mémoire. « Ici, je suis arrivé au bout du monde, constate Sarano, et le temps s'est arrêté » : on ne peut mieux résumer le cul-de-sac, l'impasse, où le voilà.

Ce no man's land ne le prive pas de certains élans, tel celui qui le porte à poursuivre et à aider une jeune Française égarée dans la ville, sans emploi ni ressources. Mais ce n'est pas l'attrait de l'inconnu qui le guide. La nommée Marie lui rappelle une fillette connue vingt ans plus tôt. Il venait de prendre ses distances avec sa mère, comédienne, et alors occupée à jouer un « compte d'auteur » avec l'inénarrable Max Montavon — qu'on est content de voir faire un « passage » incongru. Sarano était amoureux d'une artiste de music-hall dont il partageait les faveurs avec des messieurs riches. Et il pensait améliorer ses chances en prenant soin de la gamine de l'artiste, en lui offrant des grenadines, en grignotant avec elle les fruits confits offerts par les visiteurs cossus...

(Lire la suite page 17.)

Ciel ! Qu'il est beau...

Autoportrait en érection

de Guillaume Fabert

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur votre sexe sans jamais oser le lui demander.



Editions Régine Deforges

176 p.
89 F

مكتبة الأصيل

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

Au plaisir de Narcisse

RIDICULES (quelques-unes), complaisantes (beaucoup), méfiantes à l'égard du piège tendu (Angelo Rinaldi, Jean Echenoz..., élégantes, émouvantes, drôles (Michel Leiris, Philippe Sollers, Bertrand Poirot-Delpech, Antoine Blondin...), sobres (Danièle Sallenave, Hector Bianciotti...): telles sont les deux cent cinquante notices du Dictionnaire de Jérôme Garcin. Le projet était simple: demander à des auteurs vivants de composer à la troisième personne quelques pages sur eux-mêmes pour un hypothétique dictionnaire. Nombreux sont ceux qui ont répondu, mais tous n'ont pas « joué le jeu », puisque certains parlent à la première personne. Jérôme Garcin a tout de même pris en compte leurs textes.

On relève bien sûr de grands absents, dont Julien Green, Julien Gracq, Maurice Blanchot, Marguerite Duras, Nathalie Sarraute. La tentation majeure, devant ce défi, était évidemment celle du narcissisme, à laquelle beaucoup ont succombé, y compris Jérôme Garcin lui-même, dans une préface pourtant ironique, où il entre-tient longuement son lecteur des raisons pour lesquelles il n'écrit pas de livres.

Tout à tout réjouissant, amusant, pathétique, voire consternant, la lecture du Dictionnaire n'est jamais ennuyeuse. Mais elle ne présente pas, contrairement à ce que dit le « prière d'insérer », « la littérature française dans son miroir, un miroir tendu, peut-être, vers l'éternité ». Elle propose seulement une image d'une partie du milieu littéraire

français, reflétée dans un miroir déformant.

Enfin, on ne saurait conclure sans citer le texte de Françoise Sagan, qui pourra constituer une nouvelle réponse à la question: « Quel est le comble de l'élégance ? »: « Fit son apparition en 1954, avec un mince roman, Bonjour tristesse, qui fut un scandale mondial. Sa disparition, après une vie et une œuvre également agréables et bâclées, ne fut un scandale que pour elle-même. »

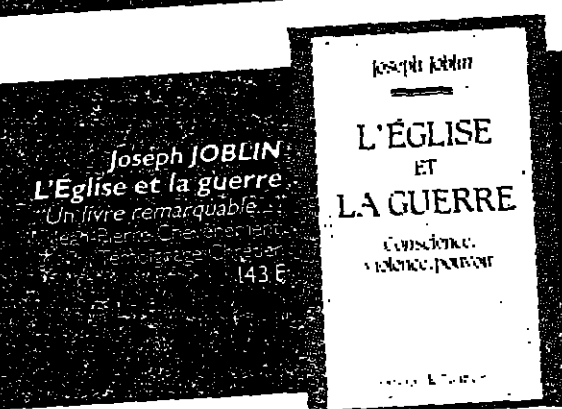
Pour compléter cette promenade dans les coulisses de la littérature, on pourra lire les Carnets intimes de l'édition française, des souvenirs d'éditeurs recueillis par Benoît Charpentier et Jean-Marc Parisis. Ce qui aurait pu être un plaisant panorama est un peu affadi par le caractère trop hâtif et approximatif de ce travail. Les errata joints à l'ouvrage (dans lesquels on trouve des « pertes » telles que: « Roger Grenier n'est pas le fils de son homonyme, Jean Grenier ») sont une illustration un peu appuyée du nom de la maison d'édition, La Désinvolture. Moralité: il ne faut pas gêcher de beaux sujets par la précipitation, et ne pas faire de livres à la va-vite.

Jo. S.

★ **LE DICTIONNAIRE** de Jérôme Garcin, éditions François Bourin, 452 p., 150 F.
★ **CARNETS INTIMES DE L'ÉDITION FRANÇAISE**, souvenirs et confidences recueillies par Benoît Charpentier et Jean-Marc Parisis, La Désinvolture, Quai Voltaire, 348 p., 120 F.

ÉDITEUR en quête d'AUTEURS
Pour ses nouvelles collections littéraires, important éditeur recherche **MANUSCRITS INÉDITS** Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre
Les œuvres sélectionnées seront publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 mars 1987 sur la propriété littéraire et bénéficieront d'une véritable promotion auprès de tous les médias:
Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires.
Vos manuscrits sont à adresser à
L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE ÉDITEURS
2, rue Fléchier - 75009 PARIS Tél.: (1) 47.80.11.08 Téléc.: 660 146 F

Vient de paraître



Desclée de Brouwer

CASSETTE GRATUITE AVEC CETTE ANNONCE

**GRATUITEMENT
DECOUVREZ
CHEZ VOUS
"LE LIVRE
QUI PARLE"**

Romans, contes, grands auteurs, méthodes anti-tabacs, diététiques, churs, conseils pratiques... Vous pour comédiens professionnels sélectionnés spécialement pour chaque œuvre dans le texte intégral. Un simple lecteur de cassette vous suffit pour profiter à tout moment de cette véritable lecture vivante.

DEJA 300 TITRES EN CATALOGUE
Balzac, Rimbaud, Daudet, Maupassant, tous les grands écrivains mais aussi des romans policiers, des ouvrages tels que: Les Méthodes Gousses, "la relaxation", "la timidité vaincue" etc. Le Livre Qui Parle diffuse une multitude de titres que vous découvrirez dans nos catalogues gratuits. Demandez nos catalogues sans engagement avec le bon d'adresse en Livre Qui Parle - 24550 VILLERICHÉ DU PERIGORD - (01) 53.25.48.23. Pour son lancement en France, Le Livre Qui Parle vous les adressera par retour avec un cadeau, la cassette gratuite (1h) du catalogue d'une valeur de 69 F (joindre seulement 10 F pour frais d'emballage et d'expédition).

BON DE DOCUMENTATION GRATUITE AVEC CADEAU
à renvoyer au "Livre Qui Parle" 24550 VILLERICHÉ DU PERIGORD, en joignant 10 F pour participation aux frais d'emballage et d'expédition

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code Postal _____ Ville _____

Veuillez m'adresser par retour vos catalogues gratuits et la cassette cadeau d'une valeur de 69 F de vous adresser (joint), 10 F pour les frais, en chèque bancaire ☐ postal ☐
* 1 seule cassette cadeau par lecteur

HISTOIRE

Aux sources

du FLN algérien

Plus que dans telle somme qui se voudrait exhaustive, le récit de la guerre d'Algérie et de la période qui l'a précédée est sans doute en train de s'écrire, en ponctillé, dans une série d'ouvrages qui paraissent chaque année. Le matériel s'accumule, constitué souvent d'histoires générales et surtout de témoignages.

Loin, précisément, tant des simples récits de vie que des explications globales, Benjamin Stora préfère se livrer à l'analyse sociologique pour comprendre les circonstances conduisant au 1^{er} novembre 1954. De la somme considérable des faits et matériaux tirés de son Dictionnaire biographique, consacré à six cents responsables algériens, l'auteur dégage les grandes lignes de force du nationalisme algérien dans sa constitution. Ce nouveau livre d'un spécialiste de l'Algérie contemporaine éclaire à niveau d'homme, à partir d'un kaléidoscope d'aventures individuelles, l'histoire sociale et politique algérienne des années 20 aux années 50.

Le lecteur retiendra particulièrement ce qu'écrit Benjamin Stora à propos de la faible représentation du monde paysan dans les instances dirigeantes de la principale organisation indépendantiste, le Parti du peuple algérien. Egalement intéressante est la perception de l'idéologie nationaliste algérienne, se situant « à l'intersection de deux grands projets: celui du mouvement socialiste et de la tradition islamique. Fortement teintée de populisme, cette idéologie prend l'aspect d'une mosaïque brouillée ».

En bonne logique, la série d'études livrées dans cet ouvrage devrait conduire à un réexamen critique de l'élaboration du nationalisme algérien à la veille des événements de 1954. Débat plus que jamais actuel, au moment où se discute dans la classe politique algérienne la nécessité d'un retour « aux sources du FLN ».

KHALED MELHAA.

★ **LES SOURCES DU NATIONALISME ALGÉRIEN**, de Benjamin Stora, L'Harmattan, 200 p., 100 F.

LETTRES ÉTRANGÈRES

« Bovarysme »

à la catalane

L'envie, l'hypocrisie, la mesquinerie, l'intolérance sont des constantes humaines qui ignorent les frontières et entrent, comme ingrédients nécessaires et suffisants, dans la composition des drames, sous quelque latitude que ce soit.

Si on veut leur voir exercer leurs propriétés avec l'efficacité maximale, la recette est simple: il suffit de prendre une petite ville provinciale bien cossetée de préjugés, connue dans la dévotion et la prospérité « engoncée dans son rigorisme », et d'y introduire soudain une jeune et belle étrangère qui se soucie davantage du bonheur terrestre que du salut de son âme ou de la sacro-sainte respectabilité. Aussitôt les yeux vont se mettre à épiquer, les langues à s'agiter dans le vinaigre, et les passions se déchaîneront.

C'est très précisément selon cette recette que Miquel Llor écrit

Laura dans la Catalogne des années 30. Et son héroïne, Laura, l'étrangère, sera cette « Barcelonaise » qui, faute de pouvoir ou de vouloir s'y intégrer, se fera broyer par « l'engrenage au mécanisme parfait » de Comarquinal.

« Comarquinal » dissimule la ville de Vic où chaque famille peut se flatter de compter au moins un prêtre et trois saints parmi ses membres. Ville peuplée de bigotes vénérées, de séminaristes et d'âmes pieuses, Comarquinal est en outre affectée d'un brouillard qui s'appesantit sur les âtres et les choses huit mois sur douze. Lorsque Laura y débarque, exquise et élégante au bras de l'homme qu'elle vient d'épouser, toute la parentèle est rassemblée sur le quai de la gare et la jeune femme se sent aussitôt déshabillée par le regard des hommes, en même temps qu'elle est jugée par les femmes, et en particulier par Teresa, sa belle-sœur, vierge fétide avec laquelle il lui faudra désormais cohabiter.

Avec cette Laura qui ressemble comme une sœur cadette à Emma Bovary, Miquel Llor trace à y a plus de cinquante ans un portrait sans complaisance de la bourgeoisie rurale et dénonçait du même coup une Espagne rétrograde et sclérosée, celle qui n'allait pas tarder à accueillir Franco comme son champion.

ANNE BRAGANCE.

★ **LAURA**, de Miquel Llor, traduit du catalan par Pascale Bardoulaud, éd. Jacqueline Chambon, 254 p., 98 F.

PHILOSOPHIE

Des « maos »

au Midrash

Certains intellectuels qui prirent part à l'épopée maoïste travaillaient,

vingt ans après, sur des textes situés aux frontières de la philosophie et de la spiritualité et qui n'appartiennent pas à l'histoire de la métaphysique grecque. Il faudrait demander pourquoi, chercher quel lien obscur entretenait leur passé révolutionnaire et leur immersion présente dans l'hébreu, l'arabe ou le sanskrit. Il est possible qu'aucune réponse simple ne soit satisfaisante.

A défaut, l'itinéraire de Benny Lévy offre un bon exemple de ce type de trajectoire. Sous le pseudonyme de Pierre Victor, il fut l'un des « maos » les plus proches de Sartre, au point de devenir son secrétaire. En 1974, les discussions entre le philosophe Pierre Gavi et lui furent publiées sous le titre *On a raison de se révolter* (Gallimard, coll. « France sauvage »).

Après avoir poursuivi, sur un tout autre registre, un dialogue posthume avec la pensée de Sartre (*Le Nom de l'homme*, Verdier, 1984), le voilà aujourd'hui penché sur les lettres carrées de l'écriture. Il confronte la lecture « grecque » de la Bible menée par Philon d'Alexandrie aux commentaires issus de la tradition juive.

L'enjeu est de taille, puisqu'il s'agit de prendre à rebours l'appropriation de l'héritage hébreu par la culture des philosophes. Rien de moins. Erudite et minutieuse, la confrontation, menée pas à pas, est passionnante.

Il est toutefois dommage que ce livre exigeant et dense, riche d'aperçus stimulants, ne fasse rien pour faciliter son abord à des lecteurs qui ne seraient pas déjà avertis des commentaires grecs et juifs du texte biblique.

R.-P. D.

★ **LE LOGOS ET LA LETTRE**, Philon d'Alexandrie en regard des pharisiens, de Benny Lévy, éd. Verdier, 192 p., 39 F.

BANDE DESSINÉE

Images d'images...

L'ACTUALITÉ éditoriale fait bien les choses, qui permet de parler, dans une même chronique, d'Alain Goffin, de Philippe Bertrand et de Piotr. Non que leurs dessins soient interchangeables, mais leurs démarches d'auteurs présentent quelque analogie. Tous trois font de la bande dessinée depuis une bonne dizaine d'années, aucun n'a le dessin facile. Longtemps maladroits, ils ont, à force de travail et de remise en question, fini par compenser leur défaut d'habileté, et par le retourner en qualité formelle. En investissant dans la stylisation maniériste, ils ont contourné les écueils de la représentation, s'inventant un code graphique personnel.

L'album d'Alain Goffin, *Plagiat I*, bénéficie du scénario le plus élaboré. François Schuiten et Benoît Peeters se sont mis à deux pour écrire cette petite merveille de subtilité, qui conjugue le drame (la déchéance d'un peintre à succès victime d'une contrefaçon diabolique) et l'humour — un humour pour initiés, il est vrai, puisqu'il passe par des clins d'œil à Hergé, à Jacobs, aux auteurs eux-mêmes et à certains de leurs proches. L'habileté, ici, se situe à deux niveaux au moins. Chronologique, d'abord. Les faits évoqués s'échelonnent sur une période allant de 1936 à 2004, et, quoique nous autres lecteurs n'ayons pas encore vécu ces années-là, le récit s'emploie, non sans perversité, à contredire une version des faits déjà enterrée par l'histoire et la légende. Psychologique, ensuite. Les auteurs commencent par accumuler sur leur héros (qui se nomme Van Meer, en souvenir de la fameuse affaire Van Meegeren-Vanmeer) des traits peu sympathiques: mégalomane, hautain, macho, superficiel... — pour réussir ensuite, au fil de ses déboires, à lui gagner notre pitié. Au total, une fiction captivante, qui tire le meilleur parti d'un dessinateur éminent, statique et froid. A noter que Goffin s'attache actuellement à réaliser lui-même les toiles attribuées à son personnage, lesquelles feront, avec les planches originales de l'album, l'objet d'une exposition itinérante.

Une certaine parenté de style — notamment dans le recours aux motifs géométriques à des fins décoratives — me conduit à recommander également ici *Medlia Bay*, le récent album de Chantal De Spiegeleer, dont c'est le retour à la BD après plusieurs années consacrées au dessin de mode. Cette histoire de jeune vendeuse transformée en réplique de Louise Brooks par un Pygmalion distant est sans doute plus convenue. Mais la dessinatrice a su brosser un univers cohérent que gouvernent entièrement les valeurs de l'apparence, du look, du faux-semblant. Sur un concept intéressant, une réalisation esthétique très prometteuse. (*Plagiat I*, de Goffin, Schuiten et Peeters, Les Humanoïdes associés, 52 p. coul., 65 F; *Medlia Bay*, de Ch. De Spiegeleer, Lombard, 48 p. coul., 41 F.)

Troisième opus de la série « Linda aime l'art », la *Vie moderne* substitue le badinage sophistiqué aux évocations sexuelles plus franches des volumes précédents. En donnant au récit la structure d'une enquête (menée par l'inspecteur Bog, nom qui mettra la « puce » à l'oreille des lecteurs versés en informatique), Philippe Bertrand unifie aussi davantage les différents chapitres parus isolément dans *Pilote*. Le chiffre 3 gouverne de bout en bout ce troisième album: un homme y commet l'exploit d'être tué à trois reprises, dépendant



Dessin d'Alain Goffin pour « Plagiat I »

qu'au Studio 3 se tourne l'insaisissable feuilleton polisson du Club des 6. Mais tout cela n'est que prétexte à jeux formels et à l'exhibition de filices gracieuses qui ne « pensent qu'à ça ». (*La Vie moderne*, de Philippe Bertrand, Dargaud, 59 p. coul., 61 F.)

Journaliste de son état, Marc Editto partage la même obsession du sexe. Elle est chez lui fortement coupée de pulsions scatologiques. Crête de coq sur corps d'iguane, ce champion des passe-droits, de l'avarice et de la muflierie multiplie à l'envi les grandes et les petites atteintes aux convenances. Les situations sont souvent drôles, et les dialogues, lapidaires, sont émaillés de bons mots. Une mise en scène graphique bariolée, qui a recours aux couleurs fluo et parfois à l'insertion de photographies, achève de faire de cet album un objet dénotant. Les comportements décrits y sont paradoxaux, comme est paradoxale une esthétique (quant aux effets de matière). Du même auteur, lire aussi *Travail, famille et rock n'roll*, chez Art moderne, qui est une œuvre encore plus personnelle.

Entre Floc'h et Roy Lichtenstein, l'Italien Roberto Baldazzini s'est forgé un style à l'enseigne du glamour: personnages au physique de monstres sacrés hollywoodiens, images soigneusement composées, trait également appuyé partout, jeux de reflets sur les chevelures et les tissus. Écrit par Canossa, *Ouragan* est le premier ouvrage significatif de celui-ci traduit en français. Au milieu des marais de Floride, cinq personnages s'affrontent dans un huis clos. Un récit dépouillé, dont la tension va croissant, et qui évoque tant Tennessee Williams qu'Alfred Hitchcock. Les nostalgiques et les esthètes apprécieront. (Marc Editto 2: visas, de Piotr, 52 p. coul., 59 F; *Ouragan*, de Baldazzini et Canossa, 46 p. noir et blanc, 65 F, les deux titres édités chez Albin Michel.)

THIERRY GROENSTEEN.

VIE LITTÉRAIRE

Mazenod

devient Citadelles

A la suite de la décision de la cour d'appel de Paris qui a fait droit à la demande de Lucien Mazenod, la maison d'édition qu'il avait dirigée jusqu'en 1984 et qui portait son nom ne peut plus désormais publier sous cette marque. Bien plus, ce jugement — contre lequel les éditeurs se sont pourvus en Cassation — oblige les propriétaires de la prestigieuse maison de livres d'art à faire disparaître le nom de Lucien Mazenod sur les titres publiés après 1984, soit sept gros ouvrages reliés — parmi lesquels cet *Art africain* paru à la fin de l'année dernière et salué comme l'ouvrage d'art le plus important de 1988.

C'est donc sous le label Citadelles que vont paraître désormais les collections « L'art et les grandes civilisations » et « Art et nature ». Les célèbres Mazenod — jamais plus de deux ou trois titres par an — sont donc rebaptisés, mais ce changement d'identité ne modifiera rien la politique éditoriale de la maison. — P.L.

Une nomade nommée

Marguerite Yourcenar

Carlos Freire, photographe brésilien établi à Paris depuis de nombreuses années, a photographié Marguerite Yourcenar en 1987. D'abord à Ritz, ensuite à Londres, enfin aux États-Unis, dans l'île des Monts-Déserts, où elle l'avait invité à passer quelques jours, en été.

Carlos Freire et Marguerite Yourcenar avaient rendez-vous à New Delhi le 1^{er} janvier 1988. Carlos Freire y est allé seul. Marguerite Yourcenar était morte le 17 décembre 1987. Ce parcours, de Paris à sa maison, Petite Plaisance, en passant par l'Angleterre, sera donc éternel. Qui donne son axe à l'exposition de trente-cinq photographies de Carlos Freire, présentée au Centre Georges-Pompidou du 15 février au 3 avril.

L'exposition est rythmée de textes de Marguerite Yourcenar et accompagnée de documents sur son œuvre. (Centre Pompidou, galerie de la BPI).

● **LE CONCOURS LITTÉRAIRE RENAISSANCE AQUITAINE** sera clos le 15 avril 1989. De nombreux prix récompenseront les lauréats dans les sections poésie, littérature, nouvelles, contes, chroniques et romans. Pour le règlement, écrire à M^{me} Suzanne Vincent — Renaissance Aquitaine, 14, bd des Pyrénées, 64000 Pau — (joindre une enveloppe timbrée).

LE MONDE DES LIVRES

● ROMANS

Les îles sauvages de la mémoire

Dans la Vie engloutie, Bernard Thomas montre pourquoi le réel est fantastique.

QUE reste-t-il d'un être fou-droyé ? Que peut-il faire encore quand il n'est plus maître de son destin, privé de mémoire et de repères ? Il lui reste la douleur et les mots. Bernard Thomas, l'auteur de *la Croisade des enfants*, a dû longtemps porter en lui un secret, une blessure que seule l'écriture était en mesure d'apaiser. En écrivant *la Vie engloutie*, une parabole sur la quête de soi, Bernard Thomas a dû se sentir plus libre à l'égard d'un passé, sans doute lointain, qui le tourmentait. Il avait besoin de le dire en l'intégrant dans une vision fantastique du réel.



Bernard Thomas : le livre d'une blessure.

Le coma n'est peut-être pas une chute dans le silence. C'est probablement une descente dans les abysses de tout ce que l'être a soigneusement dissimulé, égaré ou oublié. L'arrivée brutale dans ce territoire pourrait ressembler à ce que les mythes nous enseignent sur la mort et l'au-delà. C'est dans ce pays englouti, fait comme il se doit de labyrinthes, d'îles sauvages et peuplé d'êtres laids et féroces, que les souvenirs vont surgir, chaotiques et inintelligibles, obligeant le personnage empiété dans ce cauchemar à se dévisager et à se voir tel qu'il a été.

On peut considérer le roman de Bernard Thomas comme une autobiographie sévère, sans complaisance, où l'auteur emprunte les chemins les plus complexes, les plus sombres pour arriver enfin à soi. Car la chute dont il s'agit ne s'accomplit pas dans le vide ou le néant, mais dans l'être plein de soi, habité par une multitude de personnages qui revien-

nent de loin, ombres hallucinées ou fantômes ricanants.

C'est l'histoire d'un homme tombé dans une zone interdite. Il se souvient qu'il se rendait à un rendez-vous. Il est perdu. Il revient sur ses pas jusqu'à retrouver quelques signes de son passé : cette ville engloutie est probablement la ville de son enfance. Surgit alors Eve, une fille légère et transparente ; puis le héros se souvient ou croit se souvenir de Tante Marie qui lui racontait des histoires. Justement, il reconnaît à travers ces visages muets et ces corps moribonds les personnages des contes de Tante Marie.

Sur ce chemin, il rencontre l'abbé Verlet, qu'il connaît quand il était enfant ; il le croyait dépositaire des clés de l'au-delà, mais il découvre que c'est un gisant, une chimère sans pouvoir. Celui qui

va l'aider dans cette traversée de l'enfer est M. Lhomme, dont le métier est d'être passeur : il transporte les naufragés et les maintient en vie en leur donnant quelques gouttes de « la substance du monde ». Grâce à cette eau de vie, l'homme trouvera son nom gravé en lettres d'or sur une pierre tombale : Ronan Pallud.

Seuls l'amour et les mots...

A partir de là, le roman va davantage s'ancrer dans une réalité encore plus énigmatique, celle d'un amour mal vécu et que le narrateur essaiera de reconquérir. Ahès est le nom qu'il donne à cette femme qu'il a aimée et perdue. Cette nostalgie d'un amour pur et merveilleux, hors du temps, hors d'atteinte, est une souf-

rance. Seule Ahès est capable de faire resnaître le narrateur et de lui redonner une mémoire. Elle parviendra à le sauver, soignera ses blessures, puis elle le perdra à nouveau.

Car tout cela est illusion. Ce ne sont que des images, des métaphores qui s'agitent derrière un drap blanc. Plusieurs fois sauvé, puis repris par la tourmente de la géhenne, Ronan Pallud sait qu'il a été englouti par l'éternité et qu'il deviendra « une ombre, un bout d'être sans racines, poussiéreux et repoussant ». Seuls l'amour et les mots vont l'aider à rompre la malédiction et à ouvrir les portes qui donnent sur la vie, une vie débarrassée de remords et de haine.

C'est là une belle illustration du pouvoir de la littérature. Bernard Thomas sait la valeur et le danger des mots : il a su retrouver ceux qui sauvent et qui repèrent ce qui a été saisi. A la fin du roman, on apprend que le narrateur est resté sept jours dans le coma, à la suite d'un accident de la route. Tous les personnages extravagants de la ville engloutie sont ceux de sa propre vie qui a basculé, le temps d'une remise en question, dans un au-delà à portée de main. C'est un livre douloureux : le roman d'une plongée dans le tréfonds de la mémoire blessée. C'est un conte fantastique où la réalité est plus forte, plus imprévisible et plus féroce que les fictions qui s'accomplissent dans une planète lointaine.

TAHAR BEN JELLOUN.

★ LA VIE ENGLOUTIE, de Bernard Thomas. Flammarion, 180 p., 75 F.

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Charmes de l'imprécision

(Suite de la page 15.)

LES situations se ressemblent, à vingt ans de distance : attentives devant des hôtels, frustrations amoureuses. Et les villes, si elles diffèrent grandement, réservent les mêmes occasions de pérégrination. Modiano-Morano n'a pas son pareil pour se perdre dans les dédales des rues. Il y prend le plaisir anxieux d'une découverte sensuelle. Sous sa plume, les quartiers — ici, Montmartre et le bois de Vincennes — acquièrent une réalité physique, corporelle. Il y voit une trace du temps moins périssable que celle des souvenirs.

La grille du temps et les ravages de l'oubli : vieilles affaires au cœur des déambulations modianesques ! Le présent y a si peu de prise que les avions aperçus datent de l'Aéropostale d'avant-guerre, lourds — à symboliser — de coumiers périmés et dont les destinataires, pour la plupart, n'existent plus. Même les images immédiates se brouillent. Il n'en reste le plus souvent que des taches : vert d'une robe ou d'une chemise d'hôtelier, rouge d'une serviette de bain. Les couleurs ont la patine que leur donnera la réminiscence : velours bleu de la loge où la fillette attendait sa mère, cuir rouge du mini-car avec lequel ils ont visité Paris un soir d'illuminations, blanc d'un ballon...

Une fois encore, Modiano réussit ce drôle de pari : que les choses vues et dites semblent l'être à l'exacte distance où tous les doutes sur leur sens deviennent permis. Et le lecteur en tire un surcroît d'attention, une perception démultipliée, un sens aigu du mystère quotidien, que seul l'écrit peut suggérer avec cette intensité.

DANS la *Téléstige*, de Michel Mohrt, on se demandera également si la skieuse à gants rouges, avec laquelle le narrateur se trouve bloqué entre deux pylônes, et la femme qu'il a aimée voici longtemps sont une seule et même personne. Mais, comme chez Modiano, cette incertitude compte moins que le halo dont elle entoure l'évocation du passé.

On le sait par *Deux Indiennes à Paris* et par beaucoup d'autres allusions éparpillées dans l'œuvre : Michel Mohrt garde une tendresse particulière pour l'Amérique de l'après-guerre, une découverte avec l'appât d'une jeunesse que la guerre avait bridée et brimée. Le Nouveau Monde lui apparaît, lui apparaît toujours, comme un paradis, et ses jeunes femmes comme le comble de la séduction.

Le *Téléstige* ravive le souvenir de ce temps béni, sans nostalgie, avec un entrain intact, que sert la situation. Qui n'a pas, un jour ou l'autre, ressenti en ascenseur, en avion, ou dans une remontée mécanique en panne, le double vertige d'être suspendu au-dessus du vide en compagnie d'une inconnue, et de pendu son cœur sans les prudences d'usage ? Michel Mohrt lui ouvre son cœur sans les prudences d'usage ? Michel Mohrt lui ouvre son cœur sans les prudences d'usage ? Michel Mohrt lui ouvre son cœur sans les prudences d'usage ?

littérature de l'instant croqué, du bonheur vite saisi, un charme très fitzgeraldien.

TROISIÈME texte bref, de la même veine suggestive : le *Beau Rôle*. Comme Mohrt, Gardel, quoiqu'il n'ait pas l'âge de renoncer aux grandes constructions romanesques, abandonne la fresque à la Fort-Saganne pour la pochade où il s'agit d'aller vite à l'essentiel, de faire partager une perplexité, de faire rêver autour d'un sentiment indéfini.

Un gentil couple bien installé dans le bonheur bourgeois rencontre dans une brasserie de Clichy un jeune loupard alcoolisé, Hervé. Le courant passe aussitôt, pur de toute condescendance. Jusqu'au moment où le voyou avoue des attaques à main armée et parle de se livrer à la police.

Les gentils époux refusent l'idée que leur nouvel ami se perde en prison. Ils le ramènent à la maison. C'est alors que commence un étrange ballet affectif comme s'entendait à les agencer les Anglo-Saxons, au théâtre notamment. Hervé campe dans l'appartement, et dans la mauvaise conscience de ses hôtes, les pieds sur la table. Le mari lui trouve toutes les excuses et toutes les séductions. Il devient une sorte d'Orgon ne supportant pas les moindres critiques à l'égard de Tartuffe. La morale n'a rien à voir dans l'affaire ni la commisération. Il se pourrait qu'un rien d'homosexualité s'y glisse, mais parmi bien d'autres mobiles. Et d'autres enjeux se cachent derrière l'espèce de complaisance de l'époux. La femme ne risque-t-elle pas de nouer avec Hervé des liens encore plus bizarres ? S'agit-elle attirée par l'alcoolisme du voyou, par ses pulsions suicidaires, ses envies de disparaître, de descendre toujours « plus bas » ?

TOUT est dit, et rien ne l'est. L'imprécision, ici, ne naît pas du récit lui-même, comme chez Modiano et Mohrt, mais d'un artifice ingénieux. L'auteur fait comme s'il relatait du vécu et qu'il s'appropriât à l'arranger. Il nous met dans le secret de son propre personnage d'auteur et d'époux, en se promettant de modifier, dans une version à venir des choses, tel ou tel aspect de son comportement.

Il est rare que ce jeu de fausses confidences entre l'écrivain et le lecteur profite autant au plaisir de ce dernier. Comme dans certaines pièces — le livre est très dialogué, — comme chez Max Frisch, par exemple, nous sommes contraints de nous demander, scène après scène, comment nous réagirions à la place des protagonistes, si pareil piège se refermait sur nous.

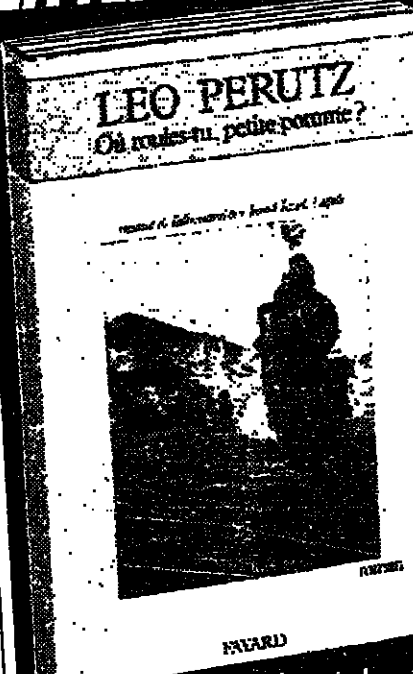
Les trois auteurs de ces textes enlevés ont en commun le charme des grands naïfs, sachant que tout, en art, est contre-fait, et que rien ne s'imité plus difficilement que l'ingénuité.

★ VESTIAIRE DE L'ENFANCE, de Patrick Modiano, Gallimard, 146 p., 75 F.

★ LE TÉLÉSTIGE, de Michel Mohrt, Gallimard, 112 p., 72 F.

★ LE BEAU RÔLE, de Louis Gardel, Seuil, 188 p., 79 F.

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE FAYARD



Traduit de l'allemand par Jean-Claude Capelle roman

240p. 98 F.

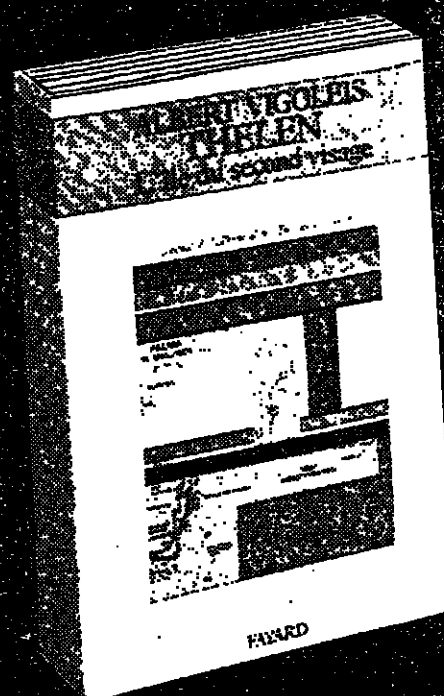
Du même auteur chez Fayard : *Turlupin, la Neige de Saint-Pierre, La nuit sous le pont de pierre, La Troisième Balle.*

A ce degré de réussite, il n'y a plus, en effet qu'à s'incliner. On a rarement porté si fort l'intrigue à l'état brut.

J. M. de Montméty, *La Croix*

Perutz n'est pas un "maître du fantastique", mais un maître. Tout court.

Patrice de Plunkett, *Le Figaro Littéraire*



Traduit de l'allemand par Dominique Tassel

776 p. 180 F.

Un des plus grands livres du siècle... Une œuvre cocasse et poignante, errant entre Cervantès et Rabalais... Albert Vigoleis Thelen a pris le bon parti. Il se bat avec ses armes : la culture et la dérision.

Paul-Jean Franceschini, *L'Express*

Véritable feu d'artifice de l'esprit

Jean-Luc Tiesset, *La Quinzaine Littéraire*



Traduit de l'allemand par Bernard Kreiss nouvelles

194 p. 89 F.

PRIX DE LA LITTÉRATURE TRADUITE (Nantes 1989)

Une surprenante familiarité avec les fantômes, une oppressante solidarité avec les morts traités avec un art et un réalisme tout à fait remarquables, l'extraordinaire faculté de recréer la vie dans la mort.

Nicole Zand, *Le Monde*

Mêler le réel à l'irréel, le rêve à l'histoire, se jouer du temps et des lieux mais pour créer un univers plausible, tel est le résultat auquel parvient Hartmut Lange par la magie du style.

Jean Roy, *Le monde de la musique*

Une écriture sublime de simplicité et le ton le plus juste — au sens où l'on pourrait dire cela de Schubert — caractérisent ces deux œuvres de Hartmut Lange.

Jacques Fréand, *La Libre Belgique*

هكذا من الأصل

● ROMANS

Quand Chantal Chawaf regarde la folie

Rédemption, le terrible face-à-face d'un homme meurtrier et d'une femme en manque d'amour.

Ceux qui ont estimé que Chantal Chawaf, après de brillants débuts (1), il y a quinze ans déjà, s'était enfoncée dans une écriture de la sensation, du féminin viscéral, du maternel et du matriciel, devraient se réconcilier avec elle, à la lecture de *Rédemption*.

Dans les années 70, où beaucoup de femmes — qui, jusque-là, n'avaient pas osé prendre la parole — cherchaient, comme il est normal dans tout processus de décolonisation, un langage bien à elles, Chantal Chawaf représentait la tendance la plus instinctive de cette recherche, « une sorte de tellurisme au féminin », écrivait-on à propos du *Soleil et la Terre* (2) : une grâce, une sensualité gourmande et heureuse. Et puis, sauf pour les inconditionnels de l'écriture du corps, de la chair, de la gestation, les textes de Chantal Chawaf donnaient une étrange impression de répétition, presque d'enfermement. Visiblement, elle n'osait pas élargir le champ, risquer quelque chose de neuf.

C'est seulement maintenant que j'entrevois la liberté de pouvoir entrer dans le roman, reconnaît-elle, elle-même. *Ecrire est pour moi un travail de longue haleine. J'ai été prudente, patiente, il y a eu des livres qui étaient des textes de tâtonnement. Cela a pu se retourner contre moi.* Chantal Chawaf parle d'elle sans aucune afféterie. Elle porte sa quarantaine avec un étonnant éclat de jeunesse, une douceur et une fragilité coexistent sans peine avec une volonté que rien ne fera dévier de son axe.

Rédemption est né, pour partie, de sa découverte du Canada et des États-Unis, où elle se rend régulièrement, depuis six ans, invitée dans des universités. « Ce nouveau continent, dit-elle, m'a permis de me libérer de certaines choses ». C'est sur ce continent, dont Chantal Chawaf évoque magnifiquement les immensités, les paysages grandioses, la force de la nature, que Charles de Roquemont, le héros de *Rédemption*,

à tué une femme, Esther, qui n'en finira pas de l'obséder.

Cet homme hanté par son meurtre

Charles, sorte de « vampire », erre dans un Paris lourd de chaleur estivale. Dans la fraîcheur et l'ombre provisoires du parc Monceau il rencontre Olga Vassilief, une scénariste qui cherche un

en une éblouissante description de la folie. Chantal Chawaf est parvenue à garder le fragile équilibre qui assure sa réussite : elle a su éviter autant la complaisance au discours de la folie que la trop grande mise à distance, portant condamnation implicite. Elle a gagné son pari : « de seulement montrer en quoi la folie est, en gros plan, ce qui est obscur chez nous tous ». Son récit est haletant, obsédant, lyrique et brutal.



BERENICE CLEEVE

homme, qui croit qu'une femme ne peut exister vraiment sans l'amour et le corps d'un homme. Olga voit le regard fou de Charles, qui fait des œuvres d'art en lacerant « à longueur de temps les pages d'un livre avec une lame de rasoir pour isoler les mots et les coller sur un carton ». Elle pressent ce qui l'attend si elle se laisse envoler, et pourtant elle consent à ce face-à-face terrible avec cet homme hanté par son meurtre et sa folie.

On ne peut rien dire de plus de leur histoire, car résumer l'anecdote ne saurait rendre compte de la puissance de ce livre, qui tient

Les lecteurs qui n'ont pas envie d'être bousculés peuvent s'enfuir à toutes jambes. Mais ceux qui lisent pour rester en paix, pour que rien ne bouge et rien ne change, sont-ils vraiment des lecteurs ?

JOSYANE SAVIGNEAU.

* RÉDEMPTION, de Chantal Chawaf, Flammarion, 170 p., 69 F.

(1) Lire notamment *Retable* (éditions Des Femmes), *Cercueil* et *Blé de semailles* (Métaphore de France).

(2) *Le Soleil et la Terre*, de Chantal Chawaf, éditions Pauvert 1977. Voir le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech dans *Le Monde* du 27 mai 1977.

Marcel Aymé ou le bonheur du style

(Suite de la page 15.)

Réactionnaire, Marcel Aymé l'est moins par les positions politiques qu'il a pu prendre ici où là, moins même par les quelques traces d'humour antisémite qui salissent quelques phrases de son œuvre que par l'opposition foncière, radicale de tout son être à ce qui a été la pensée des Lumières, la croyance au progrès, à la conquête, individuelle et collective, d'une forme de bonheur. Tout cela pour Aymé n'est que billes, poupées, utopies de charlatans ou d'intellectuels aveugles, rêveries et velléités de pauvres types qui cherchent aujourd'hui du côté de l'histoire et de la raison ce que leurs ancêtres allaient chercher chez les sorcières et les alchimistes. Raconter à l'homme qu'il peut sortir du trou où il a été placé, qu'il peut échapper à la fatalité de son caractère, de sa classe, de son éducation, de son physique, c'est le mener en bateau avant que de l'abandonner, plus seul encore, au moment du naufrage qui ne tardera pas.

Le monde de Marcel Aymé est très proche de celui de Céline. Ce qui y domine, c'est le malheur et la faiblesse de l'espèce humaine. Mais, lorsque Céline trouve encore l'énergie de hurler sa colère, sa haine, son désespoir, Aymé abaisse ses lourdes paupières et se contente d'un sourire las, résigné, qui dit tout à la fois la dérision et la compassion. Nos tragédies, pense l'auteur de la *Table-aux-Crevés*, sont trop médiocres, trop essouffées pour mériter qu'on les écrive sur le mode de l'épopée ou du style héroïque. L'humour, l'ironie, la distance sont ce qui convient le mieux à notre taille réduite. C'est

de cette manière qu'une vision du monde absolument pessimiste peut s'exprimer sous la forme la plus gaie, la plus drôle, la plus enlevée. Quand l'écrivain perd cette faculté d'enjouement, dans la *Rue sans nom* par exemple, il est amené comme malgré lui à donner à ses personnages une épaisseur, une réalité dont on sent bien qu'elles le gênent dans l'économie de sa noirceur. Il faut du rire lorsqu'on écrit sur les hommes, parce que les hommes sont des pantins qui se prennent pour des créatures libres.

Ils ont tous droit au paradis

Tout cela pourrait être parfaitement cynique. Quelques écrivains d'aujourd'hui, qui ont cru pouvoir mettre leurs petons dans les grandes godasses de l'oncle Marcel, illustrent l'infirmité d'une littérature du cynisme condamnée à ne mourir que de sa vaine méchanceté. Par bonheur, la dérision chez Marcel Aymé est inséparable de la commisération. Il nous trouve nuls, tous tant que nous sommes et lui avec nous, mais

cette nullité partagée le touche, l'apitoie, lui paraît une petite lumière, une infime source de chaleur à laquelle accrocher son regard et désengourdir son cœur. Les êtres les plus frustes, les brutes les plus sombres, les âmes les plus étiées, les existences les plus larvaires sont des victimes — d'eux-mêmes, des autres, de la fatalité, peu importe — qui ont au moins le droit d'espérer le paradis ; même s'il n'existe pas. Au moins auront-ils droit au paradis de Marcel Aymé. Tout le monde y entre avec sa petite mallette de mérites et ses grosses malles de turpitudes ; avec ses petites lampes de bonheur et ses tonnes de désillusions. Il suffit d'un peu de rêve et d'un peu d'imagination. L'imagination ! C'est ce que le « réaliste » Marcel Aymé avait encore trouvé de mieux pour faire pièce à l'universelle chiennerie de la réalité.

PIERRE LEPAPE.

* ŒUVRES ROMANESQUES COMPLETES DE MARCEL AYMÉ, tome 1, édition établie et présentée par Yves-Alain Favre, Bibliothèque de La Pléiade, Gallimard, 1608 p., 330 F. jusqu'au 30 avril, 370 F. ensuite.

— Président de la société des amis de Marcel Aymé (14 rue Bellevue, 76620 Le Havre), Michel Lecœur vient de publier une intéressante biographie du romancier, qui met en valeur l'influence de sa jeunesse rurale sur son œuvre. (La Manufacture, 244 p., 125 F.). Le sixième « Cahier Marcel Aymé », édité par la société des amis, vient également de paraître : il reproduit les articles publiés par l'écrivain dans les journaux — notamment *Gringoire*, entre 1929 et 1932, (160 p.).

CONCILIUM
1780-1989
LA RÉVOLUTION ET L'ÉGLISE
LE TRADITIONALISME SANS LEFEBVRE
chronique par C. Geffré
Collection 221 - L'Esprit 6511
BEAUCHESNE
72, rue des Solins-Frères - 75007 PARIS

● ESSAIS

Le léninisme, maladie infantile du dadaïsme

Dominique Noguez révèle un Lénine inconnu...

L'HISTOIRE a parfois des pudeurs — ou des coquetteries. Et il arrive aux historiens de profession, respectueux de celles-ci ou victimes de celles-ci, de se faire les complices de ces cachotteries plus ou moins innocentes. Ainsi a pu demeurer voilé jusqu'à ce jour, dans les replis de la chronologie, des événements et des textes, l'un des épisodes pourtant marquants du début de notre siècle. Fort heureusement, un esprit subtil et informé, aussi sérieux que curieux, celui de Dominique Noguez, restait en éveil prêt à dénoncer une si coupable complicité, doublée d'une regrettable négligence.

De hardiesse, il n'a pas manqué pour défricher un terrain encore vierge : celui des rapports entre Lénine et Dada. Les faits d'abord : ou plutôt le fait, indubitable, têtue : en 1916, Lénine a séjourné quelques mois à Zurich, au numéro 14 de la Spiegelgasse, comme une plaque l'atteste. En ce même hiver 1916, à quelques pas de là, au numéro 1, dans l'atmosphère enfumée et bruyante du café Voltaire, Tristan Tzara et ses joyeux camarades (Arp, Huelsenbeck, Hugo Ball, internationaliste et pacifiste allemand émigré, fondateur du cabaret...) s'associaient à leur manière aux clameurs de la guerre et lançaient le pavé dadaïste dans les eaux un peu dormantes des lettres européennes.

A partir de là, il suffisait de suivre le fil caché des circonstances. Recoupements et citations à l'appui, Dominique Noguez révèle ce fil jusqu'à une certaine soirée de février 1916... Soirée emblématique, plus vraie que réelle, ou réelle parce qu'emblématique... Écoutons Noguez, qui fut, nous n'en pouvons douter à le lire, le témoin de la scène : « Dans

le local enfumé, les spectateurs, debout, se pressent jusqu'au pied de la petite estrade, elle-même débordante d'une faune joyeuse. Deux projecteurs font des ombres gigantesques aux lutins farceurs qui y mènent grand sabbat (...) C'est alors que sur le rythme impitoyablement régulier de la grosse caisse, Tzara se met à tanguer, puis à osciller lascivement comme une danseuse orientale. Au deuxième ou troisième rang, un gaillard à casquette, dont la moustache et la petite barbe dissimulent un peu les traits mongoloïdes, rouge d'alcool et d'excitation, et tout en frappant en rythme dans ses mains, approuve d'une voix forte les trémoussements de la bayadère : « Da ! da ! da ! da ! », crie Lénine en cadence (...) D'abord interloquée, la foule reprend en cœur les percussions dentales slaves : « Da ! da ! da ! Autrement dit : oui ! oui ! Oui ! Tzara ! Oui à l'Orient et aux danseuses du ventre ! Oui à la vie ! Oui au bordel ! Et oui à la dérision ! »

Le sourire de Vladimir Ilitch

Vladimir Ilitch Oulianov dadaïste ! Le chef de la révolution bolchevique, le théoricien de la dictature du prolétariat, à l'origine de Dada !, que n'y avait-on songé plus tôt ! La face de l'analyse historique, politique et littéraire en eût été changée.

Il ne restait plus à notre détective qu'à chercher, et trouver, dans la suite des événements la confirmation de cette lumineuse découverte : Lénine auteur des poèmes de Tzara ; Lénine créateur de « Ready Made » ; Lénine, enfin et surtout, pataphysicien

émérite, digne continuateur du Père Ubu !

C'est avant tout en politique que Lénine est dada. Pour surprenante et choquante qu'elle soit, l'affirmation de Dominique Noguez n'en jette pas moins un éclairage inédit sur l'histoire du siècle. D'où viendrait en effet l'application du leader révolutionnaire à illustrer, dans ses actes comme dans ses écrits, le fameux principe de contradiction et donc à ne pas hésiter à... se contredire ? Dans ce principe, se croisent et se confondent le nihilisme dadaliste, ce « travail destructif, négatif, à accomplir », prôné par Tzara en 1918, et la conduite de la politique léniniste à la même époque. Ainsi, pourrait être mieux comprise, par exemple, la grande terreur rouge du printemps et de l'été 1918 : la violence de la répression étant la rigoureuse mise en acte de l'esprit dada, esprit dont Lénine fut la plus parfaite incarnation.

Mais le « vrai sens de la révolution russe », c'est un peu plus tard qu'il se révèle dans toute son ampleur pataphysique. Ce sens, Dominique Noguez le trouve exprimé dans l'énigmatique sourire arboré par Oulianov dans les photographies des années 1920-1922 : « Des lors, oui, comment n'aurait-il pas eu le sourire et même le fou rire, celui qui est en passe de réussir l'exploit le plus dadaïste de sa vie — et sans doute du siècle... faire de Joseph Staline son successeur et l'un des plus grands héros de notre temps ! »

PATRICK KÉCHICHIAN.

* LÉNINE DADA, de Dominique Noguez, Robert Laffont, 180 p. (dont une trentaine de notes et de références — strictement authentiques —), 89 F.

● AU FIL DES LECTURES

Histoires d'artistes

ANCIENS, modernes et contemporains, tous les peintres auront bientôt leurs chroniques si la vogue biographique ne perd pas de sa vigueur. Il n'est même plus nécessaire désormais de mourir pour avoir droit à un éloge. Un artiste de quarante ou cinquante ans, pour peu qu'il ne soit pas inconnu, peut prétendre au bonheur de lire les premiers chapitres de sa nécrologie.

Christian Boltanski, quarante-cinq ans, a ainsi trouvé en Didier Semin un commentateur attentif et cordial. L'auteur aime son sujet et analyse avec diligence et conviction les constructions, mises en scène et manifestes de son héros. Il se peut qu'il leur prête parfois une subtilité qui est plus de son fait que de celui de Boltanski. Mais n'est-ce pas l'une des missions du portraitiste que d'embellir discrètement son modèle ?

Autre canonisation d'un vivant, celle de Penck par Bernard Marcadé. L'un des plus célèbres peintres allemands actuels, Penck a eu le malheur de naître à Dresde, d'assister à six ans au bombardement de la ville et de subir des années durant l'oppression du goût officiel et une sorte de clandestinité forcée. Sa peinture, rudimentaire et graphique, proche du graffiti et du signe pariétal, est ici expliquée à la lumière de sa vie, sans le moindre formalisme, clairement, simplement.

Raconter la vie d'un « grand disparu » est moins risqué — la postérité a jugé depuis longtemps — mais il faut éviter banalités et répétitions, que ce résultat s'obtienne par un surcroît de science ou un effort d'originalité. Le *Velazquez* de Jonathan Brown relève du premier des deux genres, le *Greco* de Jean-Louis Scheffer du second. C'est simple coïncidence sans doute si ces livres à la gloire de l'art espagnol paraissent ensemble. Mais ce n'est pas simple hasard s'ils se ressemblent si peu : la biographie de Velazquez respire l'ordre, la science et la méthode, comme la peinture de son héros, alors que l'essai de Scheffer est baroque, tourmenté et bizarre comme un Greco.

L'écrivain déguisé en peintre

Brown, qui enseigne à la New-York University, a l'érudition si abondante qu'il lui faut des annexes, un catalogue, une bibliographie manuscrite et quelques centaines de notes pour dire tout ce qu'il sait du peintre de Philippe IV. Devant tant de faits et de détails, le lecteur est accablé par la conscience de son ignorance et n'ose pas avouer qu'il aurait peut-être préféré moins de précisions et plus d'intimité, de peur de paraître futile ou sentimental. Ce n'est pas là le portrait d'un grand artiste mais l'inventaire d'un producteur de peintures animé d'un grand appétit de reconnaissance sociale et courtoisie docile et méthodique. Et si Brown avait raison ? Et si Velazquez tenait vraiment tout entier dans cette description factuelle où esthétique et culture littéraire sont réduites à la portion congrue.

Le *Greco* ou l'éveil des ressemblances se soucie moins de dates et d'archives. Il faut, pour le comprendre et le goûter, quelque familiarité avec l'œuvre du Greco et un rien d'endurance : l'auteur saute d'un tableau à un souvenir, d'un fragment de peinture à un morceau d'autobiographie. Des réminiscences de Melville, de Goethe ou de Bergson, des souvenirs d'enfance et des souvenirs de musées s'agrègent en fantaisie. Contre l'accusation de détournement de genre et d'abus de confiance, Scheffer

répond que la moindre phrase écrite sur un tableau se réfère autant à son auteur qu'au tableau. Aussi a-t-il choisi de ne rien cacher de sa singularité, de l'exaspérer même, sans doute, et de renouer avec une tradition oubliée, celle de l'écrivain se montrant déguisé en peintre et parlant de lui-même par allusions et assimilatons.

C'est ainsi qu'en usait Huysmans quand il voyait en Grunewald un être « à la fois naturaliste et mystique, sauvage et civilisé, franc et retors ». Son étude sur le rétable d'Issenheim parut en 1904. Plusieurs fois réimprimée depuis, elle a bénéficié cette fois d'une édition avec variantes et notes si complètes qu'elle ne peut être que définitive. S'il est plaisant d'observer le travail du vocabulaire et de la phrase, il est plus instructif encore d'étudier le développement de la pensée esthétique. La doctrine du réalisme primitif, capitale pour Huysmans et nombre de ses contemporains, est ici exposée avec une belle puissance.

PHILIPPE DAGEN.

* BOLTANSKI, de Didier Semin, Ed. Art Press, 80 p., 126 ill., 145 F.

* A. R. PENCK, de Bernard Marcadé, La Différence, 150 p., 143 ill., 180 F. Cette nouvelle collection, « Classiques du vingt et unième siècle », publie également un *Jean Fautrier* par Pierre Cabanne, 168 p., 157 ill., 180 F.

* VELAZQUEZ, de Jonathan Brown, Fayard, 420 p., 180 F.

* LE GRECO OU L'ÉVEIL DES RESEMBLANCES, de Jean-Louis Scheffer, Ed. Michel de Maule, 118 p., 98 F.

* LES GRUNEWALD DU MUSÉE DE COLMAR, de J.-K. Huysmans, éd. critique par P. Brunel, A. Cayeux et Ch. Heck, Hermann, 140 p., 180 F.



LE MONDE DES LIVRES

● LA PHILOSOPHIE, par Roger-Pol Droit

Un cataclysme nommé Ockham

De sa vie, on ne connaît pas grand-chose. Guillaume est né à Ockham, dans le Surrey, à la fin du treizième siècle. En 1290 ? En 1295 ? On ne sait. C'est bien à Munich qu'il meurt, un large demi-siècle plus tard.

Mais on ignore de quoi, dans quelle disposition d'esprit, et même à quelle date exacte. Sans doute s'est-il éteint par la peste de 1349. Peut-être allait-il se réconcilier avec la papauté. Mais rien n'est sûr. Ce franciscain n'est pas prévisible.

Il est pourtant d'une probité intrinsèque et rare, tant dans sa vie intellectuelle que dans sa vie politique. Son parcours, pour ce qu'on en connaît, a l'éclat soudain des étoiles filantes, et la rectitude brève de leur sillage net.

Il est vrai que les météores, en son temps, passaient pour annonciateurs de catastrophes... 1318 : débutant à Oxford, il se fait remarquer pour son commentaire, très inhabituel, du Livre des sentences, de Pierre Lombard, qui servait de référence à l'enseignement philosophique et théologique. Ses analyses déconcertent. Elles paraissent bientôt suspectes. Dès 1324, il doit quitter Oxford.

Il n'aura donc professé qu'un peu plus de six ans. Et encore, sans être maître. Il n'était qu'incubateur — « commentant ». Il le restera — d'où son surnom de *venerabilis inceptor* (littéralement : « vieux débiteur »), que ses disciples conserveront, en jouant sur les mots.

La formule signifiera pour eux « respectable initiateur », défricheur à qui l'on rend hommage pour avoir inauguré une voie nouvelle. Il est vrai qu'en peu d'années, et en quelques centaines de pages, Guillaume d'Ockham a opéré, dans la pensée, de gigantesques déblaiements.

Il a balisé autrement les limites des savoirs, modifié les tâches du philosophe, dissipé des chimères, vidant ainsi d'une large part de leur contenu ces lourds volumes qui, sous le nom de théologie et de métaphysique, emplit les bibliothèques d'Europe. Reste à évoquer comment il s'y prit. Mais nous n'en sommes pas là.

On le retrouve en Avignon, où le pape Jean XXII fait examiner ses écrits. Il n'est pas condamné. Mais il s'est lié, durant les quatre années de son séjour en France, à un groupe de franciscains partisans de la pauvreté intégrale, contre Jean XXII, qui pourtant soutient l'ordre.

Rompant avec le pape, Guillaume rejoint Louis de Bavière, qui combat lui aussi la papauté, mais pour des motifs plus temporels. Ils se retrouvent à Pise, puis à Munich. Le philosophe multiplie les pamphlets contre l'« hérétique » qui siège sur le trône de Pierre. En 1330, il est excommunié. Bien qu'il reprenne et complète ses premières œuvres philosophiques, ses dernières années en Allemagne sont surtout marquées par des textes politiques, relativement mal connus et apparemment loin de nos préoccupations.

Sa démarche philosophique, en revanche, nous parle. Par bien des traits, elle est étonnamment actuelle. Encore fallait-il pouvoir en avoir. Or peu de textes étaient accessibles en français, et les travaux qui lui ont été consacrés demeuraient confinés au cercle des spécialistes.

Voici que les hasards de l'édition nous livrent deux ouvrages importants. Disons-le d'emblée : ce sont des livres arides, et souvent difficiles. Mais ces volumes jettent une

vive lumière sur une authentique philosophie, c'est-à-dire une pensée qu'on ne pourra jamais simplement enterrer sous une page tournée de l'histoire des idées.

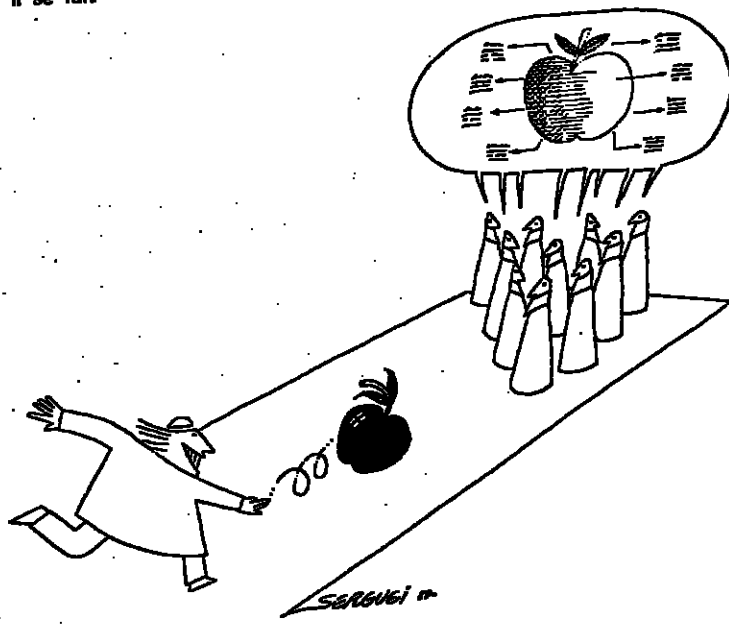
TRANS-EUROPE-REPRESS publie la première partie de l'œuvre majeure de Guillaume d'Ockham, sa *Somme de logique*, texte latin et traduction de Joël Biard, qui devient accessible pour la première fois en français. Ce n'est pas la seule initiative heureuse de cette maison d'édition — petite par ses moyens, grande par la qualité de son catalogue — à laquelle il faut rendre hommage.

D'autre part, la nouvelle collection « Philosophie », dirigée par Didier Franck aux Éditions de Minuit, inaugure ses publications avec, entre autres, un remarquable travail de Pierre Alféri, *Guillaume d'Ockham, le singulier*. Le grand intérêt de ce livre, c'est qu'il ne se

En effet, ce qu'on dénomme en son temps les « universaux » (le concept d'homme, ou celui de cheval, par exemple) n'a, pour lui, aucune unité ni aucune existence réelles. L'« humanité » ou la « chevalité » ne sont pas des essences existant par elles-mêmes, ou dans l'entendement divin, dont il serait pertinent de se demander comment elles se réalisent dans tel ou tel individu (Socrate, ou Rosinante).

Purement relatifs à notre esprit et à notre langage, ces signes ne renvoient à rien de réel. On ne se demandera donc plus : comment l'homme s'incarne-t-il en Socrate, ou le cheval en Rosinante ? On s'interrogera plutôt pour savoir comment l'on passe de singulier à pluriel (Socrate, Platon, Alcibiade, etc.) à ce concept-signe qui fabrique un universel, autrement dit une réalité seulement mentale, unifiant en une série (les hommes) des individus par ailleurs uniques.

Sur ce point capital, le travail de Pierre Alféri jette une lumière décisive, en montrant comment toute la pensée du philosophe s'organise autour de trois concepts : singulier, série, signe. Le monde selon Ockham est avant tout discontinu, atomisé, constitué de choses singulières, c'est-à-dire uniques (cette pierre, cet arbre, cet homme). Elles existent séparément du seul fait de la puissance absolue de Dieu. Chaque chose est une pure singularité, dont nous faisons l'expérience. Le problème est alors de trouver ce qui, dans notre expérience, permet de constituer des séries (les pierres, les arbres, les hommes), donnant leur unité mentale à ces rassemblements d'unités éparpillées. Chaque série étant désignée par un signe (les termes « pierre », « arbre », « homme »), il s'agit de savoir quelles conventions de ces signes peuvent se référer adéquatement à telle ou telle réalité singulière.



contente pas d'exhiber le contenu d'un système. Il restitue, avec une grande précision, le mouvement très particulier de la démarche d'Ockham, sa manière spécifique de pratiquer la philosophie.

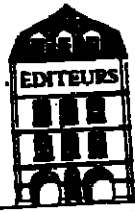
En quoi consiste-t-elle ? Globalement, il s'agit de distinguer nettement, entre le langage et les choses. La philosophie doit travailler à ne plus confondre les signes qu'elle emploie avec des objets réels, à ne plus prendre nos manières de dire pour des modalités de l'être.

En opérant ce partage entre les discours qui se réfèrent à des choses et ceux qui ne le font pas, Ockham, si l'on veut, nettoie les écuries de la métaphysique. Car on use de manière absolument défectueuse, d'un terme apparemment semblable, quand on dit que l'homme traverse la rue, que l'homme est un animal raisonnable, ou que l'homme est un mot de cinq lettres.

TRAVAILLER ce type de distinctions, et en tirer, partout, toutes les conséquences, telle est la tâche de la logique. Loin de se cantonner à l'étude des formes de raisonnement, la logique, pour Ockham, se confond avec la philosophie elle-même. Elle ne constitue pas véritablement un domaine à part, encore moins quelque savoir suprême regardant les autres de haut, mais un outil critique, qui doit parcourir l'ensemble des connaissances. Son intervention, « transverbiale », est aussi polémique et décapante. Elle dissout des problèmes que l'on croyait réels, fait surgir d'autres qu'on ne voyait pas. Ockham vient ainsi ébranler un vaste plan de la tradition philosophique, de Platon à Duns Scot.

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre... Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contait délin par l'annonce 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire. Adressez manuscrits et CV à : La Pensée Universelle, Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris. Tél. : 48 87 08 21



LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITIONS

— LA VIE DU LIVRE —

PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE
82, rue Bonaparte, PARIS VI^e
Métro : Saint-Sulpice

HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE
ARCHITECTURE - BEAUX-ARTS
RÉGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens
Beaux livres

Le catalogue 491 vient de paraître
Envoi sur simple demande

STAGE D'ÉDITION

Initiation aux métiers du Livre (2, 4 ou 6 jours). Les rouages de l'édition : la direction littéraire et artistique, les services commerciaux, diffusion et distribution, la fabrication, le service de presse, droits étrangers et coédition, etc.

S.I.P.E.L.

Renseignements et inscriptions :
45-50-23-30 et 45-51-55-50
8, place du Palais-Bourbon, 7^e

IMPRESSION LASER

EN LIBRE SERVICE !

Tirez vos documents Macintosh, PC ou portable sur notre imprimante à laser. Location Mac et formation à l'heure.

LASERMARK
48 bd Richard Lenoir 75011 Paris
Tél. : 48 08 84 01
Lun - Ven 9.00 - 18.30 Sam 14.00 - 18.00

DIDIER DAENINCKX

signera son roman

LA MORT

N'OUBLIE PERSONNE

Editions DENOËL

MERCREDI 15 FÉVRIER

à partir de 18 h 30

Librairie

LA TERRASSE DE GUTENBERG

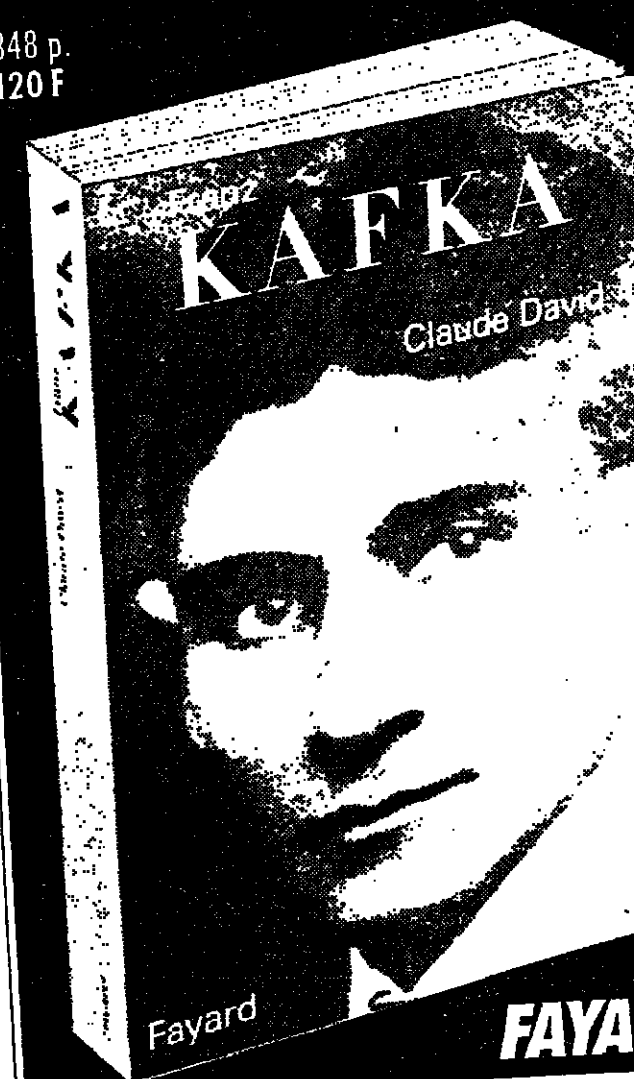
9, rue Emilio-Castelar, 75012 PARIS
Tél. 43-45-42-15

FRANZ KAFKA

Claude David, le maître d'œuvre des volumes de "la Pléiade" consacrés à Kafka, nous introduit, en biographe scrupuleux, dans les arcanes d'une enquête menée avec minutie... C'est l'arpenteur de l'univers kafkaïen.

Roland Jaccard, *Le Monde*

348 p.
120 F



CLAUDE DELAY

Les ouragans sont lents

"Le beau et grave roman de Claude Delay."

Françoise Duceout, *Elle*

"Du style, et du beau." Jean Chalon, *le Figaro*

"Dans ce récit d'une grande justesse psychologique, écrit dans un style élégant et ferme, Claude Delay a su rendre féconde l'alliance de la psychanalyse et de l'écrivain." Anne-Marie de Villaine, *le Magazine Littéraire*

"D'un livre à l'autre, Claude Delay ne cesse, à travers le langage, de parcourir les gouffres de la solitude." Valérie Marchand, *Quoi lire*

des femmes
Antoinette Fouque

Rire avec Cioran

C'EST avec une extrême jubilation que l'on retrouve dans cet entretien de Cioran, daté du 5 juin 1984, sa modestie humoristique, sa stupeur drolatique. Il peut nous faire rire aux larmes, tout comme la lecture du *Procès* de Kafka faisait mourir de rire ses amis. D'ailleurs, Cioran dit lui-même au cours de cet entretien : « Le rire est une victoire, la vraie, la seule, sur la vie et la mort ».

Pourquoi a-t-il pris la décision d'écrire en français ? C'est bien évidemment grâce à un mandarin basque, érotomane de surcroît, reprenant les prosternements lorsqu'elles manquaient à l'imparfait du subjonctif. C'est au contact de cet homme qu'il a compris la toute-puissance du Mot.

Cioran nous rappelle, vite fait, que « l'homme étant un aventurier, il ne peut que mal finir ». Et puisque nous sommes à une époque où certains cherchent à se débarrasser de la pharmacopée chimique au bénéfice des médecines douces, mettons en

pratique ces quelques conseils de Cioran, qui ne démentiront pas aux côtés de ceux de Rika Zarai. Par exemple : pour qui s'est livré avec volupté au doute, le scepticisme joue le rôle du plus efficace des tranquillisants ; on peut également écrire, puisque « formuler, c'est se sauver ».

Les réflexions de Mariana Sora, qui précèdent, hélas !, cet entretien, commencent par cette évidence : on ne saurait exposer une pensée qui défie le résumé et la schématisation. Mariana Sora s'y essaie néanmoins. Elle pense que Cioran croit à « une sorte d'entéléchie aristotélicienne, à une loi gouvernant l'actualisation de nos tentatives ». Libre à elle, certes. Mais cette logorrhée semble nous faire le pauvre aveu de sa propre indigence.

SÉDA MALIANE.

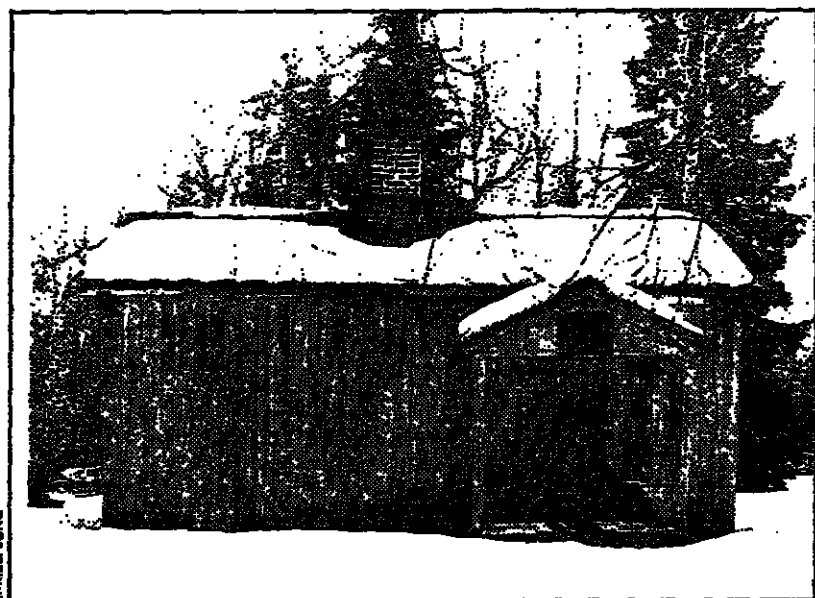
★ CIORAN JADIS ET NAGUERE, de Mariana Sora, suivi d'*Entretiens à Tübingen*, L'Hercule, coll. « Méandre », 105 p., 85 F.

هكذا من الأصل

● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

Les « Belles Etrangères » de Finlande : une littérature qui bouge

Le programme des « Belles Etrangères » de Finlande, qui s'est ouvert mercredi 8 février à Paris avec le vernissage de l'exposition de portraits d'écrivains de la Finlandaise Irneli Jung (Centre Pompidou, petit foyer, jusqu'au 20 février), comprendra, du 9 au 16 février, des débats, des tables rondes, des lectures (Centre Pompidou, Maison de la poésie, Maison des écrivains, Sorbonne, FNAC), des projections de films des frères Kaurismäki, *Crème et Châtiment* (Centre Pompidou, mardi 14 à 20 h 30) et *Helsinki Napoli* (à Saint-Nazaire, samedi 11 à 21 heures). Des rencontres sont également prévues à Saint-Nazaire avec Bo Carpelan et Veijo Meri (les 10 et 11 février) et à la FNAC de Strasbourg avec Tuija Forsström, Pentti Holappa et Lennart Meri (samedi 11 à 17 heures). Renseignements à l'ADEC : tél. 46.20.93.38.



La maison où mourut - dans la misère - Aleksis Kivi.

A Helsinki, dans ce drôle d'hiver nordique (+ 5°, + 6° !), la neige absente trouble les esprits. Les gens semblent avoir perdu leur Nord. Et alors qu'il fait presque plus chaud sur les bords de la mer Blanche qu'à Paris, les habitants de la capitale ne peuvent même pas, en ces longues soirées de l'hiver arctique, aller skier à la lumière des projecteurs. Helsinki, c'est vrai, ne ressemble plus à l'image qu'on en avait : avec son demi-million d'habitants, soit un dixième de la population du pays (près d'un cinquième pour l'agglomération), c'est une ville « à l'américaine » qui se donne un air de richesse presque agressif - un paradoxe de plus dans ce pays de lacs et de forêts qui garde la marque de plusieurs siècles sous la domination des Suédois, puis des Russes, où subsistent quelque 300 000 suédois (moins de 6 % de la population) qui contrôlent encore une part importante de l'économie (1).

La Finlande n'est plus un pays pauvre et elle le montre, en fait étalage, renvoyant dans le passé l'image des émigrants qui partaient, pour survivre, vers le Canada ou les États-Unis (tels que le monarque écrivain comme Antti Tuuri dans *Ostrobothnie*), rejetant aussi la nostalgie d'une littérature traditionnellement fondée sur le drame paysan et la poésie des forêts. N'ayant pourtant rien oublié, gardant au cœur les désastres de la guerre, comme il apparaît dans les livres du Carélien Veijo Meri, un des plus populaires de Finlande, fils d'officier trop jeune pour avoir connu la guerre, dont l'étonnante et truculente *Histoire de corde* vient de paraître aux Éditions Plein Chant dans une traduction de 1962, qui, hélas ! ne rend pas justice au style ironique et soldatesque de l'auteur. Dans ce roman terrible comme dans l'*Été du déserteur*, moins achevé, l'auteur nous ramène aux jours de la « guerre de l'Hiver » (1940) dont un spécialiste de relations internationales, Max Jakobson, a pu écrire : « La Finlande avait perdu la guerre, a-t-on dit. Et cela est vrai si on considère le conflit finno-soviétique comme une guerre traditionnelle de frontières. Mais ce serait une erreur d'interprétation. La Finlande était vaincue, mais elle n'était pas conquise. (2) ». Veijo Meri qui, justement, recevait la semaine dernière un prix important pour une grande biographie du maréchal Mannerheim (3), le héros de la Finlande - une des plus grandes arrières d'Helsinki porte son nom, - mais qui a peu de chance d'intéresser les éditeurs des pays qui ne furent pas directement concernés par ce conflit.

Du Grand Duché de Finlande il reste aujourd'hui 338 000 kilomètres carrés et près de cinq millions d'habitants - après qu'il fallut céder la Carélie aux Soviétiques. - ainsi qu'une énorme dette de guerre payée pendant plus de dix ans pour avoir « collaboré » ; c'est alors que tous les Caréliens quittèrent leur pays, les rives du lac Ladoga et leur capitale Vyborg (ou Viipuri en finnois) : prix cher payé pour conserver une indépendance acceptée par Lénine en 1917, le 6 décembre, devenu jour de la fête nationale de la République de Finlande.

Soixante et onze ans, c'est la jeunesse pour un pays qui a aujourd'hui l'expansion économique la plus forte d'Europe grâce à un commerce extérieur qui a su se moderniser, fondé non plus sur les industries du bois et du papier,

mais sur les techniques de l'agro-alimentaire et sur des industries électroniques de très haute précision. « Nous allons bientôt dépasser le niveau de vie de la Suède », entend-on souvent dans ce pays austère et prospère tout à la fois qui veut faire savoir au monde qu'il n'est pas un « pays de l'Est » et qui, cette année, entre dans le Conseil de l'Europe. « Il était temps qu'on nous reconnaisse comme Européens », répète-t-on ici.

LES écrivains finlandais avec, à leur tête, le poète complètement francophone Pentti Holappa, qui fut aussi libraire et ministre de la culture, qui seront jusqu'au 17 février à Paris, à Nantes, à Saint-Nazaire, à l'invitation de l'ADEC (Association pour la diffusion des cultures) et de la Direction du livre, sont en quelque sorte les hiroondelles de ce printemps européen. Ils ne devraient pas passer inaperçus. Ni des éditeurs français, ni des auteurs, ni du public. Ils sont, en effet, l'occasion exceptionnelle d'entrer en contact avec une littérature qui demeure méconnue. Si jeune que le premier roman en langue finnoise, *Les Sept Frères* (paru chez Stock dans la « Bibliothèque cosmopolite »), épopée lyrique d'Aleksis Kivi, date d'un peu plus d'un siècle ; Kivi (1834-1872), unanimement admiré aujourd'hui comme le père de la littérature finlandaise, mourut dans la misère...

On ignore aussi qu'il y eut un prix Nobel attribué à un Finnois, Frans Emil Sillanpää (1888-1964), et, comble du malentendu, quand un roman tel que *Sinuheide Egiptien* est universellement connu et vendu à des millions d'exemplaires dans le monde, on oublie que son auteur, Mika Waltari - considéré chez lui comme un grand romancier populaire, mais un peu méprisé par les « littéraires », - était finlandais.

TREIZE invités, venus d'un pays où la littérature se porte bien (9 millions d'exemplaires par an), où l'on traduit beaucoup, où l'État accorde des aides substantielles aux auteurs et aux traducteurs - treize invités qui ne seront que douze, car Tove Jansson, née en 1914, ne viendra pas. Cette femme, dont les œuvres sont traduites dans une trentaine de langues (elle est admirée des jeunes lecteurs qui ont savouré la série des *Moumme*, - éditée chez Nathan et en « Livre de poche Jeunesse », - ces bizarres créatures au gros nez qui sont venues un jour par hasard sous son pinceau), est un auteur timide et effacé, qui écrit également pour les adultes, préfère rester isolé, presque reclus l'hiver dans le bel atelier d'Helsinki tout plein de livres, d'œuvres d'art et de « Moumme » (les autres se trouvent à Tampere dans le musée consacré à « Vallée des Moumme »), l'été dans une île du golfe de Finlande. Tove Jansson en est, avec une amie, la seule habitante. On devrait rééditer le *Livre d'un été* (Albin Michel 1976), épuisé depuis longtemps, un petit livre de sagesse dans une île, dans la maison des vacances, où une fillette vit avec sa grand-mère, loin de la civilisation, chacune faisant découvrir à l'autre les surprises de la vie quotidienne et les grandes et graves interrogations

humaines. Tove Jansson, qui, dans un bon français, présente avec pudeur son dernier livre (à paraître en Finlande en septembre 1989), *Fairplay* : « C'est une façon de vivre ensemble, dit-elle ; le livre de tous les jours de deux femmes dans un jeu où on ne triche pas. » Ou un personnage austère et prospère tout à la fois qui veut faire savoir au monde qu'il n'est pas un « pays de l'Est » et qui, cette année, entre dans le Conseil de l'Europe. « Il était temps qu'on nous reconnaisse comme Européens », répète-t-on ici.

Autre appartement, vide, dépouillé celui-là, qui sent la peinture fraîche, superbe avec ses planchers blancs et ses murs ornés de pochoirs reproduits à l'identique. Le « grand » Paavo Haavikko, l'auteur du *Palais d'hiver*, long poème où l'autobiographie sonne dans chaque vers, est un homme à deux faces : poète et homme d'affaires né à Helsinki en 1931 - trois générations d'hommes d'affaires, des importateurs, - un poète qui parle d'argent, une sorte de grand bourgeois fortement ancré dans sa ville natale et pour qui la poésie ne doit pas avoir d'exclusive. « La grand défaut des écrivains », dit-il, c'est qu'ils réduisent la réalité ». Il ne passera pas plus de deux jours à Paris, car il a agrandi sa nouvelle maison d'édition « Arthouse », et ses autres affaires l'appellent ailleurs... On le dit cynique, provocant, mystérieux, n'hésitant pas à partir en guerre dans la presse contre les politiciens. De l'*Essai d'autobiographie* qu'il a écrit, il dit qu'il ne s'agit pas de raconter sa vie, mais de rappeler d'où il vient, de ne pas se sentir promu dans la société par le fait d'être

écrivain, mais « de rester au même niveau, de rester ce qu'on était ». « Je veux retourner là d'où je viens », écrit-il dans le *Palais d'hiver*. Et plus loin : « Je suis un voleur sans rien, un consommateur productif, en quête d'un travail honnête. Je veux retourner là d'où je suis/ou/ou bien et/ou/ou bien sur un mur/horizontale ou/ou bien rien/là je veux me taire ». Retrouver la continuité des générations et des maisons.

Ah ! L'importance des maisons dans la vie de la plupart des écrivains de l'ancienne génération !... Importance symbolique qui matérialise une continuité plus importante, parfois, que les bouleversements épiques de l'histoire. Cet amour des maisons qu'on retrouve chez le poète suédois Bo Carpelan, qui fut bibliothécaire pendant plus de trente ans - jusqu'en 1980, - grand admirateur d'Eluard, de Max Jacob, de Flaubert, et plus récemment de Gaston Bachelard, dont il a découvert il y a deux ans la *Poétique de l'espace*. « Ce fut pour moi une grande révélation. Parce que j'ai toujours été intéressé par les pièces, les coins, les escaliers, les cours, les maisons, les rues, les villes... Ce qu'il écrit là m'est très proche. Je pense que les pièces dans lesquelles nous avons vécu quand vous étiez enfant signifient beaucoup, même si vous croyez ne pas vous en souvenir clairement. Je pense parfois écrire un grand roman sur toutes les pièces où j'ai vécu depuis mon enfance... ». Bo Carpelan, également romancier, dont on va bientôt pouvoir lire en français Axel, un roman auquel il a travaillé pendant seize ans, un « Journal » apocryphe attribué à un de ses grands-oncles, Axel Carpelan, qui était réellement le neveu de Jean Sibelius ; en 1900, Axel commença une correspondance avec le compositeur, correspondant que Bo Carpelan a retrouvée, alors qu'il avait déjà écrit la première partie de son livre (à paraître chez Gallimard).

MAIS la Finlande change, et ces « Belles Etrangères » vont nous faire découvrir des parités inconnues, plus jeunes, complètement différents de ce qu'on connaît : tel Daniel Katz, un des mille juifs finlandais. Son arrière-grand-père, né à Vitebsk, condamné pour contrebande, arriva au début du siècle de Sibérie, « à skis » ; Daniel Katz, dont la mère parlait suédois, le père finnois, et qui aimait voir traduit son dernier roman : *Les Lois d'Antti Kapler*, l'histoire d'un groupe de cinéastes finlandais qui viennent tourner au Caire un film sur un orientaliste finlandais et qui, ne comprenant rien aux riva-

lités du Mossad et des autres polices, seront pris pour des espions... Autre jeune auteur, dont le physique angélique cache une brutalité, une violence incroyables : Annika Idström, qui a fait scandale avec deux romans sur « l'enfer des familles » et la tension érotique qui y explose : *Mon père, mon amour*, une histoire d'inceste (ou presque) dans laquelle un père tente de séduire sa fille, servante dans un bar, qu'il ne reconnaît pas.

D'autres encore, inconnus de nous, telle une femme poète, Tuija Forsström, dont on dit le plus grand bien et qui vit seule avec sa fille et deux chats, sans voisins, à quelques kilomètres d'Helsinki. Et encore Esa Saarinen, auteur d'une thèse sur Sartre, philosophe de trente-quatre ans, professeur à l'Université, mais considéré comme un provocateur qui tente de faire exploser l'apparente quiétude de ses concitoyens par ses conceptions violemment anticonformistes sur l'« esprit finlandais » et « l'académisme régnant dans un monde intellectuel figé ».

Un monde à découvrir : « Nous ne nous sentons pas au coin. Pas au coin de l'Europe, répètent-ils. Nous sommes au centre. Mais tout de même orientés vers l'Europe. Ne l'oubliez pas... »

(1) Le suédois, qui n'est plus la première langue obligatoire pour les Finnois depuis une dizaine d'années, a cédé la place à la langue anglaise, choisie par 98 % des élèves du secondaire.

(2) *Finland : Myth and Reality*, par Max Jakobson. Ed. Otava. Helsinki, 1967.

(3) D'une vieille famille suédoise, Carl Gustaf Emil, baron von Mannerheim (1867-1951), servit d'abord l'armée tsariste, fut aide de camp de Nicolas II, avant de rejoindre la Finlande indépendante et de battre les bolcheviks en 1918. Tenant l'armée rouge hors des frontières pendant trois semaines de l'hiver 1939-1940, il contribua à jeter la Finlande dans une nouvelle guerre contre l'URSS aux côtés des Allemands (1941-1944). Appelé à la tête de l'État (1944-1946), après l'armistice qui sauverait l'indépendance finlandaise, il déclara la guerre à l'Allemagne (mars 1945).

★ VIENT DE PARAÎTRE : *Poésie de Finlande*, de Kivi à Saaritsa (Ed. Le Temps parallèle) ; *Dédicace*, poèmes de Pentti Holappa (Pierre-Alain Pingoud, éd.) ; *Le jour cède*, de Bo Carpelan, et *le Palais d'hiver*, dans une nouvelle traduction de Mirja Bolgar et Lucie Albertini (Arfuyen) ; *Les Boîtes de cœurs*, de Veijo Meri, et *Mélodie aquatique*, de Juhani Peltonen (La Tuilerie tropicale, distr. Distique) ; *le Détective privé*, de Johan Barmum (Souffles. Distr. SODIS).

Deux « beaux étrangers » pas comme les autres



LENNART MERI

Ce citoyen soviétique, né en Estonie en 1929, a été invité pour représenter la famille finno-ougrienne, qui vit à quelques kilomètres, de l'autre côté du Golfe. C'est un auteur en renom à qui ses nombreux voyages (en Asie centrale, au Kamtchatka, en Sibérie) ont inspiré des livres passionnants qui frappent par la justesse de l'observation, l'humour et le don étonnant de conteur. Dans le *Silence des glaces*, traduit en français, qui se passe notamment au pays des Tchouktches, a paru en 1986 en URSS (Éditions Radouga, Moscou).

Dans un autre livre, *Le Blanc argent*, il écrit : « Nos os sont venus de l'Est et notre chair de l'Ouest et ceci est aussi

difficile à expliquer que l'ambivalence d'un être dont on aurait séparé les deux hémisphères cérébraux. » La langue estonienne, après des siècles, reste si voisine du finnois qu'il sera passionnant de confronter ces auteurs ; si proches, si lointains, avec une littérature nationale compréhensible de l'un et de l'autre côté des rives de la Baltique.

ROSA LIKSOM

C'est là un pseudonyme, « Liksom », en suédois, voulant dire « comme... ». Sélectionnée pour représenter la Finlande au Prix nordique, cette jeune femme de trente et un ans ne viendra pas à Paris avec la délégation. On ne l'a pas invitée : pourtant elle intrigue, à tel point que certains pensaient même qu'elle n'existait pas ; elle inquiète aussi par une prose des villes, une peinture brutale de ses concitoyens et un style qui écorche tout ce qu'il touche pour mieux dévoiler le calme apparent de luthériens qui ne savent plus comment masquer leur violence intérieure.

Née en Laponie, à la frontière suédoise, longtemps après la guerre, partie de chez elle à quinze ans pour parcourir le monde en commençant par la Scandinavie, la France et l'URSS, elle a découvert à l'Est une « terre de liberté » où elle se sent à l'aise, avec un prosopéisme qui doit tout à la chaleur de l'amitié. Elle n'hésite pas à se déguiser et s'est



comme présentée, un matin, à un journaliste étranger stupéfait, en tenue d'officier russe : capote, ceinturon... Serveuse dans des cafés pour « hippies-punk » des années 80 (« J'aime les cafés », dit-elle), elle profite des temps morts pour écrire les livres qui posent des questions : le refus du monde, l'exclusion sociale, l'espoir et l'amour dans une langue argotique (l'argot des jeunes d'Helsinki), dialectale, poétique comme on n'en avait jamais lu encore en Finlande. Elle s'est fait remarquer dès son premier livre de nouvelles : *Arrêt nuit* (1985), puis a publié *Station Gagarine* (1986), le *Moment publié* (1987), *Go, Moscou, go* (1988). Une fille à suivre qui intéresse déjà les éditeurs étrangers.

● HISTOIRE

Variations nilotiques

L'« Egypte éternelle » est née avec Champollion, mais les hiéroglyphes ne doivent pas masquer Kléber, les coptes et la poésie érotique cairote...

NOUS avons, en aménagement français, un style retour d'Egypte, écho de la conquête nilotique de Bonaparte. Cependant, la mode égyptienne existait en France avant même la Révolution : le futur Philippe-Egalité se fit bâtir à Paris une pyramide d'agrément que l'on peut toujours voir au parc Monceau.

En gagnant l'Orient, Napoléon en herbe ne fit en somme qu'entrer dans un engouement que le déchiffrement des hiéroglyphes par Champollion, sous la Restauration, allait rendre universel et durable. L'« Egypte éternelle » était née.

Aussi naguère, chaque année, avant Noël, une cataracte éditoriale nous inondait d'albums de photos, de livres d'art, de bandes dessinées, de romans, de fresques historiques sur l'Egypte. Plus récemment, avec la popularisation du séjour à Louxor, la crue est devenue quasi permanente : ainsi cette année, dès janvier, une dizaine d'ouvrages ont atterri sur notre bureau, depuis la somme de Jean Lacouture sur Champollion jusqu'à l'essai de Gérard Macé sur le même personnage, en passant par la traduction de textes érotiques médiévaux du Caire Nawaïdj, et sans parler des études de qualité publiées en français en Egypte même.

La musique Lacouture

Le Champollion de Lacouture se lit sans effort, comme la plupart des biographies de cet écrivain : c'est clair, fluide, vivant, documenté, bref, recommandable à tout lecteur. L'auteur, consciencieux et voyageur, ainsi qu'à son habitude, est allé aux sources familiales, en Dauphiné, ou savantes, à travers la France et l'Italie. Il a, de plus, travaillé avec le cinéaste Jean Vidal, lequel, lors du tournage de *Champollion ou l'Egypte dévoilée* (1972) — chef-d'œuvre que, par parenthèses, on aimerait bien revoir — avait accumulé une expérience dont il a fait profiter Lacouture.

La vie aussi remplie que rapide (1790-1832) de ce Mozart de l'égyptologie, de ce génie qui eut sans doute le pressentiment de la nécessité de cravacher pour arriver au but avant la mort, est restituée avec une compréhension, une compassion auxquelles le lecteur adhère volontiers, respirant la passion du jeune savant, respirant lorsque, malgré son républicanisme, il est envoyé par Charles X au Louvre puis — enfin ! — en Egypte. Il était temps, Champollion n'avait plus que deux ou trois

ans à vivre. Et, en plus, il était plutôt bel homme. Intelligence, charme, malheur, il eut tout pour plaire. Lacouture a fort bien mis cela en musique.

Néanmoins, en tournant la dernière page, on s'interroge sur la nécessité d'un tel ouvrage. En effet, en 1983, a paru en français chez Pygmalion, présentée par l'égyptologue Christiane Desroches-Noblecourt, la traduction par Denise Meunier du *Champollion* de l'Allemande Hermine Hartleben (le Monde du 10 septembre 1983). Certes, ce livre de près de six cents pages datait de 1906, et Lacouture a eu en main des documents que sa prédécesseuse ne put consulter.

général républicain, ancien officier de l'armée autrichienne, vainqueur des Vendéens, successeur de Bonaparte au Caire, où un opposant musulman à l'occupation française le tua en 1800. Là, on apprend à chaque page, notamment sur le cynisme napoléonien « jouant avec l'Histoire » au Levant, avant de plaquer tout son monde sur place et d'aller établir une dictature à Paris. En quelque sorte, les dessous de l'expédition d'Egypte vécus par un de ses chefs.

Mais ce livre qui, pour les quatre cinquièmes, est composé de la correspondance du général, aura du mal à trouver des lecteurs, étant publié en deux volumes, ce

« comme ceux d'Edipe » : par la lecture, pour se changer des momies, « il hibernait chez les Indiens d'Amérique en compagnie de Fenimore Cooper », etc.

On ne voit pas très bien où Macé veut en venir, sinon s'amuser et nous plaire, ce qui est déjà suffisant, mais ça se laisse lire, surtout la quinzaine de pages de notes, à la fin, succulent dessert d'un repas aussi léger que bien servi.

Au temps de l'islam gaillard

L'Histoire de l'Egypte ancienne du jeune égyptologue Nicolas Grimal pourrait susciter la même remarque que le *Champollion* de Lacouture : de la belle ouvrage mais pourquoi ? alors que tant de synthèses de l'Antiquité égyptienne ont été écrites, de Gustave Moret à Marcel Brion. Grimal justifie sa démarche par les découvertes opérées depuis un quart de siècle. Sont-elles si importantes qu'elles puissent vraiment influencer la rédaction d'un manuel destiné au public cultivé non spécialiste ? Nous ne le pensons pas. Nous recommanderons quand même le livre de Grimal, tout en souhaitant qu'à l'avenir sa connaissance du système politique pharaonique se mette au service de sujets plus « pointus », par exemple les derniers pharaons égyptiens, avant l'hellénisation de la vallée du Nil, période tragique et méconnue.

Enfin, comme récompense pour ceux qui liront jusqu'au bout ce méchant article, il convient d'évoquer la *Prairie des gazelles*, de Mohamed El Nawaïdj et *Les Fleurs éblouissantes*, d'Ali El Baghdadi, deux des grands succès de la littérature érotique en Egypte, aux quatorzième et quinzième siècles. Nawaïdj s'intéressait surtout aux garçons, Baghdadi aux femmes. Chacun dans sa spécialité nous confie, avec force poésie, humour et malice, sa vision des « qualités propres aux adolescents » ou des stratagèmes employés par les dames médiévales cairotiennes (mais les choses n'ont pas toujours changé...) pour recevoir leurs amants. En ce temps-là, l'islam était gaillard et, au reste, s'en portait mieux. Vous n'avez qu'à lire et vous verrez...

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

★ **CHAMPOLLION, UNE VIE DE LUMIÈRE**, de Jean Lacouture, Grasset, 530 p., 135 F.

★ **KLÉBER EN EGYPTÉ** 1798-1800, d'Henry Laurens (avec la correspondance de Kléber), Institut français d'archéologie orientale du Caire, coll. « Les voyageurs en Egypte », distr. Imprimerie nationale, les 2 volumes, 580 p., 165 F.

★ **MARI-GIRGIS : VILLAGE DE HAUTE-EGYPTE**, de Nessim-Henry Henein, mêmes références que le précédent, 440 p., 250 F.

★ **LE DERNIER DES EGYPTIENS**, de Gérard Macé, Gallimard, coll. « Le chemin », 130 p., 66 F.

★ **HISTOIRE DE L'EGYPTE ANCIENNE**, de Nicolas Grimal, Fayard, 600 p., 195 F.

★ **LA PRAIRIE DES GAZELLES. ÉLOGE DES BEAUX ADOLESCENTS**, de Mohamed El Nawaïdj, traduction de René Khawam d'après les originaux, Phébus, 210 p., 96 F.

★ **LES FLEURS ÉBLouISSANTES DANS LES BAISERS ET L'ACCOLEMENT**, d'Ali El Baghdadi, mêmes traducteur et éditeur que le précédent, 220 p., 98 F.

— Parmi les récentes publications intéressant l'Egypte, il faut signaler également le *Langage politique de l'islam*, du grand orientaliste anglo-saxon Bernard Lewis (traduit par Odette Guillard, Gallimard, 1988, 245 p., 130 F.) et *Qui a tué le Nil... Aventure d'Afrique*, du « nouvel aventurier » Patrick Franceschi (Robert Laffont, coll. « L'Aventure continue », 220 p., avec 35 photos couleurs, 95 F.).

Plus facile à trouver, et sans doute aussi à lire, est le *Dernier des Egyptiens*, rutilant petit essai de Gérard Macé, auteur notamment du *Jardin des langues*. C'est une variation racée, farfelue, érudite, très personnelle, sur le déchiffrement de l'écriture des pharaons : Champollion était affligé de la goutte et ses pieds gonflaient



CAGNAT mais pour l'essentiel, et surtout pour le lecteur profane auquel Lacouture s'adresse, la différence n'est pas vraiment sensible.

Le cynisme napoléonien

On a parfois l'impression de lire le même travail, non point évidemment que le second s'inspire du premier, mais simplement parce que les deux biographes ont eu accès aux mêmes archives, ont eu quelquefois les mêmes réactions, etc. Ces deux ouvrages, par leur valeur comparable, se font concurrence mais ne sont que rarement complémentaires.

Kléber en Egypte, d'Henry Laurens, nous entraîne sur des chemins moins balisés : l'aventure orientale et l'assassinat de ce

qui ne se fait plus, au Caire, pour couronner le tout, et mal distribué ailleurs. C'est regrettable, mais c'est ainsi. Il paraît que la Très Grande Bibliothèque projetée à Paris comprendra une section collectant tous les ouvrages édités en français hors de France. On aimerait qu'il existe également dans chaque grande ville française une librairie dynamique comprenant un rayon du même type.

Ce travail d'une vie qu'est *Mari-Girgis : village de Haute-Egypte*, de Nessim-Henry Henein, ne connaît sans doute pas un meilleur sort que *Kléber en Egypte*. Cet énorme ouvrage de cinq cents pages grand format, avec quatre-vingts planches et deux cent cinquante plans ou croquis, est le livre de l'existence paysanne égyptienne au vingtième siècle, et plus particulièrement d'un village copte. L'auteur lui-même est un chrétien d'Egypte, et les méfiances interreligieuses restent telles dans son pays que seul un orientaliste ayant ce profil avait une chance de pénétrer l'âme enfouie des fellahs non musulmans, héritiers directs du peuple pharaonique.

Il aura quand même fallu dix ans de labeur pour atteindre ce but, mais à son échelle Henein peut afficher la satisfaction de Champollion après sa découverte. La pâte sociologique livrée est d'une richesse qui ne peut être comparée, dans la spécialité, qu'à *Pratiques rituelles et alimentaires des coptes*, de Cérés Wissar, Wassef, somme publiée en 1970, également par l'Institut français d'archéologie orientale du Caire, et qui, sous son titre « universitaire », cachait une véritable coupe de la société citadine chrétienne d'Egypte.

Plus facile à trouver, et sans doute aussi à lire, est le *Dernier des Egyptiens*, rutilant petit essai de Gérard Macé, auteur notamment du *Jardin des langues*. C'est une variation racée, farfelue, érudite, très personnelle, sur le déchiffrement de l'écriture des pharaons : Champollion était affligé de la goutte et ses pieds gonflaient

FRANÇOIS FONTAINE.

★ **LA MÉMOIRE DES SABLES, la vie en Egypte sous la domination romaine**, de Naphthali Lewis, préfacé et traduit de l'anglais par P. Chuvp, Armand Colin, 256 p., 149 F.

Quand des Arméniens gouvernaient au Caire...

VISITANT les splendides monuments du Caire islamique, peu de voyageurs savent que le nom d'un des secteurs les plus populaires de cette partie de la ville, El Gamalié, vient de Badr El Gamali, grand-vizir arménien d'Egypte, il y a près d'un millénaire.

La conversion de Gamali à l'islam, pour les besoins de la cause, n'empêcha pas le « pape » des Arméniens-orthodoxes, le catholique Grégoire II le Martyrophile, de venir du fond de l'actuelle Anatolie (autre chose qu'un banal trajet aérien de Jean-Paul II) s'entretenir au Caire avec le calife fatimide chite El Mostansir. Celui-ci autorisa l'Eglise apostolique arménienne à établir un siège primate au Caire, à construire des églises et des couvents. Et d'énergiques vizirs arméniens se succédèrent durant quatre-vingts ans au gouvernement de la vallée du Nil sous les Fatimides (969-1171).

L'implantation arménienne en Egypte est donc antérieure de deux ou trois siècles à la première dispersion des Arméniens, même si, beaucoup plus tard, les massacres des années 1894-1915, dans l'Empire ottoman, amenèrent de nouveaux arrivants au Caire. Entre-temps, c'est encore un Arménien, Nubar-Pacha (« le Monde des livres », 14 juin 1985), qui avait gouverné l'Egypte à la fin du dix-neuvième siècle.

Angèle Kapoian-Kouymjian, enseignante française restée proche de ses origines arméniennes, n'a pas manqué de documents inédits lors de ses

recherches in situ sur la « Petite Arménie » d'Egypte, terre d'accueil mais aussi prospère foyer intellectuel et spirituel pour ces chrétiens passés d'Asie mineure en Afrique.

La livre de M^{me} Kapoian, qui a d'ailleurs travaillé en liaison avec l'Institut français d'archéologie orientale du Caire, a remis en honneur l'esprit de curiosité ayant présidé à la réalisation, par cet Institut, de la série sur les voyageurs européens en Egypte.

Après une présentation à la fois succincte et érudite des Arméniens nilotiques, l'auteur a choisi d'étudier et de largement citer les trois principaux chroniqueurs arméniens ayant décrit l'Egypte entre le XI^e siècle et le XVII^e siècle. D'abord le catholique Grégoire II, ou plutôt les textes de diverses plumes exprimant ses vues. Ensuite l'historien Hayton, qui, en français, en 1307, se consacra à l'étude du pays des mamelouks. Enfin, Siméon, scribe arméno-polonais, qui nous a laissé une fort savoureuse description de l'Egypte ottomane.

Pour ceux qui veulent creuser ce sujet rare, M^{me} Kapoian a inclus dans son travail une très abondante bibliographie (10 pages) que suivent huit planches pleine page représentant peintures ou manuscrits arméniens d'Egypte.

J.-P. P.-H.

★ **L'EGYPTE VUE PAR DES ARMÉNIENS**, d'Angèle Kapoian-Kouymjian, éd. de la Fondation Singer-Polignac, Paris, 100 p., 21x27, 100 F.



L'Aude au carrefour des cultures méditerranéennes
Raymond Courrière
Président du Conseil Général de l'Aude

vous invite à découvrir l'exposition

L'IMAGERIE CATALANE LECTURES ET RITUELS

au CENTRE NATIONAL DES LETTRES, 53, rue de Verneuil - Paris 7^e

8 Février - 10 Mars 1989
Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h

Exposition réalisée par le GARAE (Groupe Audois de Recherche et d'Animation Ethnographique)

avec la collaboration de la Generalitat de Catalogne et de la Ville de Barcelone

Editions GARAE / HESIODE
Derniers titres parus

Marlène Albert Llorca - Dominique Blanc
L'imagerie catalane. Lectures et rituels
Catalogue d'exposition 112 p 30 F

Joan Amades
L'origine des bêtes. Petite cosmogonie catalane 368 p 140 F

Antonin Perbosc
Le langage des bêtes. Mimologismes populaires d'Occitanie et de Catalogne 288 p 100 F

Georges Fontane
Les 4 temps ou la vie d'un mineur cévenol 336 p 100 F

Fernand Courrière
Récits et traditions de la Montagne Noire 118 p 75 F

Pour toute commande : (Prix franco de port)

GARAE / HESIODE
91, rue Jules Sauzède 11000 Carcassonne
Tél. 68.71.29.89

Envoi du catalogue de nos éditions sur demande



avec le parrainage du Conseil Général de l'Aude

Montaillou sur le Nil

(Suite de la page 15.)

Pourtant les papyrus de Naphthali Lewis nous apportent des surprises. Cette civilisation égyptienne sous la domination romaine est profondément marquée par la Grèce, qui s'y est infiltrée avec Alexandre et ses successeurs. Très évident est le souci des classes urbaines de maintenir et de se réserver les privilèges de la cité grecque. Les administrateurs en sont des stratèges, des gymnasiarques, des cosmètes. Sur les bons de commande des provinciaux aux librairies d'Alexandrie, on retrouve Homère, Xénonophon, Euripide.

Et nous apprenons que c'est cette société-là, et non l'égyptienne, qui pratique l'endogamie jusqu'à l'inceste, puisque les papyrus font état encore au deuxième siècle après J.-C. de mariages systématiques entre frères et sœurs portant des noms grecs. Coutume ancestrale, esprit de caste, économie domestique ? Ce sont les mêmes qui, sans aucun problème, exposent leurs nouveau-nés — surtout les filles —

et un règlement pénalise les Egyptiens qui les ramassent sur les fumiers pour les adopter comme leurs propres enfants et non pour les élever en vue de fournir les marchés aux esclaves. Ici, la parole n'est pas aux moralistes mais aux ethnologues, et surtout aux économistes.

La récolte des papyrus se poursuit, les ordinateurs continuent à intégrer leurs épiphytes. Grâce à eux, nous connaissons bientôt mieux la généalogie de Cronion d'Oxyrinchos que la nôtre propre. Ils recalculent les comptes plus sûrement que les banquiers d'Alexandrie, inventent les propriétés aussi bien que les agents du fisc de Tibère. La sécheresse, la plus vieille plaie d'Egypte, fait lever sous nos yeux les plus riches moissons de l'égyptologie.

FRANÇOIS FONTAINE.

★ **LA MÉMOIRE DES SABLES, la vie en Egypte sous la domination romaine**, de Naphthali Lewis, préfacé et traduit de l'anglais par P. Chuvp, Armand Colin, 256 p., 149 F.

هكذا من الأصل

Culture

MODE

Les collections masculines automne-hiver

Juste ce qu'il faut d'épices

934 exposants représentant vingt-deux pays étaient réunis au Salon de l'habillement masculin de la porte de Versailles du 1 au 7 février. Pendant six jours, quelque vingt-cinq créateurs ont présenté du Palais de Chaillot à la Grande Halle de La Villette et de la Sorbonne à la station de métro Porte-des-Lilas, les collections de l'hiver 89-90.

L'homme de l'hiver 89-90 semble être là pour assumer toutes les contradictions de la décennie finissante : obsession de la nouveauté sur fond de classicisme bon teint, de retour aux « valeurs sûres », décalage entre la poésie couturière, le culte de l'image, de la référence, et les ventes qui confirment la vague « neo-traditionnaliste ». En 1988, le marché du vêtement masculin a été marqué par le retour en force du costume avec une progression de

14,4 % (3,1 millions de pièces vendues) et 10 % pour les pardessus et imperméables (2,6 millions).

L'autre limite, c'est la mode. Quand chez les femmes tout semble possible, l'évolution tient ici à un pli, à une pince... C'est un cran ouvert contre un cran aigu, une veste à six boutons au lieu de trois, une poche ticket ou briquet, subtilités parfois invisibles à la minute du passage.

Les mannequins pressent le pas, ils jouent moins que leurs consœurs. Cette saison, ils font des efforts pour sourire, peut-être parce que les vêtements se prêtent à une nouvelle désinvolture, un chic moins austère, moins banquier en action. Tout s'assouplit sans que l'aisance traduise un quelconque « relâchement ». C'est à l'intérieur que ça se passe : on supprime les « thermocollants » et les padding chez Dior, on ouvre les coutures d'épaule chez Balmain, tandis que, un peu partout, le blouson réapparaît, escorté de vestes à soufflet, à martingale, à taille couillonnée, de gilets de costume en maille (Angelo Tarlazzi), pour des superpositions très « citadines » qui n'ont rien à envier au sportswear des années 70 ou à la mode oignon et aux styles déstructurés du début des années 80 : voire ces cabans pastels à boutons de duffle-coat, la fausse

nonchalance d'une parka de gabardine doublée de soie (Saint Laurent).

Car les changements, si subtils soient-ils, tiennent moins à des propositions de formes nouvelles qu'à des reconnaissances de faits et d'influences diverses : les Japonais, en particulier Issey Miyake, Yoshi Yamamoto. Comme des garçons (pour le confort qu'ils ont apporté en cassant les lignes, en déstructurant tout de façon radicale), Jean-Paul Gaultier (pour la silhouette plus gaillarde, le sex-appeal qu'il a redonné à la mode masculine), enfin la rue, la sensibilité de l'époque. Les hommes montrent qu'ils s'intéressent à leur apparence (le marché des cosmétiques masculins se développe) mais ne le crient pas trop fort.

Jeux et inventions

L'hiver 1989-1990 a le goût d'un plat préparé avec juste ce qu'il faut d'épices pour réchauffer la saveur originelle. C'est la *house music* sans transe : un zeste de british (beau coup de tweed, de velours côtelé, de gilets), une pincée « italienne » (pour la subtilité des palettes, les violines, les marrons de Dior, les roses, les oranges, les roses Saint

Laurent, les huit gris de Montana, qui rappellent les nanciers des premiers épiciers droguistes), une mesure « française » (moins d'excès, de gros carreaux, de vêtements autographes). Le tout donne des choses formidables chez ceux qui cherchent moins à provoquer qu'à séduire dans une ville idéale où l'on serait à la mode sans le faire exprès.

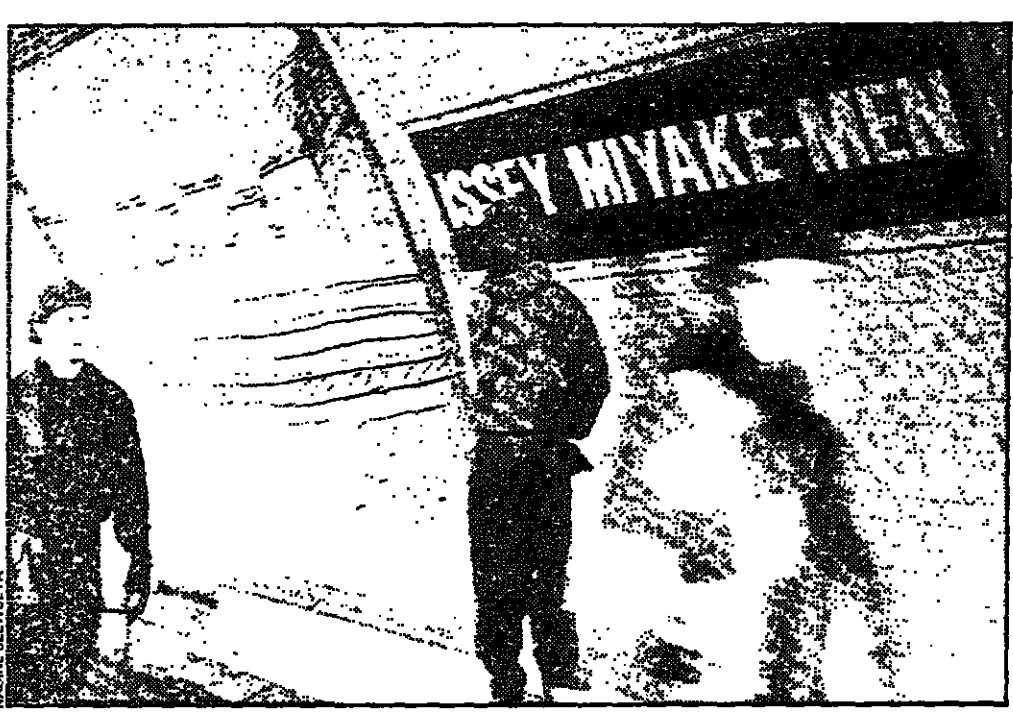
Chez Comme des garçons, on met les excès dans un shaker et on secoue bien fort. On cultive le côté « coiffé-décoiffé », avec des bleutés surplombés à des couleurs vives, des chaussettes à damier d'été, des traits, des vestes-blousons qui tombent aussi naturellement qu'un gilet sur une chemise, donnant à celui qui la porte l'allure d'un artiste venu de son loft.

Jean-Paul Gaultier détourne comme il respire. Il enlève le confort et la précision avec brio : des pantalons façon smoking rayé d'une double baguette rouge façon Adidas, des ceintures du soir élastiques, des jaquettes de Monsieur Loyal, sous-jupes comme des cardigans, des pardessus stricts fendus sur les côtés comme des tuniques orientales, des treillis choqués sous des vestes à boutons dorés. Des jeux, des inventions, des coups d'éclat. Et la cohérence aussi. Il y a de tendres mélanges d'abricot et de bois de rose, et d'autres, plus stridents, avec des flus, des lamés, des pare-balles en paillettes... On sent là une formidable énergie, une envie de redonner aux hommes l'envie d'être des Fantômes, des Arctiques, des petits vernis, des pschittoux, des chics, des fleurs de gomme aux monstaches bien cirées, si fiers d'offrir à leur bégéin des bouquets de violettes.

C'est à Paris qu'on a vu encore les petits princes de Katharine Hammett, danser en costume de panne de velours, avec gilets brochés, tee-shirts, oh, dans un cœur rouge, se loge la photo de « Gorbys ». Des audaces, des clics d'œil encore, des envies de mode, tout simplement, chez l'Homme Bis, où l'on retrouvait, au détour d'un débardeur de lures associé à une chemise en pilou de nouveaux tifs un peu pop, osant une chemise en taffetas orange sous un costume croisé. « Junior », dirait-on, mais encore ?

Comme l'explique Jean Toulton, à l'origine d'une société, APC, montée il y a deux ans, « le vrai problème, c'est la distribution ». Avouant travailler dans un esprit « tailleur » (deux mois de mise au point pour les costumes de gabardine...), il diffuse principalement ses « frocs » et ses chemises à imprimés motif cravate, dans une nouvelle boutique aménagée sur les conseils de son ami Julien Schnabel (un prie-Dieu tendu de toile militaire kaki...), mais surtout en Italie et aux États-Unis. 60 % du chiffre d'affaires sont réalisés par les tee-shirts à manches longues aux couleurs « sourdes mais présentes » (marron-rouge, vert bleuté...). « Cette année, j'ai réduit la collection. En France, les détaillants se méfient de la nouveauté, ils veulent une veste un peu sérieuse, une veste un peu dégingolée, un pantalon à pli, un autre sport... »

LAURENCE BENAÏM.



Issey Miyake dans le métro

Organisé dimanche après-midi à la station de métro Porte des Lilas, devant un public assis sur le quai, le défilé d'Issey Miyake aura exigé vingt-six mannequins, vingt assistants, quinze techniciens, cinq jours de montage, un jour de répétition. Les espaces publicitaires ont été peints à la main (reproduisant les images des car-

tons d'invitation), et sur les pancartes bleu et blanc on lit « Issey Miyake for men ». A l'origine de ce spectacle Tomio Mohri, directeur artistique d'Issey Miyake, responsable de la merveilleuse mise en espace de A/UM au Musée des arts décoratifs. A chaque défilé il explore la capitale, défie les lieux. Il avait trouvé la piscine de Pontoise, le stade Japy... Là encore, il organise cette complicité de la lumière, du

rythme, qui donnent au vêtement quelque chose d'encore plus neuf. Du noir, du blanc, des jeux de dominos, des contradictions fondues en évidence : un métallisé « acier » pour un imperméable, des pantalons larges resserrés aux chevilles sans le côté « mou » des joggings. Une ampleur nouvelle, des oppositions subtiles de matières synthétiques et naturelles pour un présent futur.

L.B.

Les Citoyens

Claude Montana délaisse le bleu, son fameux bleu profond, nocturne. Les invitations à la présentation de sa mode hommes étaient du même pourpre que l'éclairage de la salle Wagram où avait lieu le défilé. Une ambiance entre le musée de cire et la maison close pour une collection d'un raffinement subtil, tout en douceur et fluidité, dans des couleurs éteintes comme vues à travers une brume d'automne — vert-de-gris, pétrole clair, beige, harmonies de marine et noir, quelques gris lumineux... Juste par instant, sur un gilet, ou un pull, éclate un vert vif, un orange ensoleillé comme un rayon qui traverserait la pénombre d'une forêt.

Pourtant l'homme rêvé par Montana ne semble pas fait pour les longues marches à la campagne. Ses pantalons tube arrêtés au-dessus de la cheville ne s'y prêtent pas, même portés avec des souliers à semelles épaisses, élastiques — il y a là quelque chose du play-boy italien des années 60, en plus sobre et plus sombre. Les trenchs — très souples et longs — flottent joliment mais s'accrocheraient aux branches. L'homme Montana, qui défie sans un sourire, et le regard perdu de mélancolie, est un chapeau des villes, légèrement romantique par le col de chemise, par le revers qui coule en jabot sur un linage aussi tendre qu'un pelage félin.

Pour le soir, toujours sérieux et mélancolique, il se permet quand même des revers démesurés en soie, et de bien curieuses coiffures entre la papillote et la couronne de lauriers. Mais on aura beau faire, on aura beau faire tomber sur les fronts de longues mèches tortillées, la mode homme ne veut pas briser les barrières élevées par le sévère XIX^e siècle.

Il est vrai que le classique de l'homme — le côté homme soigné qui ne supporte sur sa peau que soie et cachemire — peut devenir tout

à fait séduisant. Chez Thierry Mugler qui fait défiler dans son salon un nombre relativement réduit de modèles, portés par des garçons aux larges épaules, athlétiques sous les vestes sans col, près du corps, ultra-strictes. Drap sec, linage duvetoux. Rouille, camel, anis, violet, bleu gaulois. Du mauve avec du vert, des blazers bleu nuit sur des pantalons noirs. Teintes unies. Larges carreaux décalés. Pince-de-gaules. Du pur Mugler. Rien à redire.

Puisque les fastes du dix-huitième siècle sont célébrés autant sinon plus que le bicentenaire de la Révolution, on attendait quelque chose qui rappelle la grâce des longues jaquettes brodées, perles, broches. Mais non. Thierry Mugler, qui crée des femmes vampiriques, tranchantes, sculpte pour les hommes l'élégance de la rigueur.

Là où sont évoqués les saracottes en pantalons à larges rayures, c'est chez Yoshi Yamamoto. On en voit défiler quelques-uns avec des vestes courtes, unies. Ils ont des airs de collègues tout juste sortis de l'académie, portant sur leurs épaules des bâtons ou des petites casquettes rejetées en arrière. Ils s'amusent sur un air de fanfare militaire, avec une désinvolture de kid américain.

Ensemble ils forment une bande, un groupe qui a son histoire. Ils vont se balader en pantalons pris dans des grosses chaussettes, jouent les Byrns dans d'immenses capes noires, vont draguez en vestes gainées impecables. Ils s'amusent de leurs chemises très vives, orange ou jaunes, portent fièrement les pulls jacquard, les chemises à carreaux, les vestes bicolores pétrole et lie-de-vin : ils déconstruisent le chic décontracté de l'immédiate après-guerre. Ils sont joyeux, réconfortants comme la jeunesse.

COLETTE GODARD.

MUSIQUES

« Thérèse » à Monte-Carlo

La Révolution de Massenet

Jolie surprise à l'Opéra de Monte-Carlo, qui nous révèle deux œuvres lyriques de Massenet, bien oubliées. Mais Thérèse mérite d'être exhumée, pour le Bicentenaire.

pendant la Terreur, Thérèse, héroïquement, se livre à la populace en se disant royaliste pour lui rester fidèle.

Le livret de Jules Claretie est certes quelque peu conventionnel, mais il est bien bâti, rapide et efficace comme la musique. Pas la moindre trace de vulgarité en celle-ci, dont l'écriture vocale traditionnelle épouse admirablement les mots, accompagnés par l'orchestre avec beaucoup de finesse et de force dramatique parfois. Si le dynamisme interne de la passion est sans doute moins puissant que dans *Manon* ou *Werther*, le métier est à son plus haut niveau.

A son âge, Massenet est enclin sans doute à l'indulgence et cultive ses souvenirs, comme dans le charmant *Porphyre de Manon* qui compte la soirée, un acte écrit en 1892 où il s'attache à caresser les thèmes célébrés de son chef-d'œuvre : le chevalier Des Grieux (devenu baryton) n'a pas oublié la pauvre Manon, mais se montre néanmoins fort rigoriste à l'égard de son pupille, le vicomte de Montecor, pour l'empêcher d'aimer Aurora, une fille d'extraction douteuse. Mais il suffit d'habiller celle-ci (qui n'est autre que la fille de Lescarot...) comme le portrait de Manon pour que le chevalier donne avec enthousiasme son consentement !

Dans de ravissants décors et costumes de Filippo Sanjust (recopiant et rajoutant, pour *Thérèse*, ceux de la création), c'est là un fort agréable spectacle, soigneusement mis en scène par le même Sanjust, qui mériterait de venir à l'Opéra-Comique ou au Théâtre Montansier, avec des interprètes de choix : en particulier Gilles Cachemaille, aussi jouissant en Des Grieux vieillu qu'en girouardin tendre et idéaliste (« *Amour, amitié, vos deux cœurs battent pour moi* », chante-t-il avec quelque innocence). Margarita Zimmermann, Thérèse d'un lyrisme très ample, malgré un aigu qui se fatigue, Gérard Garino (le ténor amoureux de Thérèse) et les deux marionnettes un peu frêles, protégées de Manon (Helga Müller-Mollinari, en travesti, et Aline Dumas). L'Orchestre de l'Opéra de Monte-Carlo a chanté sous la direction de Jan Latham-Koenig.

JACQUES LONCHAMPT.
* Dernière représentation le 9 février (20 h 30).

Il en est souvent ainsi des dernières œuvres de compositeurs vieillissants, telles la *Theodora*, de Haendel, ou les *Borjades*, de Rameau : à leur naissance, elles paraissent déjà désuètes, tant on connaît leur langage, alors que le nouveau style. « L'ars nova », est déjà en vogue. Et quatre-vingts, ou deux cents ans après, on les découvre avec émerveillement comme des musiques fraîches et neuves.

C'est bien le cas pour la *Thérèse* de Massenet qui, mal que dissonances d'opéras n'a retenue. En 1907, Massenet n'avait certes que soixante-cinq ans, mais, depuis cinq ans déjà, *Pelléas* avait apparemment pétrifié son langage ; et un peu plus tard, quand *Thérèse* monta à Paris, elle fut éclipée par sa compagne d'affiche, *L'heure espagnole*, de Maurice Ravel. Son « heure » à elle était évidemment passée...

Mais Monte-Carlo se souvient que son Opéra de Garnier fut un des théâtres favoris du grand Jules (il lui réserva huit de ses œuvres tardives, dont le *Jongleur de Notre-Dame* et *Don Quichotte*) et créa précisément, sous le patronage du prince Albert-1^{er} de Monaco, cette *Thérèse* qui tombe pile pour le Bicentenaire.

Le métier à son plus haut niveau

Un couple de girouindes a racheté le château du maître pour le préserver jusqu'à la fin des « événements » : retour de l'héritier noble, amoureux de la jeune femme depuis l'enfance ; les époux le cachent pour le soustraire aux soldats. Le citoyen est prêt de succomber, mais comme son mari est lui-même arrêté et condamné à l'échafaud

THÉÂTRE

« Interrogations » et « la Marche du caméléon »

Mariage afro-nippon

Recueil zen et conte peul. Écoles du nô et du vaudou : la Maison des cultures du monde inaugure un dialogue afro-nippon. Inédit et réussi.

Du lutin. Akio Suzuki a la barbe taillée en pointe, le regard malicieux et les mains : avec deux cailloux, une lanterne de métal, ou quelque étrange instrument surréaliste il crée un monde élémentaire et raffiné où l'eau bruisse, le cheval galope, la terre gronde. Un monde où les sons tourment en vrille dans l'espace et le temps.

Yoshi Oida est un comédien familier de Peter Brook (de la *Conférence des oiseaux* au *Mahabharata*) et un complice de longue date d'Akio Suzuki. Ils ont créé *Interrogations* il y a dix ans, au Festival d'Avignon. C'est un spectacle minimal inspiré d'une pratique zen où un maître pose à son élève de très simples et insolubles questions. Selon leur public, Suzuki et Oida improvisent un geste, une musique qui sont autant d'appels à la méditation sur le sens caché des gestes ordinaires.

Interrogations se révèle une excellente mise en condition pour savourer la *Marche du caméléon*. Yoshi Oida et Akio Suzuki sont cette fois entourés de deux complices africains et d'un conteur français, Georges Perla, qui, sagement assis sur une chaise, n'intervient pas. Il se contente de prêter sa voix à une fable peule du poète et historien malien Amadou Hampâté Bâ.

C'est l'histoire, initiatique comme il se doit, de trois hommes qui partent pour un voyage au pays des nuages, connaissent la faim, le froid, le peur. Seul l'un d'eux survit, car, devenu riche, il choisira la voie de la connaissance plutôt que celle du pouvoir ou de l'argent. Les fans du *Mahabharata* (et les autres) ne seront pas déçus tant on retrouve là un art fluide de la métamorphose dans le maniement de quelques pauvres accessoires : et encore le plaisir du conte.

Si Akio Suzuki est un lutin, le percussionniste sénégalais Pape Thiame est un feu-follet : l'oiseau, le taureau ou la brousse en flammes, il en fait son affaire. Le Japonais et l'Africain jouent en écho, avec une distance amusée, ironique parfois. Tout comme Yoshi Oida et Koffi

Koko, danseur originaire du Bénin, superbe. La confrontation entre les deux hommes (l'un formé à l'école du nô et du kabuki, l'autre initié aux rites magiques et vaudou, tous deux frottés à l'art contemporain occidental) raconte deux manières d'appréhender le monde.

ODILE QUIROT.

* A la Maison des cultures du monde. Jusqu'au 12 février. Tél. : 45-44-72-30.

DERNIÈRE LE 15
20 H 45 - DIM. 14 H 30
**LE THÉOPHRE
DE L'AMOUR**
MARIVAUX
JACQUES NICHT
PRIX 55 F - LOC. 42,74,22,77
2 PL. DU CHATELET 4

La jeune musique française

du 6 au 24 février
6 concerts
2 tables rondes

Les compositeurs
Boivin - Bonnet - Dalbavie
Devillers - Dufourt - Durand
Duvillier - Fenelon - Gossain
Grosjean - Hurel - Lancelotti - Lenot
Lévinas - Malherbe - Manoury
Marin - Singer

Les formations
Ensemble
InterContemporain
Direction Peter Eötvös
Percussions de Strasbourg
Direction Olivier Dejourn

Centre Georges Pompidou
Réservation 42 60 94 27

EIC ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN
Centre Georges Pompidou
IRCAM

Culture

CINÉMA

Les Citoyens

Le tour du monde de deux légendes

Autant en emporte le vent
à cinquante ans
et Lawrence d'Arabie
vingt-sept.
Les deux films restaurés
sortent aux États-Unis
avant de parcourir le monde.

Le dimanche 30 janvier, pour son cinquantième anniversaire, *Autant en emporte le vent*, déployait ses fastes technicolores au Radio City Music Hall de New-York dans une copie soigneusement neuve. Le 4 février, plus d'un quart de siècle après son lancement, *Lawrence d'Arabie* a fait au Ziegfeld ses véritables débuts dans une copie restaurée et remontée, version aussi proche que possible de celle dont rêvait son metteur en scène, David Lean. Ensuite, les deux vidéos prendront la route pour une série de manifestations identiques dans quarante villes américaines puis progressivement, dans le monde.

Autant en emporte le vent. Dix Oscars. Le premier à opérer une telle razzia. Pour les uns, le plus grand film de tous les temps. Pour les autres, le plus surfaît. Les deux clans s'accrochent cependant pour y voir l'un des plus grands événements de l'histoire hollywoodienne.

La nostalgie n'est plus vraiment ce qu'elle était. Ce qui faisait pleurer Margot en 1939 provoque parfois le rire chez sa petite-fille.

Par exemple, le Technicolor s'est complétement décoloré. Arrive Turner, grand patron d'un empire audiovisuel basé à Atlanta (la capitale d'*Autant en emporte le vent*, et de Coca-Cola). Au terme d'une opération financière de haute volée, il acquiert toutes les archives cinématographiques de la Metro Goldwyn Mayer. L'homme est double. D'un côté, il « colorize » le *Faust* malade, *Casablanca* et bientôt *Citizen Kane*. De l'autre, il lance une nouvelle chaîne de télévision par câble qui ne passe que de grands classiques cinématographiques. Et, surtout, mobilise tout un laboratoire, investit 250 000 dollars pour

Retour aux épopées

tirer une copie neuve d'*Autant en emporte le vent* à partir du négatif original (en fait trois négatifs, chacun d'une couleur différente, qui étaient simultanément dans les énormes caméras de l'époque). Copie qui, en collaboration avec le Musée d'Art moderne, était présentée au Radio City Music Hall dont les six mille places avaient été prises d'assaut.

Selon la légende rapportée par le *Los Angeles Times*, quelques heures après la première mondiale de *Lawrence d'Arabie* en décembre 1962, le producteur d'*Autant en emporte le vent*, David Selznick, aurait pris le cinéaste David Lean par le bras et, l'entraînant sur la 5^e Avenue, lui aurait dit : « Il y a dromont tailler dans votre film. Ils ont essayé avec le mien. J'ai résisté. Résistez, vous le devez, votre film est magnifique. »

Le goût du risque

Un mois après sa sortie, *Lawrence d'Arabie* était réduit de vingt minutes — ce qui permettait une séance de plus par jour. Taillé de nouveau pour la sortie en 1971, il avait perdu près d'un cinquième de sa durée originale. Enfin la télévision se la vidéo-cassette, réduisant le désert à une dimension de timbre-poste. Restauré sous l'égide de la Columbia et l'impulsion de Martin Scorsese et Steven Spielberg, remonte par David Lean (passé par le temps, il ne l'avait jamais vraiment terminé). La version définitive de *Lawrence d'Arabie* dure aujourd'hui trois heures trente-six minutes.

Fin 1988, inaugurant le cycle destiné à célébrer son vingt-cinquième anniversaire, le Cinéma Dome sur Sunset Boulevard à Hollywood, présentait *Apocalypse Now*. En 70 millimètres. Trois jours avant *Autant en emporte le vent*, le Musée de l'Image mouvante d'Assora projetait, dans le cadre d'un hommage au chef opérateur Nestor Almendros, les *Mémoires du ciel*, de Terrence Malik,

également dans une copie 70 millimètres. La conjonction en moins d'un mois de ces quatre événements est troublante.

Il y avait à ces diverses présentations et, déjà aux projections de presse de *Lawrence d'Arabie*, une excitation palpable, le sentiment qu'un événement est sur le point de se produire. L'assistance semblait prête à se laisser éblouir, déborder, emporter, envahir, investir par l'imaginaire dont témoignent ces films. Mais, aujourd'hui, Hollywood semble penser petit et avoir perdu le goût du risque.

La réponse serait facile : 2001, *Barry Lyndon*, la *Guerre des étoiles* (et ses suites), *E.T.*, les *Indiscrets du ciel*, le *Parasite* (les deux), *New York, New York*. Il était une fois l'Amérique, *Rencontres du troisième type*, *Reds*, *Passage à India*, *Kagemusha*, etc. Ils ont raflé des Oscars, ils ont rapporté des millions de dollars.

Certes, tous ces films ont été produits avec l'argent de Hollywood. Assurés, cependant, n'a été entrepris par Hollywood. Georges Lucas, Steven Spielberg, Arnon Milchan, Saul Zaentz sont en effet des « indépendants ». Certains de ces films — tel le *Dernier Empereur*, (neuf Oscars) — ont été rejetés par Hollywood et ne doivent leur existence qu'à un financement multinational ou privé.

L'un des problèmes essentiels tient à l'importance de la télévision et de la vidéo dans le financement. L'épopée passe mal à la télévision. L'infinité intermédiaire de 2001, *odyssée de l'espace* y semble un vide sans intelligibilité aucune : le désert de *Lawrence d'Arabie* ressemble à du 8 millimètres.

La majorité du public a été élevée au biberon de la télévision et mûrie dans les sottes des miniséries (le noir et est rarement complet, ce qui renforce l'appareillement à la vision-choc). De par son (manque d') éducation, le public semble s'orienter vers les films tournés en gros plans. Comme à la télévision.

HENRI BEHAR.

« Papa est parti maman aussi », de Christine Lipinska

Les enfants trinquent

Une nuit, au cours d'une party dans leur villa d'un quartier chic, un homme et une femme découvrent que leur vie conjugale tourne en eau de boudin. Chacun part de son côté. Le dimanche matin, les quatre enfants, Laurette, Jérôme, Pamela et Manu, sont seuls. Laurette, du haut de ses seize ans, juge la situation, la prend en main. Mais quand sa mère revient chez eux avec une « réflexion », téléphone, elle fait croire que leur père est revenu de sa virée en voiture. De même, le père sera informé que la mère est là. Laurette en veut à l'un et à l'autre, attend des gestes d'affection qui ne viennent pas, gère à sa manière le désordre familial et tombe amoureuse d'un adolescent intello (et fugeur) qui rêve d'écrire un roman américain, en Amérique, et lui faire lire Jacques Kerouac.

Papa est parti. Le film de Christine Lipinska est tiré d'un roman de Remo Forlani, pas tendre pour les adultes sombrant dans l'égoïsme et l'irresponsabilité. Les parents (Stéphane Bovy et Marie Rivière) sont parfaitement odieux et le personnage de Laurette (Sophie Aubry) vous saute au cœur avec ses manières brusques, sa sensibilité à la fois exquise et rebelle adolescente, que la réalisatrice prend passionnément en charge. Les enfants qui trinquent lui font mal : Jérôme (le toujours étonnant Benoît Magimel) qui était « Momo » dans *La vie est un long fleuve tranquille* choisit une solution extrême. Manu (Nicolas Neuhay) se réfugie dans une maladie psychosomatique. A Pamela (Anais Subra), on fait dire des « mots d'auteur » qui lui donnent des allures de petit prodige. On pense à la formule de Cocteau à propos d'une poétesse en herbe, jadis : « Tous les enfants ont du génie, sauf Minou Drouot. »

Le tempérament de Christine Lipinska l'aurait volontiers portée vers la satire amère et corrosive, avec des plagues de tendresse autour de Laurette et sa petite bande. Elle a tempéré cela par des scènes de comédie semi-folles dont les ruptures de ton sont maladroites : Domage, dommage...

JACQUES SICLER.

Le premier bilan de la Vidéotheque de Paris

La ville et son image

Le premier bilan
de la Vidéotheque de Paris,
inaugurée il y a un an,
est nettement positif.
Une enquête livre le profil
de son utilisateur.

Le développement de la ville et celui de l'image sont allés de pair. Leur mariage est presque toujours un succès. L'exposition « Cité-Ciné » nous en administrait la preuve, l'année dernière, à la Villette. Au moment où M. Jacques Chirac inaugurerait, dans les sous-sols des Halles, la Vidéotheque de Paris. Celle-ci fait aujourd'hui son premier bilan. Elle a commencé par souffrir de son relatif anonymat souterrain, même si l'espace conçu par Paul Chemetov est une réussite. La salle de réunion est éclairée par un astucieux puits de lumière naturelle : le mobilier, sobre, est signé Willemotte. Visible de la salle de consultation individuelle, le robot qui programme les cassettes est toujours une attraction.

Le programme des deux grandes salles (500 et 100 places) est consultable sur minitel comme l'est également le catalogue de la Vidéotheque. Les scolaires ont deux espaces (50 et 20 places) à leur disposition. 10 000 d'entre eux sont venus s'ajouter aux 40 000 personnes qui ont fréquenté la Vidéotheque depuis son ouverture. Un chiffre modeste qui ne reflète pas la réalité, souligne Anne-Michèle Ulrich, directrice de la presse et de la communication, responsable de l'établissement : « Depuis le mois de septembre, nous recevons 400 personnes par jour. Notre rythme de croissance devrait tourner autour de 100 000 personnes l'an. »

Une enquête commandée par la Vidéotheque cerne le profil de ce public. Il est jeune (55 % de moins de trente ans) et étudiant (40 %). Il est masculin (à 60 %) et comporte un noyau notable d'individus du troisième âge (10 % ont plus de soixante ans). On remarque que les plus assidus sont ceux qui, de par leurs activités, disposent le plus de temps libre — les étudiants et les retraités. Mais le public est aussi à l'image de celui que l'on rencontre dans les sous-sols des Halles. La forte proportion de banlieusards s'explique par la croisée des lignes du RER et du métro. Il est populaire et relativement peu familiarisé avec les institutions culturelles traditionnelles comme les musées, la

Cinéma ou le Centre Pompidou : 40 % d'entre eux déclarent ne jamais les fréquenter.

Un public neutre

Pourtant ce public neuf apprécie l'aspect culturel de la Vidéotheque puisque, si 42 % d'entre eux viennent voir des films de fiction, 43 % se déplacent surtout pour les documentaires et 93 % pénétreraient le langage des genres qui est la marque de la Vidéotheque. A chaque séance, qui dure deux heures en moyenne, la fiction et les documentaires sont toujours mêlés. Toute image projetée doit avoir un lien avec Paris. Un lien parfois ténu. Ce peut être des allusions « en creux », comme dans les *Démolisseurs de Rochefort* ou *Pépé le Moko*, dont l'action se déroule loin d'une capitale néanmoins présente dans la tête des personnages.

Le catalogue, qui compte 3 000 titres, s'est enrichi de 500 pièces au cours de sa première année d'existence. Un rythme que les responsables de la Vidéotheque s'efforcent de maintenir. Le budget — 30 millions de francs — ne lui permettra peut-être pas de maintenir.

Si les œuvres françaises ne sont pas trop difficiles à dénicher (le fonds des actualités Gaumont, des séries télévisées comme « La Terreur ou la Vertu », de Lorenzi, des *Enfances* de Bosco, des vidéoclips comme ceux de Rita Mitsouko, ou des films comme *L'Armée des ombres*, de Melville, parmi les acquisitions récentes), les étrangers se font tirer l'oreille pour confier leurs bobines ou leurs cassettes.

La Vidéotheque n'a pas pu encore mettre la main sur *Américain à Paris*. En revanche, la Warner vient de lui faire une donation de douze films. Enfin, la Vidéotheque produit elle-même certaines séries sur l'évolution de la ville. Les grands châtiers de la capitale, ceux du maître comme ceux du président, sont régulièrement filmés. Ainsi, cet établissement, n'a-t-il pas de Pierre Emmanuel, est en passe de gagner son pari. Montrer que l'audiovisuel peut être autre chose qu'une pompe à finances, un instrument de masse, conforté par l'audimat : un outil de mémoire et de culture.

EMMANUEL DE ROUX.

Communication

Mille sept cent quarante stations dans l'expectative

1989 sera l'année de la concentration dans le monde de la FM

Les radios françaises sont dans l'expectative. Mille sept cent quarante stations (selon un relevé récent) attendent en effet de connaître les principes qui fonderont désormais la nouvelle politique du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) en matière de radiodiffusion. Mille sept cent quarante stations réclament aujourd'hui un statut en harmonie avec leur vocation, une règle du jeu plus claire et un assainissement de la cohabitation forcée mais trop souvent explosive entre radios associatives, radios locales commerciales et réseaux nationaux. Les revendications s'expriment en ordre dispersé par l'intermédiaire de syndicats et de fédérations mais de nombreuses interrogations, actuellement sans réponse, laissent une fois de plus la FM dans la plus grande des confusions. Quelles priorités dans les attributions de fréquences ? Quelle répartition du gâteau publicitaire ? Quels financements possibles pour les quatre cents radios associatives ? Quelle validité pour

les ventes de stations ? Quelle reconnaissance pour les réseaux nationaux diffusés par satellite et regroupant déjà plus de dix millions d'auditeurs ?

Toutes ces questions et de nombreuses autres faisaient l'objet, mercredi 8 février, d'un long débat organisé au Sénat par M. Gérard Deifau, sénateur (socialiste) de l'Hérault. Un forum touffu et bouillonnant auquel ont participé radios associatives de province et patrons de réseaux nationaux en présence des représentants discrets du secrétariat d'État à la communication et de deux services du CSA. Une occasion surtout d'inciter les pouvoirs publics à mener enfin une réflexion urgente sur l'avenir de la radio en France. Et d'insister sur la nécessité de l'ouverture du pragmatisme et sur l'enjeu d'une année que chacun prévoit « charnière » dans le monde de la FM.

1989 sera à coup sûr pour la FM l'année des grandes mutations. Un nouveau chapitre de sa jeune histoire semble en effet sur le point de s'ouvrir que certains auditeurs disent déjà « maturité » mais qu'il serait plus juste de libeller plus modestement « organisation », « rationalisation », « concentration ». La logique économique triomphe. Après l'année 1988 marquée par la confirmation de la pro-

quence, l'heure est venue de se diversifier et de passer des alliances. L'ère du mono-produit est dépassée. Un même programme n'étant pas suffisamment fédérateur pour rassembler toutes les tranches d'auditeurs, les régies s'emploieront donc à vendre à leurs clients (les annonceurs) des conglomérats d'audience réparties sur différents supports. C'est d'ailleurs l'idée de ROF (Régie onde et fréquence),

recourir à plusieurs réseaux pour s'assurer d'une bonne couverture, ce qui s'avère coûteux.

C'est un peu le reproche fait à SMP (Super Mega France) le réseau commercial mis au point par ROF qui permet pourtant une bonne couverture du territoire (11,4 % de part du marché) en utilisant les antennes de Nostalgie, Fun, Kiss, et de très nombreuses radios indépendantes. Ces dernières, surtout quand

Les huit programmes nationaux

	NRJ	NOSTALGIE	EUROPE 2	SKYROCK	FUN	RFM	KISS	PACIFIC
Nombre d'auditeurs potentiels (en millions)	22,6	43	21,5	18	21	28,5	17	18
Nombre d'auditeurs	117	187	98	53	121	58	59	58
Décembre 1987 (Médiamétrie)	9,8 %	3,6 %	-	-	1,8 %	-	-	-
Décembre 1988	11,1 %	4,3 %	3,3 %	2,5 %	2,4 %	-	-	-
Format	musique jeune adulte	musique française - années 60-70	musique française - années 60-70	musique jeune adulte	musique jeune adulte	musique rock - années 60-70	musique française - années 60-70	musique - années 60-70
Cible	15-34 ans	25-50 ans	25-50 ans	15-34 ans	15-34 ans	25-50 ans	25-50 ans	25-50 ans

(*) 1 % = 440 000 personnes. Les audiences de RFM, KISS et PACIFIC n'ont pas encore été mesurées par Médiamétrie.

gression d'audience de la FM, la confortation des structures de réseau, la redistribution du pouvoir des annonceurs et le déblocage des groupes étrangers, 1989 pose à tous les professionnels quelques défis.

1. Le triomphe de la notion de « format » (formule de radio et de sa logique). — Ce concept apparaît-il y a un an extrêmement flou. Et il a fallu le succès de France-Info qui, en proposant un programme thématique cohérent, clairement identifiable, permettant la satisfaction « sur demande », 24 heures sur 24, des besoins d'informations des auditeurs, pour transformer cette idée en évidence. Preuve était faite que le public s'affranchissait du cadre contraignant des radios à rendez-vous et entendait de plus en plus composer lui-même son programme en se promenant sur la FM et en souhaitant trouver à toute heure de la journée le type d'émission correspondant à ses besoins ou à ses envies du moment. C'est une prime au programme, lequel doit être bien fait, répondre à une demande précise et correspondre exactement à ce qui est annoncé. Un coup fatal pour les radios aux contours très flous et à la vocation incertaine et pour celles dont l'audience doit davantage à l'espérance, à la pub ou à quelques « coups » fumeux.

La logique est, bien sûr, économique. Bien « formatée », bien ciblée sur un auditeur précis (une tranche d'âge, une classe, une région) la radio fédère massivement une audience homogène qui, si elle est de taille suffisante, attire les annonceurs. D'où l'importance des études marketing pour définir avec précision la cible choisie en fonction de l'existence ou non d'un marché. L'on peut s'attendre donc à un affinement des formats des radios et des différents réseaux, contraints, étant donnée la concurrence de programmes assis sur un créneau très précis, de limiter à leur tour leur cible et de s'en rapprocher.

Les grandes ondes obsolètes

2. — La concentration et le tournant historique des périphériques. — 1988 les a mises au pied du mur et la vérité leur a sauté aux yeux : la technologie des grandes ondes est obsolète : la majorité des auditeurs écoutent désormais la FM, — de même que le format « généraliste » — déjà abandonné par les 15-24 ans — est en perte de vitesse. Chacun, donc, a révisé sa stratégie et abouti plus ou moins rapidement à la même conclusion : pour conserver des audiences saines, à celles qui firent leur fortune dans les années 70, pour satisfaire surtout certains annonceurs inquiets de ne plus atteindre quelques cibles (jeunes adultes, actifs) et mécontents des tarifs non révisés en consé-

qui, la première, a eu l'idée de transformer en atout cette formidable dispersion des auditeurs sur la FM et de proposer aux annonceurs des plans modulables pouvant couvrir diverses régions de France comme la totalité du territoire. C'est un peu aussi la démarche de Radio-France, qui met moins en avant les résultats d'inter (en baisse) que ceux de son réseau (toutes stations confondues).

Mais ce petit jeu-là réserve quelques surprises, et la plus avancée des périphériques n'est pas celle que l'on pense. Première radio de France en nombre d'auditeurs, RTL accuse actuellement un retard très net en terme de diversification. Le rachat récent d'Aventure FM à Paris, sa volonté d'en faire un réseau pour les 15-34 ans, visant précisément à rattraper le temps perdu, jouer les complémentarités et offrir à la régie IP la possibilité de proposer à ses annonceurs, grâce à des coupages, un plan non déficitaire en jeunes. Europe 1 a la belle longueur d'avance. Son programme Europe 2 RTL, dit-on sur France 1, se révèle une nouvelle structure (Régie Radio Music) permet désormais de commercialiser de concert les antennes d'Europe 1, Europe 2 et Skyrock. « Cumulées, leurs audiences avoisinent celles de RTL », dit-on sur France 1, l'objectif de cette initiative étant de ne présenter de déficit sur aucune cible. Un troisième pôle existe auprès de RMC, allié pour le moment à Nostalgie (qui s'apprête cependant à reprendre son autonomie de régie), demain peut-être à FUN.

Cette tendance à la concentration et aux regroupements des audiences pour la couverture totale du spectre isole bien sûr les réseaux indépendants qui, sauf à atteindre une cible très spécifique et recherchée, risquent de ne jamais atteindre un seuil d'audience suffisamment important pour intéresser les « pros » annonceurs. NRJ le sait qui a compris la nécessité d'offrir sur la FM un produit complémentaire au sien et l'urgence aujourd'hui de doter la station parisienne Chéri FM (25-45 ans) d'un véritable réseau.

— Elle s'est faite peu à peu, sensible à la structuration de la profession, l'apparition dans les radios de commerciaux rigoureux et compétents, et surtout l'arrivée d'études d'audience fiables et régulières. Certains médias jugent les radios FM « incontournables » sur certains produits et il existe des campagnes 100 % FM. Mais le plus souvent, la FM n'est encore considérée que comme un complément à un plan utilisant les périphériques ; ainsi par exemple, les « leviatrans » qui viennent tout juste — mais c'est un symbole — de faire leur apparition sur la FM. La simplicité d'utilisation des réseaux diffusés par satellite constitue bien sûr l'atout considérable, encore faut-il souvent

elles s'organisent en réseaux régionaux, résistent d'ailleurs très bien. Une redistribution néanmoins s'opère de plus en plus au détriment des périphériques et notamment d'Europe 1 qui ne bénéficie pas des résultats encore exceptionnels de RTL ni de l'ancrage non disputé de RMC dans le sud.

4. L'arrivée des étrangers et l'ouverture vers l'Europe. — Il y a d'abord eu Pacific dont on a appris un jour le rachat par un groupe composé d'australien-britanniques. Puis l'on vit un important groupe canadien nouer différents contacts, ainsi que des Italiens qui venaient prendre le pouls... Et, récemment, le capital de RFM accueillit, à côté de Patrick Meyer (35 %) et du Crédit mutuel d'Artois (30 %), le groupe britannique Crown Communication à hauteur de 35 %. Côté en Bourse, Crown est actionnaire de nombreuses stations anglaises et possède IRS, la plus importante régie publicitaire de radios en Grande-Bretagne. « On peut sans doute apporter notre savoir-faire en matière de commerce et en matière d'études et de recherche sur les audiences », déclare le nouveau directeur général de la station. M. Andrew Mandersham. Mais nous voulons aussi apprendre beaucoup de la France et utiliser surtout la structure RFM pour prospecter en Europe : Allemagne, Espagne, Belgique, Pays-Bas. Voilà qui change les perspectives et provoque aujourd'hui chez quelques pionniers de la FM un regain de passion : l'Europe.

La perspective de réseaux européens

Il y a ceux qui, comme Jean-Michel Brosseau, tentent de monter avec des radios associées établies en Espagne, au Portugal et en Italie, une véritable banque européenne de programmes radiophoniques (« Euradio »). Il y a ceux qui ne rêvent que d'implanter les émetteurs sur les sols voisins ou de nouer des alliances avec les radios étrangères. NRJ est de celles-là qui a déjà noué de nombreux contacts en Europe (Suisse, Belgique) et se réjouit de voir que son sigle, décidément, paraît universel. Il y a Nostalgie déjà présent en Suisse (le marché de Genève est l'un des plus convoités) qui prévoit l'installation d'une quinzaine d'émetteurs lui permettant de couvrir la Belgique et la Luxembourg. Également Skyrock et Fun...

Les Français ont sans doute la chance d'être les mieux placés aujourd'hui en Europe pour tracer le chemin des radios européennes. Et si la démarche de certains réseaux prend parfois l'allure d'une dangereuse fuite en avant, la stratégie des autres ouvre des perspectives que les pouvoirs publics — si prompts à s'enthousiasmer en matière de télévision — auraient tort, une fois de plus, de vouloir ignorer...

ANNICK COJEAN.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Economie

SOMMAIRE

■ Prête à se retirer en partie du capital de la Société générale, la Caisse des dépôts a réalisé, en 1988, un bénéfice record de 4 milliards de francs (lire ci-dessous). ■ Les propositions de la

Commission de Bruxelles sur la fiscalité européenne de l'épargne apparaissent comme de timides mesures propres à ménager les susceptibilités des Etats membres (lire page 28). ■ Avec

une masse considérable de commandes nouvelles, notamment d'American Airlines, le constructeur aéronautique McDonnell Douglas marque des points contre le consortium Airbus (lire page 29).

Hausse de la Bourse et stabilité des charges

La Caisse des dépôts a dégagé en 1988 un résultat record de 4 milliards de francs

La Caisse des dépôts et consignations n'est plus ce qu'elle était. En 1983, dans son projet d'entreprise, elle se vouait à « orienter l'épargne vers des emplois d'intérêt général, stimuler le développement local et contribuer au développement du tiers-monde ». En 1988, elle participe à l'attaque sur le capital de la Société générale. Un nouvel état d'esprit, très « market-minded », anime désormais le principal établissement financier de France, qualifié pour la première fois de « groupe » dans le bilan 1988 que M. Robert Lion, son directeur général, a présenté le 8 février, en mettant en avant la progression de ses résultats nets — due à son activité bancaire — à plus de 4 milliards de francs (contre 2,9 l'année précédente).

Si l'efficacité économique et la rentabilité financière ont pris le pas sur la vocation sociale de la Caisse, c'est qu'elle a dû s'adapter à la transformation de son environnement. Ainsi la contraction de ses ressources l'oblige-t-elle à se limiter à une priorité : le financement du

logement social. En 1988, en effet, après la reprise enregistrée en 1987, la collecte sur les livrets d'épargne est redevenue fortement négative avec — 17,3 milliards de francs (contre — 4,3 en 1987 et — 33,7 en 1986).

Cette tendance, observée depuis plusieurs années, est liée au comportement des ménages dont le taux d'épargne financière ne cesse de diminuer (2,6 % sur les neuf premiers mois de 1988 contre 4,5 % en 1985) et qui ont de nouveau privilégié les placements en valeurs mobilières. Mais les intérêts capitalisés ont permis une augmentation de l'encours à 728,6 milliards fin 1988 (contre 707 fin 1987). « Si les stocks restent stables, nous pouvons supporter une contraction de la collecte d'une trentaine de milliards, sans que cela pose de problème crucial pour le financement du logement social », constate M. Robert Lion.

Cependant, cette contraction oblige la Caisse à concentrer l'affec-

tation des ressources du livret A sur le logement social, diminuant les prêts aux collectivités locales sur fonds d'épargne (10 milliards de francs en 1988 contre 20 en 1986), le relais étant pris par le Crédit local de France et le réseau Ecureuil sur leurs ressources banalisées. En outre, la Caisse a adapté ses financements aux besoins du secteur du logement social (prêts pour des populations défavorisées, réaménagement de la dette des HLM...).

Dans la gestion des fonds d'épargne, qui ne lui rapporte pas un sou (elle est assurée à la demande et pour le compte de l'Etat), la Caisse a amélioré la liquidité (la part des actifs financiers mobilisables est passée de 15,8 % en 1987 à 19,7 % en 1988), grâce à la réduction de son stock de prêts anciens de 21 milliards dont 8,2 % par « titrisation » (conversion de prêts en valeurs mobilières) et grâce à des placements soutenus en actifs financiers (23 milliards).

Activité bancaire

En revanche, dans son activité bancaire propre où elle se trouve confrontée à la concurrence, la Caisse a enregistré une progression de ses résultats. L'Etat assure un passif évalué à quelque 70 milliards de francs, La Charolaise s'étant rapprochée, en février 1988, du puissant groupe Champagne-Viande. Une nouvelle structure créée en commun, la SICA des éleveurs du

Centre-Est, contrôlée à 51 % par Champagne-Viande, avait repris les activités de La Charolaise. Celle-ci restait cependant devoir un peu plus de 900 000 F à INTERBEV. La dernière proposition de l'administrateur provisoire de La Charolaise (règlement de 300 000 F seulement) ayant été rejetée par INTERBEV, une action en référé était introduite auprès du tribunal de grande instance de Dijon et inscrite à son rôle pour le 3 février au matin.

Au cours d'une ultime réunion, le 19 janvier, un accord était enfin trouvé et la Caisse agricole de Côte-d'Or s'engageait à régler la dette de La Charolaise. On n'en attendait pas moins, à l'interprofession, l'arrivée du chèque le 30 janvier pour interrompre l'action en justice.

CLAIRE BLANDIN.

Les conditions d'un retrait partiel du capital de la Société générale

« La Caisse des dépôts serait prête à réduire sa participation au capital de la banque. » Alors que les négociations se poursuivent entre les dirigeants de la Société immobilière de gestion et de participation (SIGP), actionnaire à 10 % de la Société générale, et les responsables de la banque privée, M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) et principal actionnaire de la SIGP (32,3 %, avec 1 milliard de francs), a précisé, mercredi 8 février, sa position dans l'affaire de la Générale.

Bien que n'étant pas partie prenante directe aux négociations menées « sous l'égide du directeur du Trésor », M. Jean-Claude Trichet, la CDC les suit avec attention. On sait que l'une des conditions qu'a toujours posées M. Marc Véniot, le président de la Société générale, à tout accord avec l'attaquant, M. Georges Pébereau, est le retrait partiel de la Caisse des dépôts du dispositif. M. Lion est prêt aujourd'hui à l'accepter, mais il a clairement indiqué ses propres conditions : elles portent à la fois sur la reconstitution du capital de la banque et sur le prix auquel la Caisse pourrait céder sa participation dans la SIGP.

Au cours d'un entretien accordé, mercredi 8 février, au journal d'Antenne 2, M. Lion a notamment précisé, à propos de l'opération sur la Société générale et du rôle de la Caisse des dépôts : « L'argent utilisé ne provient pas des épargnants mais d'une autre activité de la Caisse, complètement séparée : notre activité de banque. Nous avons des dépôts qui génèrent des marges et des bénéfices. » Ce sont ces derniers qui ont été utilisés.

Interrogé sur les objectifs « politiques » de l'opération, M. Lion a affirmé : « L'objectif

n'était pas politique, il était économique et financier. » Il a assuré que, en cas d'irrégularités avérées dans cette opération, la Caisse des dépôts « se retournerait » contre leurs auteurs.

M. Lion a expliqué, à cette occasion, sa conception du rôle des investisseurs institutionnels publics. « Pas assez spécialisées et de taille insuffisante », les entreprises françaises souffrent à ses yeux, d'un troisième handicap : « la faiblesse de leur assise en capital ». Il faut aux sociétés françaises un actionariat fidèle et soudé autour de projets stratégiques, a expliqué M. Lion, il faut que cet actionariat détienne une fraction suffisante du capital. « Parisien de « vrais nœuds », le directeur général de la CDC estime que les acteurs des marchés des capitaux doivent se préoccuper de cette situation.

A côté d'un « actionariat familial déstabilisé et sur le déclin », d'un « actionariat populaire trop dispersé » et de « SICAV qui recherchent surtout la performance et la liquidité », les investisseurs institutionnels, « souvent publics », doivent, selon M. Lion, prendre leurs responsabilités, ce qui doit les amener « à prendre ou à soutenir des initiatives plus hardies qu'autrefois ». Sous certaines conditions donc (le des changements significatifs dans l'actionariat et le conseil d'administration de la banque), la Caisse pourrait se retirer partiellement. Mais si ces conditions ne sont pas remplies, « le statut qui ne me pose pas de problème », a également déclaré M. Lion, qui a encore indiqué que la commission de surveillance avait invité, mardi 7 février, à « demeurer sur cette position ».

E. I.

Les « affaires » risquent de remettre en cause les options de liberté économique déclare M. Périgot

Les « affaires » (Pechiney, Société générale...) marquent « un manque de maturité économique », estime M. François Périgot, président du Centre national du patronat français (CNPF). Dans un entretien publié par le Figaro du 9 février, il explique que « leur résonance excessive risque de déstabiliser l'image de l'entreprise si difficilement rétablie (...) la remise en cause des options de liberté économique que la France s'est choisies et auquel elle doit son redressement (...) et l'occultation des vrais problèmes que le pays doit résoudre pour devenir moderne et compétitif ».

Le patron des patrons français soutient que « les « affaires » révèlent les dangers et les limites de la confusion entre deux logiques contradictoires : celle de l'interventionnisme et celle du marché ». Ces « affaires devraient conduire à une moralisation des opérations sur le marché financier ». « Le CNPF a fait et fera des propositions dans ce sens », indique M. Périgot, qui ajoute qu'« il faut (aussi) redéfinir la mission de la Caisse des Dépôts ».

M. Périgot conclut cet entretien en déclarant : « J'aurais préféré que l'Etat soit plus actif dans la réforme de ses services publics que sur d'autres terrains ».

SOCIAL

La CFTC fait état d'une aggravation de la « répression antisyndicale »

« Certaines entreprises continuent à nier le fait syndical en pratiquant systématiquement une politique répressive à l'égard des militants et délégués syndicaux », a assuré M. Guy Drilleaud, secrétaire général de la CFTC, en présentant, le 7 février, à la presse un dossier sur une aggravation de la répression antisyndicale. Selon la centrale chrétienne, qui a mis plus particulièrement en avant une vingtaine de cas signalés, cette répression vient aussi bien des grandes entreprises que des PME, du secteur privé que du secteur public.

Cette répression, pour la CFTC, « s'exerce sous des formes insidieuses, jamais de front ou rarement. L'employeur ne voulant pas prêter le flanc à une éventuelle poursuite pénale pour entrave au droit syndical », « manœuvres d'intimidation », « vérification par huisser des heures de délégation », « surveillance particulièrement poussée », des délégués, « insultes et injures », « blocage des carrières et des salaires »...

La CFTC a également souligné la hausse des autorisations de licenciements des représentants du personnel en 1987. Le nombre total d'autorisations accordées par les inspecteurs du travail est passé de onze mille deux cent vingt et un en 1986 à onze mille deux cent quatre-vingt-quatre (dont dix mille neuf pour motifs économiques) en 1987. Le pourcentage d'autorisations par rapport aux demandes est passé de

77,7 % à 83,59 %. Le pourcentage d'autorisations de licenciements par le ministre du travail est passé de 39,6 % en 1986 à 47,9 % en 1987.

Pour M. Drilleaud, les causes de cette répression proviennent d'une « conception héritée du dix-neuvième siècle des rapports patron-salariés », mais aussi de la crise économique et de la « perte du sentiment collectif ». La CFTC a dénoncé « l'inefficacité des dispositions légales », relevant que seulement six cents procès-verbaux ont été dressés par les inspecteurs du travail en 1986 donnant lieu ensuite à deux cents condamnations.

M. Drilleaud a également relevé un « acharnement anti-CFTC chez certains employeurs » (1), en estimant que les principes « constructifs » de la CFTC sur certaines questions (négociation, participation etc.) « peuvent perturber une certaine fidélité patronale qui perçoit cette action comme une remise en cause de ses prérogatives alors qu'elle veut régner sans partage ». « Si l'arme judiciaire lui apparaît comme le « seul remède efficace », la CFTC entend discuter de la représentation syndicale dans les PME avec le patronat et les pouvoirs publics.

(1) Selon les statistiques du ministère du travail, les autorisations de licenciements des représentants du personnel CFTC par l'inspection du travail sont passées de 77,8 % des demandes en 1986 à 79,1 % en 1987.

AFFAIRES

Pour concurrencer le S-VHS

Sony lance le 8 mm haute définition

Ça bouge dans le monde de l'image vidéo de très bonne qualité. Dans la perspective d'un développement de la télévision améliorée (doublement de chaque ligne) puis de l'avènement de la télévision à haute définition (TVHD) dans le courant des années 90, la firme japonaise Sony lance un magnétoscope (EV-900) et un caméscope (CCD-V900) à haute définition au format 8 mm. Ce nouveau matériel sera commercialisé au Japon dès le mois d'avril prochain aux prix respectivement de 245 000 yens (12 000 francs) et de 240 000 yens (11 760 francs). Sony prévoit une cadence de production de quarante mille magnétoscopes et de huit mille caméscopes par mois.

Le lancement se fera au début de l'été aux Etats-Unis et vers la fin de l'année en Europe. Ces nouveaux appareils haute-fidélité fourniront des images améliorées de 60 %, c'est-à-dire comportant au moins quatre cents lignes (quatre cent cinquante lignes pour le caméscope) contre deux cent cinquante lignes pour le VHS. « La popularité croissante et la disponibilité de télé-

seurs à écran large avec une qualité d'image améliorée a créé un marché important pour les systèmes vidéo à haute définition », indique-t-on chez Sony. Le marché est important, énorme même à supposer que le taux de renouvellement du parc actuel de magnétoscopes (+ 10 % l'an) vienne à augmenter rapidement, ce à quoi les experts s'attendent.

L'objectif de Sony est clair : barrer la route la plus vite possible à son concurrent nippon JVC (groupe Matsushita), inventeur du VHS, et qui a déjà lancé le super VHS (S-VHS) à plus de quatre cents lignes d'appareils, renforcer sa suprématie dans l'industrie mondiale du magnétoscope. Une nouvelle guerre des standards va-t-elle se rallumer ? Dans l'immédiat, avec la carence de téléviseurs capables de fournir des images haute-fidélité (au moins quatre cents lignes), ce pourrait bien n'être qu'une guerre de tranchée.

A. D.

Le Crédit agricole de Côte-d'Or vient au secours de La Charolaise

DIJON de notre correspondant

Après un an de négociations, un accord est intervenu le 19 janvier entre l'interprofession Bétail-Viande (INTERBEV), présidée par Marcel Bruel et le groupement de producteurs bourguignons La Charolaise, présidé par Bernard Chevalier, par ailleurs président de la chambre régionale d'agriculture de Bourgogne et de la Fédération nationale de la coopération Bétail-Viande (FNCBV).

Après de très sérieuses difficultés, qui avaient amené à accumuler un passif évalué à quelque 70 millions de francs, La Charolaise s'était rapprochée, en février 1988, du puissant groupe Champagne-Viande. Une nouvelle structure créée en commun, la SICA des éleveurs du

Centre-Est, contrôlée à 51 % par Champagne-Viande, avait repris les activités de La Charolaise. Celle-ci restait cependant devoir un peu plus de 900 000 F à INTERBEV. La dernière proposition de l'administrateur provisoire de La Charolaise (règlement de 300 000 F seulement) ayant été rejetée par INTERBEV, une action en référé était introduite auprès du tribunal de grande instance de Dijon et inscrite à son rôle pour le 3 février au matin.

Au cours d'une ultime réunion, le 19 janvier, un accord était enfin trouvé et la Caisse agricole de Côte-d'Or s'engageait à régler la dette de La Charolaise. On n'en attendait pas moins, à l'interprofession, l'arrivée du chèque le 30 janvier pour interrompre l'action en justice.

D. C.

« Une décennie pour mettre en place le crédit-formation » prévoit M. Michel Rocard

A l'issue du conseil des ministres, le 8 février, M. Michel Rocard a tenu à présenter lui-même le projet de crédit-formation (Le Monde du 9 février). « Après le revenu minimum d'insertion », a-t-il souligné, il s'agit de « la deuxième grande réforme du second septennat » dont l'ampleur est telle qu'il faudra « plus d'une décennie pour le mettre en place ».

Ayant souligné la priorité accordée aux jeunes, M. Rocard s'est montré très prudent sur la façon dont seraient engagées les étapes suivantes. Celle-ci suppose en effet que des négociations aient lieu, entre partenaires sociaux, pour la généralisation de la mesure aux salariés disposant d'un emploi et pour l'extension aux demandeurs d'emploi.

« Je fais l'hypothèse qu'il n'y aura pas de blocage (...), mais ce sera long », a admis le premier ministre, qui refuse « toute précipitation ». Il a toutefois évoqué « l'utilisation anarchique » des sommes consacrées à la formation dans les entreprises.

Les premières réactions au projet sont mesurées. M. François Périgot, président du CNPF, considère que le « crédit-formation » est une bonne chose, à condition qu'il ne soit pas « mal utilisé ». « On attendait un grand projet, on n'a qu'une petite copie », a estimé pour sa part M. Jean-Paul Jacquier, secrétaire national de la CFDT, qui regrette que le projet se limite pour l'instant à l'insertion des jeunes.

Vingt-trois « blondellistes » sur trente-six à la commission exécutive de FO

FO a rendu publics, le mercredi 8 février, les résultats de l'élection de sa nouvelle commission exécutive, qui comprendra finalement trente-six membres au lieu de trente-cinq. Sur les trente-six membres élus, vingt-trois avaient soutenu la candidature de M. Marc Blondel et treize celle de l'autre candidat, M. Claude Pitous. Les treize « pitousiens » élus sont les suivants : MM. Adivèze (Aude), Barbier (Charente), Carmentran (Charente), Cerné (Haute-Garonne), L'Hôte (Somme), Mertz (Meuse), Perrot (Seine-Maritime), Posty (Doubs), Sohet (Nord), Sorrentino (Alpes-Maritimes) et Walter (Bas-Rhin).

Plusieurs « blondellistes » de M. Pitous ont été battus, comme MM. Hue (métallurgie), Marpot (PTT), Malré (Paris), Clément (Drôme) (Le Monde du 7 février). Parmi les battus figure aussi M. Hubert Bouchet, secrétaire général de l'Union confédérale des ingénieurs et cadres UCLFO.

La fédération FO des PTT a indiqué qu'elle continuerait à s'appuyer sur son « programme revendicatif » défini à son propre congrès fédéral de 1987 : « Aucun changement de cette politique ne peut être envisagé ». Quant à la répartition des tâches au sein du nouveau bureau confédéral, elle a été renvoyée à la semaine prochaine.

Hausse des salaires de 1 % chez Renault au premier trimestre

Les salaires chez Renault vont augmenter de 0,5 % à compter du 1^{er} janvier 1989 et de 0,5 % à nouveau au 1^{er} mars, a annoncé la direction de la Régie le mardi 7 février lors de la première réunion de la négociation salariale annuelle. L'allocation de printemps, qui suit la même évolution, sera portée de 450 à 457 francs au coefficient 100 (coefficient fictif utilisé pour les comptes, le plus petit salaire de l'entreprise, celui de l'OS débutant se situant au coefficient 170).

Les syndicats ont tous estimé ces augmentations insuffisantes, la hausse des prix officiellement prévue en 1989 étant de 2,4 %, et ils ont réclamé le maintien du pouvoir d'achat sur l'année. Des arrêts de travail ont en lien mardi avec un peu plus de 30 % de grévistes au Mans, 5,6 % à Sandouville.

Mais la direction a indiqué qu'il s'agissait d'une « première phase », les négociations devant reprendre le 22 mars, lorsque seront connus les résultats définitifs de l'entreprise sur 1988. A cette occasion, sera fixé aussi le montant exact de la prime d'intéressement : les salariés de la Régie ont touché un acompte en décembre dernier de 400 F au coefficient 100 (celui de l'OS débutant en principe le tiers de cette prime).

Regardez qui vient de passer aux commandes.


Avec de nouvelles commandes de la part des compagnies American, Air Europe, Aero Lloyd, China Eastern, ILFC et ZAS Egypt, et des ordres complémentaires passés par Finnair, le nombre total de commandes et autres engagements en faveur de notre MD-11 s'établit désormais à 251. Pourquoi un tel succès ?

En fait, les compagnies aériennes choisissent le MD-11 tout simplement parce

qu'il s'agit du gros porteur le plus efficace du monde. Parce que sa conception aérodynamique avancée et la consommation réduite de ses moteurs assurent un niveau de rentabilité important sur les vols longs-courriers sans escale. Et également parce que sa capacité d'emport de fret commercial, sous le pont principal, est sans équivalent.

Mais le MD-11 est aussi choisi en raison des nombreux aménagements qu'il offre aux

passagers : larges couloirs, cabine spacieuse, et davantage de place pour les bagages à main dans les compartiments au-dessus des fauteuils. En outre, le MD-11 proposant différents types de motorisation, qu'il s'agisse de General Electric, Pratt & Whitney ou Rolls-Royce, il assure aux compagnies aériennes la communauté requise avec les systèmes existants. Le nouveau MD-11. Nous sommes heureux que 26 compagnies mondiales l'aient choisi.



MD 11

The World Plane

Le monde a son avion.

Liste des clients

Aero Lloyd	Finnair	Thai
Air Europe	GPA Group	International
Alitalia	ILFC	Non
American	JAT	communicable
ETA	Korean Air	Non
Aviation/Nigeria	LTC	communicable
China Airlines	Minserv	Non
China Eastern	Mitsui	communicable
Delta	Swissair	Varig
Federal Express		Viasa
		ZAS Egypt

MCDONNELL DOUGLAS

هكذا من الأصل

Économie

ETRANGER

Baisse des investissements pénuries, rationnement Le coût insupportable du remboursement de la dette roumaine

Les statistiques sont parfois éloquentes. Le bilan de l'économie roumaine en 1988, publié lundi 6 février par l'organe du parti Scelta, illustre le coût, insupportable, d'une gestion visant à accumuler à tout prix les excédents extérieurs pour rembourser la dette du pays. Depuis 1983, l'empereur roumain Nicolae Ceausescu s'est tenu à cet objectif : se débarrasser totalement d'un endettement qui représentait 10 milliards de dollars au début des années 80, 6,6 milliards fin 1987 et doit disparaître, selon lui, courant 1989.

La Roumanie n'étant pas la Corée du Sud, qui suit un processus similaire grâce à l'accumulation de réels succès économiques, ce sont les investissements et surtout l'approvisionnement et les conditions de vie des Roumains qui font les frais de cette option.

L'excédent commercial, de 4 milliards de dollars (25 milliards de francs) en 1988, masque une stagnation des importations : officiellement, leur hausse a été de 0,1 %. Cette frugalité, conjuguée à une légère baisse des investissements (1,2 % selon les chiffres officiels alors que le plan prévoyait une hausse de 3 à 3,5 %), explique les retards accumulés par les programmes de modernisation de l'industrie. On ne peut s'étonner, dans de telles conditions, d'une faible productivité, évaluée à 2,1 %, sans commune mesure avec les objectifs de 8 à 9 % fixés par les planificateurs.

Un expert gouvernemental roumain a indiqué à l'Agence France-Presse que le remboursement accéléré de la dette est à l'origine de la faible croissance de 1988 (3,2 %). Pour les Roumains, la marche forcée à l'exportation se traduit par des pénuries et de nouvelles restrictions : 1 kilo de sucre et moins de 1 litre d'huile par mois en 1989 (le Monde du 3 janvier). Malgré la hausse de 14 % de la production de charbon (58,8 millions de tonnes), la faible amélioration de 1,6 % de celle d'énergie électrique (75,3 milliards de kWh) et la baisse de 1,1 % de celle de pétrole (9,4 millions de tonnes) constituent le reflet statistique d'une réalité redoutable : les Roumains affrontent l'hiver avec quatre heures et demie de chauffage et quatre heures d'eau chaude par jour.

F. Cr.

Pour tenter de juguler la spéculation La Jordanie ferme tous les bureaux de change

La fuite des capitaux, sensible en Jordanie depuis le printemps 1988, avait pris une telle ampleur, ces derniers jours, que les autorités jordaniennes ont décidé de frapper fort. Usant de ses prérogatives de gouvernement militaire aux termes de la loi martiale en vigueur depuis 1967, le premier ministre, M. Zeid Rifaï, a ordonné, mercredi 8 février, la fermeture des bureaux de change, l'annulation de leurs licences, le gel de leurs comptes en banque et la mise sous séquestre de leurs livres et biens.

Selon l'Agence France-Presse, l'apposition des sceaux sur les portes des deux cents bureaux de change du royaume s'est passée sans incidents à Amman. Dorénavant, les banques et institutions financières seront seules habilitées à effectuer des opérations de change au taux obligatoire de 0,565 dinar jordanien pour 1 dollar, et le plafond de 1 000 dinars imposé aux transferts en devises par les Jordaniens se rendant à l'étranger sera plus strictement contrôlé.

EN BREF

● Une précision de l'UD FO de l'Hérault. — A la suite de notre article intitulé « Guerre des héritiers à FO », où nous avions évoqué la nomination de M. Gabriel Reconnis, secrétaire général de l'union départementale (UD) de l'Hérault, cette UD nous précise que « l'ancien secrétaire général de l'UD de l'Hérault n'a jamais interrompu son activité professionnelle et ne peut donc être considéré comme chômeur ». Elle assure aussi que le choix du nouveau secrétaire général de l'UD « ne s'est pas opéré en fonction de la tendance de l'ancien et du nouveau à soutenir un des deux candidats pour la succession du secrétaire général de la confédération ».

TRANSPORTS

McDonnell Douglas marque un point face à Airbus

NEW-YORK
de notre correspondant

Le constructeur américain McDonnell Douglas a annoncé, le 7 février, que cinq clients lui avaient commandé plusieurs dizaines d'avions commerciaux d'une valeur totale de 8,4 milliards de dollars (53 milliards de francs). La plus importante des commandes (7,4 milliards de dollars) a été passée par la compagnie texane American Airlines, filiale d'AMR Corp., qui achètera ferme huit gros porteurs MD-11. Au total, soixante-seize commandes — fermes et options — ont été annoncées, portant le nombre de contrats pour le MD-11 à quatre-vingt-dix-sept (le Monde du 8 janvier). Concurrent direct du quadricorps A-340 du consortium européen Airbus Industrie, le MD-11 devance ainsi les Européens dans la compétition pour le renouvellement de la flotte mondiale.

Le prix affiché du gros porteur — qui n'est pas encore en service — est de 100 millions de dollars. Toutefois, selon l'analyste Paul Turk d'Avmark Inc., American Airlines aurait obtenu une remise de 15 %, en raison du volume commandé. Le MD-11, dont le premier exemplaire volera au printemps de l'année prochaine, remplace le DC-10 du même constructeur et pourra transporter quatre cent cinquante passagers sur une distance de 13 000 kilomètres. Dans le cas d'American Airlines, il sera équipé de moteurs General Electric,

dont la compagnie a commandé deux cents exemplaires.

American a également pris cent options sur le modèle MD-80, un moyen courrier de 140 places, dont le prix s'établit à 20 millions de dollars. La compagnie possède déjà cent quarante-neuf appareils de ce type. Selon l'analyste Julius Malutis, de la firme Solomon Brothers, American souhaite accélérer le remplacement des Boeing-727, plus chers à exploiter en raison du pilotage à trois qu'ils requièrent, alors que le MD-80 est piloté à deux. En même temps, affirme cet expert, la compagnie envisage ainsi le renouvellement de sa flotte vieillissante, dont plusieurs modèles pourraient être interdits de vol aux Etats-Unis au cours de la prochaine décennie en raison des pressions des pouvoirs publics en matière d'émissions de polluants et de bruit. D'autre part, les accidents survenus ces dernières années ont accru l'âge des avions en service aux Etats-Unis : douze ans et trois mois en moyenne, contre huit ans en Europe.

Pilotage à deux

McDonnell Douglas, que les déboires du DC-10 avaient failli éliminer du marché, effectue un retour triomphal grâce à l'extension du marché des avions neufs, certes, mais aussi grâce au retard pris par l'A-340 et à l'incapacité de Boeing

d'honorer ses engagements. En effet, assailli par des critiques concernant la qualité de ses avions et leur sécurité, le géant de Seattle a annoncé récemment qu'en raison de nouvelles méthodes de contrôle de la production les délais de livraison de l'ensemble de ses modèles seraient désormais plus longs d'un an en moyenne, passant à cinq ans pour le « modèle vedette », le 747-400.

Il est vrai que l'accident, en Grande-Bretagne au mois de décembre, d'un 737-400 tout neuf, où une simple inversion de fils électriques semble-t-il, a coûté la vie à quarante personnes, a été très mal digéré par les autorités fédérales américaines et par la plupart des nombreux clients de la firme. L'été dernier déjà, British Airways, excédée par les erreurs de montage constatées sur les avions livrés par Boeing, avait exigé que le constructeur accepte la présence, sur les chaînes de montage de Seattle, de spécialistes fédérales américaines qui lui étaient destinés.

Malgré ces déboires, Boeing conserve environ 60 % du marché international, le reste étant partagé entre Airbus et McDonnell Douglas. Soutenu par deux compagnies américaines importantes — Delta et American — le MD-11 ne sera pas un « hit » financier, mais rapportera de l'argent rapidement, puisque son constructeur affirme que le modèle sera rentable à partir de cent exemplaires commandés ferme.

CHARLES LESCAUT.

REPÈRES

Commandes industrielles

Progression de 4,5 %
en décembre en RFA

Les commandes passées à l'industrie ouest-allemande ont progressé, en volume, de 4,5 % en décembre 1988 en données corrigées des variations saisonnières, indique le ministère fédéral de l'économie. Les commandes intérieures ont augmenté de 5 % et celles émanant de l'étranger de 3,5 %. Les plus fortes hausses ont été relevées dans le secteur des biens d'investissement (+ 8 %). Sur les deux derniers mois de 1988 la poussée des commandes à l'industrie atteint 9,8 % en volume.

Prix à la consommation Augmentation de 2,7 % en moyenne annuelle

Calculée en moyenne annuelle, la hausse des prix à la consommation a atteint 2,7 % en France en 1988, contre 3,1 % en 1987. L'indice des prix à la consommation, sur une base 100 en 1980, s'est élevé l'an dernier à 171,8. En glissement (de décembre 1987 à décembre 1988), la hausse des prix à la consommation est identique en 1987 et 1988, à 3,1 %.

Automobile

La France deuxième constructeur européen

La France confirme sa place de deuxième constructeur automobile européen après l'Allemagne mais avant la Grande-Bretagne et l'Italie, avec 3 223 987 véhicules particuliers produits en 1988, selon les chiffres publiés par la chambre syndicale des constructeurs automobiles. Ce chiffre est en progression de 5,6 % par rapport à 1987, qui avait déjà été une excellente année avec 3 051 830 véhicules produits. Les exportations se sont élevées au niveau record de 1 832 519 unités, soit une hausse de 9 % par rapport à 1987. Les immatriculations en France ont été de 2 217 149 unités (+ 5,3 %), dont 36,8 % par des marques étrangères.

Salaire minimum Relèvement du SMIC en Hongrie

Le salaire minimum hongrois, actuellement de 3 000 forints (326 francs), sera relevé à 3 700 forints à compter du 1^{er} mars, annonce l'agence MTI. Cette décision du Conseil de coordination des intérêts nationaux (OET), qui regroupe des représentants du gouvernement, des syndicats et de la chambre de l'économie, répond à l'une des principales revendications syndicales. Le SMIC sera porté, d'ici à octobre 1989, à 4 000 forints pour les salariés de l'industrie, ce niveau devant être atteint dans le secteur agricole et les coopératives de consommateurs en décembre.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le chiffre d'affaires global du groupe, pour l'année 1988, est de 23 288 millions de francs toutes taxes comprises et de 21 975 millions hors taxes, répartis comme suit :

- BTP : 8 116 millions hors taxes.
- Distribution : 10 866 millions hors taxes.
- Nautisme, électricité, immobilier et divers : 2 993 millions hors taxes.

Il est en progression de 36 % sur celui de 1987 et, à durée comparable pour Westhouse, de 23 %.

Pour le quatrième trimestre, les facturations représentent globalement 6 726 millions de francs toutes taxes et de 6 353 millions de francs hors taxes avec la ventilation suivante :

- BTP : 2 553 millions hors taxes.
- Distribution : 3 005 millions hors taxes.
- Nautisme, électricité, immobilier et divers : 795 millions hors taxes.

L'ensemble marquant une progression de 25 % sur le quatrième trimestre 1987.

Les travaux commandés et restant à exécuter, en BTP, au 1^{er} janvier 1989 dépassent 11 milliards de francs.

COURS DE L'ACTION
CHIFFRES EN BREF
ACTUALITÉS



TOTAL CFP — SUR — MINTEL

3614 CODE TOTAL CFP

TOTAL CFP - Service d'Information des Actionnaires -
5, rue Michel Ange 75781 PARIS CEDEX 16 FRANCE tél. 47 43 77 33

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Rentacic La Sicav des 4 saisons

Le Président François Arzac a déclaré :

Rentacic a su maintenir en 1988 son caractère défensif et a réalisé une très bonne performance qui la place très bien parmi les Sicav à revenus trimestriels.

Ce résultat reflète la politique de gestion prudente qui a été menée dans un contexte financier très changeant, afin de concilier sécurité en capital et régularité dans la distribution des revenus.

Pour 1989, l'on peut penser que le contexte des taux devrait être favorable à la Sicav.

(A.G.O. du 26.01.1989)

Consultation des cours
quotidiens sur Minitel :
composer le 36,15
code ASSOCIC.

GROUPE CIC

Banques CIC. En intelligence avec vous.



HOTEL DES VENTES

9, rue Drouot, 75009 PARIS
Téléphone : 48-00-20-20
Téléc : Drouot 642260
Informations téléphoniques permanentes :
47-70-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, Paris. Tél. : 45-63-12-68
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 heures à 18 heures, sauf indications particulières. * expo le matin de la vente.

DIMANCHE 12 FÉVRIER

1. - Tableaux modernes, art contemporain. - M^{re} CHARBONNEAU.
2. - 100 tableaux de jeunes artistes. - M^{re} BINOCHÉ, GODEAU.
3. - 4 et 6 - 11 h et 14 h 30 ART CONTEMPORAIN : ARMAN, CHARDONNE, BRYE, OLEIZES, HARTUNG, HELION, LANSKAUX MODERNES : F. BOGGS, BRAQUAVAL, COSON, DOMERGUE, DUMONT, FRIEZ, LAURAY, LIOTTE, LUCE, MACLET, MANZANA, PISSARRO, TOBIASSE, VALTAT.
4. - Sculptures : ARMAN, GILOLI, PICASSO. - M^{re} LOUDMER.
5. - 7. - Tableaux mod. - M^{re} BOISGIRARD.
6. - 8. - Antiques : Egypte, Grèce, Rome. Cachets. - M^{re} PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, M. Roudillon, expert.
7. - 9. - 14 h 15 Tapis d'Orient anciens. - M^{re} ROGEON.
8. - 10. - Meubles de collection. - M^{re} BOSCHER, STUDDER, FROMENTIN.

MARDI 14 FÉVRIER

1. - Livres anciens et modernes, autographes. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
2. - 14 h 15 Joaillerie, objets de vitrine, orfèvrerie ancienne et moderne. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M. Fromanger, Vénus Fromanger.

MERCREDI 15 FÉVRIER

1. - Tab. bib., mod. - M^{re} BOISGIRARD.
2. - 14 h 15 Dessins, tableaux modernes et contemporains. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M^{re} Marie-Aline Prat, M^{re} Pacitti et de Louvenot, Marchaux, experts.
3. - 7. - Tableaux, objets d'art, bon mobilier du 18^e et 19^e, tapis. - M^{re} MILLON, JUTHEAU.
4. - 9. - Mobilier de jardin, boîtes, chemises et mobilier ancien. - M^{re} COUTURIER, de NICOLAY.
5. - 10. - Auteurs G. de RUILLE : sculptures en plâtre sur le thème du cheval. - M^{re} OGER, DUMONT.
6. - 12. - Timbres-poste. - M^{re} LENORMAND, DAYEN.
7. - 14. - Tab. bib., livres et beau mobilier. PARIS AUCTION (M^{re} DE GAGNY 42-46-00-07).

JEUDI 16 FÉVRIER

1. - 12. - Cartes postales. - M^{re} MORAND.

VENDREDI 17 FÉVRIER

1. - 14 h 15 Instruments de musique. (M. Vian, expert). Bons meubles, objets mobiliers. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.
2. - 14 h 15 Dessins, tableaux, mobilier. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
3. - 6. - 11 h et 14 h 15. Estampes et tableaux modernes. - M^{re} LOUDMER.
4. - 7. - Tableaux 19^e, meubles. - M^{re} RENAUD, (ARCOLE).
5. - 9. - Vins. - M^{re} BOSCHER, STUDDER, FROMENTIN.
6. - 14. - Tableaux, bibelots, mobilier. - M^{re} OGER, DUMONT.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favard (75002), 42-61-80-07.
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BOSCHER, STUDDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
Catherine CHARBONNEAU, 134, bd St-Honoré (75008), 43-59-66-56.
COUTURIER, de NICOLAY, 10, rue de l'Université (75007), 49-27-02-14.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Labaz (75009), 42-81-50-91.
LOUDMER, 18, rue de Provence (75009), 45-23-15-15.
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-34-81-13.
MORAND, 6, rue E. Renan (75015), 47-34-81-13.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PARIS AUCTION : de CAGNY, CARDINET - KALCK, DEURBERGUE, DUMOUSSET, HOENAN-COUTURIER, RIBEYRE, 4, rue Drouot, 75009 PARIS. Tél. : 42-47-03-99.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 16, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.
RENAUD, 6, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

هكذا من الأصل

E-11	9	9 1/4	9 3/16	9 5/16	9 5/16	9 7/16	9 9/16	9 11/16
E-11	5 3/4	6	6	6 1/8	6 1/8	6 3/8	6 3/8	6 1/2
E-11	4 1/2	5 1/2	6 7/16	6 9/16	6 1/2	6 5/8	6 5/8	6 3/4
E-11	7 3/8	7 5/8	7 7/16	7 3/4	7 5/8	7 15/16	7 15/16	8 1/8
E-11	5 1/2	5	5 11/16	5 13/16	5 11/16	5 13/16	5 13/16	5 13/16
E-11	10 1/2	11	11	11 7/8	11 5/8	12	12	12 1/8
E-11	12 7/8	13 1/8	13	13 1/8	13	13	13	13 1/8
E-11	8 1/4	8 5/8	8 5/8	8 7/8	8 3/4	8 1/8	8 1/8	8 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en de matinée par une grande banque de la place.

ÉTRANGER
3 La vague islamiste semble refluer en Égypte.
4 La réunion de la « table ronde » en Pologne.
5 Washington appelle à un cesses-le-feu au Soudan.
6 Les élections à la Jamaïque : une alternance avec un minimum de violence ?

POLITIQUE
8-9-10 La préparation des élections municipales.
— Défense.
11 Les tensions au sein du RPR.
— Le financement des partis.

SOCIÉTÉ
12 La crise pénitentiaire.
— Au tribunal de Versailles : la drogue sur ordonnance.
13 Les nouveaux programmes d'histoire et géographie inquiètent les enseignants.
— Ski : « capot » français aux championnats du monde.

CULTURE
22 Les collections masculines automne-hiver.
23 Le retour aux épopées au cinéma.
— Communication.

ÉCONOMIE
26 Résultat record en 1988 pour la Caisse des dépôts.
— La CFTC dénonce la « répression anti-syndicats ».
28 Épargne et libre circulation des capitaux.
29 La Jordanie ferme ses bureaux de change.
30-31 Les marchés financiers.

SERVICES
Abonnements 2
Annuaire classés 26
Bulletin d'enneigement 25
Campus 14
Carnet 14
Météorologie 25
Mots croisés 14
Radio-télévision 25
Spectacles 24

TÉLÉMATIQUE
• Les hauteurs de neige dans les stations CORUS
• Calculez vos impôts IMPOTS
3615 Tapez LM
• Chaque matin :
10 h : le mini-journal ... JOUR
11 h : la Bourse BOURSE
3615 tapez LEMONDE

La série noire continue pour Boeing 144 morts dans un accident survenu aux Açores

Un Boeing-707 de la compagnie américaine Independent Air Corporation s'est écrasé, mercredi 8 février, sur une colline de Santa-Maria, l'une des îles de l'archipel portugais des Açores situé dans l'Atlantique. L'appareil avait demandé à la tour de contrôle d'atterrir d'urgence, mais le pilote avait demandé de se poser, probablement pour des raisons techniques. Les cent quarante-quatre passagers et membres de l'équipage ont péri dans la catastrophe. L'avion était un chariot qui se rendait de Bergame, en Italie, à Saint-Domingue, dans les Caraïbes. Outre l'équipage, de nationalité américaine, il transportait des touristes italiens. Le voyage avait été organisé par un voyageur opérant de Milan.

Selon un responsable de la société Boeing à Seattle, le Boeing-707 était sorti des chaînes de fabrication en 1968 et avait été livré à l'époque à TWA. Il avait donc vingt et un ans. Mais le président de la compagnie Independent Air, dont le siège est à Smyrna (Tennessee), a précisé que l'appareil avait moins de 50 000 heures de vol — ce qui n'est pas considéré comme excessif — et qu'il avait effectué 12 500 décollages et atterrissages. Mais, selon l'administration fédérale de l'aviation civile (FAA), qui tient des fichiers sur les appareils fait l'objet de sept réparations de diverses natures, jamais très importantes cependant.

Le président du conseil italien a donné des instructions à son gouvernement pour aider rapidement les familles des victimes et un avion militaire a été envoyé aux Açores avec des médecins et des pompiers pour aider les autorités portugaises à recueillir et identifier les cadavres.

Le gouvernement portugais, pour sa part, a ouvert une enquête sur les causes de l'accident et des experts américains devaient se joindre aux investigations. Jeudi 9 février, en fin de matinée, on ignorait les causes de l'accident, mais un individu déclarant parler au nom des « brigades terroristes internationales », une organisation inconnue, a revendiqué la responsabilité de la catastrophe survenue à la première chaîne de télévision portugaise. La police portugaise a aussitôt fait savoir qu'il s'agissait d'une plaisanterie de très mauvais goût.

[Avec cette nouvelle tragédie, la série noire pour l'aviation civile et singulièrement pour Boeing s'allonge. Le 3 janvier, un Boeing-737 de British Midland Airways s'était écrasé au centre de la Grande-Bretagne causant la mort de 44 personnes. Le 21 décembre 1988, un attentat dévastateur au gros porteur 747 de Pan Am au-dessus de l'Ecosse, faisant 270 morts. Le 19 octobre, c'est encore un Boeing-737 d'Indian Airlines qui s'était écrasé à Alameda (131 morts). Deux jours avant, un Boeing-707 des lignes ougandaises se disloquait en se posant à Rome (30 victimes).]

Le numéro du « Monde »
daté 9 février 1989
a été tiré à 509 266 exemplaires

LA CHINE EN INDIVIDUEL

C'est désormais possible en toute sécurité grâce à Pacific-Holidays dont le mini-guide gratuit du voyage en Chine vous propose :

- La formule liberté : avion + transports intérieurs + hôtels.
- La formule tout confort incluant les excursions avec guide.
- Les vols réguliers à prix chers.

Envoi du mini-guide contre 5 FF en timbres.

Pacific Holidays

34, avenue du Général-Leclerc, 75014 Paris
45.41.52.58. M^r Mouton-Duvernet.

Selon un rapport officiel Deux millions de Britanniques pourraient être atteints de salmonellose

Le Royaume-Uni est malade de ses œufs. Selon un rapport confidentiel révélé, jeudi 9 février, par le Times de Londres, une épidémie de salmonellose « d'une ampleur considérable » sévit actuellement en Grande-Bretagne. Ce document rédigé par des responsables des ministères de la santé et de l'agriculture, ainsi que par des représentants de l'industrie avicole, précise qu'environ deux millions de Britanniques pourraient être, cette année, victimes d'intoxication alimentaire causée par des micro-organismes du type salmonella.

La publication de ce rapport devrait relancer la polémique qui sévit outre-Manche depuis deux mois à propos d'une éventuelle contamination des poules par la salmonelle.

Une polémique qui avait débuté le 3 décembre par une déclaration de M^{me} Edwina Currie, secrétaire d'Etat à la santé, invitant les Britanniques à ne plus manger d'œufs crus ou de produits à base d'œufs crus, comme les mayonnaises. Selon M^{me} Currie, « la plupart » des œufs vendus en Grande-Bretagne étaient infectés par la salmonelle. Ces déclarations, outre une baisse de 60 % de la consommation d'œufs dans le pays, avaient provoqué un véritable tollé, en particulier de la part des éleveurs de poules. A tel point que, le 16 décembre, M^{me} Currie a dû démissionner (le Monde daté 18-19 décembre).

Le 8 février, devant le comité chargé des questions agricoles à la Chambre des communes, M^{me} Currie refusa de préciser ses déclarations faites deux mois auparavant, se contentant d'affirmer que ce qu'elle avait dit provenait d'« informations déjà publiées ».

Le rapport publié par le Times et transmis cette semaine au gouvernement apporte donc de l'eau au moulin de M^{me} Currie. Il dresse une liste des mesures urgentes à prendre pour enrayer cette épidémie. Tout en indiquant que la preuve scientifique de la responsabilité des poules n'a pu être formellement établie, les rapporteurs réclament d'urgence la mise en œuvre de recherches visant en particulier à localiser les fermes infectées. Interrogé jeudi 9 février par la BBC, M. Kenneth Clarke, le ministre de la santé, s'est refusé à tout commentaire sur cette affaire.

A Kaboul, les derniers soldats soviétiques, mercredi, retranchés à l'aéroport pour y assurer la sécurité des avions qui ravitaillent la capitale et que des hélicoptères protègent. A Islamabad, les représentants de l'ONU auraient obtenu qu'un appareil d'Ethiopian Airlines ravitaillât Kaboul à partir du Pakistan après la défection de l'équipage d'un avion d'Egypte Air, qui a refusé de se rendre dans la capitale afghane pour des raisons de sécurité. L'appareil éthiopien devait, en principe, commencer ses rotations jeudi.

A Paris, M. Roland Dumas a demandé, mercredi, au secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, de prévoir l'envoi à Kaboul d'une équipe de médecins français qui se mettra au service de la population civile.

« Les modalités pratiques d'organisation de départ de cette mission médicale seront déterminées en relation étroite avec le prince Sadruddin Aga Khan (coordonnateur de l'ONU), compte tenu de la nécessité d'assurer à la mission les conditions indispensables d'exercice et de sécurité », a précisé un communiqué du Quai d'Orsay.

Enfin, c'est Rawalpindi, ville jumelle d'Ismaïliabad, que se réunira, à compter de vendredi, l'assemblée convoquée par les mouvements de résistance pour désigner un gouvernement intérimaire. Outre les chefs militaires — l'assemblée comprendra les représentants d'une douzaine de mouvements de résistance, sunnites et chiites, des réfugiés ainsi que des membres de la diaspora afghane. Mais les « commandants » des moudjahidins semblent manifester une certaine méfiance à l'égard de cette assemblée.

Karpov et Youssoufov, toujours à Londres, disputent la seconde demi-finale. Les matchs se disputent en huit parties.

● **FOOTBALL** : qualification pour la Coupe du monde 1990. — L'Écosse a marqué un but à la 96^e minute que l'équipe d'Ecosse a battu (3-2) celle de Chypre, mercredi 8 février à Limassol lors d'un match de qualification du groupe 5 pour la Coupe du monde de football 1990. Déçu par ce résultat, acquis dans des conditions contestables, des supporters chypriotes ont pris à partie les joueurs écossais et surtout l'arbitre est-allemand Siegfried Kirsch, qui ont dû être délogés par des charges de policiers utilisant des gaz lacrymogènes. Deux policiers ont été blessés, trois manifestants ont été interpellés. Au classement du groupe, la Yougoslavie (3 matches) est en tête avec 5 points, devant l'Ecosse (3 matches), 5 points, la France (3 matches), 3 points, la Norvège (3 matches), 2 points, et Chypre (4 matches), 1 point.

● **INDE** : trente-six morts dans l'incendie d'un studio de tournage. — Un incendie provoqué par des feux d'artifice a fait trente-six morts et seize blessés sur le plateau de tournage d'un feuilleton télévisé, à Mysore, dans l'Etat de Karnataka. (Reuters.)

Incendie à l'aéroport de Bombay. — Un incendie a éclaté, jeudi 9 février, à l'aéroport international de Bombay, entraînant la paralysie totale du trafic aérien. Le feu a pris dans une boutique située dans l'aérogare et s'est rapidement étendu.

SPORTS D'HIVER

L'enneigement des stations, hébergement, locations, crèches et hôtels

36.15 Tapez LM
Code CORUS

Sur le vif Drôle d'histoire

Vous, je sais pas, mais moi, mes gosses, ils étaient d'une ignorance crasse en histoire et en géo. Si on leur demandait : c'était quand la révolution de 1848, ils répondaient : C'était après les rois non... avant... Ou alors, c'est où l'Amérique, ça, c'est au sud... non, c'est au nord. Sortis de là, Versailles et l'équerre, ils répondaient à l'équerre, ils s'enfuyaient dans les sables mouvants d'un non man's land planétaire. Avec quand même trois points de repère, merci la télé, Fort-Apache, le colosse de Rhodes et le parking de Citroën sur la Grande Muraille de Chine.

Vous me direz : Arrête ! Depuis Chevenement, on les a réhabilités, la chronologie et la liste des départements. D'accord, mais il a régné de quelle date à quelle date, Chevenement ? Après la gauche ou avant la droite ? Et sa réforme, c'était la neuvième ou la dixième ? Attendez que je calcule... Ça devait être la onzième, parce qu'on vient de nous en balancer une nouvelle, et, celle-là, c'est la douzième.

Elle concerne la terminale et elle va combler de joie tous les potaches qui ont réussi à faire du slalom entre ces changements de programme et qui, sans cette année providentielle du Bicentenaire, seraient bien incapables de situer la prise de la Bastille. Là, c'est facile.

CLAUDE SARRAUTE.

BOURSE DE PARIS Matinée du 9 février Pause

Après la forte progression enregistrée mercredi (+1,14 %), le marché a fait une pause par consolidation. L'indice CAC 40 a perdu 0,23 % peu après l'ouverture. Parmi les hausses figuraient Métaleurop (+6 %), Poulenc (+3 %) et Immeubles Monceau (+3 %). En baisse on notait l'UIF (-4 %), Auxiliaire d'entreprises (-3 %) et Fichet Bauche (-3 %).

● **Mort du philosophe Gilbert Simondon.** — Le philosophe Gilbert Simondon est mort lundi 6 février des suites d'une crise cardiaque. (Né en 1924 à Saint-Etienne, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé de philosophie en 1948, Gilbert Simondon avait été assistant, puis professeur de philosophie, à Poitiers (1950-1964) et à la Sorbonne (1964-1984). Son livre *Le mode d'existence des objets techniques*, publié chez Aubier en 1958, sera repris dans une édition augmentée chez le même éditeur ces prochains jours, en même temps que son dernier essai, *l'Individuation psychique et collective*. En 1964, avait paru aux PUF, *l'Individu et sa genèse physico-biologique*.)

● **M. Roger Bouzineac, consultant presse du CSA.** — M. Roger Bouzineac, éditeur à Nice-Matin et ancien membre de la CNCL a été nommé mercredi 8 février consultant pour la presse écrite auprès du président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), M. Jacques Boutet.

● **Quatre noms pour Radio-France.** — Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a présélectionné quatre personnalités pour la présidence de Radio-France : MM. Jean-Pierre Hoes, ancien directeur délégué de RMC, actuellement chargé du développement audiovisuel à la Caisse des dépôts ; Jean Izard, ancien directeur général de Radio-France (il travaillait avec M. Roland Faure, nommé au CSA) ; Gérard Unger, actuellement conseiller à la PUF, après avoir dirigé la SORFAD, et Jean Maheu, président du Centre Georges-Pompidou. Le choix du futur président de Radio-France pourrait être arrêté jeudi.

SVM

SCIENCE & VIE MICRO

COMMENT COMPARER LES ORDINATEURS

SVM a mis au point un nouveau standard de performances qui permet de mesurer la puissance des ordinateurs au moyen de 100 opérations normalisées et identiques pour toutes les machines. Complet, clair et pratique, ce test est un nouvel atout pour mieux choisir.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- **BANC D'ESSAI : AMSTRAD PC 2386**
- **PS/2 8530 H21 : IBM RELANCE LE PC-AT**
- **PEUT-ON PIRATER LA CARTE A PUCES ?**

N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE